



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2007

Volume III

Informations
et analyses
supplémentaires

Canada⁺

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2007

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Copie papier : N° de catalogue P51-1/2007-3F

ISBN 978-0-660-97248-0

Copie PDF : N° de catalogue P51-1/2007-3F-PDF

ISBN 978-0-662-07021-4

ERRATUM

Suite au dépôt des *Comptes publics du Canada*, des modifications ont été effectuées au volume III, section 9, Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés.
Les modifications dans la section 9 sont surlignés.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

VOLUME III

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Table des matières

Section

- Introduction
- 1. États financiers des fonds renouvelables
- 2. Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 3. Services professionnels et spéciaux
- 4. Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages
- 5. Acquisition de matériel et d'outillage
- 6. Paiements de transfert
- 7. Frais de la dette publique
- 8. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour
- 9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
- 10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement
- 11. Autres informations diverses
- 12. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente les états financiers vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

États financiers des fonds renouvelables

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel	1.2
Aliénation des biens immobiliers	1.8
Bureau de la traduction	1.12
Commission canadienne des grains	1.18
Conseils et Vérification Canada	1.27
CORCAN	1.33
Géomatique Canada	1.41
Office de la propriété intellectuelle du Canada	1.48
Office national du film	1.55
Passeport Canada	1.64
Production de défense	1.70
Services communs de télécommunications et d'informatique	1.71
Services immobiliers	1.76
Services optionnels	1.81

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Les responsabilités concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, l'équipe de vérification interne du ministère a révisé ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugement de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La division des services intégrés du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds

maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvé par :

Directeur exécutif,
Agence canadienne du pari mutuel
TIM PETTIPAS

Agent financier supérieur à temps plein intérimaire
DAVID MILLER

Agent financier supérieur intérimaire
PIERRE CORRIVEAU

le 4 juin 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....	(708)	(290)		(1 101)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	50	860	150	29
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(658)	570	150	(1 072)
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	50	31	150	33
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....		(219)		90
Autorisation fournie (employée).....	(708)	758		(1 195)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(1 748)	(1 235)
Plus : imputation des CAFE sur le crédit après le 31 mars.....	1 117	1 326
Moins:		
Montants affectés au crédit après le 31 mars.....	60	36
Ajustement d'autorisation non employée d'exercice précédent.....		(12)
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice.....	(691)	67
Limite de l'autorisation.....	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	2 691	1 933

1.2 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUELABLES

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE ADJOINT, GESTION INTÉGRÉE, AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (l'Agence) au 31 mars 2007 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

N'ayant été nommé vérificateurs de l'Agence qu'en cours d'exercice, nous n'avons pu vérifier les soldes d'ouverture pour l'exercice actuel. Puisque ces soldes servent à établir les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie, nous n'avons pu déterminer si certains redressements à l'état des résultats et de l'actif net, de l'actif net au début de l'exercice et des flux de trésorerie auraient été nécessaires.

À notre avis, à l'exception de l'effet des redressements, dont il est question au paragraphe précédent, que nous aurions pu juger nécessaires si nous avions été en mesure de vérifier les soldes d'ouverture, les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie donnent, à tous les égards importants, une image fidèle des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'Agence pour l'exercice terminé le 31 mars 2007 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. De plus, à notre avis, l'état de la situation financière donne, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Agence au 31 mars 2007 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche s.r.l.
Comptables agréés
Titulaires d'un permis d'expertise comptable

le 11 mai 2007

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
	(Non vérifié)			(Non vérifié)	
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	59	36	Gouvernement du Canada	147	557
Tiers	525	741	Tiers		
Avance à justifier consentie aux employés	2	2	Créditeurs	970	769
Frais payés d'avance		13	Indemnités de vacances	265	225
	586	792	Tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	91	83
À long terme				1 473	1 634
Immobilisations (note 3)			À long terme		
Au coût	2 315	2 350	Passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	961	328
Moins : amortissement cumulé	1 350	1 260	ACTIF NET (note 5)	(883)	(80)
	965	1 090	Engagements contractuels (note 6)		
	1 551	1 882		1 551	1 882

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—Suite

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF
NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2007	2006
	(Non vérifié)	
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	13 734	13 910
Autres	19	26
	<u>13 753</u>	<u>13 936</u>
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux	4 877	6 059
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 4)	705	(141)
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants	2 715	3 164
Contrôle des courses	2 241	2 288
Services photographique d'arrivée	594	602
Recherche sur les stupéfiants	216	175
Autres services professionnels et spéciaux	971	1 075
Transport et télécommunications	763	843
Locations	547	530
Services publics, matériaux et fournitures	207	247
Amortissement des immobilisations	155	170
Divers	52	25
	<u>14 043</u>	<u>15 037</u>
Résultats nets	(290)	(1 101)
Actif net, au début de l'exercice	(80)	343
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(513)	678
Actif net, à la fin de l'exercice (note 5)	<u>(883)</u>	<u>(80)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2007	2006
	(Non vérifié)	
Activités d'exploitation :		
Résultats nets	(290)	(1 101)
Plus :		
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	705	(141)
Amortissement d'immobilisations	155	170
	<u>570</u>	<u>(1 072)</u>
Variation d'actifs et de passifs à court terme (note 7)	38	427
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi (note 4)	(64)	
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	<u>544</u>	<u>(645)</u>
Activités d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	(31)	(33)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation nettes de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice ..	513	(678)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	<u>1 235</u>	<u>1 913</u>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	<u>1 748</u>	<u>1 235</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM) a été établi en vertu de la *Loi n°1 de 1970*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n°1 de 1970*, a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobilisés et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat de l'ACPM est de réglementer et de superviser le pari mutuel aux hippodromes de l'ensemble du Canada, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, et aux instructions de fin d'exercice émises par le bureau du Receveur général.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus sont générés par un prélèvement de 0.8 pourcent sur chaque dollar misé aux hippodromes canadiens. Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

b) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont passés en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

c) Immobilisations

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée des baux. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire, depuis leur

exercice d'acquisition, sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Améliorations locatives	Terme du bail
Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement de traitement électronique des données	3 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans

d) Régime de retraite

Les employés de l'ACPM participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans la charge des avantages sociaux. Les prestations sont versées des comptes de pension de la fonction publique et de prestation de retraite supplémentaires. En vertu des dispositions législatives en vigueur, l'ACPM n'est pas tenu, de verser des contributions au titre de l'insuffisance actuarielle du régime.

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux bénéfices. Le passif lié à l'indemnité gagnée par les employés est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

f) Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les estimations comptables sont utilisées principalement pour les indemnités de cessation d'emploi, les charges à payer et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des rajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où elles sont connues.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

3. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	835	31		866
Équipement de traitement électronique de données	251		66	185
Véhicules motorisés	59			59
Bâtiments	575			575
Améliorations locatives	532			532
Terrains	98			98
	<u>2 350</u>	<u>31</u>	<u>66</u>	<u>2 315</u>
	(en milliers de dollars)			
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	290	84		374
Équipement de traitement électronique de données	224	12	66	170
Véhicules motorisés	24	5		29
Bâtiments	575			575
Améliorations locatives	147	55		202
	<u>1 260</u>	<u>156</u>	<u>66</u>	<u>1 350</u>

4. Passif pour les indemnités de cessation d'emploi

	(Non vérifié)	
	2007	2006
(en milliers de dollars)		
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, au début de l'exercice	411	552
Indemnités de cessation d'emploi payées durant l'exercice	(64)	
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	<u>705</u>	<u>(141)</u>
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, fin d'exercice	1 052	411
Moins : tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi	(91)	(83)
Tranche à long terme pour les indemnités de cessation d'emploi	<u>961</u>	<u>328</u>

5. Actif net

	(Non vérifié)	
	2007	2006
(en milliers de dollars)		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1 748)	(1 235)
Surplus accumulé	<u>865</u>	<u>1 155</u>
	<u>(883)</u>	<u>(80)</u>

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds :

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé :

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

6. Engagements contractuels

L'ACPM loue ses locaux et autres équipements de bureau en vertu de contrats de location-exploitation venant à terme en 2013. Les paiements de location futurs annuels sont comme suit:

	(en milliers de dollars)
2008	506
2009	490
2010	494
2011	412
exercices ultérieurs	<u>679</u>
	<u>2 581</u>

L'ACPM a signé des contrats pour fournir des services reliés à son mandat, lesquels venant à terme en mars 2009. Les paiements futurs annuels sont comme suit :

	(en milliers de dollars)
2008	5 553
2009	<u>2 884</u>
	<u>8 437</u>

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

7. Variation des actifs et des passifs à court terme

	(Non vérifié)	
	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	(23)	73
Tierces parties — Débiteurs	216	(106)
Frais payés d'avance	13	25
Créditeurs et charges à payer :		
Gouvernement du Canada	(410)	301
Tierces parties — Créditeurs	201	143
Tierces parties — Indemnités de vacances	41	(9)
	38	427

8. Chiffres comparatifs

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée par l'exercice en cours.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Direction générale des finances élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de

comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 1^{er} juin 2007

*Sous-ministre adjoint pi,
Direction générale des biens immobiliers*
TIM MCGRATH

le 31 mai 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	8 000	6 741	9 000	3 888
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds ..		636		842
Autorisation fournie	8 000	6 105	9 000	3 046

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1 594)	(2 439)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars		
Dépôts sur aliénations	203	409
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	3	
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	(1 394)	(2 030)
Limite de l'autorisation (note 1)	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	6 394	7 030

1.8 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers au 31 mars 2007 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle

comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers au 31 mars 2007, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 1^{er} juin 2007

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF ET ACTIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	3		Créditeurs et charges à payer		
Travaux en cours	3 606	2 970	Tiers		30
			Dépôts sur aliénations	203	379
				203	409
			ACTIF NET (note 3)	3 406	2 561
	3 609	2 970		3 609	2 970

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—Suite

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus	8 861	6 765
Frais d'exploitation		
Honoraires payés	915	1 802
Déboursés	1 205	1 075
	2 120	2 877
Résultats nets	6 741	3 888
Actif net, au début de l'exercice	2 561	1 906
Transfert en partie du surplus accumulé à		
l'imputation nette accumulée sur		
l'autorisation du Fonds (note 1)	(6 741)	(3 888)
Ressources financières nettes employées et variation de		
l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du		
Fonds, au cours de l'exercice	845	655
Actif net, à la fin de l'exercice	3 406	2 561

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Activités d'exploitation		
Résultats nets	6 741	3 888
Variation du fonds de roulement (note 4)	(845)	(655)
Ressources financières nettes fournies		
par les activités d'exploitation	5 896	3 233
Activités de financement		
Transfert en partie du surplus accumulé à		
l'imputation nette accumulée sur		
l'autorisation du Fonds (note 1)	(6 741)	(3 888)
Ressources financières nettes employées par		
les activités de financement	(6 741)	(3 888)
Ressources financières nettes employées et variation de		
l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du		
Fonds, au cours de l'exercice	(845)	(655)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
du Fonds, au début de l'exercice	2 439	3 094
Imputation nette accumulée sur l'autorisation		
du Fonds, à la fin de l'exercice (note 3)	1 594	2 439

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (« le Fonds ») fournit, selon le principe du recouvrement des coûts, l'aliénation des biens immobiliers excédentaires, afin de générer des recettes pour l'État.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, le montant total ne devant excéder 5 000 000 \$ en aucun temps.

Tous les produits de la vente, moins les coûts et les dépenses liés à l'aliénation, sont déposés au Trésor. Conformément aux modalités approuvées par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, tout surplus accumulé à la fin de l'année dans le Fonds, en sus de 5 000 000 \$, est déposé au Trésor.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus sont reconnus dans la période comptable au cours de laquelle les deux éléments suivants existent : le titre est transféré à l'acheteur et le paiement complet est reçu par l'État. Les dépenses sont comptabilisées sur la base de la comptabilité d'exercice.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

c) Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de la main-d'œuvre et les déboursés encourus pour les services rendus ou les biens livrés pour les aliénations ou transferts non finalisés à la fin de l'exercice financier.

d) Dépôts sur aliénations

Les dépôts sur les aliénations des biens immobiliers constituent des recettes sur des aliénations futures qui ne sont pas finalisées à la fin de l'exercice financier.

3. Actif net

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1 594)	(2 439)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	5 000	5 000
Résultats nets	6 741	3 888
Transfert en partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)	(6 741)	(3 888)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	5 000	5 000
	3 406	2 561

4. Variation du fonds de roulement

	2007	2006	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	3 609	2 970	(639)
Passif à court terme	203	409	(206)
			(845)

5. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit et des crédateurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Direction générale des finances élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont

conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 1^{er} juin 2007

*Présidente-directrice générale,
Bureau de la traduction*
FRANCINE KENNEDY

le 28 mai 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....	(3 718)	(7 325)	(1 868)	8 790
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	5 156	5 118	4 390	3 763
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	1 438	(2 207)	2 522	12 553
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	1 000	2 439	2 000	3 320
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	438	(30)	522	(15)
Autorisation fournie (employée) (note 1).....		(4 616)		9 248

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(14 915)	(24 348)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	15 371	11 016
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	20 044	21 872
Allocation du crédit 5 du Conseil du Trésor (Éventualités du gouvernement).....	3 111	
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	(22 699)	(35 204)
Limite de l'autorisation (note 1).....	10 000	10 000
Autorisation non employée reportée.....	32 699	45 204

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction au 31 mars 2007 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction au 31 mars 2007, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PriceWaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 1^{er} juin 2007

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Encaisse	120	131	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	5 939	385
Gouvernement du Canada	19 615	21 402	Tiers	12 424	10 790
Tiers	214	642	Autres passifs	4 779	6 165
Autres actifs (note 3)	302	338		23 142	17 340
Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi—Portion à court terme	3 111	1 577	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	30 132	29 615
	23 362	24 090		53 274	46 955
Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi	8 589	10 123	PASSIF NET (note 5)	(11 921)	(3 029)
Immobilisations (note 4)	9 402	9 713		41 353	43 926
	41 353	43 926			

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—Suite

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF
NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus (note 7)	203 891	205 102
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	131 558	128 284
Indemnités de cessation d'emploi	3 149	1 639
Services professionnels et spéciaux	47 087	39 296
Services ministériels et administratifs	9 927	9 055
Coûts d'occupation	8 618	8 542
Transports et télécommunications	4 183	3 633
Amortissement	3 359	2 853
Services publics, fournitures et approvisionnements	1 875	1 739
Achat de services de réparation et d'entretien	1 200	658
Location	171	159
Information	73	246
Autres dépenses	16	208
	211 216	196 312
Résultats nets	(7 325)	8 790
Passif net, au début de l'exercice	(3 029)	(3 027)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	9 433	(8 792)
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(11 000)	
Passif net, à la fin de l'exercice	(11 921)	(3 029)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(7 325)	8 790
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Amortissement	3 359	2 853
Radiation d'immobilisations		192
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	3 149	1 639
	(817)	13 474
Variation du fonds de roulement (note 8)	8 064	(31)
Encaissement des frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi		1 202
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(2 632)	(2 533)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	4 615	12 112
Activités d'investissement		
Immobilisations—Acquisitions	(3 048)	(3 320)
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(11 000)	
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(14 048)	(3 320)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(9 433)	8 792
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	24 348	15 556
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	14 915	24 348

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (« le Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangagerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 10 000 000 \$ en aucun temps.

Le 19 avril 2007, le Fonds a reçu l'autorisation du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 14 200 000 \$ pour allouer les fonds nécessaires à son programme d'investissement (6 000 000 \$ en 2006-2007; 6 200 000 \$ en 2007-2008; 2 000 000 \$ en 2008-2009). Le montant utilisé par le Fonds en 2006-2007 est de 4 616 021 \$.

Le 30 novembre 2006, le Fonds a reçu l'autorisation du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada de contribuer 11 000 000 \$ de son surplus accumulé pour la mise en oeuvre des mesures de compression des dépenses prévues dans le Budget 2006.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- les frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi sont basés sur une estimation provenant de la gestion pour cet actif plutôt que sur des évaluations actuarielles; et,
- le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la gestion plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds

renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Matériel et outillage	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de services au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

Une provision est prévue au titre des indemnités de cessation d'emploi se rapportant aux services antérieurs au 1^{er} avril 1995. Le compte "Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi" est utilisé pour comptabiliser les indemnités réalisées avant le 1^{er} avril 1995. Le compte est réduit à mesure que les avantages sociaux sont payés aux employés affectés et deviennent recouvrables du Conseil du Trésor. Le Conseil du Trésor continuera de rembourser les indemnités de cessation d'emploi payées par le Fonds, pour les services antérieurs au 1^{er} avril 1995, jusqu'au 31 mars 2010. Après le 31 mars 2010, le Conseil du Trésor n'a plus l'obligation de rembourser pour les services payés.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	286	297
Autres avances	16	41
	<u>302</u>	<u>338</u>

4. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Matériel et outillage	114		114
Matériel informatique	1 796		1 796
Logiciels informatiques	11 454	890	12 344
Actifs en construction	634	2 158	2 792
Améliorations locatives	3 513		3 513
	<u>17 511</u>	<u>3 048</u>	<u>20 559</u>
	(en milliers de dollars)		
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Matériel et outillage	53	9	62
Matériel informatique	1 261	265	1 526
Logiciels informatiques	5 078	2 383	7 461
Améliorations locatives	1 406	702	2 108
	<u>7 798</u>	<u>3 359</u>	<u>11 157</u>
Net	<u>9 713</u>		<u>9 402</u>

5. Passif net

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(14 915)	(24 348)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	21 319	12 529
Résultats nets	(7 325)	8 790
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(11 000)	
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	<u>2 994</u>	<u>21 319</u>
	<u>(11 921)</u>	<u>(3 029)</u>

6. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu de baux d'exploitation. Les versements futurs prévus en vertu des baux existants se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 mars	
2008	7 641
2009	4 522
2010	1 254
2011	834
2012	263
	<u>14 514</u>

7. Revenus

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Services de traduction	199 331	200 781
Services d'interprètes	3 034	2 861
Ventes de Termium	1 402	1 300
Autres	124	160
	<u>203 891</u>	<u>205 102</u>

8. Variation du fonds de roulement

	2007	2006	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	23 362	24 090	728
Moins: frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi—Portion à court terme	3 111	1 577	(1 534)
	<u>20 251</u>	<u>22 513</u>	<u>2 262</u>
Passif à court terme	<u>23 142</u>	<u>17 340</u>	<u>5 802</u>
			<u>8 064</u>

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

10. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Les services financiers de la Commission canadienne des grains élaborent et diffusent les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées

adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité maximales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes. Les vérificateurs doivent exprimer une opinion indépendante qui révèlent si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2006, et les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé, conformément aux principes comptables des fonds renouvelables du Gouvernement du Canada. Cette opinion est annexée aux états financiers. Le comité de vérification du Fonds a approuvé l'émission des états financiers.

Le modèle de prévision des coûts est en place depuis six ans et aidera à établir les coûts en vue de se conformer aux exigences de la *Loi sur les frais d'utilisation*.

Approuvé par :

Commissaire en chef
CHRIS HAMBLIN

Chef de la direction financière
CHERYL BLAHEY

le 22 juin 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Bénéfice (perte) net pour l'exercice	943	11 222	473	(4 068)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	1 411	3 057	2 199	3 309
Fonds provenant de l'exploitation	2 354	14 279	2 672	(759)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	2 227	1 610	2 545	2 062
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		855		(3 070)
Autorisation fournie (employée)	127	11 814	127	249

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(19 705)	(8 296)
Plus : imputation des CAFÉ sur le compte du crédit après le 31 mars	(3 906)	(3 502)
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	127	127
Autorisation nette fournie (employée) à la fin de l'exercice	(23 738)	(11 925)
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	25 738	13 925

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU COMMISSAIRE EN CHEF ET AUX COMMISSAIRES
DU FONDS RENOUVELABLE DE LA COMMISSION
CANADIENNE DES GRAINS

Nous avons vérifié le bilan du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2007 et les états des résultats de fonctionnement, de l'évolution de l'excédent des actifs date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 2007 ainsi que de ses résultats de fonctionnement, de l'évolution de l'excédent de ses actifs financiers sur son passif et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 5 juin 2007

BILAN 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
ACTIF		
Actifs financiers		
Imputation nette cumulée sur		
l'autorisation du Fonds (note 8)	19 705	8 296
Comptes débiteurs (note 3)	4 897	5 008
	<u>24 602</u>	<u>13 304</u>
PASSIF		
Comptes créditeurs et charges à payer	528	1 120
Salaires	1 136	1 290
Congés annuels et heures supplémentaires	2 432	2 639
Revenus reportés (note 5)	132	76
Indemnités de cessation d'emploi (note 6)	6 257	5 610
	<u>10 485</u>	<u>10 735</u>
Excédent des actifs financiers sur le passif	14 117	2 569
Actifs non financiers (note 2)		
Autres actifs	158	123
Immobilisations corporelles (note 4)	4 948	5 309
	<u>5 106</u>	<u>5 432</u>
	<u>19 223</u>	<u>8 001</u>
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	4 941	4 941
Excédent accumulé	14 282	3 060
	<u>19 223</u>	<u>8 001</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par:

Administrateur général
CHRIS HAMBLIN

Fonctionnaire des finances principal p.i.
CHERYL BLAHEY

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
 (en milliers de dollars)

	2007									2006		
	Inspection prévue au budget	Inspection réelle	Pondération prévue au budget	Pondération réelle	Recherche prévue au budget	Recherche réelle	Protection des producteurs prévue au budget	Protection des producteurs réelle	Total prévu au budget	Total réel	Total réel	
	(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)			
Revenus												
Honoraires de services	24 490	28 838	9 584	12 101			21	1	34 095	40 940	36 674	
Crédits spéciaux (note 7)	16 345	18 302	3 588	4 591	5 455	5 154	4 612	2 461	30 000	30 508	22 012	
Crédits parlementaires (note 7)					4 234	4 429	988	773	5 222	5 202	5 293	
Revenus de contrats	616	1 271					6	2	622	1 273	1 704	
Droits exigés pour des licences							410	503	410	503	392	
Revenus, montant total	41 451	48 411	13 172	16 692	9 689	9 583	6 037	3 740	70 349	78 426	66 075	
Charges												
Salaires et charges sociales	33 760	33 755	11 035	10 432	6 977	6 763	4 559	2 882	56 331	53 832	55 310	
Loyers	2 121	2 163	509	490	894	913	268	172	3 792	3 738	3 731	
Déplacements	2 030	1 897	542	441	397	317	431	149	3 400	2 804	2 793	
Réparations et fournitures	1 375	1 546	318	360	705	757	129	85	2 527	2 748	2 398	
Amortissement	1 763	1 188	531	302	637	414	176	70	3 107	1 974	2 174	
Services professionnels et spéciaux	587	603	172	152	253	209	237	294	1 249	1 258	1 815	
Communications	486	492	164	151	124	127	159	63	933	833	878	
Autres charges	273	(79)	210	(12)	(298)	83	78	25	263	17	1 044	
Charges, montant total	42 395	41 565	13 481	12 316	9 689	9 583	6 037	3 740	71 602	67 204	70 143	
Gain net (perte)	(944)	6 846	(309)	4 376					(1 253)	11 222	(4 068)	

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
 (en milliers de dollars)

	2007	2006
Excédent accumulé au début de l'exercice	3 060	7 128
Gain net de l'exercice (perte)	11 222	(4 068)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	14 282	3 060

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'EXCÉDENT DES ACTIFS FINANCIERS SUR LE PASSIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007 Montant prévu au budget	2007 Montant réel	2006 Montant réel
	(non vérifié)		
Gain net de l'exercice (perte)	(1 253)	11 222	(4 068)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(506)	(1 621)	(1 771)
Amortissement des immobilisations corporelles	3 107	1 974	2 174
Gain à la cession d'immobilisations corporelles		(13)	(3)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		13	4
Achat avec reprise d'immobilisations hors caisse		8	
	2 601	361	404
Acquisition d'autres actifs		(158)	(123)
Utilisation d'autres actifs		123	155
		(35)	32
Augmentation (diminution) de l'excédent des actifs financiers sur le passif	1 348	11 548	(3 632)
Excédent des actifs financiers sur le passif au début de l'exercice (insuffisance)	(398)	2 569	6 201
Excédent des actifs financiers sur le passif à la fin de l'exercice	950	14 117	2 569

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Ressources financières liées aux		
Activités de fonctionnement		
Gain net de l'exercice (perte)	11 222	(4 068)
Éléments hors trésorerie inclus dans le surplus (déficit) de l'exercice		
Amortissement (note 4)	1 974	2 174
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 6)	1 086	842
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	(13)	(3)
	14 269	(1 055)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	111	374
Autres actifs	(35)	32
Passifs	(1 336)	(1 453)
Ressources financières nettes liées aux activités de fonctionnement	13 009	(2 102)
Opérations sur les capitaux propres		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 4)	(1 621)	(1 771)
Achat avec reprise d'immobilisations hors caisse	8	
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	13	4
Ressources financières nettes liées aux opérations sur les capitaux propres	(1 600)	(1 767)
Ressources financières nettes affectées et variation de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	11 409	(3 869)
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice	8 296	12 165
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	19 705	8 296

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des grains (CCG) détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la Loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs, et d'assurer l'approvisionnement du marché intérieur et des marchés étrangers en une denrée fiable.

En mai 2005, le Parlement a adopté le projet de loi C-40 visant à modifier la *Loi sur les grains du Canada* et la *Loi sur les transports au Canada*, obligeant le gouvernement à entreprendre un examen exhaustif indépendant de la CCG et des dispositions et du fonctionnement de la *Loi sur les grains du Canada*. L'examen indépendant de COMPAS Inc. a été présenté devant le Parlement en septembre 2006. Le rapport du Comité permanent de l'agriculture et de l'agro-alimentaire (CPAAG) a été présenté devant le Parlement le 5 décembre 2006. Le gouvernement fédéral a présenté une réponse au CPAAG le 16 avril 2007.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été établis selon les normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, lesquelles sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables ayant servi à la préparation de ces états financiers sont les suivantes :

Constatations des revenus et des charges

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés par suite de la fourniture de biens ou la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une créance. Les revenus qui ont été reçus mais qui ne sont pas encore gagnés sont présentés à titre de revenus reportés. Les revenus reportés sont touchés essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont octroyés pour une période de 12 mois.

Sauf indication contraire, les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires continus reçus pour les dépenses liées à la nomination des commissaires adjoints par le gouverneur en conseil et les charges du Laboratoire de recherches sur les grains ont été inscrits comme revenus du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le « Fonds renouvelable »).

Les crédits parlementaires se rapportant aux indemnités de cessation d'emploi accumulés avant le 1^{er} avril 1995 et versés par la CCG ont été inscrits dans les comptes débiteurs liés au Conseil du Trésor.

Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds correspond au montant de l'autorisation permanente du Fonds qui a été utilisé depuis l'établissement du Fonds.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont établis aux montants censés être finalement réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont le paiement d'intérêts ou de capital est en souffrance depuis 180 jours, ce qui a été considéré comme un changement d'estimation entrant en vigueur le 31 mars 2007 par rapport à la durée antérieure de 90 jours.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers et les immobilisations corporelles sont comptabilisés par la CCG à titre d'actifs parce qu'ils peuvent être utilisés pour la prestation de services dans les exercices à venir. Ces actifs ne fournissent habituellement pas de ressources pour régler les passifs de la CCG, à moins qu'ils ne soient vendus.

Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds renouvelable le 1^{er} avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et comptabilisées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1^{er} avril 1995 ont été inscrites au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds renouvelable.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue, à compter du mois suivant l'acquisition, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	5-10 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)—*Suite*

Congés annuels

Les congés annuels et les congés compensateurs sont passés en charges au fur et à mesure que les employés cumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives et ces congés sont constatés dans les comptes du Fonds renouvelable à la fin de l'exercice, d'après les dossiers des employés.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés cumulent des indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, tel qu'il est stipulé dans leurs conventions de travail. La CCG comptabilise les indemnités de cessation d'emploi que les employés ont accumulées après le 31 mars 1995. Ces états financiers ne contiennent aucune provision à l'égard des indemnités de cessation d'emploi cumulées par les employés jusqu'au 31 mars 1995. Ces indemnités représentent une obligation de la CCG qui sera financée par le Conseil du Trésor.

Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre de charges sociales. Les prestations de retraite sont versées à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser de cotisations pour toute insuffisance actuarielle du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

Intérêts sur prélèvements

Des intérêts sont imputés au Fonds renouvelable à un taux fixé par le Conseil du Trésor. Les intérêts débiteurs sont calculés tous les mois sur le solde de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le Conseil du Trésor ne paie pas d'intérêts lorsque survient un excédent qui élimine la nécessité d'un prélèvement sur l'autorisation.

Incertitude relative à la mesure

Pour établir ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et établir des hypothèses qui touchent les montants présentés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants présentés des revenus et des charges durant les exercices visés. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'obligation à l'égard des indemnités de cessation d'emploi. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

3. Comptes débiteurs

	2007	2006
Comptes débiteurs liés à des apparentés	715	507
Tiers	4 197	5 161
	4 912	5 668
Moins: la provision pour créances douteuses	(15)	(660)
	4 897	5 008

4. Immobilisations corporelles

	Coût			Solde de clôture	Amortissement cumulé			Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions		Solde d'ouverture	Amortissement	Diminution	Solde de clôture	2007	2006
Matériel scientifique	8 566	1 034	111	9 489	5 731	943	112	6 562	2 927	2 835
Matériel et mobilier de bureau	970		70	900	960	3	69	894	6	10
Matériel opérationnel	655	49		704	476	50		526	178	179
Matériel informatique et logiciels	7 896	538	966	7 468	6 625	645	959	6 311	1 157	1 271
Améliorations locatives	4 835		24	4 811	3 821	333	23	4 131	680	1 014
	22 922	1 621	1 171	23 372	17 613	1 974	1 163	18 424	4 948	5 309

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Suite

5. Revenus reportés

	2007	2006
Revenus reportés provenant de licences	130	74
Autres revenus reportés	2	2
	<u>132</u>	<u>76</u>

6. Indemnités de cessation d'emploi

La CCG offre à ses employés des indemnités de cessation d'emploi selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont capitalisées au moyen d'une charge à payer mensuelle sur les salaires. La CCG calcule l'obligation au titre des indemnités de cessation d'emploi selon un taux estimatif de 2,75 pour cent. Les indemnités de cessation d'emploi cumulées par les employés avant le 1^{er} avril 1995 sont financées par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

	2007	2006
Indemnités de cessation d'emploi au début de l'exercice	5 610	4 982
Charge de l'exercice	1 086	842
Indemnités versées durant l'exercice	(439)	(214)
Indemnités de cessation d'emploi à la fin de l'exercice	<u>6 257</u>	<u>5 610</u>

7. Crédits parlementaires

La CCG est financée au moyen de crédits continus, de crédits spéciaux, d'une autorisation à dépenser les droits recouvrés et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$. La marge de crédit du Fonds renouvelable fait présentement l'objet d'un gel depuis l'exercice 2003-2004. Pour répondre aux besoins en constante évolution de l'industrie céréalière tout en maintenant sa stabilité financière, la CCG a mis au point et retenu certaines solutions viables à long terme.

Pour l'exercice 2007-2008, le gouvernement a approuvé des crédits de 37,3 millions de dollars.

Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats de fonctionnement et le bilan d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, les résultats de fonctionnement nets de la CCG pour l'exercice calculés selon le financement public diffèrent des résultats de fonctionnement nets calculés selon la comptabilité d'exercice. Un rapprochement de ces écarts est présenté dans les tableaux qui suivent.

Le coût de fonctionnement net correspond au montant total des revenus, moins les crédits spéciaux et les crédits parlementaires minorés du montant total des charges, plus le gain net.

Rapprochement du coût de fonctionnement net et des crédits utilisés au cours de l'exercice écoulé

	2007	2006
Coût de fonctionnement net	35 710	31 373
Éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les crédits		
Report prospectif de crédits non utilisés		(219)
Remboursement d'indemnités de cessation d'emploi	733	519
Excédent accumulé utilisé		(4 068)
Crédits utilisés au cours de l'exercice écoulé	<u>36 443</u>	<u>27 605</u>

Crédits reçus

	2007	2006
Crédits spéciaux et autres crédits	31 241	22 312
Crédits parlementaires	5 202	5 293
Crédits reçus au cours de l'exercice écoulé	<u>36 443</u>	<u>27 605</u>

Rapprochement des revenus provenant de crédits

	2007	2006
Revenus provenant de crédits spéciaux	30 000	21 000
Mandats de la Gouverneure générale		1 312
Budget supplémentaire des dépenses	1 241	
Report prospectif de crédits non utilisés		219
Remboursement d'indemnités de cessation d'emploi	(733)	(519)
	<u>30 508</u>	<u>22 012</u>
Crédits parlementaires	5 202	5 293
Revenus provenant de crédits, montant total	<u>35 710</u>	<u>27 305</u>

Pour l'exercice 2006-2007, les ententes de financement du gouvernement fédéral avec la CCG ont doté cette dernière d'un crédit spécial de 30 508 000 \$ pour lui permettre de continuer à remplir son mandat.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)—*Suite*

Nominations

Les charges liées à la nomination des commissaires adjoints par le gouverneur en conseil sont payées à même les crédits parlementaires. Ces montants figurent dans les états financiers et s'établissent comme suit :

	2007	2006
Salaires et charges sociales	642	747
Déplacements et déménagements	55	86
Loyers	37	36
Réparations, fournitures et charges diverses	6	17
Services professionnels et spéciaux	3	23
Communications	16	37
Indemnités de cessation d'emploi	13	12
Affranchissement et fret	1	4
Revenus provenant de crédits parlementaires pour les charges liées aux nominations	773	962

Laboratoire de recherches sur les grains

Les crédits parlementaires servent à payer une partie des charges engagées par le Fonds renouvelable pour le Laboratoire de recherches sur les grains. Ces sommes sont incluses dans les états financiers et s'établissent comme suit :

	2007	2006
Salaires et charges sociales	2 932	3 010
Déplacements et déménagements	113	141
Loyers	781	617
Réparations, fournitures et charges diverses	457	330
Services professionnels et spéciaux	32	101
Communications	4	55
Indemnités de cessation d'emploi	73	50
Affranchissement et fret	37	27
Revenus provenant de crédits parlementaires pour le Laboratoire de recherches sur les grains	4 429	4 331
Revenus provenant de crédits parlementaires pour les charges liées aux nominations	773	962
Total des revenus provenant de crédits parlementaires	5 202	5 293

8. Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

L'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable se compose des montants qui suivent :

	2007	2006
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	6 257	5 610
Variations du fonds de roulement	(794)	(48)
Ressources liées aux activités de fonctionnement	14 242	2 734
Total de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable	19 705	8 296

9. Engagements en vertu de contrats de location

Des contrats de location-exploitation pour des bureaux ont été conclus principalement avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Au cours des cinq prochains exercices, les versements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats sont les suivants :

2008	2 631
2009	2 376
2010	2 347
2011	2 217
2012 et par la suite	2 197
	11 768

10. Passifs éventuels

Des réclamations ont été présentées à la CCG dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées. L'issue de ces actions en justice ne peut être déterminée à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers à l'égard de ces réclamations.

Les employés ont le droit de cumuler des jours de congés de maladie. Toutefois, ces congés ne sont pas acquis et ne sont accordés qu'en cas de maladie. Il est donc impossible d'établir de manière raisonnable le nombre de jours de congés de maladie qui devront être accordés dans les exercices futurs. En conséquence, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers à cet égard. Les paiements de congés de maladie sont comptabilisés dans les activités de fonctionnement à mesure qu'ils sont versés.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Fin

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Fin

11. Opérations entre apparentés

La CCG est apparentée en termes de propriété commune à tous les ministères, les organismes et les sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions normales de concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités. De plus, la CCG reçoit des services d'autres ministères.

Services offerts par des ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé un loyer et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance-maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats de fonctionnement de la CCG, comme suit :

	2007	2006
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux.....	10 289	11 251
Loyers	3 605	3 585
Services professionnels et spéciaux		
Services de vérification et de comptabilité	274	421
Services-conseils	106	122
Services juridiques	157	150
Services de traduction	155	121
Autres.....	217	199
	14 803	15 849

À la fin de l'exercice, les montants suivants liés à des apparentés étaient inclus dans les comptes créditeurs et les comptes débiteurs :

	2007	2006
Comptes débiteurs	715	507
Comptes créditeurs	283	440

12. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable consistent en comptes débiteurs et en comptes créditeurs et charges à payer. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds renouvelable aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer la CCG à des concentrations du risque de crédit se composent principalement de comptes clients. La CCG fournit des services à diverses entités. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007, les cinq plus grandes entités intégrées représentaient 64 pourcent des soldes débiteurs de la CCG.

13. Assurance

Conformément à la politique du gouvernement sur l'auto assurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance.

14. Impôt sur le revenu

La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

15. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été retraités pour refléter la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Direction générale des finances élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude

raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

Chef des finances
Direction générale des finances
MIKE HAWKES

le 1^{er} juin 2007

Président-directeur général
Services de vérification Canada
ANDRÉ AUGER

le 31 mai 2007

Sous-ministre adjointe
Direction générale des conseils,
de l'information et des services partagés
JANE MEYBOOM-HARDY

le 31 mai 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....	(53)	(3 264)	116	(3 159)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	834	(1 607)	1 330	(1 355)
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	781	(4 871)	1 446	(4 514)
Plus : recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1).....		5 351		4 800
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	300		1 088	
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....		19		(72)
Autorisation fournie.....	481	461	358	358

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(4 389)	(8 788)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	8 395	12 002
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	8 023	12 769
Allocation du crédit 5 du Conseil du Trésor—Éventualités du gouvernement.....	590	
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	(4 607)	(9 555)
Limite de l'autorisation (note 1).....	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée.....	24 607	29 555

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada au 31 mars 2007 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada au 31 mars 2007, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 1^{er} juin 2007

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Encaisse	185	208	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	940	244
Gouvernement du Canada	8 166	12 424	Tiers	7 095	11 048
Tiers	1 655	320	Autres passifs	1 643	1 988
Autres actifs (note 3)	272	543			
	10 278	13 495	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	9 678	13 280
Immobilisations (note 4)	89	272		3 774	4 058
				13 452	17 338
			PASSIF NET (note 5)	(3 085)	(3 571)
	10 367	13 767		10 367	13 767

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus (note 6)	72 811	103 293
Coûts directs	38 793	62 289
Bénéfice brut	34 018	41 004
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	27 620	35 677
Indemnités de cessation d'emploi	(15)	52
Services ministériels et administratifs	3 208	1 441
Services professionnels et spéciaux	2 440	1 881
Coûts d'occupation	2 020	2 365
Transports et télécommunications	1 197	1 209
Services publics, fournitures et approvisionnements	435	723
Amortissement	183	251
Location	123	125
Achat de services de réparation et d'entretien	41	248
Autres dépenses	30	191
	37 282	44 163
Résultats nets	(3 264)	(3 159)
Passif net, au début de l'exercice	(3 571)	(676)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	5 351	4 800
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	4 399	(4 536)
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(6 000)	
Passif net, à la fin de l'exercice	(3 085)	(3 571)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(3 264)	(3 159)
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Amortissement	183	251
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(15)	52
	(3 096)	(2 856)
Variation du fonds de roulement (note 8)	(385)	3 064
Paievements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(269)	(472)
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	(3 750)	(264)
Activités d'investissement		
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(6 000)	
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(6 000)	
Activités de financement		
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	5 351	4 800
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement	5 351	4 800
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(4 399)	4 536
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	8 788	4 252
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	4 389	8 788

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (« le Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit, de façon optionnelle et contre rémunération, des services de conseils et de vérification aux ministères et aux organismes fédéraux. Ces services sont aussi fournis sur demande aux gouvernements provinciaux, aux gouvernements territoriaux, aux administrations municipales et aux gouvernements autochtones au Canada, ainsi qu'aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds reçoit des fonds par un crédit distinct afin de couvrir l'autorisation de prélèvement utilisée afin de se conformer à la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Le montant reçu en 2006-2007 totalise 5 350 967 \$ (2005-2006 : 4 799 600 \$).

Le 30 novembre 2006, le Fonds a reçu l'autorisation du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada de contribuer 6 000 000 \$ de son surplus accumulé pour la mise en oeuvre des mesures de compression des dépenses prévues dans le Budget 2006.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la gestion pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles; et,
- la charge et le passif pour les indemnités de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants

d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur les pensions de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le débit imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Aucune provision n'est prévue au titre des indemnités de cessation d'emploi avec le gouvernement du Canada se rapportant au service antérieur au 1^{er} avril 1992, date à laquelle le Fonds a été créé. Le Conseil du Trésor finance le paiement de ces indemnités de cessation d'emploi pour une période de 15 ans à compter de la date de création du Fonds. Au 31 mars 2007, les indemnités gagnées avant le 1^{er} avril 1992 sont estimées à 1 642 542 \$ (2005-2006 : 1 987 094 \$).

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

À compter du 1^{er} avril 2007, le financement du Conseil du Trésor a cessé puisque la période de 15 ans s'est terminée. Dorénavant, le Fonds enregistrera une provision pour l'ensemble de ces indemnités de cessation d'emploi.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services.....	260	518
Autres avances.....	12	25
	272	543

4. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice		Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice	
	(en milliers de dollars)				
Matériel informatique.....	413				413
Logiciels informatiques.....	288				288
Améliorations locatives.....	683				683
	1 384				1 384
Amortissement cumulé					
	(en milliers de dollars)				
Matériel informatique.....	399	13			412
Logiciels informatiques.....	257	31			288
Améliorations locatives.....	456	139			595
	1 112	183			1 295
Net.....	272				89

5. Passif net

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(4 389)	(8 788)
Surplus accumulé, au début de l'exercice.....	5 217	3 576
Résultats nets.....	(3 264)	(3 159)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1).....	5 351	4 800
Mesure de compression des dépenses (note 1)....	(6 000)	
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice.....	1 304	5 217
	(3 085)	(3 571)

6. Revenus

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Revenus de consultation et de vérification.....	72 811	96 013
Recouvrement—Coûts du centre d'appui des systèmes partagés.....		7 280
	72 811	103 293

7. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux et de l'équipement de bureau en vertu de baux d'exploitation. Le bail du siège social est renouvelé annuellement. Les versements futurs prévus en vertu des baux existants se chiffrent à :

Exercice se terminant le 31 mars	(en milliers de dollars)
2008.....	1 672
2009.....	338
2010.....	76
2011.....	10
	2 096

8. Variation du fonds de roulement

	2007	2006	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme.....	10 278	13 495	3 217
Passif à court terme.....	9 678	13 280	(3 602)
			(385)

**Fonds renouvelable de Conseils et
Vérification Canada—Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

10. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable CORCAN

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des

risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe Ernt & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

Contrôleur
JEFF STAPLEDON

Directeur exécutif
JOHN SARGENT

le 4 juin 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (NON VÉRIFIÉ) (en milliers de dollars)

	2007		2006	
Résultats nets.....		2 107		(908)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	1 800	2 219	1 800	2 016
Fonds provenant de l'exploitation.....	1 800	4 326	1 800	1 108
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	2 400	3 415	4 000	2 231
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	600	(1 931)	(2 200)	631
Autorisation fournie (employée).....	(1 200)	2 842		(1 754)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (NON VÉRIFIÉ) (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(14 380)	(11 707)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	7 668	6 625
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	1 182	2 120
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	(7 894)	(7 202)
Limite de l'autorisation.....	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée.....	12 894	12 202

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA COMMISSAIRE DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2007, ainsi que les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de CORCAN. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2007, ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables présentés dans la note 2.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable de CORCAN et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable de CORCAN. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ainsi que pour aucune autre fin que celle établie.

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 23 mai 2007

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Débiteurs (note 4)	4 299	4 753	Créditeurs (note 7)	8 476	8 036
Stocks (note 5)	9 215	9 861	Revenu reporté	727	284
Autres	181	231	Salaires et vacances à payer	2 447	2 306
	13 695	14 845		11 650	10 626
Immobilisations (note 6)	10 467	8 571	À long terme		
			Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	3 890	3 602
			Engagements et éventualités (note 9)		
			ACTIFS NETS (note 10)	8 622	9 188
	24 162	23 416		24 162	23 416

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT
LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus (note 11)	60 307	46 477
Coût des marchandises vendues (note 11)	66 253	56 490
	(5 946)	(10 013)
Autres revenus		
Frais de formation et frais correctionnels (note 3)	22 262	22 598
Divers	332	581
	22 594	23 179
Dépenses		
Administrations centrale/régionale	9 038	9 008
Programme d'emploi et d'employabilité	3 331	3 105
Vente et commercialisation	2 172	1 961
	14 541	14 074
Résultats nets	2 107	(908)
Actifs nets au début de l'exercice	9 188	8 499
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(2 673)	1 597
Actifs nets à la fin de l'exercice (note 10)	8 622	9 188

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Activités d'exploitation		
Résultats nets	2 107	(908)
Éléments hors caisse :		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	701	638
Amortissement	1 516	1 298
Perte sur disposition d'immobilisations	3	64
Autres	(1)	16
	4 326	1 108
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation :		
Débiteurs	454	1 042
Stocks	646	(2 449)
Autres	50	(58)
Indemnités de cessation d'emploi	(412)	(375)
Créditeurs et charges à payer	440	3 436
Portion à court terme des contrats de location-acquisition	443	(1)
Salaires et vacances à payer	141	(2 069)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	6 088	634
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(3 419)	(2 265)
Produits de cession d'immobilisations	4	34
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(3 415)	(2 231)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	2 673	(1 597)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice	11 707	13 304
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	14 380	11 707

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et but

CORCAN est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou « le Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992*, qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1^{er} avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor. Le but du Fonds renouvelable de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'autorité de ce Fonds et représente les actifs cédés au Fonds au début de l'exploitation en date du 1^{er} avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, sauf que : (1) une estimation des montants courus est faite pour les indemnités de cessation d'emploi au lieu d'obtenir une évaluation actuarielle; (2) le passif pour les indemnités de cessation d'emploi acquises avant la création du Fonds ne sera pas enregistré avant 2008, lors du quinzième anniversaire du Fonds (voir la note 8).

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Constatation des revenus et dépenses

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu ou que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus mais non réalisés sont inscrits comme un revenu reporté.

La méthode du pourcentage des travaux réalisés est utilisée pour les contrats de construction de plus de 100 000 \$ s'étendant sur plusieurs années. La détermination du degré d'achèvement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues. Les revenus et profits sur les contrats de construction de 100 000 \$ ou moins sont comptabilisés une fois que le contrat est quasi achevé.

Les dépenses sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles ont été engagées. Les indemnités de vacances et congé compensatoire sont passés en charges au fur et à mesure que les bénéfices sont courus pour les employés selon leur condition d'emploi respective.

(b) Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le Receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor et tous les décaissements effectués par CORCAN sont payés par le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre ministères du gouvernement fédéral.

(c) Débiteurs

Les débiteurs et les prêts sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est créée pour les créances dont le recouvrement semble incertain.

(d) Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds établit des provisions pour stocks en surplus et/ou périmés pour chacun des sites.

(e) Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au prix coûtant et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant le mois de leur mise en service pour la durée de leur vie utile estimative selon les taux suivants:

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—

Suite

Équipement	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	10 ans
Amélioration locative	Durée du bail
Parc de véhicules	5 ans
Matériel informatique	3 ans

(f) Avantages sociaux futurs des employés

- i. Régime de retraite : Les employés du Fonds renouvelable de CORCAN sont couverts par la *Loi sur la pension de la fonction publique* et par la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La portion du coût des pensions du gouvernement du Canada est comprise dans les avantages sociaux établis en fonction du Fonds. Le paiement des pensions en tant que tel est effectué à partir du compte de pension de retraite de la fonction publique et du compte de prestations de retraite supplémentaires. La charge de retraite est constatée lorsqu'elle est payée. Les cotisations au régime sont imputées aux dépenses dans l'année où elles sont engagées et représentent l'obligation totale de CORCAN dans le cadre du régime. Les dispositions législatives courantes n'obligent pas CORCAN à verser des contributions pour les déficits actuariels du régime.
- ii. Indemnités de cessation d'emploi : Les employés du Fonds renouvelable de CORCAN ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Toutes les indemnités de cessation d'emploi gagnées par un employé avant le 1^{er} avril 1992 sont considérées comme un élément de passif du Conseil du Trésor et, à ce titre, n'ont pas été portées aux comptes du Fonds. Les états financiers du Fonds renouvelable de CORCAN comprennent les indemnités de cessation d'emploi acquises par les employés de CORCAN depuis la création du Fonds. Les indemnités futures des employés sont constatées lorsqu'elles sont acquises. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats actuariels déterminés des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

Corcan comptabilisera la charge d'indemnité de cessation d'emploi antérieure à 1992 qui totalise 1 255 000 \$ le 1^{er} avril 2007.

(g) Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor du Canada, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de départ, la provision des garanties et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils surviennent.

(h) Congé de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui sont pas payables. Ainsi, aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers.

(i) Provision des garanties

Les frais de garantie éventuels liés aux produits sont constatés au moment de la vente des produits.

(j) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, des salaires et vacances à payer. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, la monnaie ou le crédit.

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—
Suite

3. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Durant l'année, le Service correctionnel du Canada, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre au Fonds renouvelable de CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles, les ateliers et les fermes, et d'assurer l'entretien de ces dites installations ainsi que les services de ressources humaines. Le coût de ces services n'est pas inclus dans l'état des résultats et de l'actif net.

Le gouvernement a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de sorte qu'un seul ministère mène sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada ne sont pas inclus à titre de dépenses dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Le Fonds renouvelable de CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le Service correctionnel du Canada [« SCC »] et tous les autres ministères fédéraux.

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation	14 524	12 470
Formation, services correctionnels et autres frais	22 262	22 598
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation	34 964	24 542
	<u>71 750</u>	<u>59 610</u>

4. Débiteurs

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	1 182	2 120
Tiers	3 315	2 911
	4 497	5 031
Provision pour créances douteuses	(198)	(278)
	<u>4 299</u>	<u>4 753</u>

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants:

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	3 963	4 399
Travaux en cours	439	545
Produits finis	3 869	4 099
Inventaire d'agroentreprise	1 222	1 322
	9 493	10 365
Provision pour stock périmé	(278)	(504)
	<u>9 215</u>	<u>9 861</u>

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

	Coût			
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Aliénations et radiations	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)			
Équipement	25 591	1 934	14	27 511
Amélioration locative		1 300		1 300
Parc de véhicules	1 375	20		1 395
Autre	158	165		323
	<u>27 124</u>	<u>3 419</u>	<u>14</u>	<u>30 529</u>
	Amortissement cumulé			
	Solde d'ouverture	Amortissement	Aliénations et radiations	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)			
Équipement	17 738	1 205	7	18 936
Amélioration locative		77		77
Parc de véhicules	667	216		883
Autre	148	18		166
	<u>18 553</u>	<u>1 516</u>	<u>7</u>	<u>20 062</u>
	2007 Valeur comptable nette		2006 Valeur comptable nette	
	(en milliers de dollars)			
Équipement	8 575		7 853	
Amélioration locative	1 223		708	
Parc de véhicules	512		10	
Autre	157		10	
	<u>10 467</u>		<u>8 571</u>	

La dépense d'amortissement pour l'année était de 1 516 010 \$ (2006—1 298 000 \$).

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—
Suite

7. Crédoiteurs

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	1 628	1 243
Tiers	6 848	6 793
	8 476	8 036

8. Avantages sociaux futurs des employés

(a) Prestations de retraite

Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pourcent par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2006-2007, les charges s'élèvent à 3 364 000 \$ (3 680 000 \$ en 2005-2006), soit environ 2,6 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de CORCAN relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada.

(b) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi acquises par les employés avant la création de CORCAN sont réputées constituer un élément de passif du Conseil du Trésor et, à ce titre, n'ont pas été portées aux comptes. Au 31 mars 2007, l'élément de passif du Conseil du Trésor au titre des indemnités de cessation d'emploi acquises par les employés de CORCAN avant le 1^{er} avril 1992 s'élevait à 1 255 000 \$ (2006—1 335 000 \$). Le Conseil du Trésor financera le versement de ces indemnités pendant une période maximale de 15 ans après la création de CORCAN. Par conséquent, ces indemnités seront portées aux comptes de CORCAN à partir de 2008.

Voici quelles étaient les indemnités de départ au 31 mars :

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	3 602	3 339
Charge pour l'exercice	701	638
Indemnités versées pendant l'exercice	(413)	(375)
	3 890	3 602

9. Engagements et éventualités

De par leur nature, les activités de CORCAN peuvent donner lieu à des contrats et des obligations couvrant plusieurs années en vertu desquels CORCAN sera tenu d'effectuer des paiements futurs à la réception de biens ou services. Le Fonds renouvelable de CORCAN s'est engagé en vertu des modalités des divers contrats de location, y compris à l'égard d'un montant de 8 591 182 \$ relatif à l'entrepôt de Kingston. Le contrat de location a été conclu en septembre 2006 et expire en août 2016.

Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2008	180
2009	936
2010	1 097
2011	1 085
2012 et par la suite	5 685
	8 983

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation, le Fonds renouvelable de CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Selon la direction, il n'existe aucune réclamation au 31 mars 2007.

Fonds renouvelable CORCAN—Fin

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—
Fin

10. Actifs nets

Les actifs nets comprennent les éléments suivants :

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(14 380)	(11 707)
Déficit accumulé	(7 540)	(9 647)
Actifs nets à la fin de l'exercice	8 622	9 188

11. Revenus et coûts des marchandises vendues

Exercice terminé le 31 mars 2007	Coût des marchan- dises		
	Revenus	vendues	Résultats d'opéra- tions
	(en milliers de dollars)		
Agroentreprise et foresterie	7 896	10 919	(3 023)
Services	5 022	5 586	(564)
Textile	3 935	4 977	(1 042)
Fabrication	32 392	34 048	(1 656)
Construction	11 062	10 723	339
	60 307	66 253	(5 946)

Exercice se terminant le 31 mars 2006	Coût des marchan- dises		
	Revenus	vendues	Résultats d'opéra- tions
	(en milliers de dollars)		
Agroentreprise et foresterie	6 674	10 140	(3 466)
Services	5 123	4 728	395
Textile	3 836	5 180	(1 344)
Fabrication	22 750	27 755	(5 005)
Construction	8 094	8 687	(593)
	46 477	56 490	(10 013)

12. Dépenses

Le tableau suivant donne le détail des dépenses par catégorie :

	2007	2006
Salaires et avantages sociaux	8 652	8 141
Services professionnels et spéciaux	3 335	3 834
Locations	1 049	909
Transports et télécommunications	943	789
Services publics, fournitures et approvisionnement	276	299
Autres dépenses	150	6
Achat de services de réparation et d'entretien	71	49
Information	65	47
	14 541	14 074

13. Chiffres comparatifs

Les montants correspondants de la période précédente ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation utilisée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public. Ces états financiers ont été dressés selon les principales conventions comptables énoncées à la note 2.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apportent le personnel comptable du Secteur de la gestion intégrée (SGI). À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le SGI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont

enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvé par :

Directeur général, Finances
(Agent financier principal à plein temps)
BRUCE HIRST

Sous-ministre adjoint,
Secteur de la gestion intégrée
(Agent financier principal)
DR. RICHARD TOBIN

le 4 juin 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	800	19	2 400	1 967
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds				
Amortissement des immobilisations	300	126	100	177
Dévaluation des stocks pour désuétude				124
Créances irrécouvrables		(1)		29
Fonds provenant de l'exploitation	1 100	144	2 500	2 297
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	200	2		20
Autres éléments nets d'actifs (passifs)	900	(387)	100	(650)
Autorisation fournie		529	2 400	2 927

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(7 577)	(7 700)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1 385	2 761
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	415	1 139
Autorisation nette employée, à la fin de l'exercice	(6 607)	(6 078)
Limite de l'autorisation (note 1)	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée ⁽¹⁾	11 607	11 078

⁽¹⁾ À l'autorisation fournie de 5 000 \$ s'ajoute un surplus de caisse de 6 607 \$. Conséquemment, le montant disponible pour emploi dans les exercices ultérieurs est de 11 607 \$.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL,
DIRECTION DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION
RESSOURCES NATURELLES CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2007 et les états des résultats et du passif net, du surplus accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Géomatique Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2007 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 30 mai 2007

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	256	965	Gouvernement du Canada	2 616	3 398
Tiers (note 4)	1 437	2 033	Tiers		
Stocks (note 5)	409	607	Créditeurs	88	1 107
Charges payées d'avance	22	26	Indemnités de congé	84	47
	2 124	3 631		2 788	4 552
Immobilisations (note 6)			À long terme		
Au coût	3 333	3 402	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	126	135
Moins : amortissement cumulé	3 101	3 046	PASSIF NET (note 8)	(558)	(700)
	232	356	Éventualités (note 10)		
	2 356	3 987		2 356	3 987

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus		
Produits	8 701	11 854
Services	2 003	3 659
Consultation	535	1 528
	11 239	17 041
Coût des produits vendus		
Produits	2 145	2 919
Services	555	422
	2 700	3 341
Revenus avant coûts directs et indirects	8 539	13 700
Coûts directs		
Traitements	3 513	4 112
Avantages sociaux	932	1 154
Transport et communications	289	325
Information	9	20
Services professionnels et spéciaux	1 777	3 194
Location	104	181
Services de réparation et d'entretien	267	451
Services publics, fournitures et approvisionnements	86	242
Autres dépenses	10	5
	6 987	9 684
Coûts indirects		
Services du ministère et du secteur	1 067	1 320
Frais d'occupation	341	398
Amortissement des immobilisations (note 6)	121	174
Mauvaises créances	(1)	29
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	5	4
Dévaluation des stocks pour désuétude		124
	1 533	2 049
Coûts totaux	8 520	11 733
Résultats nets	19	1 967
Passif net, au début de l'exercice	(700)	(77)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, au cours de l'exercice	123	(2 590)
Passif net, à la fin de l'exercice	(558)	(700)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde, au début de l'exercice	3 962	1 995
Résultats nets de l'exercice	19	1 967
Solde, à la fin de l'exercice	3 981	3 962

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Activités d'exploitation		
Résultats nets	19	1 967
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		
Amortissement des immobilisations	126	177
Dévaluation des stocks pour désuétude		124
Créances irrécouvrables	(1)	29
	144	2 297
Variations d'éléments du fonds de roulement (note 3)	(256)	308
Variation dans la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(9)	5
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	(121)	2 610
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations (note 6)	(2)	(20)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(123)	2 590
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	7 700	5 110
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	7 577	7 700

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)

1. Autorisation et but

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994*. À ce moment, il portait le nom de «Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection» et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du fonds était de transférer les coûts reliés à la production de biens et à l'offre de services, des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le «Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection» était renommé «Fonds renouvelable de Géomatique Canada». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, pour l'acquisition d'immobilisations et pour le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 \$.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que : les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge; les charges et le passif pour les prestations de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt qu'enregistré.

b) Utilisation d'estimation

La préparation d'états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés, à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des rajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

c) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Pour les contrats de consultation et de service s'échelonnant sur plusieurs exercices, la méthode de l'avancement des travaux est utilisée. Le degré d'achèvement est déterminé en comparant les coûts directs encourus aux coûts directs anticipés pour tout le contrat. Les changements aux estimations de revenus pour chaque contrat sont reflétés dans la période où ils sont déterminés et les pertes, s'il y a lieu, sont comptabilisées dès qu'il est possible de les déterminer.

d) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen d'impression de chaque titre. L'inventaire du matériel est évalué au moindre du coût ou de la valeur de remplacement.

Les stocks de cartes en main comprennent uniquement celles imprimées mais non vendues depuis la création du Fonds. Le Fonds détient également en consignation les cartes qui ont été imprimées avant la création du fonds. Elles ne font pas partie de l'inventaire mais elles sont considérées dans le coût des marchandises vendues lorsqu'elles sont vendues. L'inventaire du matériel comprend uniquement le matériel en main pour l'unité d'impression au 31 mars.

e) Immobilisations

Les immobilisations acquises par le Fonds depuis le 1^{er} avril 1994 sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Équipement informatique	2 à 5 ans
Ameublement	10 ans
Équipement mécanique	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Équipement d'impression	8 ans
Équipement scientifique	10 ans

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)—*Suite*

f) Régime de retraite

Les employés de Ressources Naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires.

g) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Les indemnités de cessation d'emploi gagnées avant le 1^{er} avril 1994 sont la responsabilité du Conseil du Trésor et, par conséquent, ne sont pas enregistrées dans les comptes. Le coût des indemnités gagnées depuis le 1^{er} avril 1994 est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

h) Frais généraux ministériels et sectoriels

Les frais généraux ministériels et sectoriels comprennent le coût des services administratifs, de gestion et les autres coûts encourus lors de la livraison de services directs au Fonds. L'allocation est fondée sur des taux préétablis en fonction du nombre d'employés (salaire) ou du nombre d'unités d'affaires (composantes sectorielles ou ministérielles).

3. Information incluse dans l'état des flux de trésorerie

	2007	2006
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	709	(564)
Tiers	597	545
Stocks	198	182
Charges payées d'avance	4	(4)
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	(782)	(100)
Tiers	(982)	249
Total	(256)	308

4. Débiteurs

Les débiteurs provenant des tiers se détaillent de la façon suivante :

	2007	2006
Débiteurs	1 628	2 225
Provision pour créances douteuses	(191)	(192)
Total	1 437	2 033

5. Stocks

	2007	2006
Cartes		
Cartes topographiques	288	462
Cartes géographiques	16	22
	304	484
Matériel		
Papier	76	97
Plaques	7	7
Encre	22	19
	105	123
Total	409	607

**Fonds renouvelable de Géomatique
Canada—Suite**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Suite

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
Équipement informatique	1 683	2	(71)	1 614
Ameublement	35			35
Équipement mécanique	407			407
Matériel de bureau	8			8
Équipement d'impression	988			988
Équipement scientifique	281			281
Total	3 402	2	(71)	3 333

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement ⁽¹⁾	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
Équipement informatique	1 598	83	(71)	1 610
Ameublement	30	2		32
Équipement mécanique	197	12		209
Matériel de bureau	8			8
Équipement d'impression	988	1		989
Équipement scientifique	225	28		253
Total	3 046	126	(71)	3 101

⁽¹⁾Un montant de 5 \$ est inclus dans le coût des produits vendus à titre de dépense d'amortissement (3 \$ en 2006).

7. Renseignements par secteur d'activité

	2007			
	Produits	Services	Consultation	Total
Revenus				
Ministères d'État	5 368	397	535	6 300
Tiers	3 333	1 606		4 939
Revenus totaux	8 701	2 003	535	11 239
Coût des produits vendus	2 145	555		2 700
Résultats avant coûts directs et indirects	6 556	1 448	535	8 539
Coûts directs	5 225	1 238	524	6 987
Coûts indirects	1 274	224	35	1 533
Coûts totaux	6 499	1 462	559	8 520
Résultats nets	57	(14)	(24)	19
Éléments d'actif				
Actifs financiers	1 142	958	24	2 124
Immobilisations (nettes)	25	153	54	232
Dépenses en capital		1	1	2
Amortissement des immobilisations	42	82	2	126
	2006			
	Produits	Services	Consultation	Total
Revenus				
Ministères d'État	5 976	298	1 528	7 802
Tiers	5 878	3 361		9 239
Revenus totaux	11 854	3 659	1 528	17 041
Coût des produits vendus	2 919	422		3 341
Résultats avant coûts directs et indirects	8 935	3 237	1 528	13 700
Coûts directs	6 081	2 256	1 347	9 684
Coûts indirects	1 639	318	92	2 049
Coûts totaux	7 720	2 574	1 439	11 733
Résultats nets	1 215	663	89	1 967
Éléments d'actif				
Actifs financiers	2 418	710	503	3 631
Immobilisations (nettes)	67	234	55	356
Dépenses en capital	20			20
Amortissement des immobilisations	89	85	3	177

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)—Fin

8. Passif net

	2007	2006
Capital d'apport	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(7 577)	(7 700)
Réserve pour le remplacement des presses d'imprimerie*	1 600	1 600
Surplus accumulé	3 981	3 962
Passif net.	<u>(558)</u>	<u>(700)</u>

* Afin d'assurer la viabilité des opérations d'impression des cartes, la direction du Fonds a créé une réserve pour le remplacement des presses au montant de 1 600 \$.

9. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'état. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

10. Engagement

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'un contrat de location-exploitation avec TPSGC. Les paiements futurs de location sont :

	\$
2008	186
2009	186
2010	155
	<u>527</u>

11. Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des

risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et niveaux d'autorités directoriales soient correctement appliqués au sein de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, leurs rôles consistant à exprimer une opinion concernant la présentation fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2007, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables des fonds renouvelables du gouvernement du Canada énoncés à la note 2 des états financiers.

Approuvé par :

*Directeur de planification corporative,
des finances et de l'administration*
GRAHAM FROST

Gestionnaire, Finance et Administration
ANDRÉ ROUSSEAU, CGA

le 19 juin 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (NONVÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Bénéfice net.	110	14 986	80	13 294
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	8 719	5 517	11 003	7 843
Fonds provenant des opérations.	8 829	20 503	11 083	21 137
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	6 000	4 515	8 500	7 571
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(4 890)	(12 494)	(13 039)	(14 032)
Autorisation fournie (employée)	7 719	28 482	15 622	27 598

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉ (NONVÉRIFIÉ) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde créditeur (débitaire) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(110 844)	(131 695)
Virement du Conseil du Trésor crédit 5	(264)	
Budgets supplémentaires des dépenses.	(390)	
	(111 498)	(131 695)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	3 889	4 306
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1 565	1 393
Autres éléments	3 020	6 018
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(112 194)	(134 800)
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	117 194	139 800

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE D'INDUSTRIE CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2007 et les états des résultats et de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les Fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2007 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 29 mai 2007

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Petite caisse	2	2	Comptes de dépôts	1 884	1 889
Débiteurs			Créditeurs		
Gouvernement du Canada	861	1 742	Gouvernement du Canada	1 841	2 797
Tiers	1 565	1 395	Tiers	6 997	6 692
Revenus non facturés	7 259	6 071	Revenus reportés	37 160	29 498
Charges payées d'avance	234	222		47 882	40 876
	9 921	9 432	Prestations de cessation d'emploi et de congés annuels des employés	8 464	7 035
Immobilisations (note 3)	17 461	26 368	Revenus reportés	46 891	44 370
Revenus non facturés	998	2 172		55 355	51 405
			Assistance d'immobilisation reportée (note 4)	1 595	7 980
			Engagements (note 6)		
			Éventualités (note 10)		
			ACTIF NET / PASSIF NET (note 5)	(76 452)	(62 289)
	28 380	37 972		28 380	37 972

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

**ÉTATS DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF (PASSIF)
NET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus	138 258	124 722
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	81 486	75 058
Services professionnels	20 751	15 149
Amortissement des immobilisations	13 369	14 777
Logement	7 625	6 952
Matériels et fournitures	1 921	1 780
Information	308	260
Communications	879	824
Voyages	657	603
Fret et courrier	383	309
Entretien et réparation	1 140	1 234
Formation	910	662
Location	175	205
Perte sur disposition d'éléments d'actifs	53	
	129 657	117 813
Bénéfice net avant l'amortissement de l'assistance d'immobilisation reportée	8 601	6 909
Amortissement de l'assistance d'immobilisation reportée	6 385	6 385
Bénéfice net	14 986	13 294
Actifs net (passif), au début de l'exercice	(62 289)	(45 368)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, au cours de l'exercice	20 851	(30 215)
Virement d'une partie du surplus accumulé de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)	(50 000)	
Actifs net (passif), à la fin de l'exercice	(76 452)	(62 289)

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	14 986	13 294
Plus : amortissement des immobilisations	13 369	14 777
Plus : perte sur disposition des actifs	53	
Moins : amortissement de l'assistance d'immobilisation reportée	6 385	6 385
	22 023	21 686
Variation du fonds de roulement (note 7)	6 517	9 819
Variation des autres éléments d'actif et de passif		
Revenus non facturés	1 174	(992)
Prestations de cessation d'emploi et de congés annuels des employés	1 429	837
Revenus reportés	2 521	6 436
	5 124	6 281
Ressources financières nettes provenant des activités d'exploitation	33 664	37 786
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(4 515)	(7 571)
Activités de financement		
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)	(50 000)	
Ressources financières nettes provenant des activités d'investissement et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(20 851)	30 215
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	131 695	101 480
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	110 844	131 695

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. But et autorisation

Le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, le Fonds acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour inciter de nouvelles inventions et innovations.

Le Fonds a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor fut octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Conformément à la décision du Conseil du Trésor #833200 (Compression des dépenses du budget de 2006), datée du 30 novembre 2006 et prenant effet en 2006-2007, le Fonds a transféré 50 000 000 \$ de son surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF »).

2. Principales conventions comptables

Base de présentation

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que: les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge; les charges et le passif pour les prestations de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt qu'enregistré. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

Constatation des revenus

Les revenus sont calculés en utilisant la méthode de pourcentage d'achèvement, au fur et à mesure que les demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont traitées. Les frais reçus avant que

le travail soit complété sont présentés comme revenus reportés. Lorsque le travail est complété avant que les frais soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les frais de maintien et les autres revenus sont reconnus lors de la réception des sommes. Les droits sont prescrits par divers décrets en conseil.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, commençant au cours du mois suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

Logiciels	3 ans
Matériel informatique	3-5 ans
Ameublement	10 ans
Équipement	10 ans
Améliorations locatives	5 ans
Systèmes	durée de vie utile estimative, commençant dans l'exercice au cours duquel le système deviendra opérationnel

Assistance d'immobilisation reportée

Le Fonds a reçu 63 848 000 \$ de l'État pour le développement du projet d'automatisation TechSource qui a été mis en place en 1997-1998. L'assistance d'immobilisation reportée est amortie en utilisant la méthode linéaire pour la durée de vie du système TechSource.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation d'emploi tel que prévu dans leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Les prestations de cessation d'emploi gagnées par un employé précédent son embauche au sein du Fonds représentent une obligation du Conseil du Trésor et, donc, ne sont pas inscrites aux comptes. Au 31 mars 2007, le passif du Conseil du Trésor pour les employés du Fonds est de 4 800 000 \$ (2006 : 4 800 000 \$). L'obligation des prestations gagnées après l'embauche des employés à l'OPIC est inscrite aux comptes comme indemnité à payer aux employés.

Le Conseil du Trésor finance le paiement de ces prestations pour une période d'au plus quinze ans à compter de la date de création du fonds renouvelable. En 2009-2010, le compte de passif à long terme au titre des prestations de cessation d'emploi sera redressé en conséquence par l'application d'une déduction du compte d'excédent accumulé du fonds renouvelable.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

Régime de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige la gestion à établir des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimés comptables. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les immobilisations, les revenus et les obligations salariales. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

	Coût au 31 mars 2006	Aquisitions	Dispositions	Coût au 31 mars 2007	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette
(en milliers de dollars)						
Améliorations locatives	20 604	1 577		22 181	16 790	5 391
Logiciels	7 906	1 631		9 537	7 035	2 502
Matériel informatique	2 602	90		2 692	2 450	242
Systèmes						
Intrepid	3 735	249		3 984	3 793	191
TechSource	85 535	2 705		88 240	83 550	4 690
Autres	11 164			11 164	9 973	1 191
Systèmes en développement	5 044	(1 737)	53	3 254		3 254
Total	136 590	4 515	53	141 052	123 591	17 461

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

4. Assistance d'immobilisation reportée

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Contribution d'assistance d'immobilisation reportée	63 848	63 848
Moins : amortissement accumulé	62 253	55 868
Valeur comptable nette	1 595	7 980

5. Actif net/passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF »)

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	69 406	56 112
Résultats nets	14 986	13 294
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'INASAF (note 1)	(50 000)	
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	34 392	69 406
INASAF, à la fin de l'exercice	(110 844)	(131 695)
Actif net/passif net	(76 452)	(62 289)

6. Engagements

Le Fonds a des engagements pour :

Services d'entretien pour le système TechSource :

	(en milliers de dollars)	
2008	6 170	
2009	6 686	
2010	7 247	
	20 103	

Location de ses locaux :

	(en milliers de dollars)	
2008	7 656	
2009	4 847	
2010	64	
	12 567	

Développement et support à l'entretien d'applications dans le cadre du programme d'amélioration constante des systèmes :

	(en milliers de dollars)	
2008	3 169	
	3 169	

Accès à des bases de données en ligne :

	(en milliers de dollars)	
2008	216	
	216	

7. Variations du fonds de roulement

Les composantes des variations de l'actif et du passif à court terme comprennent :

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs (nets de la créance irrécouvrable)	711	(90)
Revenus non facturés (court terme)	(1 188)	1 437
Charges payées d'avance	(12)	(138)
Comptes de dépôts	(5)	378
Comptes créditeurs	(651)	2 088
Revenus reportés (court terme)	7 662	6 144
	6 517	9 819

8. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, à la traduction, au contentieux, aux rémunérations et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central furent effectués avec les parties concernées pendant le cours normal des opérations.

**Fonds renouvelable de l'Office de la
propriété intellectuelle du Canada—Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

9. Assurance

Le Fonds n'assure pas ses biens conformément à la pratique adoptée dans le cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

10. Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

11. Impôts

Le Fonds n'a pas à payer l'impôt sur le revenu.

Fonds renouvelable de l'Office national du film

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice clos le 31 mars 2007 et toute l'information figurant dans ces états incombe à la direction de l'Office national du film (Office). Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'é émises par le Bureau du Contrôleur général.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de l'information présentée dans les états financiers. Certaines informations présentées dans les états financiers sont fondées sur les meilleures estimations et le jugement de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation des rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du ministère. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement de l'Office national du film concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction possède un système de gestion financière et de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont exécutées en conformité avec les règlements, qu'elles respectent les autorisations du Parlement et qu'elles sont comptabilisées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds du gouvernement. La direction veille également à l'objectivité et à l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection appropriée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par une organisation assurant une séparation appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans tout l'Office.

Les états financiers de l'Office ont fait l'objet d'une vérification par la vérificatrice générale du Canada.

Chef, Opérations financières
(*Agente financière supérieure à plein temps*)
LUISA FRATE, ca

Directrice, Administration
(*Agente financière supérieure*)
MARYSE CHARBONNEAU, fema

le 25 mai 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(71 221)	(67 773)	(68 222)	(66 726)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		2 482		3 632
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(71 221)	(65 291)	(68 222)	(63 094)
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations		3 145		2 017
Autorisation fournie (employée)	(71 221)	(68 436)	(68 222)	(65 111)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	2 822	3 561
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	6 201	5 462
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	9 023	9 023
Limite de l'autorisation	15 000	15 000
Autorisation non employée reportée	5 977	5 977

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN ET DE LA CONDITION FÉMININE

J'ai vérifié l'état de la situation financière de l'Office national du film au 31 mars 2007 et les états des résultats, de l'équité du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une

appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la *Loi sur le cinéma* et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour la vérificatrice générale du Canada
Nancy Y. Cheng, FCA
vérificatrice générale adjointe

Ottawa, Canada
le 24 mai 2007

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**

	2007	2006		2007	2006
	\$	\$		\$	\$
ACTIF			PASSIF		
Actif financier			Créditeurs		
Encaisse	230 285	222 127	Gouvernement du Canada	1 116 546	1 233 405
Montant à recevoir du Trésor	2 632 108	1 478 639	Tiers	6 334 659	5 612 353
Débiteurs			Salaires à payer	1 082 146	887 527
Gouvernement du Canada	462 163	277 866	Indemnités de vacances et compensatoires	175 868	241 762
Tiers	3 226 585	4 258 179	Revenus reportés	88 783	222 761
Stocks	498 134	579 524	Avantages sociaux futurs (note 5)	6 474 553	6 657 938
Dépôts	571 544	290 778	Obligation découlant de contrats de location - acquisition (note 7)	1 146 680	1 781 280
	7 620 819	7 107 113		16 419 235	16 637 026
Actif non financier			Équité du Canada	(1 196 774)	(1 859 885)
Charges payées d'avance	1 001 316	848 934	Obligations contractuelles et éventualités (notes 10 et 11)		
Immobilisations (note 4)	6 600 326	6 821 094			
	7 601 642	7 670 028			
	15 222 461	14 777 141		15 222 461	14 777 141

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par la direction :

Directrice, Administration
MARYSE CHARBONNEAU

Commissaire du gouvernement à la cinématographie par intérim
CLAUDE JOLI-COEUR

Approuvé par le conseil d'administration :

Membre
PATRICIA J.F. WARSABA

Membre
SUSAN H. ABRAMOVITCH

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2007	2006
	\$	\$
Charges (note 6a)		
Programmation anglaise		
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	23 590 870	24 724 523
Production commanditée	338 951	769 185
	<u>23 929 821</u>	<u>25 493 708</u>
Programmation française		
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	14 602 044	15 566 211
Production commanditée	473 134	294 300
	<u>15 075 178</u>	<u>15 860 511</u>
Distribution	7 719 671	8 271 387
Marketing et communications	13 841 235	13 175 728
Développement et applications numériques	3 451 147	2 735 025
Direction et services administratifs	10 367 202	9 999 744
	<u>35 379 255</u>	<u>34 181 884</u>
Coût des opérations	<u>74 384 254</u>	<u>75 536 103</u>
Revenus (note 6b)		
Institutionnel et éducatif	2 405 130	2 780 251
Télévision	1 315 280	2 005 950
Consommateur	1 040 531	1 179 053
Production commanditée	821 836	1 260 392
Plans d'archives	515 605	681 945
Divers	451 354	609 894
Salles	61 796	292 636
	<u>6 611 532</u>	<u>8 810 121</u>
Coût net des opérations	<u>67 772 722</u>	<u>66 725 982</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2007	2006
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Coût net des opérations	(67 772 722)	(66 725 982)
Éléments n'affectant pas les sorties (entrées) de fonds:		
Amortissement des immobilisations	2 729 031	3 021 200
Perte (gain) sur l'aliénation des immobilisations	2 244	(71 500)
Variation de l'obligation pour indemnités de vacance et compensatoires	(65 894)	199 963
Variation nette pour avantages sociaux futurs	(183 385)	483 332
Autres variations dans l'actif et le passif	1 153 469	1 870 472
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	<u>(64 137 257)</u>	<u>(61 222 515)</u>
Activités de financement		
Paiements d'obligation découlant de contrats de location-acquisition	<u>(1 141 881)</u>	<u>(812 428)</u>
Encaisse utilisée pour les activités de financement	<u>(1 141 881)</u>	<u>(812 428)</u>
Activités d'investissement		
Acquisition des immobilisations	(2 022 023)	(1 307 444)
Produits de l'aliénation des immobilisations	18 797	101 620
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement	<u>(2 003 226)</u>	<u>(1 205 824)</u>
Liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada	<u>(67 282 364)</u>	<u>(63 240 767)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉQUITÉ DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2007	2006
	\$	\$
Équité du Canada, début de l'exercice	(1 859 885)	(245 142)
Coût net des opérations	(67 772 722)	(66 725 982)
Liquidités nettes fournies par le gouvernement	67 282 364	63 240 767
Variation du montant à recevoir du Trésor	1 153 469	1 870 472
Équité du Canada, fin de l'exercice	<u>(1 196 774)</u>	<u>(1 859 885)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Statut et objectifs

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant de la ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine, l'Office national du film (Office) est un organisme culturel mentionné à l'annexe 1.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le Commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- émettre des avis au gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, dans les activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'entreprendre.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public, ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'é émises par le Bureau du Contrôleur général.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

Crédits parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et de crédits parlementaires votés annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des coûts d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Cette autorisation stipule que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars.

L'Office est aussi financé en partie par des crédits parlementaires du gouvernement du Canada. Ces crédits sont votés annuellement pour renflouer le Fonds renouvelable des coûts d'exploitation admissibles et des acquisitions nettes des immobilisations. La base sur laquelle les crédits sont consentis à l'Office ne correspond pas aux principes comptables utilisés dans la préparation des états financiers, car ces crédits sont principalement fondés sur les besoins de trésorerie. En conséquence, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux pourvus par les crédits parlementaires. Le rapprochement des deux méthodes de présentation est fait à la note 3.

Liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada

L'Office paie ses frais d'exploitation à même le Trésor, lequel est administré par le receveur général du Canada. Toutes les rentrées de fonds sont versées au Trésor et les dépenses payées à même le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada équivalent à la différence entre la totalité des entrées de fonds et la totalité des débours incluant les transactions avec les divers ministères et organismes du gouvernement fédéral.

Montant à payer (à recevoir) au Trésor

L'élément « Montant à recevoir du Trésor » représente le montant que l'Office est autorisé à prélever du Trésor, sans crédit supplémentaire, afin de s'acquitter de ses obligations et l'élément « Montant à payer au Trésor » représente le montant que l'Office doit payer au Trésor pour les montants reçus.

Constatation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Production de films et d'autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés à l'état des résultats comme suit :

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions non commanditées, la part de l'Office dans les coproductions et l'excédent du coût des productions partiellement commanditées sur les montants commandités.

Production commanditée

Tous les coûts engagés pour des productions entièrement commanditées et la portion commanditée du coût des productions partiellement commanditées.

Revenus

Les revenus de production de films et d'autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commanditée dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où le produit est terminé.

Les revenus de redevances sont reconnus une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les dépenses qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Débiteurs

Les débiteurs sont consignés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs de tiers dont le recouvrement est incertain.

Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût de production et de la valeur nette de réalisation. Le coût des autres copies est imputé aux dépenses de l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

Équipement technique	de 4 à 10 ans
Logiciels et équipement informatique	de 5 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autre	de 5 à 10 ans
Améliorations locatives	durée des baux

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'état

de la situation financière comme immobilisation pour assurer que le lecteur soit conscient de son existence.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation des immobilisations pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels sont transférés pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

Tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations versées à titre d'employeur représentent le coût complet pour l'Office. Ce montant est équivalent à un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations de l'Office sont imputées à l'exercice au cours duquel les services sont rendus et représentent l'ensemble de ses obligations en matière de prestations de retraite. L'Office n'est pas tenu à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que les années de service, le statut de l'employé et les statistiques relatives aux départs pour calculer la valeur de l'obligation au titre des indemnités de départ. Ces indemnités constituent pour l'Office la seule obligation de cette nature dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices.

Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'é émises par le Bureau du Contrôleur général, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'actif, le passif, les revenus et les charges consignés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considérait que les estimations et les hypothèses étaient raisonnables. La durée de vie des immobilisations, les provisions pour créances douteuses et l'obligation relative aux indemnités de cessation d'emploi sont les principaux éléments pour lesquels des estimations ont été utilisées. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Ces estimations sont révisées périodiquement et les ajustements, lorsque requis, sont comptabilisés dans les résultats d'exploitation nets pour l'exercice au cours duquel ils ont été identifiés.

3. Crédits parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen de crédits parlementaires annuels. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires qui ont été autorisés dans des exercices précédents, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans des exercices futurs. En conséquence, les résultats nets des opérations de l'Office diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants:

a) Rapprochement du coût d'exploitation net et des crédits parlementaires de l'exercice en cours :

	2007	2006
	\$	\$
Coût net des opérations	67 772 722	66 725 982
Acquisition des immobilisations	2 022 023	1 307 444
Paiements en vertu de contrats de location-acquisition	1 141 881	812 428
(Perte) gain sur aliénéation des immobilisations	(2 244)	71 500
Variation de l'obligation pour indemnités de vacance et compensatoires	65 894	(199 963)
Variation nette pour indemnités de cessation d'emploi	183 385	(483 332)
Produits de l'aliénéation des immobilisations	(18 797)	(101 620)
Amortissement des immobilisations	(2 729 031)	(3 021 200)
Crédits de l'exercice en cours utilisés	<u>68 435 833</u>	<u>65 111 239</u>

b) Rapprochement des crédits parlementaires votés et des crédits parlementaires utilisés :

	2007	2006
	\$	\$
Selon le Budget principal—Crédit 65	64 839 000	62 948 000
Budget supplémentaire des dépenses	6 382 292	5 274 182
Report de fonds autorisé	<u>(2 785 459)</u>	<u>(3 110 943)</u>
Crédits de l'exercice en cours utilisés	<u>68 435 833</u>	<u>65 111 239</u>

c) Rapprochement des liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada et des crédits de l'exercice en cours utilisés :

	2007	2006
	\$	\$
Liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada	67 282 364	63 240 767
Changement de la situation nette du Trésor		
Variation des comptes débiteurs	847 297	1 072 097
Variation des comptes créditeurs	605 447	1 512 560
Variation des revenus reportés	(133 978)	(158 294)
Autres ajustements	<u>(165 297)</u>	<u>(555 891)</u>
Crédits de l'exercice en cours utilisés	<u>68 435 833</u>	<u>65 111 239</u>

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

4. Immobilisations

	Coût				Amortissement cumulé				2007	2006
	Début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Début de l'exercice	Amortissement cumulé	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Équipement technique	21 634 355	2 039 451	535 052	23 138 754	18 249 002	1 562 988	529 865	19 282 125	3 856 629	3 385 353
Logiciels et équipement informatique	13 271 330	457 053	704 084	13 024 299	10 544 876	1 051 708	688 230	10 908 354	2 115 945	2 726 454
Mobilier, équipement de bureau et autre	872 899	32 800	21 904	883 795	738 095	32 605	21 904	748 796	134 999	134 804
Collection	1			1					1	1
Améliorations locatives	4 132 876			4 132 876	3 558 394	81 730		3 640 124	492 752	574 482
Total	39 911 461	2 529 304	1 261 040	41 179 725	33 090 367	2 729 031	1 239 999	34 579 399	6 600 326	6 821 094

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur brute de 2 326 286 \$ (2006—4 248 313 \$) moins l'amortissement cumulé de 1 273 857 \$ (2006—2 810 284 \$). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 368 039 \$ (2006—906 237 \$). Les acquisitions des immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition s'élevaient à 507 281 \$ (2006—422 067 \$).

5. Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

L'Office et tous les employés admissibles participent au Régime de pension de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de pension s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de service validable droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées sur l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2007 les charges s'élèvent à 3 684 589 \$ (2006—3 867 894 \$), soit environ 2,6 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au régime de pension se limite à verser des cotisations. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

L'Office paie des indemnités de départ à ses employés fondées sur les années de service et le salaire en fin d'emploi. Ce régime n'étant pas provisionné, il ne détient aucun actif et présente un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs. Au 31 mars 2007, les renseignements utiles à l'égard de ce régime sont les suivants :

	2007	2006
	\$	\$
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	6 657 938	6 174 606
Charge pour l'année	585 097	1 388 151
Indemnités versées au cours de l'exercice	(768 482)	(904 819)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	6 474 553	6 657 938

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

6. a) Charges

	2007	2006
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	38 434 247	40 419 024
Location	8 694 062	8 648 427
Services professionnels et spéciaux	7 575 157	8 559 660
Participation en espèces dans les coproductions	5 332 059	3 742 525
Transport et communication	3 969 449	3 890 222
Amortissement des immobilisations	2 729 031	3 021 200
Matériel et fournitures	2 692 441	2 411 643
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	1 309 692	1 437 239
Information	1 306 472	1 295 115
Réparations et entretien	1 030 155	750 962
Divers	876 882	736 687
Redevances	432 363	694 899
Perte (gain) sur l'aliénation des immobilisations	2 244	(71 500)
	<u>74 384 254</u>	<u>75 536 103</u>

b) Revenus

	2007	2006
	\$	\$
Copies de films	3 131 322	3 156 370
Redevances	1 691 415	3 101 520
Production commanditée	821 836	1 260 392
Plans d'archives	515 605	681 945
Divers	451 354	609 894
	<u>6 611 532</u>	<u>8 810 121</u>

7. Obligation découlant de contrats de location-acquisition

L'Office a signé des ententes pour la location d'équipement technique, informatique et de bureau en vertu de contrats de location-acquisition. Les actifs ont été capitalisés en utilisant des taux d'intérêt implicites de 7 pour cent à 14 pour cent. Les obligations correspondantes sont remboursées pendant la durée des baux de 3 à 4 ans. Les paiements minimums exigibles en vertu des baux pour l'exercice terminé le 31 mars 2007 totalisent 1 141 881 \$ (2006—paiements de 812 428 \$). Des intérêts de 88 326 \$ (2006—229 320 \$) sont imputés aux résultats.

L'obligation découlant de contrats de location-acquisition comprend les éléments suivants :

	\$
Paiements futurs exigibles en vertu des baux:	
2008	617 060
2009	468 686
2010	159 777
	<u>1 245 523</u>
Moins : intérêts théoriques	98 843
	<u><u>1 146 680</u></u>

8. Opérations entre entités apparentées

L'Office est relié en termes de propriété commune à tous les ministères, organismes et autres sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. L'Office effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2007, l'Office a loué des locaux du Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) pour un montant de 7 002 116 \$ (2006—6 883 007 \$).

9. Juste valeur des instruments financiers

Les débiteurs, les dépôts, les créditeurs, les salaires à payer et les indemnités de vacance et compensatoires sont encourus dans le cours normal des affaires. La valeur aux livres de chacun de ces postes se rapproche de leur juste valeur étant donné leur échéance respective à court terme. Il n'y a pas de concentration des débiteurs et, par conséquent, il n'y a pas de risque de crédit important.

La juste valeur de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition basée sur un taux d'intérêt du marché de 11 pour cent est estimée à 1 115 804 \$ (2006—1 904 893 \$).

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Fin

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

10. Obligations contractuelles

L'Office a des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement. Le plus important de ces baux a été conclu avec TPSGC pour les locaux et est en vigueur jusqu'en 2017. Les montants futurs minimums à verser en loyers pour les cinq prochaines années et subséquentes sont les suivants :

	Locaux	Équipement	Total
	\$	\$	\$
2008	6 855 000	1 220 000	8 075 000
2009	6 299 000	533 000	6 832 000
2010	5 802 000	238 000	6 040 000
2011	5 705 000	56 000	5 761 000
2012	5 505 000	19 000	5 524 000
2013-2017.....	19 582 000		19 582 000
	<u>49 748 000</u>	<u>2 066 000</u>	<u>51 814 000</u>

Du montant de 49 748 000 \$ pour la location de locaux, des ententes totalisant 34 000 \$ ont été signées avec des tiers et 49 714 000 \$ avec TPSGC.

11. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est requérante ou défenderesse ou mise en cause dans les réclamations ou poursuites en justice. La direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Office.

12. Renseignements comparatifs

Certains renseignements comparatifs ont été reclassés afin de refléter la présentation adoptée en 2007.

Fonds renouvelable de Passeport Canada

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada ont été préparés pour 2006-2007 tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principes comptables établis pour les fonds renouvelables du Gouvernement du Canada et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilités et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Direction des services financiers de Passeport Canada élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été présentés au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante laquelle est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Le directeur général
des Services généraux*
DENIS FORTIER

*Le président-directeur général
Passeport Canada*
GÉRALD COSSETTE

le 15 juin 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets		14 869		(3 426)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	27 896	14 413	32 275	14 910
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	27 896	29 282	32 275	11 484
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	15 100	6 976	27 382	6 653
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	12 796	(7 310)	4 893	(9 064)
Autorisation fournie (employée)		29 616		13 895

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(60 754)	(30 345)
Plus : imputations des CAFÉ sur le compte du crédit après le 31 mars	15 554	11 726
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	5 739	2 704
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(50 939)	(21 323)
Limite de l'autorisation	4 000	4 000
Autorisation non employée reportée	54 939	25 323

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE ADJOINT,
SERVICES MINISTÉRIELS, MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Passeport Canada au 31 mars 2007 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Passeport Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Passeport Canada au 31 mars 2007 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable Passeport Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 16 mai 2007

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF		
À court terme :			À court terme :		
Débiteurs :			Créditeurs et charges à payer :		
Gouvernement du Canada	5 487	2 173	Gouvernement du Canada	3 734	1 759
Tiers	381	592	Tiers :		
Inventaires	5 181	6 498	Créditeurs	11 547	9 943
			Indemnités de vacances	3 324	2 940
			Retenues sur paiements aux entrepreneurs	306	214
			Revenus reportés	2 375	
	11 049	9 263	Tranche à court terme de la provision pour prestations de cessation d'emploi	666	323
À long terme :				21 952	15 179
Immobilisations (note 3) :			À long terme :		
Au coût	117 973	110 997	Provision pour prestations de cessation d'emploi	13 690	12 459
Moins : amortissement cumulé	85 287	72 769		13 690	12 459
	32 686	38 228	ACTIF NET (note 4)	8 093	19 853
			Engagements contractuels (note 5)		
	43 735	47 491		43 735	47 491

Les notes font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable de Passeport
Canada—Suite**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus :		
Droits gagnés	231 149	195 434
Revenus divers	369	495
	231 518	195 929
Coût des ventes		
Matériel de passeport	17 758	15 033
Bénéfice brut	213 760	180 896
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux	121 880	113 744
Provision pour prestations de cessation d'emploi	1 895	2 250
Fret, messageries et camionnage	21 255	17 931
Amortissement d'immobilisations	12 518	12 613
Locaux	11 126	10 438
Services professionnels et spéciaux	8 201	7 118
Services de passeports dans les missions à l'étranger (note 6)	4 447	4 447
Renseignements	1 977	3 450
Télécommunications	3 219	3 309
Imprimerie, papeterie et approvisionnements	3 034	3 140
Entretien et réparations	4 924	2 630
Voyages et déménagements	1 951	1 747
Services postaux et affranchissements	2 038	998
Location	371	341
Divers	55	166
	198 891	184 322
Résultats nets	14 869	(3 426)
Actif net, au début de l'exercice	19 853	26 675
Variation nette de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(30 409)	(13 662)
Apport d'actif	3 780	10 266
Actif net, à la fin de l'exercice (note 4)	8 093	19 853

Les notes font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSorerIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Activités de l'exploitation :		
Résultats net	14 869	(3 426)
Plus:		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	1 574	1 643
Amortissement d'immobilisations	12 518	12 613
Perte sur disposition d'immobilisations		48
	28 961	10 878
Variation des actifs et des passifs à court terme (note 7)	4 644	(829)
	33 605	10 049
Activités d'investissement		
Immobilisations acquises	(6 976)	(6 653)
Activités de financement		
Apport d'actif (note 4)	3 780	10 266
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	30 409	13 662
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	30 345	16 683
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 4)	60 754	30 345

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et but

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada a été établi en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine. La *Loi sur les fonds renouvelables* a autorisé le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor jusqu'à un total de 4 000 000 \$ à des fins de fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés. Un montant de 746 000 \$, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Principales conventions comptables

a) Concepts de comptabilité

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-dessous afin de satisfaire aux exigences prescrites par la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada en vertu de la *Loi sur les Fonds renouvelables*. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des états financiers s'écartent sensiblement des principes comptables généralement reconnus au Canada pour les raisons suivantes :

- une estimation des montants courus est faite pour les indemnités de vacances et les prestations de cessation d'emploi au lieu d'obtenir une évaluation actuarielle;
- les droits de demande des services de passeport sont comptabilisés comme revenus au moment de la réception du paiement et de la vérification que la demande est comme indiqué dans les règlements prescrivant les droits exigibles pour les services de passeports; et
- le financement reçu du Conseil du Trésor pour des actifs est comptabilisé comme un apport d'actif et non pas à l'encontre du coût de ces actifs.

b) Reconnaissance des revenus

Les droits de passeport sont comptabilisés comme revenus au moment de la demande, qui est sur la réception du paiement et sur la vérification que la demande est complète.

Les revenus reportés sont comptabilisés pour les demandes pour lesquelles les droits ont été perçus et déposés, mais les demandes n'ont pas été vérifiées au 31 mars 2007.

c) Inventaires

Le stock de fournitures et d'approvisionnements est inscrit au prix coûtant utilisant la méthode du coût moyen.

d) Immobilisations

Actif	Années
Projets d'immobilisation	Durée économique du projet
Ameublement	10 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	3-5 ans
Autres machines et pièces d'équipement	5 ans

Passeport Canada capitalise les coûts imputés au projet du Plan de perfectionnement de la technologie (PPT). Les coûts du projet ont été séparés en quatre catégories et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée de chacune des catégories, comme suit :

Actif	Années
Plan de perfectionnement de la technologie (PPT)	
Machine et équipement	10 ans
Système	4 ans
Ameublement	10 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	4 ans

Tous les coûts pour les projets d'immobilisation sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée économique prévue; ceux-ci incluent les améliorations locatives qui sont amorties selon la méthode linéaire sur la période des baux.

Les biens capitaux sont inscrits au coût et amortis à partir de l'année de l'acquisition selon la méthode linéaire sur leur durée économique prévue.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les prestations de cessation d'emploi des employés s'accumulent en fonction de leurs années de service au gouvernement du Canada, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est inscrit dans les comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

f) Régime de retraite

Les employés de Passeport Canada participent au *Régime de pension de retraite de la fonction publique* administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par Passeport Canada sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension de Passeport Canada et sont imputées aux opérations sur une base courante. Passeport Canada n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour palier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

g) Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la gestion établisse des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les estimations comptables sont utilisées principalement pour la provision de prestation de cessation d'emploi et les charges à payer courues. Les résultats réels pourraient différer des estimations comptables et le cas échéant des corrections seront apportées à l'exercice financier en cours à ce moment-là.

3. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie	33 877			33 877
Projets d'immobilisation	69 955	6 759		76 714
Ameublement	84			84
Équipement TED	6 791	178		6 969
Autres machines et équipements	290	39		329
	<u>110 997</u>	<u>6 976</u>		<u>117 973</u>
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie	33 759	40		33 799
Projets d'immobilisation	33 960	11 263		45 223
Ameublement	56	9		65
Équipement TED	4 780	1 174		5 954
Autres machines et équipements	214	32		246
	<u>72 769</u>	<u>12 518</u>		<u>85 287</u>

La catégorie des projets d'immobilisation inclut les améliorations locatives.

4. Actif net

	2007	2006
(en milliers de dollars)		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(60 754)	(30 345)
Surplus accumulé	52 571	37 702
Apport d'actif	16 276	12 496
	<u>8 093</u>	<u>19 853</u>

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant la prise en charge de l'actif net de 746 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

Apport d'actif

Au cours de l'année, Passeport Canada a reçu un montant de 3 780 000 \$ (10 266 000 \$ en 2006) du Conseil du Trésor afin de financer principalement les projets en capital de l'initiative de sécurité nationale et répondre aux recommandations du rapport du Vérificateur Général.

5. Engagements contractuels

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada loue ses locaux et autres équipements de bureau en vertu de contrats de location-exploitation venant à terme en 2015. Les paiements de location futurs annuels sont approximativement comme suit :

	(en milliers de dollars)
2007	11 591
2008	11 659
2009	11 719
2010	11 764
2011 et après.....	47 611
	<u>94 344</u>

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada a signé un contrat pour l'approvisionnement en matériel de passeport venant à terme en mai 2008. Les paiements futurs annuels sont approximativement :

	(en milliers de dollars)
2008	13 486
	<u>13 486</u>

6. Opérations entre apparentés

Passeport Canada est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créé par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au service de passeport dans les missions à l'étranger, au logement et aux services légaux furent effectués entre apparentés dans le cours normal des opérations. Toutes les opérations entre apparentées sont comptabilisées au montant de la valeur d'échange lequel est représentatif de l'entente entre les deux parties.

Une des fonctions de Passeport Canada, qui est un organisme du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), est de collecter les frais consulaires pour le bénéfice de la division des affaires consulaires du MAECI. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état de l'exploitation. Pour l'exercice 2007 le Fonds a collecté et remis aux MAECI 73 870 000 \$ (2006—62 654 000 \$) en frais consulaires.

7. Variation des actifs et des passifs à court terme

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Variation des actifs et des passifs à court terme:		
Débiteurs — Gouvernement du Canada	(3 314)	1 936
Débiteurs — Tiers	212	170
Inventaires	1 316	(1 100)
Charges payées d'avance		195
Créditeurs et charges à payer :		
Gouvernement du Canada	1 975	(4 391)
Tiers — Créditeurs	1 758	1 924
Tiers — Indemnités de vacances	384	313
Tiers — Retenues sur paiement aux entrepreneurs	92	124
Revenus reportés	2 221	
	<u>4 644</u>	<u>(829)</u>

8. Données comparatives

Certains montants pour l'année financière 2006 ont été reclassés afin de pouvoir les comparer à l'année courante.

Fonds renouvelable de la production de défense

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables, la *Loi sur la production de défense* et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune opération pour le Fonds renouvelable de la production de défense pour l'année financière 2006-2007.

Approuvé par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 1^{er} juin 2007

*Sous-ministre adjointe,
Direction générale des approvisionnements*
LILIANE SAINT PIERRE

le 29 mai 2007

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (« Le Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêts pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation permanente et continue, aux termes de la *Loi sur la régularisation des comptes*, d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé. En tout temps, le total de l'ensemble des montants reçus dans ces deux comptes ne doit jamais excéder 100 millions de dollars.

FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000 ⁽¹⁾	100 000 ⁽¹⁾
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée	100 000	100 000

⁽¹⁾ La limite conjointe d'autorisation continue pour le Fonds renouvelable et le Compte de prêts pour la production de défense est de 100 000 000 \$ telle qu'indiquée à la note 1.

COMPTE DE PRÊTS DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000 ⁽¹⁾	100 000 ⁽¹⁾
Moins : autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée		

⁽¹⁾ La limite conjointe d'autorisation continue pour le Fonds et le Compte de prêts pour la production de défense est de 100 000 000 \$ telle qu'indiquée à la note 1.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Direction générale des finances élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. Le Fonds

maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 1^{er} juin 2007

*Président-directeur général,
Direction générale des services d'infotechnologie*
STEVEN POOLE

le 30 mai 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets		11 181		2 806
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	175	570	150	120
Fonds provenant de l'exploitation	175	11 751	150	2 926
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	175	4 913	150	
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		3		
Contribution à l'initiative de transformation (note 1)				6 960
Autorisation fournie (employée)		6 835		(4 034)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10 342)	(21 263)
Plus : imputation des CAFÉ sur le compte du crédit après le 31 mars	47 544	11 933
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	46 736	12 369
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(9 534)	(21 699)
Limite de l'autorisation (note 1)	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée	29 534	41 699

**Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—
Suite**

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique au 31 mars 2007 et les états des résultats et de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique au 31 mars 2007, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 1^{er} juin 2007

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF ET ACTIF (PASSIF) NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	48	30	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	70	42
Gouvernement du Canada	43 919	11 555	Tiers	47 499	11 553
Tiers	889	1 228	Autres passifs	703	936
Autres actifs (note 3)	2 739	748		48 272	12 531
	47 595	13 561	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	3 392	3 416
Immobilisations (note 4)	5 047	262		51 664	15 947
			ACTIF (PASSIF) NET (note 5)	978	(2 124)
	52 642	13 823		52 642	13 823

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique— Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF (PASSIF) NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus	167 844	138 159
Coût des ventes	123 774	99 864
Bénéfice brut	44 070	38 295
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	14 472	15 559
Indemnités de cessation d'emploi	336	192
Services professionnels et spéciaux	14 913	16 910
Services ministériels et administratifs	1 456	1 121
Coûts d'occupation	784	750
Transports et télécommunications	499	531
Services publics, fournitures et approvisionnements	249	248
Amortissement	128	128
Autres dépenses	52	50
	32 889	35 489
Résultats nets	11 181	2 806
Passif net, au début de l'exercice	(2 124)	(4 170)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	10 921	6 200
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(19 000)	
Contribution à l'initiative de transformation (note 1)		(6 960)
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice	978	(2 124)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Activités d'exploitation		
Résultats nets	11 181	2 806
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Amortissement	128	208
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	336	192
	11 645	3 206
Variation du fonds de roulement (note 7)	1 707	(2 130)
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(360)	(316)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	12 992	760
Activités d'investissement		
Immobilisations—Acquisitions	(4 913)	
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(19 000)	
Contribution à l'initiative de transformation (note 1)		(6 960)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(23 913)	(6 960)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(10 921)	(6 200)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	21 263	27 463
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	10 342	21 263

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—
Suite**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique (« le Fonds ») fournit des services de réseau et d'infrastructure, des services de télécommunications vocales, des services par satellite et des services gérés.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

Le 31 janvier 2005, le Fonds a reçu l'autorisation du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada de contribuer de son surplus accumulé à la planification de la transformation et le développement des produits, des services, des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information dans la Direction générale des services d'infotechnologie pour un montant maximum de 12 664 240 \$ (5 704 220 \$ en 2004-2005; 6 960 020 \$ en 2005-2006). Le montant payé par le Fonds à la Direction générale des services d'infotechnologie en 2006-2007 est de néant (6 959 988 \$ en 2005-2006).

Le 30 novembre 2006, le Fonds a reçu l'autorisation du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada de contribuer 19 000 000 \$ de son surplus accumulé pour la mise en oeuvre des mesures de compression des dépenses prévues dans le Budget 2006.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la gestion pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du

Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et pour les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces prestations sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	2 735	747
Charges payées d'avance	4	1
	<u>2 739</u>	<u>748</u>

4. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Radiation	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	1 582		307	1,275
Logiciels informatiques . . .	146	70		216
Actifs en construction . . .		4 843		4,843
	<u>1 728</u>	<u>4 913</u>	<u>307</u>	<u>6,334</u>

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Radiation	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	1 325	124	307	1,142
Logiciels informatiques . . .	141	4		145
	<u>1 466</u>	<u>128</u>	<u>307</u>	<u>1,287</u>
Net	<u>262</u>			<u>5,047</u>

Les actifs en construction se composent de matériel informatique acquis à travers les Services de soutien de l'équipement de réseau (SSER). Le montant payé par le Fonds aux SSER en 2006-2007 est de 4 843 212 \$ (néant en 2005-2006).

5. Actif (Passif) net

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10 342)	(21 263)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	19 139	23 293
Résultats nets	11 181	2 806
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(19 000)	
Contribution à l'initiative de transformation (note 1)		(6 960)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	<u>11 320</u>	<u>19 139</u>
	<u>978</u>	<u>(2 124)</u>

6. Obligations contractuelles

Le Fonds a des contrats avec des fournisseurs de télécommunication. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 mars	
2008	115 263
2009	172 677
	<u>287 940</u>

7. Variation du fonds de roulement

	2007	2006	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	47 595	13 561	(34 034)
Passif à court terme	48 272	12 531	35 741
			<u>1 707</u>

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

9. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Direction générale des finances élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le

Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

*Sous-ministre adjoint p.i.
Direction générale des biens immobiliers*
TIM MCGRATH

Sous-ministre déléguée,
DAPHNE MEREDITH

1^e juin 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....		(13 191)		(1 456)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....		4 292		1 095
Fonds employés de l'exploitation.....		(8 899)		(361)
Plus: recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1).....		8 903		48
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....		4		(313)
Autorisation fournie.....				

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(18 565)	(36 126)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	212 696	198 408
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	194 131	162 282
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	150 000	150 000
Limite de l'autorisation (note 1).....	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée.....	150 000	150 000

Fonds renouvelable des Services immobiliers—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX
CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des services immobiliers au 31 mars 2007 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable des services immobiliers. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable des services immobiliers au 31 mars 2007, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable des services immobiliers et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 1^{er} juin 2007

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	19	2 500	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada.....	3 644	3 526
Gouvernement du Canada.....	184 743	150 478	Tiers.....	198 114	183 099
Tiers.....	8 143	19 810	Fonds de responsabilité professionnelle.....	2 301	2 610
Autres actifs (note 3).....	9 314	8 245	Autres passifs.....	4 602	7 300
				208 661	196 535
			Provision pour indemnités de cessation d'emploi.....	17 954	22 167
				226 615	218 702
			PASSIF NET (note 4).....	(24 396)	(37 669)
				202 219	181 033
	202 219	181 033			

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers—Suite

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2007	2006
Revenus bruts (note 8)	974 858	911 478
Débours recouvrables effectués au nom des clients	821 459	741 824
Revenus nets	153 399	169 654
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	94 686	108 181
Indemnités de cessation d'emploi	(997)	1 746
Frais généraux refacturés	36 378	34 943
Services ministériels et administratifs	23 241	16 415
Coûts d'occupation	7 017	6 540
Provision pour réclamations et autres dépenses	6 265	3 285
	166 590	171 110
Résultats nets	(13 191)	(1 456)
Passif net, au début de l'exercice	(37 669)	(21 257)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	8 903	48
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	17 561	(15 004)
Passif net, à la fin de l'exercice	(24 396)	(37 669)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2007	2006
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(13 191)	(1 456)
Élément n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(997)	1 746
	(14 188)	290
Variation du fonds de roulement (note 7)	(9 060)	17 656
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(3 216)	(2 990)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	(26 464)	14 956
Activités de financement		
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	8 903	48
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement	8 903	48
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(17 561)	15 004
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	36 126	21 122
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 4)	18 565	36 126

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des services immobiliers (« le Fonds ») fournit, selon le principe de la rémunération des services, des services immobiliers optionnels aux autres ministères gardiens ainsi qu'aux ministères et organismes qui demandent d'autres services, en plus de ceux qui sont prévus dans la gamme des services de gestion des locaux et des avoirs fédéraux. Plus particulièrement, le Fonds comprend les activités de génie et d'architecture, de gestion immobilière, de logement et de dessaisissement, et de services de soutien.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 150 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds reçoit des fonds par un crédit distinct afin de couvrir l'autorisation de prélèvement utilisée afin de se conformer à la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Le montant reçu en 2006-2007 est de 8 903 266 \$ (2005-2006 : 48 427 \$).

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la gestion plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés sur une base de la comptabilité d'exercice. Les frais généraux refacturés ainsi que les services ministériels et administratifs sont basés sur les dépenses budgétées du personnel telles qu'établies dans le cadre du budget 2006-2007.

c) Stocks

Les stocks sont évalués au coût et ils sont comptabilisés selon la méthode de l'épuisement successif.

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont enregistrés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	9 253	8 173
Charges payées d'avance	3	4
Stocks	58	68
	9 314	8 245

Fonds renouvelable des Services immobiliers—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

4. Passif net

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(18 565)	(36 126)
Déficit accumulé, au début de l'exercice	(1 543)	(135)
Résultats nets	(13 191)	(1 456)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	8 903	48
Déficit accumulé, à la fin de l'exercice	(5 831)	(1 543)
	<u>(24 396)</u>	<u>(37 669)</u>

5. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié en vertu d'obligations contractuelles pour des services immobiliers. Les versements futurs prévus en vertu des obligations existantes se chiffrent à :

(en milliers de dollars)

Exercice se terminant le 31 mars	
2008	239 219
2009	38 740
2010	35 219
2011	18 306
2012 et suivants	100 461
	<u>431 945</u>

6. Passif éventuel

À compter du 1^{er} avril 2005, la comptabilisation des passifs éventuels a été décentralisée du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada au Fonds. Plusieurs réclamations ont été faites auprès du Fonds dans le cours normal des activités. Certaines de ces obligations éventuelles pourraient devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, le passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers. Une réclamation importante dont l'issue future ne peut être déterminée est décrite ci-après.

Une réclamation pour un montant de 39,7 millions de dollars a été déposée contre l'État et des tierces parties alléguant la violation présumée d'obligations contractuelles. L'État a déposé son exposé de la défense. L'État n'est pas en mesure d'évaluer la possibilité d'un règlement et du montant à risque, ni d'estimer le montant d'un règlement quelconque. Aucun passif estimatif n'a été comptabilisé pour cette réclamation dans les états financiers.

7. Variation du fonds de roulement

	2007	2006	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	202 219	181 033	(21 186)
Passif à court terme	208 661	196 535	12 126
			<u>(9 060)</u>

8. Revenus bruts

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Débours recouvrables effectués au nom des clients	821 459	741 824
Revenus de projets	139 308	138 891
Recouvrement de salaires	10 007	23 146
Honoraires de gestion d'actifs	3 095	7 040
Autres revenus	989	577
	<u>974 858</u>	<u>911 478</u>

9. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des services optionnels tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Direction générale des finances élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des

risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Chef des finances,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 1^{er} juin 2007

*Sous-ministre adjointe,
Direction générale des approvisionnements*
LILIANE SAINT PIERRE

le 29 mai 2007

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007		2006	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....		2 099	(99)	3 146
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....		(1 204)	99	(1 778)
Fonds provenant de l'exploitation.....		895		1 368
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....		2		
Autorisation fournie.....		893		1 368

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(7 770)	(10 678)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	6 036	6 776
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	1 512	2 452
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	(3 246)	(6 354)
Limite de l'autorisation (note 1).....	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée.....	38 246	41 354

Fonds renouvelable des services optionnels—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des services optionnels au 31 mars 2007 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable des services optionnels. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable des services optionnels au 31 mars 2007, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable des services optionnels et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PriceWaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 1^{er} juin 2007

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2007	2006		2007	2006
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	242	782	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada.....	4	19
Gouvernement du Canada.....	812	1 482	Tiers.....	4 890	5 624
Tiers.....	2 988	1 838	Autres passifs.....	116	122
Autres actifs (note 3).....	459	96		5 010	5 765
	4 501	4 198	Provision pour indemnités de cessation d'emploi.....	822	782
Immobilisations (note 4).....		11		5 832	6 547
	4 501	4 209	PASSIF NET (note 5).....	(1 331)	(2 338)
				4 501	4 209

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels—Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus (note 7)	96 665	95 517
Coûts des ventes	88 565	86 566
Bénéfice brut	8 100	8 951
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3 451	3 741
Indemnités de cessation d'emploi	40	70
Services professionnels et spéciaux	1 513	1 034
Coûts d'occupation	452	419
Services ministériels et administratifs	278	241
Transports et télécommunications	106	145
Information	46	37
Services publics, fournitures et approvisionnements	26	31
Location	17	20
Amortissement	11	11
Achat de services de réparation et d'entretien	5	5
Autres dépenses	56	51
	6 001	5 805
Résultats nets	2 099	3 146
Actif (passif) net, au début de l'exercice	(2 338)	192
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	2 908	(5 676)
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(4 000)	
Passif net, à la fin de l'exercice	(1 331)	(2 338)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2007	2006
Activités d'exploitation		
Résultats nets	2 099	3 146
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Amortissement	11	11
Transfert d'immobilisations du crédit net		(22)
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	40	70
	2 150	3 205
Variation du fonds de roulement (note 8)	(1 058)	2 579
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi		(108)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	1 092	5 676
Activités d'investissement		
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(4 000)	
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(4 000)	
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(2 908)	5 676
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	10 678	5 002
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	7 770	10 678

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des services optionnels (« le Fonds ») fournit des services spécialisés aux ministères clients, comme le service d’approvisionnement en communication, la gestion du système de taxis, la gestion des voyages, les services centraux de déménagement et les services centraux de transport de matériel. De plus, le Fonds achète des vaccins et des médicaments pour le compte des provinces et des territoires.

Le Fonds dispose d’une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d’effectuer des paiements sur le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l’achat d’immobilisations, ou pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 35 000 000 \$ en aucun temps.

Le 30 novembre 2006, le Fonds a reçu l’autorisation du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada de contribuer 4 000 000 \$ de son surplus accumulé pour la mise en oeuvre des mesures de compression des dépenses prévues dans le Budget 2006.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d’emploi est basé sur une estimation provenant de la gestion pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d’estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d’actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d’exercice.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d’acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Machinerie et équipement	3 à 20 ans

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s’appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d’emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d’emploi des employés s’accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont enregistrés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l’exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

Fonds renouvelable des services optionnels—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

3. Autres actifs

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	455	95
Autres avances	4	1
	459	96

4. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Matériel informatique	36		36
Machinerie et équipement	54		54
	90		90
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	36		36
Machinerie et équipement	43	11	54
	79	11	90
Net	11		

5. Passif net

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(7 770)	(10 678)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	8 340	5 194
Résultats nets	2 099	3 146
Mesure de compression des dépenses (note 1)	(4 000)	
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	6 439	8 340
	(1 331)	(2 338)

6. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'un bail d'exploitation. Les versements futurs prévus en vertu du bail existant se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 mars	
2008	461
2009	77
	538

7. Revenus

	2007	2006
	(en milliers de dollars)	
Recouvrements du programme d'inoculation	53 998	52 291
Recouvrements de la gestion du transport	33 162	32 442
Ventes des centres de services de soutien partagés localement	6 304	6 210
Recouvrements de communication, d'impression et d'audio-visuel	3 141	4 496
Programme d'analyse comparative	60	78
	96 665	95 517

8. Variation du fonds de roulement

	2007	2006	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	4 501	4 198	(303)
Passif à court terme	5 010	5 765	(755)
			(1 058)

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

10. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs, et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2006-2007

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	2.2
Créances—radiations ou renonciations	2.8
Avances à justifier.	2.13
Pertes de fonds et de biens publics.	2.16

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP).

SOMMAIRE DES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES

	Montant*
	\$
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (ARTICLE 23)—	
Agence du revenu du Canada.....	1 591 312 571
Citoyenneté et Immigration—	
Ministère	43 879 773
Justice—	
Ministère	3 703 324
Sécurité publique et Protection civile—	
Agence des services frontaliers du Canada	435 573 897
Gendarmerie royale du Canada	21 579 690
TARIF DES DOUANES (ARTICLE 115)—	
Sécurité publique et Protection civile—	
Agence des services frontaliers du Canada	158 005 804
Total.....	2 254 055 059

* Voir le détail à l'état suivant intitulé «Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes».

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
EN VERTU DE L'ARTICLE 23 DE LA LGFP			
AGENCE DU REVENU DU CANADA			
CP 1945-88/2969, 25 avril 1945, Décret de remise du Gouverneur général (taxes d'accise), prévoit la remise des taxes d'accise dues par le Gouverneur général sur certains achats et certaines importations	1 177	CP 1992-2399, 19 novembre 1992, Décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>), accorde une remise de la TPS/TVH payée ou due sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada	35 725 006
CP 1976-1026 du 6 mai 1976, accordait une remise d'impôt sur le revenu à payer en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> relativement à certaines réserves pour redevances de Syncrude	(39 263 289)	CP 1992-2496, 3 décembre 1992, Décret de remise visant la Corporation Cameco, accorde à la Corporation Cameco une remise de la TPS payée ou due sur les fournitures de concentrés d'uranium par cette société aux acheteurs non résidents qui ne sont pas inscrits aux termes de la partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> , pour être utilisés ou consommés au Canada uniquement dans la production de produits devant être exportés	801 832
CP 1985-2071, 27 juin 1985, Décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, prévoit une remise des droits de douane, des droits d'accise, de la taxe sur les produits et services (TPS), de la taxe de vente harmonisée (TVH), et de la taxe d'accise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada et à leur personnel affecté au Canada à titre temporaire	729	CP 1994-568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, accorde aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ; la remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada ..	125 725
CP 1990-2848, 21 décembre 1990, Décret de remise visant les projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis, prévoit une remise des taxes d'accise, des droits d'accise et de la TPS sur les produits importés au Canada, les produits ou services achetés au Canada et les produits, immeubles ou services fournis au gouvernement des États-Unis ou à ses mandataires autorisés, ou à un ministère du gouvernement du Canada ou à une société de l'État agissant pour le compte du gouvernement des États-Unis	10 481	CP 1994-585, 14 avril 1994, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan), accorde la remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement dans revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités	406 289
CP 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères fédéraux, prévoit pour les ministères fédéraux une remise de la TPS payée ou due sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussions sur les recettes nettes que le gouvernement conserve à la fin	1 104 753 831	CP 1997-1529, 23 octobre 1997, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens (1997), accorde la remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS payés ou dus par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario) de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba)	844 400
CP 1992-1052, 14 mai 1992, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, accorde une remise de certains impôts sur le revenu ou de la TPS payés ou dus par les Indiens ou par les bandes ou certain établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves	2 890 490	CP 1998-396 du 19 mars 1998, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les décrets CP 1989-1204 du 22 juin 1989 et CP 1994-567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996	8 158

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 2000-1767, 13 décembre 2000, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Manitoba), prévoit la remise de la TPS payée ou due sur les terres achetées par certaines bandes indiennes du Manitoba dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.....	30 000	CP 2006-0372 du 11 mai 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Mademoiselle Reid pour l'année d'imposition 2003.....	1 336
CP 2003-910 du 12 juin, 2003 qui accorde une remise de l'impôt fédéral et de la taxe sur les produits et services aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du collège Saskatchewan Indian Federated College.....	226 765	CP 2006-0406 du 18 mai 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Beauvais pour l'année d'imposition 2003.....	5 176
CP 2003-989, 18 juin 2003, Décret de remise visant l'établissement indien de Camp Ipperwash (2003), accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la TPS payés ou à payer par des Indiens ou des bandes indiennes dans le Camp Ipperwash ...	65 926	CP 2006-437, 1 ^{er} juin 2006, Décret de remise au fiduciaire de l'assurance collective de la Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick, accorde la remise de la TPS/TVH payée par erreur relativement aux services administratifs fournis par l'assurance collective pendant la période commençant le 1 ^{er} janvier 1991 et se terminant le 31 décembre 1997.....	273 055
CP 2003-990, 18 juin 2003, Décret de remise visant les établissements Innus du Labrador (2003), accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la composante fédérale de la TVH payés ou à payer par les Premières nations de Sheshatshiu et de Mushuau et par les membres des établissements de Sheshatshiu et de Natuashish.....	1 157 491	CP 2006-0445 du 1 ^{er} juin 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Sewak pour l'année d'imposition 1978.....	12 087
CP 2004-1288, 1 ^{er} novembre 2004, Décret de remise visant certain membres de la Hidden Valley Golf Resort Association, accorde la remise de la TPS à certains propriétaires de chalet du Hidden Valley Golf Resort, dans la province d'Alberta, qui ont payé la taxe par erreur sur des frais d'entretien annuels au cours de la période commençant le 1 ^{er} octobre 1992 et se terminant le 31 janvier 1999.....	19 983	CP 2006-0446 du 1 ^{er} juin 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Mathews pour l'année d'imposition 1983.....	5 037
CP 2005-384, 22 mars 2005, Décret de remise visant certains acheteurs de lotissements pour chalets en Ontario, accorde la remise de la TPS payée par erreur par certains acheteurs de lotissements pour chalets pendant la période commençant le 1 ^{er} janvier 1991 et se terminant le 31 décembre 2001.....	26 583	CP 2006-0503 du 8 juin 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Francoeur pour l'année d'imposition 1999.....	764
CP 2005-707 du 3 mai 2005, remise de l'impôt sur le revenu et tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Lynds pour les années d'imposition de 1993 à 1995. (Ceci est la portion provinciale d'intérêts et de pénalités selon la OC 2006-0809 de Nouvelle-Écosse).....	130	CP 2006-0581 du 23 juin 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Meikle pour l'année d'imposition 1983. (Ce montant inclut les intérêts et pénalités d'ordre provinciale de \$116 selon la CO 2006-0904 de la Colombie-Britannique).....	125 891
CP 2005-2230 du 28 novembre 2005, prise du Décret de remise d'impôt relatif aux terres de McIntyre, qui accorde remise de l'impôt fédéral et les intérêts et pénalités y afférents payables par résidents admissibles des terres de Mount McIntyre, dans la ville de Whitehorse (Yukon), pour les années d'imposition de 1999 à 2005.....	17 011	CP 2006-1020 du 21 septembre 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Madame Coulter pour les années d'imposition de 1992 à 1998.....	9 331
		CP 2006-1021 du 21 septembre 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Sese pour les années d'imposition de 1998 à 1999.....	3 971
		CP 2006-1082, 5 octobre 2006, Décret de remise visant Valley Gospel Mission, accorde la remise de la composante provinciale de la TVH payée par erreur sur la vente de livres religieux à des clients en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve-et-Labrador pendant la période du 1 ^{er} avril 1997 au 30 septembre 2001.....	1 233

2.4 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 2006-1102 du 19 octobre 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Madame Marriott pour les années d'imposition de 1993 à 1997	20 739	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
CP 2006-1277 du 2 novembre 2006, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Kool pour l'année d'imposition 2004	761	Ministère	
CP 2007-104 du 29 janvier 2007, décret de remise n° 1 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre. Sur recommandation de la ministre du Revenu national et du ministre du Commerce international et en vertu du paragraphe 23(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, prend le Décret de remise n° 1 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre, ci-après	479 778 408	CP 2002-997, le 11 juin 2002 a accordé une remise de 975 \$ du prix figurant à la colonne III de l'article 19 de l'annexe du Règlement sur les prix à payer, <i>Loi sur l'immigration</i> , à la personne ayant payé le prix avant qu'elle ne devienne résidente permanente aux termes de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> et si, au moment où la demande d'établissement a été faite en vertu de l'ancien règlement:	
CP 2007-105 du 29 janvier 2007, décret de remise n° 2 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre. Sur recommandation de la ministre du Revenu national et du ministre du Commerce international et en vertu du paragraphe 23(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, prend le Décret de remise n° 2 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre, ci-après	3 226 064	a) ou bien la personne était un parent, était âgée d'au moins dix-neuf ans et, à la date de l'entrée en vigueur du présent article, est un étranger visé à l'un des alinéas 117(1)(b) et (c) du présent règlement;	
Total	1 591 312 571	b) ou bien elle était une personne à charge qui accompagne un immigrant, au sens du paragraphe 2(1) de l'ancien règlement, était âgée d'au moins dix-neuf ans, mais n'était pas le conjoint du demandeur principal. Le ministre rembourse alors le prix payé à la personne qui l'a acquitté.	210 835
		CP 2006-0366, le 11 mai 2006 a accordé une remise des frais à payer pour l'acquisition du statut de résident permanent, lequel prévoit le remboursement du montant de 485\$ aux personnes qui ont acquitté les frais de 975\$ pour l'acquisition du statut de résident permanent, le ou après le 3 mai 2006	43 668 938
		Total	43 879 773
		JUSTICE	
		Ministère	
		CP 1994-269 du 16 février 1994, modification du règlement concernant le saisie-arrêt de sommes fédérales pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires, fait pour conseil CP 1988-473 du 17 mars 1988 que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref.	3 703 324

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Agence des services frontaliers du Canada			
CP 1964-5000 du 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello	118 510	CP 1983-2525 du 10 août 1983, remise des droits de douane et de la TPS sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt . . .	215 322 051
CP 1974-2522 du 19 novembre 1974, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certains genres de matériel publicitaire.	39 891	CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.	469 573
CP 1976-1314 du 1 ^{er} juin 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les pellicules canadiennes exposées et traitées et sur les bandes magnétoscopiques canadiennes enregistrées.	938	CP 1985-2954 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par la poste.	15
CP 1976-1884 du 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada	295 619	CP 1985-2955 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par des services de messageries	176 907
CP 1976-2984 du 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable.	527 137	CP 1987-1044 du 21 mai 1987, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.	168 671
CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne internationale	410 658	CP 1988-1203 du 17 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur des pâtes	39
CP 1979-395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties	3 858	CP 1990-2848 du 21 décembre 1990, remise des droits y compris la taxe sur les produits et services sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis	12 138
CP 1982-993 du 1 ^{er} avril 1982, remise des droits de douane et de la TPS sur des marchandises importées dans le cadre du projet de construction de l'avion Hornet CF-18	60	CP 1990-2849 du 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de la Pâques d'une catégorie non disponible au Canada	34 194
CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger	185 530 892	CP 1990-2854 du 21 décembre 1990, décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères fédéraux, accorde aux ministères fédéraux une remise de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussions sur les recettes nettes au titre de la TPS réalisées par l'État	32 434 619
CP 1983-2333 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane, des taxes de vente et d'accise ainsi que des droits d'accise sur des marchandises importées par des membres des forces étrangères de passage.	2 616	CP 1992-2397 du 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers	25 151

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — *Fin*

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1997-2037 du 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas	360	CP 1997-2055 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de chemises à col façonné sur des tissus pour chemises à fils teints ou écrus ou cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004.	49 943
Total	<u>435 573 897</u>	CP 1997-2056 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de vêtements de dessus sur des vêtements de dessus au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1988 au 31 décembre 2004	4 015 599
Gendarmerie royale du Canada		CP 1997-2057 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de blouses et chemisiers ou coordonnés pour femmes sur des blouses, chemisiers ou coordonnés au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004.	23 223 798
CP 2006-0387 du 17 mai 2006. Décret de remise de droits d'applicables aux armes à feu (permis) - lequel prévoit le remboursement des droits relatifs au renouvellement de permis d'armes à feu	<u>21 579 690</u>	CP 1997-2058 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de tissus pour vêtements de dessus sur des tissus pour vêtements de dessus au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004.	183 279
EN VERTU DE L'ARTICLE 115 SUR LE TARIF DES DOUANES		CP 1998-1456 du 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis	36 288
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		CP 2001-2283 du 13 décembre 2001, remise des droits de douane et de la TPS pour certains couturiers canadiens qui confectionnent des vêtements pour hommes et pour femmes.	1 513 873
Agence des services frontaliers du Canada		CP 2003-415 du 27 mars 2003, remise des droits de douane selon le tarif du Costa Rica sur les quantités globales de marchandises	12 344
CP 1988-1242 du 23 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur des chemises à col façonné importées par les fabricants de chemises admissibles entre le 1 ^{er} janvier 1989 et le 31 décembre 1997	332 271	CP 2004-535 du 3 mai 2004, remise des droits de douane diminués en application du Règlement sur la diminution ou la suppression des droits de douane sur les navires, à l'égard de l'importation temporaire d'unités mobiles de forage au large ...	17 765 035
CP 1995-132 du 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratives.	79 143	CP 2006-526 du 15 juin 2006, remise des droits de douane et de la taxe sur les produits et services appliqués sur les fruits importés à des fins de transformation	<u>36 591</u>
CP 1995-1202 du 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers	78 309	Total	<u>158 005 804</u>
CP 1997-830 du 17 juin 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant, à l'égard de chemises à col façonné importées au cours de la période du 1 ^{er} juillet 1997 au 31 décembre 2004. .	17 538 982		
CP 1997-952 du 4 juillet 1997, remise des droits de douane et de la TPS en vertu de l'article 20 du Tarif des douanes sur l'eau-de-vie distillée qui bénéficie du tarif des États-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif du Chili et qui est importée au Canada par des distillateurs aux fins de l'embouteillage en entrepôt.	93 140 349		

Créances—radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

- i) Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement telle que décrite à i) a), b) et c)—
 - a) L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
 - b) L'article 155.1 (4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article sus-mentionné.
 - c) Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.
- ii) Une approbation du Conseil du Trésor— L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute dette, obligation ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- iii) Une autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire—
 - a) L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que sur recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
 - b) L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.
 - c) L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Code

A	Radiations
B	Renonciations
C	Remises
D	Dispenses

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES—										
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE										
Ministère.....	A	2 008	4 566 785					2 008	4 566 785	
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	A	277	236 625					277	236 625	
Commission canadienne des grains— Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	A	6	234					6	234	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA.....	A/D	222	13 943 973					222	13 943 973	
AGENCE DU REVENU DU CANADA....	A	228 760	1 421 895 831					228 760	1 421 895 831	
PATRIMOINE CANADIEN										
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	D	2	12 790					2	12 790	
Office national du film.....	A	23	958 436					23	958 436	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION										
Ministère.....	A/C/D	283	122 230			*	90 255	43 879 773	90 538	44 002 003
Prêts consentis aux immigrants.....	A					2a	3 583	978 102	3 583	978 102
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....										
ENVIRONNEMENT										
Ministère.....	A/D	775	51 031					775	51 031	
Agence Parcs Canada.....	A	43	15 944					43	15 944	
FINANCES										
Ministère.....	A	293	462 228					293	462 228	
PÊCHES ET OCÉANS.....	A/D	296	62 440					296	62 440	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL										
Ministère— Expansion du commerce d'exportation .	B					12a	6 126 923 466		6 126 923 466	
Agence canadienne de développement international.....	A	15	1 679 981					15	1 679 981	
SANTÉ										
Ministère.....	A	103	1 228 549					103	1 228 549	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministères— Ressources humaines et développement des compétences ..	A	28 508	262 413 223					28 508	262 413 223	
Compte des rentes sur l'État.....	A					7a	228	58 370	228	58 370
Programme canadien de prêts aux étudiants.....	A					7a	31 106	277 748	31 106	277 748
Développement social.....	A	30	61 594					30	61 594	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	A	5	4 408					5	4 408	
INDUSTRIE										
Ministère.....	A	41	74 219 590					41	74 219 590	
Conseil national de recherches du Canada.	A	123	3 177 828					123	3 177 828	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	A	2	7 693					2	7 693	
Conseil de recherches en sciences humaines.....	A	1	24 705					1	24 705	

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—*Suite*

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
JUSTICE										
Ministère	C					*	49 905	3 703 325	49 905	3 703 325
Cour suprême du Canada	A	18	1 589						18	1 589
DÉFENSE NATIONALE										
Ministère	A	73	306 952						73	306 952
M. R. P. Thompson	B					11a	1	1 766	1	1 766
Parc Downsview Park Inc.	B					12a	1	15 059 000	1	15 059 000
RESSOURCES NATURELLES										
Ministère	A/D	649	30 147						649	30 147
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	A/D	81	516						81	516
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE										
Agence des services frontaliers du Canada Service canadien du renseignement de sécurité	A/D	555	109 618 498						555	109 618 498
Service correctionnel	D	13	22						13	22
Fonds renouvelable CORCAN	A	190	3 009						190	3 009
Prêts aux libérés conditionnels ⁽²⁾	A	4	27 135						4	27 135
Gendarmerie royale du Canada	B	32	1 102						32	1 102
	C					*	344 823	21 579 690	344 823	21 579 690
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX										
Ministère	A	149	107 390						149	107 390
Fonds renouvelable des services immobiliers	A	2	75 259						2	75 259
Pension de retraite	A	27	143 109						27	143 109
TRANSPORTS										
Ministère	A	431	561 933						431	561 933
ANCIENS COMBATTANTS										
	A	80	222 865						80	222 865
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN										
	A	73	2 577 536						73	2 577 536
		264 300	1 904 922 824				519 908	212 461 240	784 208	2 117 384 064
LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ—										
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA										
	A	8	433 616						8	433 616
AGENCE DU REVENU DU CANADA....										
	A	48 076	411 029 706						48 076	411 029 706
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC										
	A	67	9 949 968						67	9 949 968
TRANSPORTS										
Ministère	A	117	443 663						117	443 663
		48 268	421 856 953						48 268	421 856 953
LOI SUR LE FINANCEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU CANADA—										
INDUSTRIE										
Ministère	A	1 616	72 415 898						1 616	72 415 898

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—*Suite*

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
LOI FÉDÉRALE SUR L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère—										
Ressources humaines et développement des compétences										
	B	876	73 715 451					876	73 715 451	
LOI SUR LE MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS										
	B	2	5 128					2	5 128	
LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère—										
Ressources humaines et développement des compétences										
	A/B	110 197	105 852 487					110 197	105 852 487	
LOI SUR LA TAXE D'ACCISE—										
AGENCE DU REVENU DU CANADA ⁽³⁾ . . .										
	B/D	319 047	52 270 639					319 047	52 270 639	
LOI SUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—										
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL										
Ministère—										
Expansion du commerce d'exportation										
	B	1	3 425 611					1	3 425 611	
LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU—										
AGENCE DU REVENU DU CANADA ⁽³⁾ . . .										
	B/D	300 508	413 685 293					300 508	413 685 293	
LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère—										
Développement social										
	A/B	2 856	4 367 672					2 856	4 367 672	
LOI SUR LE PARLEMENT DU CANADA—										
PARLEMENT										
Chambre des communes										
	A	23	8 137					23	8 137	
LOI SUR LES PENSIONS—										
ANCIENS COMBATTANTS										
	B	47	422 040					47	422 040	
LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES—										
INDUSTRIE										
Ministère										
	A	191	5 821 596					191	5 821 596	
LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS										
	B	125	30 871					125	30 871	
		1 048 057	3 058 800 600			519 908	212 461 240	1 567 965	3 271 261 840	

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—Fin

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
SOMMAIRE—										
Radiations	A	423 728	2 513 230 523			34 917	1 314 220	458 645	2 514 544 743	
Renonciations	B	37 793	187 228 732			8	141 984 232	37 801	329 212 964	
Remises	C	293	462 228			484 983	69 162 788	485 276	69 625 016	
Dispenses	D	586 243	357 879 117					586 243	357 879 117	
		1 048 057	3 058 800 600			519 908	212 461 240	1 567 965	3 271 261 840	

* Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 2.3 de cette section.

(1) Voir l'introduction ci-dessus.

(2) Le crédit L103b de la *Loi des subsides n° 1 de 1969* autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté aux libérés conditionnels pour les aider à se réhabiliter.

(3) Renonciation afférente au dossier Équité provenant des lois déterminées.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

AVANCES À JUSTIFIER

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2007		Avances réglées en avril 2007		Avances en circulation au 30 avril 2007	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère	115	104 324	104	84 106	11	20 218
Commission canadienne du lait	1	400			1	400
Agence canadienne d'inspection des aliments	371	99 205	332	93 030	39	6 175
Commission canadienne des grains	23	4 625			23	4 625
	<i>510</i>	<i>208 554</i>	<i>436</i>	<i>177 136</i>	<i>74</i>	<i>31 418</i>
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
	<i>2</i>	<i>1 350</i>	<i>2</i>	<i>1 350</i>		
AGENCE DU REVENU DU CANADA						
	<i>2 976</i>	<i>2 260 725</i>	<i>897</i>	<i>466 689</i>	<i>2 079</i>	<i>1 794 036</i>
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère	32	39 255	9	13 345	23	25 910
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes ..	4	2 136	3	1 736	1	400
Bibliothèque et Archives du Canada	37	10 369			37	10 369
Office national du film	158	129 032	117	46 036	41	82 996
Commission de la fonction publique	8	4 291	8	4 291		
Commission des relations de travail dans la fonction publique	2	1 000			2	1 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique	1	500			1	500
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	8	5 036	2	2 469	6	2 567
	<i>250</i>	<i>191 619</i>	<i>139</i>	<i>67 877</i>	<i>111</i>	<i>123 742</i>
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère	230	470 166	230	470 166		
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	30	51 098	29	41 098	1	10 000
	<i>260</i>	<i>521 264</i>	<i>259</i>	<i>511 264</i>	<i>1</i>	<i>10 000</i>
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC						
	<i>34</i>	<i>13 729</i>		<i>500</i>	<i>34</i>	<i>13 229</i>
ENVIRONNEMENT						
Ministère	224	173 102	6	10 291	218	162 811
Agence canadienne d'évaluation environnementale	6	2 800			6	2 800
Agence Parcs Canada	235	179 199	11	5 559	224	173 640
	<i>465</i>	<i>355 101</i>	<i>17</i>	<i>15 850</i>	<i>448</i>	<i>339 251</i>
FINANCES						
Ministère	27	15 360	15	11 277	12	4 083
Vérificateur général	40	40 208	40	40 208		
Tribunal canadien du commerce extérieur	1	300	1	300		
Agence de la consommation en matière financière du Canada	2	207			2	207
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	5	5 750			5	5 750
Bureau du surintendant des institutions financières	18	11 024	4	1 599	14	9 425
	<i>93</i>	<i>72 849</i>	<i>60</i>	<i>53 384</i>	<i>33</i>	<i>19 465</i>

AVANCES À JUSTIFIER—*Suite*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2007		Avances réglées en avril 2007		Avances en circulation au 30 avril 2007	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$		\$
PÊCHES ET OCÉANS	384	259 757	87	52 907	297	206 850
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministère	754	1 589 429	467	603 930	287	985 499
Agence canadienne de développement international	235	491 542	235	491 542		
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne.....	1	400			1	400
	990	2 081 371	702	1 095 472	288	985 899
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	5	11 350	2	850	3	10 500
SANTÉ						
Ministère	263	105 665	11	3 305	252	102 360
Instituts de recherche en santé du Canada	43	196 515	40	196 000	3	515
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1	200			1	200
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	1	500			1	500
Agence de santé publique du Canada	62	23 546	1	200	61	23 346
	370	326 426	52	199 505	318	126 921
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL						
Ministères—						
Ressources humaines et développement des compétences.....	782	392 440	770	387 254	12	5 186
Développement social	523	367 898	488	348 593	35	19 305
Conseil canadien des relations industrielles	14	4 900			14	4 900
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1	800			1	800
	1 320	766 038	1 258	735 847	62	30 191
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère	107	119 464	107	119 464		
Commission des revendications particulières des Indiens.....	1	1 000	1	1 000		
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensions autochtones	15	4 209			15	4 209
	123	124 673	108	120 464	15	4 209
INDUSTRIE						
Ministère	216	135 357	212	134 857	4	500
Agence spatiale canadienne	21	17 354	13	9 254	8	8 100
Tribunal de la concurrence	1	500			1	500
Conseil national de recherches du Canada	45	47 615			45	47 615
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	5	2 350			5	2 350
Conseil de recherches en sciences humaines	2	700			2	700
Statistique Canada	238	318 199	20	17 603	218	300 596
	528	522 075	245	161 714	283	360 361
JUSTICE						
Ministère	103	1 131 396	21	20 507	82	1 110 889
Commission canadienne des droits de la personne	6	2 800	6	2 800		
Tribunal canadien des droits de la personne	1	500	1	500		
Commissaire à la magistrature fédérale	36	1 266 368	3	2 350	33	1 264 018
Service administratif des tribunaux judiciaires	57	10 350	57	10 350		
Cour suprême du Canada.....	4	2 400			4	2 400
	207	2 413 814	88	36 507	119	2 377 307
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère	13 608	26 205 840	7 667	17 525 231	5 941	8 680 609
Comité des griefs des Forces canadiennes	1	500			1	500
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1	500			1	500
	13 610	26 206 840	7 667	17 525 231	5 943	8 681 609

2.14 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR
LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

AVANCES À JUSTIFIER—Fin

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2007		Avances réglées en avril 2007		Avances en circulation au 30 avril 2007	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère	2 208	439 674	2 103	391 806	105	47 868
Commission canadienne de sûreté nucléaire	7	4 620	7	4 620		
Administration du pipe-line du Nord	1	400	1	400		
	2 216	444 694	2 111	396 826	105	47 868
PARLEMENT						
Sénat	16	10 350	16	10 350		
Chambre des communes	22	26 346	22	26 346		
Bibliothèque du Parlement	12	5 042	5	2 992	7	2 050
Commissariat à l'éthique	1	500			1	500
Conseiller sénatorial en éthique	1	250	1	250		
	52	42 488	44	39 938	8	2 550
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère	54	22 176	6	4 095	48	18 081
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	14	8 100			14	8 100
Directeur général des élections	6	1 400			6	1 400
Commissariat aux langues officielles	12	3 175			12	3 175
	86	34 851	6	4 095	80	30 756
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère	42	14 959			42	14 959
Agence des services frontaliers du Canada	965	1 157 429	87	149 312	878	1 008 117
Service canadien du renseignement de sécurité	1	4 000 000	1	4 000 000		
Service correctionnel	272	282 827	44	21 532	228	261 295
Commission nationale des libérations conditionnelles	9	4 675			9	4 675
Gendarmerie royale du Canada	1 885	10 352 657	934	7 812 687	951	2 539 970
	3 174	15 812 547	1 066	11 983 531	2 108	3 829 016
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	316	649 613	306	642 176	10	7 437
TRANSPORTS						
Ministère	219	162 027	219	162 027		
Office des transports du Canada	12	12 850	12	12 850		
Bureau de l'infrastructure du Canada	5	1 500	5	1 500		
Tribunal d'appel des transports du Canada	2	2 200	2	2 200		
	238	178 577	238	178 577		
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat	32	18 799	4	2 568	28	16 231
École de la fonction publique du Canada	4	4 900			4	4 900
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	18	17 416	6	4 450	12	12 966
	54	41 115	10	7 018	44	34 097
ANCIENS COMBATTANTS	114	58 929	113	58 729	1	200
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN .	8	4 600	8	4 600		
Total	28 385	53 604 949	15 921	34 538 037	12 464	19 066 912

Pertes de fonds et de biens publics

Les informations sur les pertes de fonds et de biens publics sont exigées en vertu de la politique du Conseil du Trésor sur les pertes de deniers et infractions et autres actes illégaux commis contre la Couronne.

PERTES DE REVENUS SUITE À UNE FRAUDE OU À UNE FAUSSE DÉCLARATION INTENTIONNELLE — DÉCOUVERTES OU DÉTECTÉES EN 2006-2007

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant	Montant	Montant du	Montant du
		de la perte	recouvré en	recouvrement	recouvrement
		\$	\$	\$	\$
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)					
Impôt sur le revenu	153	5 865 180	1 350 579	1 089 372	3 425 229
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	114	8 692 483	1 045 396	2 274 620	5 372 467
Autres pertes administrées	6	72 003	33 670	508	37 825
	273	14 629 666	2 429 645	3 364 500	8 835 521
Causes devant les tribunaux (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux estimé par l'ARC)					
Impôt sur le revenu	524	89 659 658		(1)	(1)
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	356	94 175 468		(1)	(1)
Autres pertes administrées	19	6 662 245		(1)	(1)
	899	190 497 371			
	1 172	205 127 037	2 429 645	3 364 500	8 835 521
ENVIRONNEMENT					
Ministère					
Utilisation frauduleuse du compte de météo du client.....	1	36		36	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la Loi sur les douanes—					
Non déclaration/Contrebande.....	78	3 488 297			3 488 297
Fausse déclaration—Valeur	40	508 778			508 778
Fausse déclaration—Origine	4	5 279 463			5 279 463
Fausse déclaration—Autre	3	148 649			148 649
Fausse désignation—Marchandise.....	1	13 219			13 219
Autres infractions.....	1	3 990			3 990
	127	9 442 396			9 442 396
	1 300	214 569 469	2 429 645	3 364 536	18 277 917

⁽¹⁾Ces montants peuvent seulement être estimés suite à une sentence légale.

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2006-2007	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère					
Usage personnel de coupons de taxi	1	955	955		
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Vol d'une avance de fonds d'appoint à North Lake	30	100		100	
Vol de petite caisse à Cowansville	30	100		100	
Vol de petite caisse à St-François-de-Madawaska	30	100		100	
Vol de petite caisse à Saint John	30	30		30	
Vol de petite caisse à St-Sauveur	30	100		100	
Vol de petite caisse à Ste-Rose	30	100		100	
Déficits nets des recettes à Surrey	30	12		12	
Vol d'une avance de voyage permanente à Brampton	30	12		12	
Vol d'une avance de voyage permanente à Mississauga	30	50		50	
Vol d'une avance de fonds d'appoint à Brampton	30	30		30	
Vol d'une avance de fonds d'appoint à Thunder Bay	30	50		50	
Commission canadienne des grains					
Utilisation frauduleuse de la carte AMEX par une personne autre que le titulaire de la carte (2 cas)		3 220	3 220		
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Transactions financières frauduleuses ayant pour résultat des paiements et remboursements à un employé	1	16 539	5 993		10 546
Utilisation personnelle d'avances de voyage		3 960	2 962		998
Demandes de remboursement de dépenses d'employé frauduleuses (3 cas)	1	6 385	300	4 940	1 145
Vol de paiements reçus de contribuables		1 049		1 049	
Déficits nets de caisse (déficits de 2 053 \$, surplus de 1 059 \$)	1	994		994	
Vol de petite caisse		545			545
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère					
Abus de coupons de taxi	1	2 410			2 410
Bibliothèque et Archives du Canada					
Déficits nets de caisse (déficits de 830 \$; surplus de 751 \$)	46a	79		79	
Commission de la fonction publique					
Usage personnel de coupons de taxi		2 905			2 905
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère					
Déficits de caisse (2 cas)	1	946		946	
Contrefaçons	1	60		60	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
Perte de petite caisse	10	19		19	
ENVIRONNEMENT					
Ministère					
Mauvais usage d'une carte d'achat de l'État (2 cas)	1	3 696	513		3 183

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2006-2007	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
Agence Parcs Canada					
Transaction de carte de crédit refusée découverte après le départ du client		244		244	
Déficits nets de caisse (5 cas)		829		829	
Usage personnel d'une carte de crédit		1 054			1 054
Vol de petite caisse		300		300	
Vol de revenus		2 000		2 000	
PÊCHES ET OCÉANS					
Déficit de caisse	1	350		350	
Vol de petite caisse au CCGS Leonard J Cowley	1	1 865		1 865	
Licence	1	253			253
Vol de coupons de taxi	1	750		750	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère					
Contrefaçons dans les missions (3 cas)	1	127		127	
Vol d'avance de voyage	1	526		526	
Agence canadienne de développement international					
Détournement de fonds gérés outre-mer destinés à des programmes	35	408 800		233 800	175 000
Usage personnel de coupon de taxi	30	39		39	
Perte d'une avance de voyage	30	5 950		5 950	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministères					
Ressources humaines et développement des compétences					
Réclamations frauduleuses pour prestations :					
Prestations d'assurance-emploi	(S)	152 555 845	30 897 293	92 203	121 566 349
Perte de fonds publics :					
Déficits de caisse (6 cas)	1	569		569	
Perte de recettes (2 cas)	1	15		15	
Paiement au mauvais bénéficiaire	1	444		444	
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (2 cas)					
	(S)	5 195			5 195
Emploi frauduleux d'une carte de crédit du gouvernement	1	7 554	1 150		6 404
Abus de congés aux employés	1	17 000			17 000
Développement social					
Réclamations frauduleuses pour prestations :					
Régime de pensions du Canada (6 cas)	(S)	27 486			27 486
Pertes de fonds publics :					
Fraude par un employé (2 cas)	(S)	11 767			11 767
Perte de recettes (2 cas)	1	1 418		15	1 403
Vol de recettes (1 cas)	1	5		5	
Conseil canadien des relations industrielles					
Utilisation frauduleuse de coupon de taxi perdu	10	52		52	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère					
Utilisation non autorisée de la carte d'acquisition	1	5 088	5 088		
Vol de fonds de caisse des paiements prévus par les traités	1	1 000		1 000	
Déficit de caisse durant la période de réconciliation des paiements prévus par les traités (2 cas)	1	592		592	

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — *Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2006-2007	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
INDUSTRIE					
Ministère					
Demande de remboursement de frais de voyage frauduleuse/ réclamations frauduleuses pour paiement.....		98 538		98 538	
Conseil national de recherches du Canada					
Réclamations frauduleuses pour paiement (factures).....	1	3 500		3 500	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
Mauvais usage d'une carte de voyage.....		2 108	2 108		
Conseil de recherches en sciences humaines					
Mauvais usage d'une carte de voyage.....		2 998	2 998		
JUSTICE					
Ministère					
Vol de petite caisse.....		95		95	
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère					
Déficits/excédents de caisse (37 cas).....	1	2 771		2 771	
Détournement de fonds concernant un détenteur d'une avance permanente à BFC Esquimalt.....		6 300			6 300
Perte de fonds détenus par un détenteur d'avance permanente détruits dans les véhicules par la force ennemie à Op Archer (6 cas).....	1	1 827		1 827	
Perte d'argent et de documents à Op Archer (3 cas).....		7 268			7 268
Perte d'une avance permanente lors d'un accident d'hélicoptère - HMCS Athabaskan.....		5 700		5 700	
Perte de revenu de la vente de billets de repas à BFC Esquimalt.....		736			736
Perte due à une possibilité de fraude par un ex-militaire à HMCS Montréal.....		200			200
Écart de fonds concernant un détenteur d'une avance permanente à BFC Cold Lake.....		1 000			1 000
Écart dans les fonds détenus par le caissier à HMCS Montréal.....		2 043			2 043
Écart de fonds détenus par un détenteur d'une avance permanente à BFC Edmonton.....		34			34
Écart de fonds détenus par des détenteurs d'avances permanentes (3 cas).....		373	373		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Agence des services frontaliers du Canada					
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit (2 cas).....	10	265 000			265 000
Vol de petite caisse (16 cas).....	10	2 417		2 417	
Perte d'un dépôt bancaire (1 cas).....	10	520		520	
Perte d'une caisse de couverture (2 cas).....	10	450		450	
Service correctionnel					
Vol de recette.....		500		500	
Vol d'argent des détenus.....	1	934		934	
Perte d'argent d'un détenu.....	1	274		274	
Gendarmerie royale du Canada					
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit (1 cas).....		173 040		173 040	
Vol des recettes (1 cas).....		31 899		31 899	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX					
Contrats portant sur les commandites.....		987 995	959 327		28 668
Vol de petite caisse (6 cas).....		10 615	627	9 928	60

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Fin

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2006-2007	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
Vol de livret de coupons de taxi		685		685	
Utilisation frauduleuse de carte de crédit		2 742	2 742		
Demande fausse ou frauduleuse de location de voiture		1 350	1 300	50	
Demande fausse de remboursement de frais de voyage		4 576	4 576		
Fausse réclamation de dépenses de voiture		2 542	2 542		
Fausse réclamation de frais de taxi (3 cas)		25 318		21 300	4 018
Usage personnel de temps d'antenne		1 372			1 372
Fraude—Employé de la paye		250 000	1 990		248 010
Fraude—Fonds de pension de la fonction publique		1 185 000	829 554		355 446
Receveur général—Direction du contrôle du remboursement des chèques					
Mandats de l'assurance-emploi et les chèques de la Banque du Canada—					
Endossements faux (6955 cas)		3 548 334	3 507 709	40 625	
Endossements irréguliers (262 cas)		314 898	313 320	1 578	
Non endossés (2117 cas)		1 239 944	1 200 121	39 823	
Dépôts directs mal dirigés		1 870 780	1 465 048	405 732	
Autres (454 cas)		3 867 941	3 425 592	442 349	
Comptes de banques des ministères—					
Endossements faux (1 cas)		237	237		
Non endossé (1 cas)		277	277		
Autres (3 cas)		898	898		
TRANSPORTS					
Ministère					
Vol des recettes	1	2 367			2 367
Vol de petite caisse à la tour de contrôle Toronto Pearson	1	1 570		1 570	
Vol de petite caisse à Yarmouth Nouvelle-Écosse	1	374		374	
Vol de monnaie d'appoint à Yarmouth Nouvelle-Écosse	1	129		129	
Vol de recettes à Yarmouth Nouvelle-Écosse	1	55		55	
Encaissement de contrefaçons	1	20		20	
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Paiement à American Express par le ministère pour compte en souffrance	1	3 401			3 401
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat					
Vol de petite caisse (1 cas)		108		108	
Vol de 25 coupons de taxi (1 cas)		500		500	
ANCIENS COMBATTANTS					
Encaissement frauduleux de chèques de pension encaissés suite au décès du bénéficiaire	10	2 328			2 328
Billet falsifié dans un dépôt bancaire	1	20		20	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L' OUEST CANADIEN					
Vol de petite caisse	1	203		203	
		167 038 667	42 638 813	1 637 960	122 761 894

(S) Autorisation législative.

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Endommagement du matériel	798		798	
Vol d'un véhicule tout-terrain	9 000		9 000	
Vol de porte-documents (2 cas)	100		100	
Vol d'une caméra (numérique, vidéo, etc.) (3 cas)	2 818		2 818	
Vol d'un téléphone cellulaire (2 cas)	550		550	
Vol de carburant	1 440		1 440	
Vol d'ordinateur portable (11 cas)	21 850		21 850	
Vol d'un écran d'ordinateur	500		500	
Vol d'ordinateur de poche (2 cas)	4 696		4 696	
Vol d'une remorque	5 000		5 000	
Vandalisme sur la propriété (2 cas)	858		858	
Commission canadienne d'inspection des aliments				
Vandalisme aux véhicules de l'État (38 cas)	21 679		21 679	
Vol d'ordinateurs portatifs (6 cas)	10 442		10 442	
Vol de projecteur d'ordinateur (1 cas)	2 388		2 388	
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Perte/vol d'ordinateur portable (17 cas)	30 609	2 200	28 409	
Perte/vol d'ordinateurs portatifs et périphériques (7 cas)	21 968		21 968	
Vol de routeur	16 600		16 600	
Vol de caméra de surveillance (2 cas)	8 244		8 244	
Vol de projecteur et d'ordinateur portable	7 000		7 000	
Perte/vol de téléphones cellulaires (17 cas)	2 820		2 820	
Perte/vol de BlackBerry (6 cas)	2 498		2 498	
Perte/vol d'imprimante (5 cas)	1 573		1 573	
Perte/vol d'ordinateur de bureau (2 cas)	1 500		1 500	
Vol d'ordinateur de bureau et périphériques	1 400		1 400	
Perte de classeur, chaise et téléphone	1 313		1 313	
Perte/vol de clés USB et mémoire vive (RAM) (8 cas)	1 125		1 125	
Vol d'écran d'ordinateur (2 cas)	800		800	
Vol de trousse de premiers soins	600		600	
Vol d'ordinateur de réseau	500		500	
Vol d'appareil photo numérique	472		472	
Vol de porte-documents et sac (3 cas)	216		216	
Vol de livres et calendriers (3 cas)	192		192	
Perte de perforateur à trous pour cartes d'identité	150		150	
Perte/vol de pagette (2 cas)	100		100	
Vol de lecteur de disquette	70		70	
Perte de station d'accueil de BlackBerry	53		53	
Vol de lecteur DVD	49		49	
Vol de souris d'ordinateur	15		15	
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Vol de matériel informatique	1 675		1 675	
Vol d'ordinateurs portatifs (2 cas)	2 800		2 800	
Vol d'appareil photo numérique	370		370	
Bibliothèque et Archives du Canada				
Vol d'ordinateur portable	1 500		1 500	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Office national du film				
Vol d'ordinateur	1 450		1 450	
Commission de la fonction publique				
Perte d'un projecteur portatif	1 718		1 718	
Perte d'un téléphone cellulaire	25		25	
Vol d'un écran d'ordinateur	800		800	
Vol d'une souris d'ordinateur	60		60	
Vol d'une bague	200		200	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère				
Vol d'ordinateur portatif	1 000		1 000	
Vol d'un moniteur de 15" LCD	200		200	
Vol d'un téléphone cellulaire	200		200	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Perte de téléphones cellulaires (2 cas)	200		200	
Vol d'un agenda électronique	100		100	
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Vol de micro-ordinateurs (7 cas)	11 818		11 818	
Vol d'une bannière identifiée EC	740	600	140	
Vol d'équipement audio-visuel	1 205		600	605
Vol de BlackBerry (2 cas)	920		920	
Vol de bois sur plate-forme de chargement	260	260		
Vol de bobines de fil de cuivre (5 cas)	13 000		13 000	
Vol d'ordinateurs portatifs (3 cas)	11 065		11 065	
Vol d'un téléphone cellulaire	150		150	
Vol d'un organisateur	330		330	
Vol d'une génératrice	500		500	
Vol de bateaux (6 cas)	2 394		2 394	
Vol de bâton pliant	73		73	
Vol de menottes	28		28	
Vol de bâtonnets de mémoire (2 cas)	120		120	
Vol de moteur de motoneige	3 955		3 955	
Vol de panneau solaire	359		359	
Domage à une clôture de l'État lors d'une tentative de vol	4 993		4 993	
Domage à un véhicule et vol d'outils	400		400	
Domage à un véhicule et vol d'équipement de secours	8 200		8 200	
Domage à un véhicule et vol de carte sans fil	80		80	
Domage à la porte supérieure de sécurité et cambriolage à l'emplacement de radar	7 500		7 500	
Domages aux camions (7 cas)	32 568		32 568	
Fenêtre de camion vandalisée	1 200		1 200	
Porte d'accès au radar vandalisée	500		500	
Vol de divers petits articles (non-inventaire)	315		315	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
Vol d'équipement d'ordinateurs	4 934	2 674	2 260	
Agence Parcs Canada				
Perte du bois de chauffage	11 259		11 259	
Vol et vandalisme sur un bateau (2 cas)	14 378		14 378	
Vol d'une armure	2 400	600	1 800	
Vol d'appareil photographique et accessoires	1 000		1 000	
Vol de scies à chaîne	2 600		2 600	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol de plaque commémorative	800		800	
Vol d'ordinateur	1 200		1 200	
Vol d'appareil photo et de projecteurs numériques	2 800		2 800	
Vol de tente d'urgence	800		800	
Vol d'extincteurs	580		580	
Vol d'essence, d'équipement de camping, fusées éclairantes, et dommages aux verrouillages (3 cas)	960		960	
Vol d'essence et dommages faits aux véhicules (2 cas)	400		400	
Vol d'une génératrice	1 200		1 200	
Vol d'un système GPS	1 625		1 625	
Vol d'un fourreau et armoire à fusils	300		300	
Vol d'objets historiques	455		455	
Vol de matériel d'interprétation	260		260	
Vol de panneaux d'interprétation	650		650	
Vol d'ordinateur portatif (4 cas)	9 500		9 500	
Vol de plaque d'immatriculation	15		15	
Vol de lumières sur un camion	650		650	
Vol des instruments de verrouillage	130		130	
Vol de Maglights et projecteurs à lentille	190		190	
Vol de moniteurs (2 cas)	600		600	
Vol d'une radio portable	1 500		1 500	
Vol de radios (4 cas)	1 700		1 700	
Vol de carabine et munition	13 772		13 772	
Vol de selles	6 120		6 120	
Vol d'un puits de lumière	600		600	
Vol de petits articles/outils	1 265		1 265	
Vol de motoneige (2 cas)	18 440		18 440	
Vol de panneaux solaires	8 100		8 100	
Vol de robinets dans un édifice de service	450		450	
Vol d'un télescope	18 963		18 963	
Vol d'une remorque	1 400		1 400	
Vol d'un treuil de camion et outils	1 000		1 000	
Vol de différents articles de bureau	100		100	
Vol de radio VHF	6 000		6 000	
Vandalisme à des édifices (37 cas)	35 004		35 004	
Vandalisme aux édifices lors d'entrée par effraction (10 cas)	13 496		13 496	
Vandalisme au poste d'accueil de terrain de camping	546	546		
Vandalisme à une poubelle en raison d'un feu	100		100	
Vandalisme à une barrière	500		500	
Vandalisme à un véhicule de l'État (4 cas)	7 049		7 049	
Vandalisme à la fenêtre du centre d'information	100		100	
Vandalisme à une lumière	500		500	
Vandalisme à l'appareillage du parc (9 cas)	2 320		2 320	
Vandalisme à une caméra de sécurité	920		920	
Vandalisme aux panneaux (4 cas)	600		600	
Vandalisme aux portes de logement des employés (2 cas)	576		576	
Vandalisme aux casiers de rangement	1 150		1 150	
Vandalisme à un véhicule (2 cas)	2 202		2 202	
Vandalisme à la tour d'observation au centre d'accueil	3 650		3 650	
FINANCES				
Ministère				
Vol de fournitures de bureau (1 cas)	290		290	
Vol d'un ordinateur personnel (1 cas)	1 250		1 250	
Vol de 8 chaises de bureau	2 800		2 800	
Perte d'un BlackBerry (1 cas)	450		450	
Vérificateur général				
Vol de micro-ordinateurs	3 200		3 200	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Vol d'un ordinateur portatif	2 000		2 000	
PÊCHES ET OCÉANS				
Dommmage à un véhicule tout-terrain	300		300	
Dommmage à un édifice	500		500	
Dommmage à une clôture	250		250	
Dommmage à des véhicules de l'État (3 cas)	1 809		1 809	
Vol de jumelles	100		100	
Vol de câbles (2 cas)	12 180		12 180	
Vol d'ordinateurs (5 cas)	8 563		8 563	
Vol de matériel informatique	150		150	
Vol d'un appareil photo numérique (3 cas)	4 309		4 309	
Vol d'un séchoir	50		50	
Vol d'équipement dans un véhicule	200		200	
Vol d'un réservoir à poisson	3 500		3 500	
Vol d'une génératrice (2 cas)	3 533		3 533	
Vol d'ordinateur portatif (12 cas)	33 756		33 756	
Vol d'équipement de bureau	131		131	
Vol de moteur hors-bord (5 cas)	10 037		10 037	
Vol d'installation de plomberie et d'équipements sanitaires	5 490			5 490
Vol d'un projecteur (3 cas)	19 714		19 714	
Vol d'une remorque à bateau	1 500		1 500	
Vol d'un dispositif de balayage	800		800	
Vol d'outils (2 cas)	2 194		2 194	
Vol d'une remorque tout usage	1 944		1 944	
Vol d'une pompe à eau	750		750	
Vandalisme à un édifice (3 cas)	12 000		12 000	
Vandalisme à des lumières (2 cas)	2 450		2 450	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère				
Vol d'ordinateur (1 cas)	1 300		1 300	
Vols d'ordinateurs portatifs (2 cas)	3 223		3 223	
Vol d'un appareil photo numérique (1 cas)	812		812	
Agence canadienne de développement international				
Vol d'ordinateur portatif (2 cas)	4 300		4 300	
Perte de matériel de transmission (5 cas)	390		390	
Perte d'équipement électronique (21 cas)	520		520	
SANTÉ				
Ministère				
Vol d'ordinateurs et d'équipements périphériques (20 cas)	21 923			21 923
Vol de dispositifs électroniques et d'appareils de télécommunications (11 cas)	16 412			16 412
Vol d'équipements et de fournitures (2 cas)	941			941
Vol de clés et cartes d'accès (1 cas)	25			25
Perte d'ordinateurs et d'équipements périphériques (1 cas)	1 723			1 723
Perte de dispositifs électroniques et d'appareils de télécommunications (4 cas)	8 397			8 397
Agence de la santé publique du Canada				
Perte de matériel informatique (4 cas)	10 863		10 863	
Vol de matériel de télécommunication (2 cas)	300		300	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministères				
Ressources humaines et développement des compétences				
Vandalisme à un bâtiment de l'État	8 150		8 150	
Vandalisme à un véhicule de l'État (3 cas)	3 049	830	2 219	
Vol de cartes d'accès (60 cas)	900		900	
Vol de matériel informatique (7 cas)	1 073		1 073	
Vol d'équipement de bureau (5 cas)	1 084		1 084	
Vol d'ordinateurs (14 cas)	14 605		14 605	
Vol d'un appareil photo	263		263	
Vol de véhicule	25 524	1 595	23 929	
Vol de téléphone	100		100	
Vol de matériel de télécommunication (12 cas)	3 753		3 753	
Vol de BlackBerry	399		399	
Vol de plaque d'immatriculation	50		50	
Vol de moniteur (7 cas)	4 386		4 386	
Vol d'ordinateurs portatifs (9 cas)	24 110		24 110	
Développement social				
Perte de matériel informatique (2 cas)	220		220	
Perte de carte d'accès (1 cas)	15		15	
Vol d'un téléphone cellulaire (1 cas)	100		100	
Vol de matériel informatique (6 cas)	3 539		3 539	
Vol de casque d'écoute sans fil (1 cas)	156		156	
Vol d'ordinateur portatif (2 cas)	3 843		3 843	
Vol de micro-ordinateurs (3 cas)	4 659		4 659	
Vol de matériel de télécommunication (6 cas)	2 352		2 352	
Vol de téléphones (2 cas)	700		700	
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas)	400		400	
Conseil canadien des relations industrielles				
Perte d'un téléphone cellulaire	75		75	
Perte d'un ordinateur portatif	3 219		3 219	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Vol d'un Palm Pilot	75		75	
Vol de téléphones cellulaires (3 cas)	600		600	
Vol de trousse d'urgence 72 heures et un téléphone transcripteur	700		700	
Vol d'un projecteur (2 cas)	3 500		3 500	
Vol d'un BlackBerry	400		400	
Vol de trois micro-ordinateurs et un assistant numérique personnel	8 501		8 501	
Vol d'un ordinateur portatif	2 000		2 000	
Vol d'équipement de contrôle de la qualité de l'air	5 000		5 000	
Vandalisme à un véhicule de l'État	1 958		1 958	
INDUSTRIE				
Ministère				
Vol d'ordinateur portatif (16 cas)	43 863		43 863	
Vol d'un écran d'ordinateur (6 cas)	3 853		3 853	
Vol de BlackBerry (6 cas)	2 947		2 947	
Vol d'ordinateur (4 cas)	6 508		6 508	
Vol de téléphone cellulaire (4 cas)	849		849	
Vol d'un appareil photo numérique (2 cas)	1 074		1 074	
Vol d'haut-parleur	60		60	
Vol d'une échelle	115		115	
Vol de téléphone sans fil	150		150	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'accessoires de véhicule	150		150	
Vol d'une radio	30		30	
Vol d'assistant numérique personnel	337		337	
Perte de téléphone cellulaire (8 cas)	1 678		1 678	
Perte de BlackBerry (3 cas)	1 048		1 048	
Agence spatiale canadienne				
Vol d'ordinateur portable (3 cas)	8 034		8 034	
Conseil national de recherches du Canada				
Vol de micro-ordinateurs (3 cas)	6 400		6 400	
Vol de véhicules (automobile) (1 cas)	20 911		20 911	
Vol de câble 1000 V Teck (1 cas)	10 000		10 000	
Vol d'un panneau solaire (1 cas)	3 255		3 255	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
Ordinateur portable manquant	1 680			1 680
Lecteur Multicarte manquant	35		35	
Statistique Canada				
Vol de matériel informatique	80 711		80 711	
JUSTICE				
Ministère				
Vol d'une caméra	300		300	
Vol d'un ordinateur portable et d'un BlackBerry	1 200		1 200	
Vol d'un moniteur	150		150	
Commission canadienne des droits de la personne				
Vol d'un projecteur	2 025		2 025	
Vol d'un ordinateur portable	2 300		2 300	
Commissaire à la magistrature fédérale				
Perte d'un ordinateur portable	2 300		2 300	
Service administratif des tribunaux judiciaires				
Vol d'un téléphone cellulaire	132			132
Cour suprême du Canada				
Vol d'ordinateurs portatifs (2 cas)	4 467			4 467
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Vol d'effets militaires (1310 articles)	400 621	21 253	379 368	
Vol d'équipement de transport (1 article)	945		945	
Vol d'équipement de télécommunications (12 articles)	649	400	249	
Vol d'équipement électrique (2 articles)	9 484		9 484	
Vol d'équipement technique (11 articles)	20 003	1 025	18 978	
Vol d'outils (4 articles)	1 183	49	1 134	
Vol d'armes et accessoires (24 articles)	3 792	1 258	2 534	
Vol d'équipement spécifique aux militaires (6 articles)	29 609		29 609	
Vol d'équipement non spécifique aux militaires (44 articles)	24 646	1 115	23 531	
Vol d'ordinateurs (10 articles)	11 026	5 637	5 389	
Vol d'ordinateurs portatifs (15 articles)	19 806	11 428	8 378	
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Vol d'écrans d'ordinateur (3 cas)	1 000		1 000	
Vol de BlackBerry (1 cas)	500		500	
Vol d'ordinateurs portatifs (14 cas) et mallettes (11 cas)	17 184		17 184	
Vol d'une imprimante portative (1 cas)	100		100	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'un ordinateur (1 cas)	1 386		1 386	
Vol de mémoire vive (RAM) d'ordinateur (1 cas)	150		150	
Vol d'un projecteur (1 cas)	2 000		2 000	
Vol d'un écran LCD de 17po (1 cas)	350		350	
Vol de GPS (1 cas)	100		100	
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère				
Vol de BlackBerry	300		300	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Vol d'ordinateurs portatifs (5 cas)	3 146		3 146	
Directeur général des élections				
Perte de BlackBerry (1 cas)	250		250	
Perte d'un écran d'ordinateur (1 cas)	752		752	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Agence des services frontaliers du Canada				
Dompage à la propriété (8 cas)	14 403		14 403	
Vol de matériel informatique (5 cas)	11 000		11 000	
Vol d'articles d'uniformes (14 cas)	2 214		2 214	
Vol d'outils électriques de bureau (17 cas)	665		665	
Vol—Autre (6 cas)	2 496		2 496	
Service correctionnel				
Dompage suite à un incendie (76 cas)	12 460	810	11 650	
Dompage suite à une manifestation des détenus (72 cas)	55 488	1 827	53 661	
Perte d'inventaires des biens (135 cas)	102 419		102 419	
Vol d'ordinateurs (5 cas)	11 951		11 002	949
Vol de fournitures (22 cas)	14 419	6 130	1 984	6 305
Vandalisme de propriété et d'équipements (1 216 cas)	154 851	1 077	152 947	827
Gendarmerie royale du Canada				
Dompage à des propriétés de l'État (1 cas)	290	290		
Dompage à des véhicules de l'État (32 cas)	100 940	10 622	35 878	54 440
Perte des véhicules de l'État—VTT (2 cas)	2 500		2 500	
Vol d'ordinateurs portatifs (2 cas)	4 196		4 196	
Vandalisme à des édifices (1 cas)	14 510		14 510	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Vol d'un ordinateur portatif (12 cas)	25 155		25 155	
Vol d'un casque d'écoute sans fil	200		200	
Vol d'imprimante d'étiquettes	150		150	
Vol des outils d'auto-apprentissage	2 062		2 062	
Vol d'appareils photo numérique (3 cas)	1 450		1 450	
Vol de BlackBerry (3 cas)	899		899	
Vol de téléphones cellulaires (3 cas)	899		849	50
Vol de fournitures de bureau	55		55	
Vol d'écouteurs	50		50	
Vol d'ordinateurs (10 cas)	17 693		17 693	
Vol de dictionnaires (2 cas)	50		50	
Vol d'un téléphone d'intercommunication	750		750	
Vol d'écrans LCD (8 cas)	7 895		7 895	
Vol d'une caméra vidéo	2 500		2 500	
Vol d'une trousse d'épreuve FPE pour relais USR	5 000		5 000	
Vol d'un panneau et fils électriques	5 000		5 000	
Vol d'un câble industriel CU Tech	25 000		25 000	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol de projecteur à faisceau dirigé (2 cas)	1 000		1 000	
Vol de radios (8 cas)	3 000		3 000	
Vol d'une clé USB	100		100	
Vol d'une commande à distance	300		300	
Vol d'un téléphone	200		200	
Vol d'un outil à dessin	144		144	
Vol d'un tranche-papier	190		190	
Vol d'un graveur de DVD	255		255	
Vandalisme (15 cas)	12 864		12 864	
TRANSPORTS				
Ministère				
Vol d'équipement technique	230		230	
Vol d'un appareil photo numérique	250		250	
Vol de matériel informatique	62		62	
Vol d'un ordinateur portable (3 cas)	7 765		7 765	
Vol d'ordinateurs (3 cas)	6 116		6 116	
Vol d'ordinateurs bloc-notes (5 cas)	10 354		10 354	
Vandalisme aux véhicules de l'État (2 cas)	1 150		1 150	
Office des transports du Canada				
Vol de BlackBerry (4 cas)	1 200		1 200	
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Vol d'ordinateur portable (1 cas)	1 550		1 550	
Vol de duplicateur de ports (1 cas)	199		199	
Perte de BlackBerry (2 cas)	348		348	
Perte de téléphone cellulaire (1 cas)	50		50	
Perte de carte cryptographique (1 cas)	70		70	
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat				
Vol de logiciel (1 cas)	1 385		1 385	
Vol d'ordinateur portable smart board (1 cas)	6 844		6 844	
Vol de carte SIM pour appareil BlackBerry (1 cas)	40		40	
École de la fonction publique du Canada				
Vol de matériel informatique	10 246		10 246	
ANCIENS COMBATTANTS				
Vol d'appareil photo et d'accessoires (2 cas)	759		759	
Vol des accessoires d'appareil photo	200		200	
Vol d'ordinateur	800		800	
Vol de moniteur	450		450	
Vol de clavier	20		20	
Vol de Palm Pilot	475		475	
Destruction de moniteur	450		450	
Dommages à un véhicule (2 cas)	1 709		1 709	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Perte d'équipement	97		97	
Vol d'un ordinateur portable	3 371		3 371	
	2 270 950	72 226	2 074 358	124 366

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (4 cas)	13 638	7 525	6 113	
Divers (dommage à des pare-brises, clôture, etc.) (12 cas)	7 747		7 747	
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (91 cas)	232 189	33 809	186 925	11 455
Commission canadienne des grains				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (1 cas)	938			938
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Dommages aux véhicules de l'État (11 cas)	43 395	14 848	28 547	
Plaques d'immatriculation volées	20		20	
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Perte d'un BlackBerry	670		670	
Ordinateur portable échappé accidentellement	600		600	
Bibliothèque et Archives du Canada				
Perte de mobiliers de bureau suite à un incendie	13 698		13 698	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère				
Perte de meubles et d'équipements due à une inondation	5 950			5 950
Perte de projecteur d'ordinateur	1 500		1 500	
Perte de téléphones cellulaires	150		150	
Perte d'un BlackBerry	99		99	
Perte d'un chargeur de cellulaire	79		79	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
Perte de téléphone cellulaire	200		200	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Dommage à un véhicule de l'État (2 cas)	721		721	
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Dommage à une fenêtre de véhicule (3 cas)	1 250		1 250	
Perte de BlackBerry	100		100	
Perte d'un appareil photo numérique	1 715		1 715	
Dommage à une bascule de pesage	4 344		4 344	
Dommage à une remorque (4 cas)	11 444		11 444	
Dommage à un bateau (17 cas)	30 167		30 167	
Dommage à un déchiqueteur	1 621		1 621	
Dommage à un distillateur d'eau (2 cas)	6 960		6 960	
Perte d'échantillonneur à sédiment (2 cas)	1 880		1 880	
Perte d'un poste émetteur, GOES	3 174		3 174	
Dommage à un véhicule lors d'un accident (9 cas)	34 393		34 393	
Dommage à un magnétoscope à bande	568		568	
Dommage à un télécopieur	431		431	
Dommage à un semoir (2 cas)	5 298		5 298	
Dommage à un four micro-ondes	4 295		4 295	
Dommage à une génératrice	432		432	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Dommmage à des imprimantes à laser (3 cas)	2 961		2 961	
Perte de jumelles (2 cas)	1 396		1 396	
Perte de machines à écrire (3 cas)	3 567		3 567	
Perte de courantomètre (3 cas)	10 000		10 000	
Perte de moniteurs (9 cas)	17 277		17 277	
Perte de moteurs hors-bord (10 cas)	53 707		53 707	
Dommmage à des ordinateurs (14 cas)	8 518		8 518	
Dommmage à un télescope d'observation (2 cas)	6 720		6 720	
Dommmage à un pyranomètre	2 586		2 586	
Dommmage à des radios (5 cas)	17 300		17 300	
Dommmage à des récepteurs de signaux de satellite (4 cas)	21 705		21 705	
Dommmage à un répéteur	6 230		6 230	
Dommmage à une scie à lame ruban	342		342	
Dommmage à des motoneiges (4 cas)	6 225		6 225	
Dommmage à un capteur	2 000		2 000	
Dommmage à une soudeuse à arc électrique	1 000		1 000	
Dommmage à un système mondial de localisation (6 cas)	14 832		14 832	
Dommmage à un système de détection de la chaleur	1 200		1 200	
Dommmage à des systèmes de notation de rayonnement (7 cas)	15 640		15 640	
Dommmage à des téléphones (6 cas)	16 690		16 690	
Dommmage à des télévisions	5 278		5 278	
Dommmage à des véhicules tout-terrains (2 cas)	54 865		54 865	
Perte d'objets audios, visuels et scientifiques (16 cas)	13 212		13 212	
Perte de système d'amarrage (4 cas)	37 867		37 867	
Agence Parcs Canada				
Écroulement d'une palissade	12 500		12 500	
Dommmages aux tables de salle de conférence	500		500	
Dommmage à un téléphone cellulaire (3 cas)	1 067		1 067	
Dommmage à un bureau	1 000	1 000		
Dommmage à un protecteur de moteur	200		200	
Dommmage à un feu clignotant	3 501		3 501	
Dommmage à un quai flottant en raison de glace	17 800		17 800	
Dommmage à un régulateur de fournaise	450		450	
Dommmage à un Gator	950		950	
Dommmage à un véhicule de l'État suite à un incendie	88 561		88 561	
Dommmage à un véhicule de l'État lors d'un accident (29 cas)	57 240	276	54 548	2 416
Dommmage à un passage supérieur lors d'un accident	50 000		50 000	
Dommmage aux câbles hydro suite à une tempête	1 300		1 300	
Dommmage aux moteurs hors-bord	2 200		2 200	
Dommmage à des tables pique-nique (2 cas)	3 463		800	2 663
Dommmage à une route d'accès suite à une tempête (2 cas)	1 580		1 580	
Dommmage à un signe d'arrêt	44		44	
Dommmage à un lampadaire	6 062		6 062	
Dommmage à un véhicule lors d'un accident (5 cas)	9 466	4 972	4 494	
Dommmage à un véhicule lors d'une collision avec un chevreuil	1 235		1 235	
Dommmage à un véhicule à cause du débris	150		150	
Dommmage à un véhicule suite à une tempête	4 000		4 000	
Dommmage au terrain et édifice du parc suite à une tempête de vent	519 000		519 000	
Perte d'un BlackBerry (2 cas)	1 299		1 299	
Perte de caméra	379		379	
Perte d'un véhicule de l'État lors d'un accident	125 000		125 000	
Perte de biens personnels lors d'un accident de bateau	1 270		1 270	
Perte d'un radio (2 cas)	700		700	
Perte d'un radio/téléphone	250		250	
Perte de véhicule suite à un accident (3 cas)	11 500		11 500	
Remplacement d'un téléphone cellulaire (2 cas)	410		410	
Remplacement d'une pièce de moteur	5 000		5 000	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
FINANCES				
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Perte d'une clé USB	50		50	
PÊCHES ET OCÉANS				
Dommmage à un bateau d'aluminium 12 pi.	300		300	
Dommmage à une antenne	1 740		1 740	
Dommmage à un compresseur suite à un incendie	1 000		1 000	
Dommmage à un ordinateur	1 500		1 500	
Dommmage à un appareil photo numérique (2 cas)	2 870		2 870	
Dommmage à un dispositif de mesure de distance	25 980		25 980	
Dommmage à une porte de garage	199		199	
Dommmage à un garage suite à un incendie	100 000			100 000
Dommmage à une génératrice	1 200		1 200	
Dommmage à des véhicules de l'État lors d'un accident (91 cas)	208 546	8 712	199 834	
Dommmage à un canot pneumatique	2 489		2 489	
Dommmage à un ordinateur portatif	3 829		3 829	
Dommmage à de l'équipement de navigation	57 000		57 000	
Dommmage à des moteurs hors-bord	15 000		15 000	
Dommmage à un fusil	389		389	
Dommmage à une tour	23 500		23 500	
Dommmage à une radio marine VHF	930		930	
Dommmage à un quai suite à un incendie	397 803		397 803	
Dommmage à un quai en raison d'une tempête d'hiver	232 900		232 900	
Perte d'appareils d'aide à la navigation	138 492		138 492	
Perte d'une balance électronique	1 970		1 970	
Perte d'un appareil photo numérique	1 800		1 800	
Perte d'un cabanon électrique suite à un incendie	40 000		40 000	
Perte d'équipement (3 cas)	12 164		12 164	
Perte à un panneau de chalut	7 868		7 868	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère				
Perte d'un moniteur	1 000		1 000	
Perte d'une imprimante	1 600		1 600	
Perte d'un ordinateur	1 072		1 072	
SANTÉ				
Agence de la santé publique du Canada				
Perte d'équipement de télécommunication (1 cas)	100		100	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministères				
Ressources humaines et développement des compétences				
Dommmage à un ordinateur (2 cas)	6 956		6 956	
Dommmage à un ordinateur portatif	175		175	
Dommmage à des véhicules de l'État (5 cas)	23 962		23 962	
Perte de téléphones cellulaires (8 cas)	800		800	
Développement social				
Dommmage à des fournitures en transit (1 cas)	1 491	1 491		
Dommmage à des véhicules de l'État (13 cas)	13 783	410		13 373
Perte de BlackBerry (3 cas)	599		599	
Perte de téléphones cellulaires (3 cas)	300		300	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Conseil canadien des relations industrielles				
Dommage à un BlackBerry	399		399	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Perte de téléphones cellulaires (3 cas)	450		450	
INDUSTRIE				
Ministère				
Perte d'ordinateur suite à un incendie	1 615		1 615	
Perte de moniteur d'ordinateur suite à un incendie	1 165		1 165	
Perte de BlackBerry suite à un incendie	299		299	
Dommage à une barrière de sécurité	600		600	
Dommage à une porte de sortie de secours d'immeuble	1 000		1 000	
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (3 cas)	8 531		8 531	
Agence spatiale canadienne				
Perte de BlackBerry (4 cas)	2 000		2 000	
Conseil national de recherches du Canada				
Machinerie détruite par le feu	142 237		142 237	
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Perte ou dommage d'effets militaires (10 498 articles)	890 585	38 213	852 372	
Perte ou dommage d'équipement de transport (38 articles)	18 501	23	18 478	
Perte ou dommage d'équipement de génie de construction (13 articles)	19 500		19 500	
Perte ou dommage de machinerie (22 articles)	34 815		34 815	
Perte ou dommage d'équipement de télécommunications (288 articles)	186 951	4 571	182 380	
Perte ou dommage d'équipement électrique (43 articles)	52 283	1 695	50 588	
Perte ou dommage d'équipement technique (503 articles)	160 295	5 985	154 310	
Perte ou dommage d'outils (205 articles)	24 069	248	23 821	
Perte ou dommage d'armes et accessoires (183 articles)	82 622	1 214	81 408	
Perte ou dommage d'équipement spécifique aux militaires (176 articles) (comprend 7 camions, 1 véhicule de police militaire et 1 aéronef Cormorant)	37 044 505	1 853	37 042 652	
Perte ou dommage d'équipement non spécifique aux militaires (379 articles)	121 188	8 730	112 458	
Perte ou dommage d'ordinateurs (57 articles)	115 339	9 825	105 514	
Perte ou dommage d'ordinateurs portatifs (10 articles)	46 049		46 049	
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Perte de BlackBerry (1 cas)	300		300	
Perte d'un appareil photo numérique (1 cas)	855		855	
Perte d'un téléphone cellulaire (1 cas)	400		400	
Perte d'une clé USB (1 cas)	100		100	
Perte d'une filière à 2 tiroirs sur roues (1 cas)	600	600		
Perte de BlackBerry (1 cas)	800		800	
Dommages à des véhicules de l'État (5 cas)	3 283		3 283	
Dommage à une station de travail (1 cas)	400	400		
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère				
Perte de BlackBerry	400		400	
Perte d'ordinateurs portatifs (2 cas)	3 000		3 000	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2006-2007 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Agence des services frontaliers du Canada				
Dommages à la propriété (2 cas)	24 678		24 678	
Perte de téléphones cellulaires (10 cas)	2 028		2 028	
Perte de matériel informatique (4 cas)	5 769		5 769	
Perte d'uniformes - matériel de travail des agents (45 cas)	1 961		1 961	
Perte d'équipement (5 cas)	18 467		18 467	
Perte d'uniformes (72 cas)	4 412		4 412	
Perte d'une clef (12 cas)	2 743		2 743	
Service correctionnel				
Dommage causé par un bris de tuyauterie (25 cas)	293 894		293 894	
Dommage causé par une calamité naturelle (3 cas)	70 730		70 730	
Dommage suite à un accident de véhicule automobile (70 cas)	136 074		136 074	
Dommage suite à un incendie (3 cas)	40 413		40 413	
Dommage de biens et de matériel (8 cas)	99 437		99 437	
Gendarmerie royale du Canada				
Dommage au matériel (2 cas)	6 450		6 450	
Dommage à des biens de l'État (2 cas)	2 633		2 633	
Dommage à des véhicules de l'État (629 cas)	1 453 806	81 702	1 296 727	75 377
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Dommage dû à une inondation (3 cas)	54 387		54 387	
Dégâts d'eau (3 cas)	9 124		9 124	
Bris accidentel d'une composante électronique	660		660	
Perte de clé (2 cas)	1 360		1 360	
Dommage à une carte de contrôle	1 200		1 200	
Dommage provoqué par une fuite de gaz (9 cas)	21 489		21 489	
Dommage provoqué par infiltration de sable dans les égouts	1 000		1 000	
Dommage à un appareil de chauffage	1 000		1 000	
Perte d'un moteur d'ascenseur brûlé (2 cas)	5 900			5 900
Perte d'un téléphone cellulaire (4 cas)	480		480	
Perte de BlackBerry (2 cas)	250		250	
Dommage à un véhicule de l'État	1 394		1 394	
Dommage à un édifice (6 cas)	47 863		46 063	1 800
Perte d'équipement (17 cas)	18 506		17 913	593
Perte de mobilier de bureau (6 cas)	4 595		4 595	
Perte de logiciel (2 cas)	20 480		20 480	
TRANSPORTS				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (31 cas)	44 806		44 806	
Dommage à des wagons-trémies de l'État suite à un accident (36 cas)	1 451 593		1 451 593	
Perte de téléphones cellulaires (2 cas)	459		459	
Perte de matériel informatique	1 109		1 109	
Perte d'ordinateur (2 cas)	2 711		2 711	
Perte d'imprimante laser	10 000		10 000	
ANCIENS COMBATTANTS				
Perte d'articles identifiés lors du dénombrement des stocks—sur les lieux	3 167 086		3 167 086	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Perte d'un téléphone cellulaire	100		100	
	49 006 401	228 102	48 557 834	220 465

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du
						recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère						
Réclamations frauduleuses pour des avances de voyage	2002-2003	7 500 ⁽¹⁾		500		7 000
Utilisation frauduleuse de carte de crédit	2004-2005	3 176	100	2 020		1 056
Utilisation frauduleuse de feuille de temps	2004-2005	56 887 ⁽¹⁾				56 887
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires	2005-2006	46 855 ⁽¹⁾	28 359	14 180	4 316 ⁽¹⁾	
Agence canadienne d'inspection des aliments						
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (102 cas)	2004-2005	377 975	61 394 ⁽¹⁾		302 581	14 000
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (93 cas)	2005-2006	241 298	55 425	9 525	176 348 ⁽¹⁾	
Vandalisme aux véhicules de l'État (52 cas)	2005-2006	29 857		551 ⁽¹⁾	29 306 ⁽¹⁾	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
Ministère						
Réclamations fausses ou frauduleuses concernant des ententes de contributions	2003-2004	125 000		68 934	56 066 ⁽¹⁾	
AGENCE DU REVENU DU CANADA						
Réclamations frauduleuses d'heures supplémentaires (2 cas)	1997-1998	133 792	84 314 ⁽¹⁾		45 000	4 478
Réclamations frauduleuses pour paiement (factures)	2004-2005	2 385				2 385
Réclamations frauduleuses pour paiement (remboursement de TPS)	2004-2005	40 000				40 000
Fausse représentation de la part d'un employé pour l'achat de matériel informatique	2000-2001	23 738	17 669			6 069
Usage personnel de coupons de taxi	2004-2005	1 198				1 198
Utilisation non autorisée du téléphone	2004-2005	58				58
Vol de petite caisse (2 cas)	2003-2004	1 160			600	560
Vol d'argent d'un dépôt bancaire	2005-2006	1 000				1 000
Vol de remboursements d'impôt de particuliers	2005-2006	119 399	27 322			92 077
Vol d'un versement d'un contribuable	2005-2006	184				184
Achats personnels d'un employé utilisant une carte de crédit de l'ARC et réclamations frauduleuses de paiement	2005-2006	7 752				7 752
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)						
Impôt sur le revenu	2001-2002	11 371 419	5 129 202 ⁽¹⁾	58 675	5 918 220 ⁽¹⁾	265 322 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2002-2003	8 768 905	4 255 369 ⁽¹⁾	175 241	3 027 045 ⁽¹⁾	1 311 250 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2003-2004	12 026 416	8 094 513 ⁽¹⁾	90 223	2 786 909 ⁽¹⁾	1 054 771 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2004-2005	7 922 895	3 310 376 ⁽¹⁾	785 338	2 022 638 ⁽¹⁾	1 804 543 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2005-2006	9 648 565	3 717 364	1 158 216	2 087 289 ⁽¹⁾	2 685 696 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2001-2002	9 442 892	1 756 897 ⁽¹⁾	7 237	7 311 246 ⁽¹⁾	367 512 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2002-2003	13 042 536	917 326 ⁽¹⁾	76 754	11 425 471 ⁽¹⁾	622 985 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2003-2004	6 800 491	1 693 365 ⁽¹⁾	206 552	3 124 011 ⁽¹⁾	1 776 563 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2004-2005	4 581 548	1 031 321 ⁽¹⁾	134 092	2 217 475 ⁽¹⁾	1 198 660 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2005-2006	5 924 283	944 411	149 262	2 592 358 ⁽¹⁾	2 238 252 ⁽¹⁾
Autres pertes administrées	2003-2004	11 131			1 462	9 669
PATRIMOINE CANADIEN						
Bibliothèque et Archives du Canada						
Manuscrits de la collection Gould volés	2005-2006	1		1		
Téléfilm Canada						
Vol d'ordinateur portable, d'écran et d'ordinateur de bureau	2005-2006	9 521			9 521 ⁽¹⁾	

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère						
Détournement de fonds	2002-2003	280 457	15 178			265 279
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada						
Dommage au mobilier de bureau suite à une inondation	2005-2006	25 877				25 877
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC						
Demandes de subventions et de contributions fausses ou frauduleuses	2000-2001	2 422 077	1 535 726		886 351 ⁽¹⁾	
ENVIRONNEMENT						
Ministère						
Mauvais usage de carte de crédit de l'État et usage non autorisé de la carte	1997-1998	7 400				7 400
Mauvais usage d'une carte d'achat de l'État	2002-2003	124				124
Dommages à des véhicules de l'État à la suite d'accidents (17 cas)	2001-2002	54 216			52 422	1 794
Vol de véhicules et de remorques (5 cas)	2000-2001	30 147			20 147	10 000
Vol de véhicules et de remorques (3 cas)	2002-2003	45 567	44 944		200	423
Vol d'ordinateurs portatifs (16 cas)	2001-2002	63 390		2 286	58 390	2 714
Vol d'ordinateurs portatifs (25 cas)	2002-2003	81 079		5 118	75 961	
Vol d'ordinateurs portatifs (13 cas)	2003-2004	47 840	2 200		30 926	14 714
Vol d'ordinateurs portatifs (9 cas)	2004-2005	41 058	1 800		25 524	13 734
Vol d'ordinateurs et d'équipements périphériques (17 cas)	2002-2003	32 490		1 048	27 490	3 952
Vol d'équipement de bureau (8 cas)	2001-2002	2 008			960	1 048
Vol d'équipements optiques (7 cas)	2001-2002	15 485		637	8 485	6 363
Vol d'équipements optiques (12 cas)	2002-2003	30 353		1 032	29 321	
Vol d'outils (6 cas)	2002-2003	18 979			18 129	850
Vol d'équipements techniques (9 cas)	2002-2003	6 692			6 172	520
Vol de matériel audio-vidéo (4 cas)	2003-2004	14 998			2 498	12 500
Vol d'armes à feu (6 cas)	2002-2003	4 200			1 850	2 350
Vol de vêtements et d'uniformes (3 cas)	2002-2003	1 850			1 050	800
Vol d'enveloppe contenant de l'argent	2004-2005	8				8
Vol et emploi non autorisé de cartes de crédits (2 cas)	2005-2006	4 690	3 180	1 510		
Vandalisme aux véhicules appartenant à l'État (7 cas)	2004-2005	19 189			8 549	10 640
Vandalisme aux installations appartenant à l'État (2 cas)	2004-2005	4 082			1 183	2 899
Perte de véhicule et d'équipement suite à l'engloutissement d'un traversier	2005-2006	45 000				45 000
Agence Parcs Canada						
Vandalisme à des édifices (42 cas)	2000-2001	17 060			17 060 ⁽¹⁾	
Grilles du pont manquantes (3 cas)	2000-2001	525			525 ⁽¹⁾	
Bris d'un panneau de signalisation (4 cas)	2000-2001	906			906 ⁽¹⁾	
Fenêtre brisée (2 cas)	2002-2003	800			800 ⁽¹⁾	
Vol d'un anneau de sauvetage	2000-2001	60			60 ⁽¹⁾	
Accident d'automobile (4 cas)	2000-2001	2 066	618		1 448 ⁽¹⁾	
Dommage à un véhicule de l'État (3 cas)	2000-2001	9 565			9 565 ⁽¹⁾	
Dommage à un véhicule de l'État dans un accident (9 cas)	2005-2006	36 142	300	3 813	32 029 ⁽¹⁾	
Dommage aux clôtures d'animaux (7 cas)	2000-2001	4 319	3 669		650 ⁽¹⁾	
Dommage à la clôture des animaux sauvages	2003-2004	1 360			1 360 ⁽¹⁾	
Dommage au système d'alarme à la suite d'un orage (2 cas)	2000-2001	840			840 ⁽¹⁾	
Dommage à la glissière de sécurité causé par un accident (2 cas)	2002-2003	3 460	3 210		250 ⁽¹⁾	

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES COMPTE PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	Comptes publics du Canada					
		\$	\$	\$	\$	\$
Domage au gazon dû à une tempête (2 cas)	2002-2003	600			600 ⁽¹⁾	
Domage aux enseignes dû à une tempête (2 cas)	2002-2003	550			550 ⁽¹⁾	
Domage à une enseigne à Eastgate	2003-2004	6 222			6 222 ⁽¹⁾	
Domage au barrage	2002-2003	100			100 ⁽¹⁾	
Domage aux lumières (3 cas)	2002-2003	635			635 ⁽¹⁾	
Domage à une porte	2002-2003	200			200 ⁽¹⁾	
Domage à une table	2002-2003	200			200 ⁽¹⁾	
Effractions à divers endroits endommageant des matériaux (8 cas)	2005-2006	16 437			16 437 ⁽¹⁾	
Usage personnel de carte de crédit de l'État	2005-2006	3 323	2 240	1 083		
Domage au logement du personnel	2005-2006	6 178 ⁽¹⁾		6 178		
FINANCES						
Ministère						
Vol de 15 coupons de taxi	2005-2006	300			300 ⁽¹⁾	
PÊCHES ET OCÉANS						
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit	2000-2001	21 899	15 582	5 475		842 ⁽¹⁾
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit	2003-2004	8 615		2 360	6 255 ⁽¹⁾	
Utilisation frauduleuse de demande de remboursement de frais de voyage	2004-2005	6 790	6 316			474
Utilisation frauduleuse d'une carte de voyage (3 cas)	2005-2006	7 151	2 340		3 639	1 172
Vandalisme—Destruction de 3 navires de pêche achetés sous le programme Marshall	2003-2004	1 875 000				1 875 000
Vandalisme au feu de navigation (3 cas)	2005-2006	852			852 ⁽¹⁾	
Vol de matériel et fournitures de bureau (3 cas)	2001-2002	9 304		5 111	4 193	
Vol d'ordinateurs et de matériel informatique (12 cas)	2001-2002	44 563		2 035	42 528 ⁽¹⁾	
Vol de matériel informatique	2005-2006	400 ⁽¹⁾		220 ⁽¹⁾	180	
Vol d'un appareil photo numérique (2 cas)	2005-2006	3 204		979	2 225	
Vol d'ordinateur portable (16 cas)	2005-2006	56 638		9 399	47 239 ⁽¹⁾	
Vol de moteurs hors-bord (4 cas)	2005-2006	9 632			9 632 ⁽¹⁾	
Vol de caméra vidéo	2005-2006	500		275	225	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministère						
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires	1994-1995	176 857				176 857
Vol de fonds d'immigration	1999-2000	300				300
Vol de fonds de mission	1999-2000	258 780				258 780
Vol de fonds de mission (3 cas)	2000-2001	935 794			85 794	850 000
Vol de fonds de mission (2 cas)	2004-2005	1 480	80			1 400
Vol d'un conteneur maritime dans le port maritime d'Espagne	2004-2005	52 510				52 510
Vol d'un dépôt en argent—Cie Securicor (1 cas)	2005-2006	14 115		14 115		
Perte de fonds relatifs aux revenus consulaires (3 cas)	2004-2005	408	100			308
Réclamation frauduleuse de paiement par un employé	1999-2000	104 264	48 970			55 294
Demandes de paiement frauduleuses à par des fournisseurs et des entrepreneurs (3 cas)	2003-2004	163 568	146 568			17 000
Demandes de subventions et de contributions frauduleuses (1 cas)	2004-2005	109 767				109 767
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires (3 cas)	2003-2004	42 149			1 149	41 000
Fraude concernant les revenus d'immigration	2003-2004	2 200 000				2 200 000
Fraude relative à un contrat (1 cas)	2005-2006	1 867		1 867		

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agence canadienne de développement international						
Demandes de subventions et de contributions fausses ou frauduleuses	2004-2005	398 634	8 099		374 338	16 197
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES						
Ministères						
Ressources humaines et développement des compétences						
Réclamations frauduleuses pour prestations :						
Prestations d'assurance-emploi	Avant 1999	232 680 820	131 844 231	1 247 409	99 544 644 ⁽¹⁾	44 536 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	1999-2000	126 381 508 ⁽¹⁾	93 822 125	792 129	31 767 154 ⁽¹⁾	100 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2000-2001	120 790 146	88 145 835	3 069 002	25 386 343 ⁽¹⁾	4 188 966 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2001-2002	105 709 129	63 581 569	5 138 500	5 476 116 ⁽¹⁾	31 512 944 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2002-2003	133 462 360	58 971 331	7 794 200	2 072 339 ⁽¹⁾	64 624 490 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2003-2004	106 399 911	52 823 769	9 912 071	1 710 462 ⁽¹⁾	41 953 609 ⁽¹⁾
Prestations d'assurance-emploi	2004-2005	68 476 029	34 686 968	11 309 318	733 282 ⁽¹⁾	21 746 461 ⁽¹⁾
Paiements frauduleux de prestations d'assurance-emploi ..	2005-2006	127 650 924	22 613 774	25 782 908	315 514	78 938 728
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (11 cas) ⁽¹⁾	2004-2005	68 010 ⁽¹⁾				68 010
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (7 cas)	2005-2006	37 397				37 397
Domage à des meubles en transit (2 cas)	2005-2006	15 270	40	5 360		9 870
Domage à un véhicule	2005-2006	1 290			1 290	
Développement social						
Détournement de fonds des comités locaux de formation industrielle (CLFI) par le coordonnateur du projet de Côte-Nord du lac Supérieur	1994-1995	53 190	23 190		30 000 ⁽¹⁾	
Émission frauduleuse de chèques par un employé, région de l'administration centrale	1997-1998	186 158	84 521	21 299		80 338
Perte de deniers publics—						
Dépôt direct frauduleux	2004-2005	44 293	1 995	1 300		40 998
Vol de la petite caisse, région de l'administration centrale.	2002-2003	593	390	203		
Domage à des véhicules de l'État (2 cas)	2005-2006	7 555			2 100	5 455
Réclamations frauduleuses pour prestations :						
Allocations familiales	1988-1989	123 093 ⁽¹⁾	60 664 ⁽¹⁾		61 849 ⁽¹⁾	580
Allocations familiales	1989-1990	95 663 ⁽¹⁾	49 060 ⁽¹⁾		36 688 ⁽¹⁾	9 915
Allocations familiales	1991-1992	73 703 ⁽¹⁾	25 689 ⁽¹⁾		42 967 ⁽¹⁾	5 047
Allocations familiales	1992-1993	47 251 ⁽¹⁾	21 408 ⁽¹⁾	325	25 087	431
Allocations familiales	1993-1994	156 746 ⁽¹⁾	39 825 ⁽¹⁾	360	111 252 ⁽¹⁾	5 309
Allocations familiales	2001-2002	26 887	2 300		16 294	8 293
Sécurité de la vieillesse	1987-1988	359 240 ⁽¹⁾	309 306 ⁽¹⁾	6 299	42 125 ⁽¹⁾	1 510
Sécurité de la vieillesse	1988-1989	1 070 391 ⁽¹⁾	652 682 ⁽¹⁾	11 312	219 375 ⁽¹⁾	187 022
Sécurité de la vieillesse	1989-1990	721 089 ⁽¹⁾	252 585 ⁽¹⁾	1 637	148 184 ⁽¹⁾	318 683
Sécurité de la vieillesse	1990-1991	639 880 ⁽¹⁾	309 634 ⁽¹⁾		165 094 ⁽¹⁾	165 152
Sécurité de la vieillesse	1991-1992	621 277 ⁽¹⁾	188 443 ⁽¹⁾	1 843	346 111	84 880
Sécurité de la vieillesse	1992-1993	1 074 363 ⁽¹⁾	308 198 ⁽¹⁾	206	712 542	53 417
Sécurité de la vieillesse	1993-1994	355 988 ⁽¹⁾	190 978 ⁽¹⁾	2 271	123 096	39 643
Sécurité de la vieillesse	1994-1995	1 190 107	368 597 ⁽¹⁾	2 924	650 538 ⁽¹⁾	168 048
Sécurité de la vieillesse	1995-1996	839 522 ⁽¹⁾	441 479 ⁽¹⁾	7 179	253 985	136 879
Sécurité de la vieillesse	1996-1997	475 078	133 690	4 248	148 906	188 234
Sécurité de la vieillesse	1997-1998	694 002 ⁽¹⁾	135 752 ⁽¹⁾		383 253 ⁽¹⁾	174 997
Sécurité de la vieillesse	1998-1999	980 456	382 452	19 470	198 810	379 724
Sécurité de la vieillesse	1999-2000	580 465	162 529 ⁽¹⁾	12 096	105 433	300 407
Sécurité de la vieillesse	2000-2001	935 178	155 644 ⁽¹⁾	11 879	18 840	748 815
Sécurité de la vieillesse	2001-2002	3 696 970 ⁽¹⁾	576 465 ⁽¹⁾	77 055	1 040 405 ⁽¹⁾	2 003 045
Sécurité de la vieillesse	2002-2003	922 181 ⁽¹⁾	253 031	9 900	173 845 ⁽¹⁾	485 405

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant	Montant	Montant du	Montant du
			recouvré dans les exercices antérieurs	recouvré en 2006-2007	recouvrement non prévu	recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
Sécurité de la vieillesse	2003-2004	2 037 622 ⁽¹⁾	63 456 ⁽¹⁾	21 449	89 517 ⁽¹⁾	1 863 200
Sécurité de la vieillesse	2004-2005	1 019 197 ⁽¹⁾	57 368 ⁽¹⁾	181 123		780 706
Sécurité de la vieillesse	2005-2006	809 501 ⁽¹⁾	8 099	14 185	7 770	779 447
Régime de pensions du Canada	1987-1988	40 120 ⁽¹⁾	36 525 ⁽¹⁾			3 595
Régime de pensions du Canada	1989-1990	242 854 ⁽¹⁾	160 367 ⁽¹⁾	2 340	71 507 ⁽¹⁾	8 640
Régime de pensions du Canada	1990-1991	1 105 864 ⁽¹⁾	668 169 ⁽¹⁾	9 890	154 935 ⁽¹⁾	272 870
Régime de pensions du Canada	1991-1992	437 731 ⁽¹⁾	250 840 ⁽¹⁾	14 080	36 561 ⁽¹⁾	136 250
Régime de pensions du Canada	1992-1993	1 316 753 ⁽¹⁾	756 484 ⁽¹⁾	10 327	240 555 ⁽¹⁾	309 387
Régime de pensions du Canada	1993-1994	771 616	389 337 ⁽¹⁾	3 375	153 873 ⁽¹⁾	225 031
Régime de pensions du Canada	1994-1995	605 069 ⁽¹⁾	213 921 ⁽¹⁾	13 798	65 956	311 394
Régime de pensions du Canada	1995-1996	796 847	422 836 ⁽¹⁾	21 079		352 932
Régime de pensions du Canada	1996-1997	283 263	142 436 ⁽¹⁾	7 742	39 990 ⁽¹⁾	93 095
Régime de pensions du Canada	1997-1998	1 815 187 ⁽¹⁾	711 359 ⁽¹⁾	47 503	206 980	849 345
Régime de pensions du Canada	1998-1999	893 021	332 755 ⁽¹⁾	103 727	59 090 ⁽¹⁾	397 449
Régime de pensions du Canada	1999-2000	1 093 920 ⁽¹⁾	324 936 ⁽¹⁾	21 000	17 262	730 722
Régime de pensions du Canada	2000-2001	1 447 040 ⁽¹⁾	447 415 ⁽¹⁾	28 497	122 790 ⁽¹⁾	848 338
Régime de pensions du Canada	2001-2002	1 632 413 ⁽¹⁾	332 403 ⁽¹⁾	45 145	206 061 ⁽¹⁾	1 048 804
Régime de pensions du Canada	2002-2003	542 016	101 913	8 489	7 481	424 133
Régime de pensions du Canada	2003-2004	972 665 ⁽¹⁾	64 785 ⁽¹⁾	6 595	17 186	884 099
Régime de pensions du Canada	2004-2005	700 942 ⁽¹⁾	10 ⁽¹⁾	7 687		693 245
Régime de pensions du Canada	2005-2006	415 354 ⁽¹⁾		19 610		395 744

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan	1987-1988	20 784	18 382	442		1 960
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan	1988-1989	5 170	1 000		1 170	3 000
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1992-1993	19 196	6 400		2 581	10 215
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan (6 cas)	1993-1994	27 752	4 291		4 134	19 327
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1994-1995	8 495	1 352		888	6 255
Réclamations frauduleuses	2005-2006	60 000				60 000
Fraude dans les fonds prévus pour l'éducation, Saskatchewan ..	1999-2000	2 710	100			2 610

INDUSTRIE

Ministère

Mauvais usage de carte d'achats (1 cas) ⁽¹⁾	2003-2004	185 604 ⁽¹⁾	16 014 ⁽¹⁾	52 275	67 815 ⁽¹⁾	49 500 ⁽¹⁾
Vol des recettes de l'OPIC (2 cas)	2005-2006	640			640 ⁽¹⁾	
Vol d'écran d'ordinateur (5 cas)	2005-2006	3 513		120	3 074	319
Dompage à un véhicule de l'État lors d'un accident (4 cas) ...	2005-2006	80 580	6 970	1 041	72 569	

JUSTICE

**Commissariats à l'information et à la protection de la vie
privée du Canada**

Perte de la petite caisse	2005-2006	150				150
---------------------------------	-----------	-----	--	--	--	-----

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Détournement de fonds d'une avance permanente, 15 ^e Escadre, Moose Jaw	1997-1998	21 909 ⁽¹⁾		6 910	14 999 ⁽¹⁾	
Détournement de fonds d'une avance permanente, BFC USS Edmonton ⁽¹⁾	2002-2003	29 711 ⁽¹⁾	19 828	1 898		7 985

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	<i>Comptes publics du Canada</i>					
		\$	\$	\$	\$	\$
Détournement de fonds d'un budget local de police militaire, USFC (Ottawa).....	2000-2001	52 811	46 194	6 617		
Vol de fonds détenus par le caissier USS London.....	2004-2005	655		655		
Vol de fonds d'une avance permanente NCSM Iroquois.....	2003-2004	13 195	4 275	4 239		4 681
Vol d'équipement technique (36 articles).....	2003-2004	18 778	325		18 453 ⁽¹⁾	
Vol d'argent d'un détenteur d'avances permanentes Dwyer Hill (2 cas).....	2005-2006	7 955		1 200	6 755 ⁽¹⁾	
Vol d'argent d'un détenteur d'avances permanentes USFC (Ottawa).....	2005-2006	786				786
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçu de paye, USFC, Ottawa.....	1999-2000	91 352	5 400	7 500		78 452
Réclamations frauduleuses pour frais de scolarité USFC (E) Bruxelles.....	2002-2003	92 000	12 000	2 200		77 800
Utilisation frauduleuse de carte de crédit ministérielle SMA Ressources humaines—Militaires.....	2003-2004	6 336	4 026		2 310 ⁽¹⁾	
Utilisation frauduleuse de carte d'achat du ministère 17e Escadre Winnipeg.....	2003-2004	43 742	30 386			13 356
Perte de revenu de la vente de billets de repas 12e Escadre Shearwater ⁽¹⁾	2002-2003	451			451	
Écart dans une avance permanente BFC USS Edmonton.....	2002-2003	3 000				3 000
Écart dans une avance permanente BFC Halifax.....	2002-2003	3 000		1 571		1 429
Écart dans une avance permanente 4e Escadre Cold Lake.....	2003-2004	973			973 ⁽¹⁾	
Écart dans une avance permanente USS London.....	2003-2004	387		387		
Écart dans des avances permanentes dû à la négligence 17e Escadre Winnipeg.....	2005-2006	50		50		
Écart dans une avance permanente dû à des pertes de pièces justificatives BFC Halifax.....	2005-2006	288		288		
Écart dans des avances permanentes dû à la négligence BFC Kingston.....	2005-2006	110		110		
Écart dans des avances permanentes dû à la négligence Dwyer Hill.....	2005-2006	520		520		
Perte de fonds relativement au dépôt du bureau du logement de la base, BFC Halifax ⁽¹⁾	2001-2002	375			375 ⁽¹⁾	
Écart dans les fonds détenus par le sous-caissier NCSM Iroquois ⁽¹⁾	2003-2004	630			630 ⁽¹⁾	
Perte d'argent provenant de vente de billets de repas BFC Halifax (2 cas).....	2005-2006	585			203 ⁽¹⁾	382
Perte d'argent provenant de vente de billets de repas BFC Winnipeg.....	2005-2006	41			41 ⁽¹⁾	
Perte d'argent provenant de vente de logement BFC Halifax.....	2005-2006	1 192		530		662
Perte d'argent et pièce justificative 12 Escadre Shearwater.....	2005-2006	199				199
Perte ou dommage d'ordinateurs portatifs (13 articles).....	2005-2006	58 142	1 422		55 015	1 705
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère						
Perte d'un système informatique.....	2005-2006	2 200 ⁽¹⁾		2 200		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Agence des services frontaliers du Canada						
Vol de chèques de voyage.....	2004-2005	1 900			1 900 ⁽¹⁾	
Taxes et droits de douane à l'importation.....	2002-2003	653 570	421 246		103 159	129 165
Taxes et droits de douane à l'importation.....	2003-2004	9 461 548	21 210	39 489	2 726 097	6 674 752
Service correctionnel						
Détournement de fonds (1 cas).....	2002-2003	19 266	12 893	632	5 618 ⁽¹⁾	123
Perte de la petite caisse (1 cas).....	2002-2003	200				200
Vandalisme de biens et de matériel (2 cas).....	2003-2004	499 ⁽¹⁾			499	

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
Perte d'inventaires des biens (1 cas).....	2003-2004	28 627	26 336		2 117 ⁽¹⁾	174
Dommage suite à un incendie (19 cas).....	2004-2005	2 579		2 170	409 ⁽¹⁾	
Vandalisme de biens et de matériel (11 cas).....	2004-2005	2 477 ⁽¹⁾	1 183 ⁽¹⁾	188	283	823
Dommage suite à un accident de véhicule automobile (1 cas) ..	2004-2005	1 600 ⁽¹⁾			1 600	
Dommage suite à un incendie (15 cas).....	2004-2005	1 375 ⁽¹⁾			1 375	
Perte d'inventaires des biens (8 cas).....	2005-2006	11 027 ⁽¹⁾		300	10 727	
Vandalisme de biens et de matériel (124 cas).....	2005-2006	13 024 ⁽¹⁾	177 ⁽¹⁾	489	11 358	1 000
Dommage suite à un accident de véhicule automobile (1 cas) ..	2005-2006	3 941 ⁽¹⁾		1 677	2 264	
Gendarmerie royale du Canada						
Avaries faites avec intention à des véhicules policiers.....	2001-2002	48 221	14 947		32 982	292
Dommage aux véhicules de l'État.....	2003-2004	236 176	70 369		141 097	24 710
Dommage aux véhicules de l'État.....	2003-2004	1 767 217	349 023		1 314 497	103 697
Dommage aux véhicules de l'État.....	2004-2005	68 176	35 944	6 320	24 546	1 366
Dommage aux véhicules de l'État.....	2004-2005	1 043 979	109 824	8 974	912 905	12 276
Dommage aux véhicules d'État (427 cas).....	2005-2006	1 080 980	63 772	47 657	954 329	15 222
Dommage aux biens de l'État (11 cas).....	2005-2006	53 700	3 311		34 464 ⁽¹⁾	15 925
Dommage aux biens de l'État (5 cas).....	2005-2006	21 371			16 826	4 545
Dommage à une motoneige.....	2002-2003	6 660				6 660
Dommage à des véhicules policiers (15 cas).....	2002-2003	111 540	57 301		51 262	2 977
Dommages à un véhicule de transport policier.....	2000-2001	71 593	17 444		22 696	31 453
Dommages/perte de matériel.....	2001-2002	84 553	1 919		58 430	24 204
Dommages/perte de matériel.....	2002-2003	59 703			55 203	4 500
Dommages/perte de matériel.....	2002-2003	164 971			160 260	4 711
Dommage au matériel.....	2003-2004	50 000				50 000
Dommage au matériel (2 cas).....	2005-2006	6 386			1 386	5 000
Dommages à des véhicules de la GRC (accidents).....	2000-2001	1 348 510	344 675		948 444	55 391
Dommages à des véhicules de la GRC (accidents).....	2001-2002	1 296 339	415 925		643 545	236 869
Dommages à des véhicules de la GRC (accidents).....	2002-2003	668 300	231 510		428 152	8 638
Dommages aux biens/matériel.....	2000-2001	63 150			58 150	5 000
Dommages aux biens/matériel.....	2001-2002	389 980	169 000		181 000	39 980
Vol de biens de l'État.....	2000-2001	54 331			39 183	15 148
Vandalisme à des véhicules de l'État.....	2001-2002	312 937	158 151		18 084	136 702
Vandalisme à des véhicules policiers (9 cas).....	2002-2003	4 172	35		3 533	604
Détachement de Sooke, petite caisse.....	2002-2003	100				100
Déficit du compte pour éventualités (2 cas).....	2005-2006	572			373	199
Vol d'argent comptant (1 cas).....	2005-2006	187 000 ⁽¹⁾			187 000	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
Vol d'un modem (3 cas).....	2004-2005	350			350 ⁽¹⁾	
Vol de la petite caisse (2 cas).....	2005-2006	1 061			25 ⁽¹⁾	1 036
Vol d'une plaque de bronze à l'entrée de l'édifice.....	2005-2006	500			500 ⁽¹⁾	
Vol d'un ordinateur (4 cas).....	2005-2006	5 210	1 271		3 939 ⁽¹⁾	
Vol d'un écran d'ordinateur (5 cas).....	2005-2006	2 689			2 689 ⁽¹⁾	
Vol d'une mémoire flash d'un appareil photo numérique (2 cas)	2005-2006	110			110 ⁽¹⁾	
Vol d'un organisateur de poche (7 cas).....	2005-2006	3 273	185		3 088 ⁽¹⁾	
Vol d'un clavier (2 cas).....	2005-2006	229			229 ⁽¹⁾	
Vol d'un ordinateur portatif (21 cas).....	2005-2006	45 182			45 182 ⁽¹⁾	
Vol d'une calculatrice de conversion métrique.....	2005-2006	20			20 ⁽¹⁾	
Vol de souris (2 cas).....	2005-2006	75			75 ⁽¹⁾	
Vol d'une carte d'interface réseau Racal.....	2005-2006	100			100 ⁽¹⁾	
Vol de lecteur acoustique pour microphone.....	2005-2006	109			109 ⁽¹⁾	
Vol d'une pompe à eau.....	2005-2006	2 500			2 500 ⁽¹⁾	
Vandalisme—Fenêtre brisée (12 cas).....	2004-2005	9 425			9 425 ⁽¹⁾	
Vandalisme à des édifices (5 cas).....	2005-2006	5 500			5 500 ⁽¹⁾	
Perte de fonds attribuable à un acte illégal.....	2004-2005	3 452 066	16 306	3 212	3 103 400 ⁽¹⁾	329 148 ⁽¹⁾

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Fin*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2006-2007	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
Domage provoqué par inondation (5 cas)	2005-2006	17 228		1 413	15 815	
Domage à un panneau électrique causé par court-circuit	2005-2006	1 000			1 000	
Domage à un édifice causé par tempête de vent	2005-2006	25 000			25 000	
Domage à un véhicule de l'État	2005-2006	2 124			2 124	
Domage à une lampe de mobilier de bureau	2005-2006	350			350	
Perte de clés - serrure de remplacement	2005-2006	2 000			2 000	
Bouton de réenclenchement actionné par accident	2005-2006	50			50	
Dégât d'eau (6 cas)	2005-2006	2 950			2 950 ⁽¹⁾	
Contrats portant sur les commandites	2005-2006	1 200 000				1 200 000
TRANSPORTS						
Ministère						
Détournement de fonds publics causé par la modification d'un bordereau de dépôt	1962-63	42 806	24 123	450		18 233
CONSEIL DU TRÉSOR						
École de la fonction publique du Canada						
Vol d'un micro-ordinateur	2005-2006	3 738			3 738 ⁽¹⁾	
ANCIENS COMBATTANTS						
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1991-1992	18 420	16 400	1 100		920
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas)	1992-1993	97 218	18 342	1 400		77 476
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1994-1995	23 022	16 900	1 750		4 372
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1995-1996	61 330	920			60 410
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1998-1999	64 174				64 174
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas)	1999-2000	107 828	13 234	180		94 414
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	1995-1996	52 440	19 289			33 151
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	1996-1997	2 659 ⁽¹⁾	200 ⁽¹⁾			2 459
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	1997-1998	18 952	12 600 ⁽¹⁾	1 950		4 402
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	1999-2000	66 920				66 920
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	2003-2004	27 888				27 888
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	2004-2005	30 108	131			29 977
Demandes frauduleuses pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants, et des prestations selon la <i>Loi sur le ministère des Anciens Combattants</i>	2004-2005	10 618				10 618
Demandes frauduleuses pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants	2005-2006	9 221	1 200			8 021
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	2005-2006	9 846	2 610			7 236
Détournement d'un compte de fiducie géré par un employé	1999-2000	22 013	19 468			2 545
Usage personnel de carte de crédit de l'État par un employé	2003-2004	13 704	1 014			12 690
		1 183 039 293	592 940 163	69 042 290	231 262 990	289 793 850

⁽¹⁾ Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2006-2007

Services professionnels et spéciaux

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux.....	3.2

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses

découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère.....	14 007 261	3 948 328	95 239	28 894 494	2 561 109	1 607 208
Commission canadienne du lait	125 910			88 586	169 949	34 586
Agence canadienne d'inspection des aliments	9 348 713	2 135 661	1 973 509	1 243 849	4 136 939	(1 192 146)
Commission canadienne des grains	450 540				13 924	
	23 932 424	6 083 989	2 068 748	30 226 929	6 881 921	449 648
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
Ministère.....	1 589 086			1 267 625	778 515	146 274
AGENCE DU REVENU DU CANADA.....	178 959 776	109 183	1 969 014	67 385 841	5 422 063	10 619 438
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère.....	3 449 922	748 133		4 353 545	3 031 527	60 887
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	182 653			932 171	877 136	362 865
Bibliothèque et Archives du Canada	996 949	361 024	3 580	4 138 607	301 674	45 704
Commission des champs de bataille nationaux	56	2 529			18 341	7 897
Office national du film	15 636	4 582 951		298 043		8 386
Commission de la fonction publique	167 842		2 634	1 418 168	1 176 450	16 871
Commission des relations de travail dans la fonction publique	11 147		3 823	439 827	353 055	
Tribunal de la dotation de la fonction publique	36		1 008	105 983	65 825	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	14 254			63 040	260 052	42 844
	4 838 495	5 694 637	11 045	11 749 384	6 084 060	545 454

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web dans un format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/recgen/text/pub-acc-f.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services; et,

- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé.

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
14 196 315	2 142 014	8 117 537	2 985 406 94 991	8 567 776 105 154	6 662 881 51 301	32 080 273 200 842	125 865 841 871 319
681 370 236 473	793 263 7 321	12 488 412 13 026	2 143 854 171 468	3 997 247 14 028	3 118 704 172 084	29 136 750 204 872	70 006 125 1 283 736
15 114 158	2 942 598	20 618 975	5 395 719	12 684 205	10 004 970	61 622 737	198 027 021
2 564 284			561 525	761 846	1 350 282	5 205 156	14 224 593
11 085 888	8 694 184	1 899 532	6 480 386	1 800 583	19 593 375	6 926 880	320 946 143
1 398 068	340 591	2 608 048	1 116 209	4 246 520	2 647 378	9 226 887	33 227 715
350 493 1 313 106	115 367 1 452 978	184 495	400 251 494 979	45 554 1 206 953	584 131 710 845	231 293 1 123 660	4 266 409 12 150 059
189 270 2 886 050	257 966 165 736 383 334	52 174 91 215	17 678 422 036 217 531	713 079	11 961 315 094 1 019 744	343 157 8 303 856 2 647 253	659 585 14 353 182 10 740 171
52 345	58 605 6 262		66 873 29 844	150 589 50 022	114 801 41 301	239 392 86 832	1 490 457 387 113
27 180		131 240	62 119	324 160	88 819	606 113	1 619 821
6 216 512	2 780 839	3 067 172	2 827 520	6 736 877	5 534 074	22 808 443	78 894 512

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—Suite

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère.....	5 478 111		49 085 188	39 513 501	3 248 586	106 118
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	317 726			7 079 844	7 530 837	92 217
	5 795 837		49 085 188	46 593 345	10 779 423	198 335
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....						
	295 168	109 509		1 006 776	330 631	2 552
ENVIRONNEMENT						
Ministère.....	10 926 742	6 222 677	232 092	1 952 161	8 305 601	1 191 300
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	4 014		8 162	513	610 812	406 077
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.....	18 839			20 791	108 166	
Agence Parcs Canada.....	6 131 066	31 002 422	212 965	1 204 079	4 192 344	1 551 323
	17 080 661	37 225 099	453 219	3 177 544	13 216 923	3 148 700
FINANCES						
Ministère.....	415 709			544 533	1 025 607	(181 240)
Vérificateur général.....	2 451 813			557 859	801 797	73 884
Tribunal canadien du commerce extérieur... Agence de la consommation en matière financière du Canada.....			6 116	217 788	82 994	
				12 895	89 474	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	110 171	70 140		531 539	178 173	50 041
Bureau du surintendant des institutions financières.....	311			3 647 987	397 179	573
	2 978 004	70 140	6 116	5 512 601	2 575 224	(56 742)
PÊCHES ET OCÉANS						
Ministère.....	77 917 031	20 184 069	540 824	13 840 420	5 327 991	4 550 107
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministère.....	31 527 510	31 810 503	294 744	20 071 653	7 548 052	8 215 163
Agence canadienne de développement international.....	7 494 183	11 235	66 873	7 391 631	2 265 661	18 374
Exportation et développement Canada.....	3 350 601					
Commission mixte internationale.....	22 811			138 542	78 473	
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	21 655			38 637	39 742	219 199
	42 416 760	31 821 738	361 617	27 640 463	9 931 928	8 452 736

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4 353 779	7 212 699	2 008 604	973 030	2 943 298	3 249 411	494 395	118 666 720
946 641	384 046		264 002	993 053	723 822	1 426 097	19 758 285
5 300 420	7 596 745	2 008 604	1 237 032	3 936 351	3 973 233	1 920 492	138 425 005
291 893	194 459		291 250	166 567	497 686	2 297 329	5 483 820
20 741 006	2 035 821	22 939 054	1 808 030	11 882 664	6 773 828	8 465 350	103 476 326
2 926 293	9 908	17 594	91 873	315 422	137 000	340 612	4 868 280
760 237	61	19 705	48 010	60 185	37 324	139 344	1 212 662
1 045 729	1 950 774	7 536 626	1 957 940	1 973 503	3 124 715	55 893 891	117 777 377
25 473 265	3 996 564	30 512 979	3 905 853	14 231 774	10 072 867	64 839 197	227 334 645
699 330	228 732	200	986 847	2 154 371	1 037 606	2 592 657	9 504 352
688 014	91 615		649 671	435 425	885 152	37 804	6 673 034
86 027	7 398		46 907	34 998	105 146	152 735	740 109
			27 381	67 136	90 916	1 766 395	2 054 197
158 079	54 069		202 304	223 787	406 770	228 301	2 213 374
			562 865	330 010	993 824	2 324 455	8 257 204
1 631 450	381 814	200	2 475 975	3 245 727	3 519 414	7 102 347	29 442 270
14 404 002	4 967 460	27 709 686	2 010 696	8 133 577	9 715 428	6 784 431	196 085 722
4 554 818	35 218 506		14 439 777	15 980 715	10 456 890	47 725 189	227 843 520
2 989 886	770 160		1 140 001	4 985 112	3 800 632	13 391 006	44 324 754
	17 392	58 142	43 011	27 570	10 641	436 565	3 350 601
			8 256	25 857	12 866	171 276	833 147
7 544 704	36 006 058	58 142	15 631 045	21 019 254	14 281 029	61 724 036	276 889 510

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL.....	213 763			17 325	352 421	
SANTÉ						
Ministère.....	6 114 751	963 387	264 443 183	15 942 558	7 806 374	8 255 530
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée.....		5 272				
Instituts de recherche en santé du Canada... ..	43 117		5 316	(152 095)	533 890	21 000
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	3 620				32 634	
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	40	76 686		68 369	104 706	754 096
Agence de la santé publique du Canada	1 855 242	1 096 693	1 372 281	2 469 226	3 320 036	11 652
	8 016 770	2 142 038	265 820 780	18 328 058	11 797 640	9 042 278
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES						
Ministères—						
Ressources humaines et développement des compétences.....	222 819 157	18 345	43 981	9 930 845	12 302 833	63 833
Développement social.....	5 633 695	10 270	6 800 577	22 254 354	5 369 775	280 108
Conseil canadien des relations industrielles.....	36 840		14 818	109 022	220 240	339
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs					24 682	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	314 147				175 377	
	228 803 839	28 615	6 859 376	32 294 221	18 092 907	344 280
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère.....	8 470 066	21 687 029	208 890	17 042 658	3 760 824	4 397 556
Commission canadienne des affaires polaires.....	45 700			42 622	11 997	
Commission des revendications particulières des Indiens.....	112 649			16 130	236 418	81 189
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	2 060 918	25 571	637	311 599	349 933	9 686 194
	10 689 333	21 712 600	209 527	17 413 009	4 359 172	14 164 939

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
25 000		7 375	75 961	300 765	95 220	370 512	1 458 342
21 794 531	1 793 801	9 804 162	30 494 533	31 876 747	11 863 372	6 666 541	417 819 470
1 718 959	67 257	32 346	3 889 417 895	18 730 343 108	435 961	1 258 399	27 891 4 725 153
31 875			4 492	115 117	30 269	140 401	358 408
254 905	67	342 738	56 437	233 196	52 774	3 239	1 947 253
11 465 648	744 215	25 026 749	1 834 865	11 746 658	2 512 908	6 678 168	70 134 341
35 265 918	2 605 340	35 205 995	32 812 111	44 333 556	14 895 284	14 746 748	495 012 516
46 873 800	769 489	3 527 221	1 566 056	1 747 306	5 218 381	9 278 667	314 159 914
38 007 345	2 519 344	1 509 229	1 000 184	589 767	7 571 913	4 339 646	95 886 207
59 774	30 535		34 949	95 210	89 693	187 491	878 911
4 450	5 951		23 891		2 257	156 788	218 019
	3 234		87 152		26 696	246 470	853 076
84 945 369	3 328 553	5 036 450	2 712 232	2 432 283	12 908 940	14 209 062	411 996 127
40 187 690	44 219	38 271 641	1 738 679	3 389 868	4 873 811	61 717 810	205 790 741
3 700		9 900	31 418	40 000		2 000	187 337
102 522	935	39 900	50 633	25 544	53 772	111 550	831 242
408 136	8 202	13 528 498	185 863	2 247 391	178 417	4 285 197	33 276 556
40 702 048	53 356	51 849 939	2 006 593	5 702 803	5 106 000	66 116 557	240 085 876

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—Suite

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
INDUSTRIE						
Ministère.....	6 217 476	756 820	165 737	30 364 223	7 036 984	1 823 711
Agence spatiale canadienne	3 025 474	47 031 005	117 742	2 491 346	591 350	(3 507)
Tribunal de la concurrence	70 016			4 059	36 416	(26 056)
Commission du droit d'auteur	60 654		132	83 714	60 000	10 636
Conseil national de recherches du Canada.....	4 078 218	13 849 170	215 945	3 741 798	985 726	5 879 932
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	435 402	9 581		2 417 931	181 528	66 860
Conseil de recherches en sciences humaines.....	183 587	3 060		941 735	97 973	
Statistique Canada.....	4 247 561		17 964	2 154 709	2 874 806	34 673
	18 318 388	61 649 636	517 520	42 199 515	11 864 783	7 786 249
JUSTICE						
Ministère.....	4 220 388		111 907	6 174 943	3 751 948	30 220 340
Commission canadienne des droits de la personne	37 353		8 774	341 168	451 569	304 162
Tribunal canadien des droits de la personne	469 364			53 657	129 702	13 379
Commissaire à la magistrature fédérale	134 343			120 185	265 558	606 131
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 250 159	4 570		669 322	3 682 901	54 989
Commission du droit du Canada	74 900			35 000	44 363	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	143 247	15 566		365 068	366 957	311 682
Cour suprême du Canada	307 539	4 380	45	581 510	555 438	5 352
	7 637 293	24 516	120 726	8 340 853	9 248 436	31 516 035
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère.....	243 073 203	910 396 963	133 121 628	84 242 740	20 008 741	1 497 632
Comité des griefs des Forces canadiennes ..	94 602			209 284	294 480	31 863
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	109 522		1 015	122 550	87 264	99 687
	243 277 327	910 396 963	133 122 643	84 574 574	20 390 485	1 629 182
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère.....	33 809 344	85 388 357	23 463	6 285 675	3 303 301	(675 751)
Commission canadienne de sûreté nucléaire	360 427	168 760	49 847	3 656 997	649 797	58 881
Office national de l'énergie	570 155			539 676	327 723	1 415
Administration du pipe-line du Nord.....					1 259	
	34 739 926	85 557 117	73 310	10 482 348	4 282 080	(615 455)

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
16 255 787	2 067 138	2 845 037	3 023 327	8 875 715	7 387 934	3 970 701	90 790 590
2 081 282	806 325	57 691 338	399 811	1 047 985	1 350 828	741 094	117 372 073
82 313			7 988	10 036	17 395	204 869	407 036
355			32 605	71 731	51 142	15 867	386 836
4 265 488	3 283 329	9 326 651	3 385 269	1 735 335	3 538 222	223 800	54 508 883
146 045	554	180 699	260 992	499 787	355 433	1 203 976	5 758 788
277 739	299	22 200	167 695	344 250	218 382	923 593	3 180 513
242 795	1 432 429	466 447	993 680	455 988	4 897 296	108 371 028	126 189 376
23 351 804	7 590 074	70 532 372	8 271 367	13 040 827	17 816 632	115 654 928	398 594 095
1 623 103	1 456 358	37 921	5 549 609	2 785 805	2 856 451	8 922 671	67 711 444
63 133	56 203	247 736	61 186	474 691	215 524	481 206	2 742 705
27 850	27 200		20 305	74 203	7 440	399 970	1 223 070
612 997	5 592		39 268	338 257	747 221	310 510	3 180 062
251 328	1 653 279		140 827	319 304	311 796	969 542	10 308 017
		347 875	49 845	7 910	17 323	106 593	683 809
912 574	31 990	112 537	120 996	1 069 598	204 837	656 271	4 311 323
176 326	500	12 439	324 167	199 024	140 590	392 461	2 699 771
3 667 311	3 231 122	758 508	6 306 203	5 268 792	4 501 182	12 239 224	92 860 201
37 675 842	56 848 499	24 006 826	9 246 485	37 931 357	104 849 053	354 220 182	2 017 119 151
186 045	5 903		46 089	109 908	79 951		1 058 125
72 472	11 782		11 784	11 413	24 253	446 126	997 868
37 934 359	56 866 184	24 006 826	9 304 358	38 052 678	104 953 257	354 666 308	2 019 175 144
11 701 854	2 734 048	17 571 228	2 335 693	10 922 092	6 848 126	13 094 153	193 341 583
917 843	73 923	2 012 206	230 089	1 747 291	1 331 801	2 054 618	13 312 480
155 860		66	142 757	49 788	613 423	2 095 153	4 496 016
			2 294	47 917	1 987	15 612	69 069
12 775 557	2 807 971	19 583 500	2 710 833	12 767 088	8 795 337	17 259 536	211 219 148

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PARLEMENT						
Sénat	226 002		40 064	708 427	183 788	387 959
Chambre des communes	806 349		122 539	5 490 745	251 531	320 858
Bibliothèque du Parlement	30 359			597 257	2 006	119 583
Commissariat à l'éthique	900			725 890		55 258
Conseiller sénatorial en éthique				9 900		
	1 063 610		162 603	7 532 219	437 325	883 658
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère	789 007			4 519 542	2 576 090	5 191 799
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	81 206				584 333	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	844 268	3 766	14 321	444 796	293 640	147 206
Directeur général des élections	3 911 053		70 152	10 277 445	710 681	478 340
Commissariat aux langues officielles	62 031			100 500	389 123	82 030
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					24 896	
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité	39 326			38 074	37 314	60 503
	5 726 891	3 766	84 473	15 380 357	4 616 077	5 959 878
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère	36 558 653			602 422	2 369 384	4 770
Agence des services frontaliers du Canada	19 556 497	146 938	26 538 319	116 444 247	4 716 778	693 282
Service correctionnel	7 432 140	920 408	95 666 906	14 136 979	4 421 229	484 840
Commission nationale des libérations conditionnelles	248 380		28 471	1 038 387	477 258	
Bureau de l'enquêteur correctionnel	16 964			26 749	20 557	13 492
Gendarmerie royale du Canada	112 147 351	3 373 675	57 181 168	44 538 803	151 391	1 284 647
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	24 963			35 000	38 493	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	38 317			331 234	29 638	
	176 023 265	4 441 021	179 414 864	177 153 821	12 224 728	2 481 031
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
	127 917 527	154 467 178	56 064	288 963 519	52 794 112	4 883 166

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
183 801		2 466 735	711 890	40 110	380 359	578 168	5 907 303
1 056 256	287 198	4 594 276	3 450 974	236 737	1 452 747	796 178	18 866 388
156 175			209 929	384 727	129 984	1 007 503	2 637 523
	42 540		6 356	48 571	36 116	331 585	1 247 216
		11 448	5 083			2 475	28 906
1 396 232	329 738	7 072 459	4 384 232	710 145	1 999 206	2 715 909	28 687 336
1 681 333	1 341 328	231 509	447 840	1 258 812	888 697	924 360	19 850 317
	28 937		2 376	20 985	6 474	7 116	731 427
310 899	41 193	49 940	67 360	161 063	313 891	442 665	3 135 008
3 287 144	488 188	200 244	191 504	2 632 277	226 902	4 856 009	27 329 939
1 025 865	1 115	358 008	111 172	844 893	138 952	233 103	3 346 792
28 200			2 612	20 995	2 008	120	78 831
66 073	23 690		17 693		37 423	72 000	392 096
6 399 514	1 924 451	839 701	840 557	4 939 025	1 614 347	6 535 373	54 864 410
1 889 197	1 517 021	3 488 652	564 221	4 671 125	1 154 913	367 345	53 187 703
3 382 104	7 776 782	111 856	1 057 942	2 141 458	5 954 639	7 980 869	196 501 711
559 469	6 909 917	(523)	1 436 903	1 931 801	40 136 793	54 275 302	228 312 164
201 478	330 709		68 177	212 400	210 592	80 328	2 896 180
129 385	3 772		7 281	59 401	15 405	1 458	294 464
2 551 041	47 650 049	4 168 470	4 769 669	9 443 994	13 936 107	3 215 117	304 411 482
26 500			19 575	18 062	6 694	850	170 137
	73 663		36 945	269 819	90 322	1 101 762	1 971 700
8 739 174	64 261 913	7 768 455	7 960 713	18 748 060	61 505 465	67 023 031	787 745 541
170 216 644	23 009 341	2 099 800	1 936 670	29 747 308	17 426 429	157 206 480	1 030 724 238

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—Fin

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TRANSPORTS						
Ministère.....	17 162 377	27 989 851	611 732	20 373 150	5 961 156	677 364
Office des transports du Canada.....	175 254		20 701	497 624	110 272	375
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	698 182	36 558	12 680	5 854 558	628 823	
Tribunal d'appel des transports du Canada.....				39 143	52 919	3 522
	18 035 813	28 026 409	645 113	26 764 475	6 753 170	681 261
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat.....	2 062 090			930 557	3 046 417	(1 263 071)
École de la fonction publique du Canada...	1 896 739	3 381	77 504	2 971 581	980 647	
Bureau du directeur des lobbyistes.....	1 601			110 859	31 044	5 580
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	180 668			1 095 585	1 413 153	1 174 865
	4 141 098	3 381	77 504	5 108 582	5 471 261	(82 626)
ANCIENS COMBATTANTS.....	11 432 351	131 109	278 735 154	6 895 405	1 899 978	19 749
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....	643 524			460 163	290 621	185
Total.....	1 252 483 960	1 369 882 713	920 395 428	950 309 372	226 203 875	106 750 312

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
25 984 328	3 248 204	13 312 943	2 095 374	10 577 442	8 156 328	19 436 541	155 586 790
12 821		26 447	136 391	88 806	371 264	252 581	1 692 536
2 399 992	112 849	599 531	227 209	1 063 652	253 613	41 916	11 929 563
			9 875	1 660	6 430	218 038	331 587
28 397 141	3 361 053	13 938 921	2 468 849	11 731 560	8 787 635	19 949 076	169 540 476
11 288 979	792 323	193 780	1 021 851	7 990 795	3 454 184	14 262 892	43 780 797
347 775	154 368	233 295	1 415 931	6 460 935	7 671 025	13 344 666	35 557 847
103 364	4 581		1 632	108 186	21 539	694 371	1 082 757
4 750 460	373 713	36 953	430 533	5 932 662	1 659 102	4 306 280	21 353 974
16 490 578	1 324 985	464 028	2 869 947	20 492 578	12 805 850	32 608 209	101 775 375
418 170	1 976 909		770 809	844 672	1 688 367	7 325 954	312 138 627
814 555	24 834		259 682	298 383	498 600	2 446 880	5 737 427
561 165 950	240 256 545	325 039 619	126 508 118	282 127 284	353 940 109	1 132 304 835	7 847 368 120

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2006-2007

Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	4.2

**ACQUISITION DE TERRAINS,
BÂTIMENTS ET OUVRAGES**

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web, dans un

format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/recgen/text/pub-acc-f.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé pendant l'exercice en cours; et
- du détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour.

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère		4 526 713	5 498 179		10 024 892
Agence canadienne d'inspection des aliments			228 362		228 362
		4 526 713	5 726 541		10 253 254
PATRIMOINE CANADIEN					
Commission des champs de bataille nationaux		651 972	81 600		733 572
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère			2 725 000		2 725 000
ENVIRONNEMENT					
Ministère	1 599	59 199	2 141 348		2 202 146
Agence Parcs Canada	2 020 680	4 903 294	650 539	4 126	7 578 639
	2 022 279	4 962 493	2 791 887	4 126	9 780 785
FINANCES					
Agence de la consommation en matière financière du Canada			52 717		52 717
Bureau du surintendant des institutions financières			233 369		233 369
			286 086		286 086

4.2 ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES—*Suite*

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
PÊCHES ET OCÉANS					
Ministère	677 615	21 748 493	2 672 962	6 522	25 105 592
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	4 953 187	49 296	16 517 618	1 629 177	23 149 278
SANTÉ					
Ministère		282 095	1 927 877	212 695	2 422 667
Agence de la santé publique du Canada		526	60 000		60 526
		282 621	1 987 877	212 695	2 483 193
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	2 079 080	17 580	5 548 919		7 645 579
INDUSTRIE					
Ministère		26 505	4 181 206		4 207 711
Conseil national de recherches du Canada			15 904 908		15 904 908
		26 505	20 086 114		20 112 619
JUSTICE					
Commission canadienne des droits de la personne			3 171		3 171
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	826 327	96 765 258	79 792 397	32 431 249	209 815 231
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère			1 281 811	1 333	1 283 144
Office national de l'énergie			430 123		430 123
			1 711 934	1 333	1 713 267
CONSEIL PRIVÉ					
Directeur général des élections		10 781	1 178 541		1 189 322

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES—Fin

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère			6 846 171		6 846 171
Agence des services frontaliers du Canada			29 555 614		29 555 614
Service correctionnel		1 828 149	67 572 398		69 400 547
Gendarmerie royale du Canada	1 114 970	9 583 313	30 243 552	8 196 490	49 138 325
	1 114 970	11 411 462	134 217 735	8 196 490	154 940 657
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....					
	4 010 279	61 813 561	119 136 273	270 000	185 230 113
TRANSPORTS					
Ministère	(48)	293 338	1 099 271		1 392 561
ANCIENS COMBATTANTS					
	274 304	8 784 157	15 526 836		24 585 297
Total	15 957 993	211 344 230	411 090 762	42 751 592	681 144 577

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2006-2007

Acquisition de matériel et d'outillage

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Acquisition de matériel et d'outillage	5.2

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de matériel et d'outillage, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses

déoulant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	6 819 908		3 330 589
Commission canadienne du lait			
Agence canadienne d'inspection des aliments	8 048 247		895 827
Commission canadienne des grains	17 989		27 942
	14 886 144		4 254 358
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	100 102		81 490
AGENCE DU REVENU DU CANADA			
	440 119		4 557 007
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	73 186		
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	39		48 836
Bibliothèque et Archives Canada			190 370
Commission des champs de bataille nationaux	86 989		
Office national du film			
Commission de la fonction publique			835 128
Commission des relations de travail dans la fonction publique			2 629
Tribunal de la dotation de la fonction publique			
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			1 275
	160 214		1 078 238

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
24 298 882	15 516 792	2 041 032	20 252	10 935	6 818 127	58 856 517
69 842		5 742			18 418	94 002
11 863 827	13 415 667	5 047 092		327 023	1 572 107	41 169 790
1 270 646	1 601 295	80 667		41 178	85 768	3 125 485
37 503 197	30 533 754	7 174 533	20 252	379 136	8 494 420	103 245 794
1 174 672		362 755		52 354		1 771 373
77 542 801	26 231	12 248 792		1 733 697	1 192 499	97 741 146
6 791 372	629 486	3 584 401		513 357	530 571	12 122 373
377 503		105 954		3 501		535 833
2 231 772	5 894	440 375		30 179	132 821	3 031 411
32 074			5 750	2 104	29 647	156 564
1 486 117		32 800			2 547 020	4 065 937
3 630 837		1 000 528		65 986	7 011	5 539 490
409 666		29 177		466	1 886	443 824
30 020		41 396		805	1 002	73 223
74 096		9 742		4 822		89 935
15 063 457	635 380	5 244 373	5 750	621 220	3 249 958	26 058 590

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	105 642		659 641
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			121 728
	105 642		781 369
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC			
	4 967		29 915
ENVIRONNEMENT			
Ministère	5 150 161	44 225	1 506 348
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			238
Agence Parcs Canada	8 658 643		139 374
	13 808 804	44 225	1 645 960
FINANCES			
Ministère	25 920		(28 456)
Vérificateur général	6 340		31 843
Tribunal canadien du commerce extérieur			556
Agence de la consommation en matière financière du Canada			
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada			13 127
Bureau du surintendant des institutions financières			
	32 260		17 070
PÊCHES ET OCÉANS			
Ministère	27 445 487	89 141	12 358 025
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	6 611 357		1 466 270
Agence canadienne de développement international	30 645		74 619
Commission mixte internationale			19 376
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne			
	6 642 002		1 560 265
GOUVERNEUR GÉNÉRAL			
	622		2 156

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
10 737 626	42 291	3 036 884		1 086 468	217 425	15 885 977
1 730 365		155 118		29 510		2 036 721
12 467 991	42 291	3 192 002		1 115 978	217 425	17 922 698
720 999		159 715		4 501	4 970	925 067
22 452 014	16 684 966	3 562 622		1 358 474	2 801 211	53 560 021
145 370		5 290		3 991		154 889
8 341 124	1 853 929	1 526 917	160 599	427 160	3 821 129	24 928 875
30 938 508	18 538 895	5 094 829	160 599	1 789 625	6 622 340	78 643 785
3 603 156 (249 056) 120 127		605 928 106 371 15 586		161 789 (228)	4 931 7 200	4 373 268 (97 530) 136 269
57 026		45 341				102 367
5 052 614 5 313 840		357 881 862 506		241 982	34 458	5 665 604 6 210 804
13 897 707		1 993 613		403 543	46 589	16 390 782
21 143 314	14 596 217	3 895 722	2 079 128	973 326	15 867 025	98 447 385
35 845 920 1 071 686 340 301 84 076	3 513 471	20 749 637 1 096 518 6 525 12 365		1 497 169	7 561 858 55 382	77 245 682 2 328 850 366 202 96 441
37 341 983	3 513 471	21 865 045		1 497 169	7 617 240	80 037 175
327 651		47 410		3 409	20 542	401 790

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
SANTÉ			
Ministère	1 957 428		2 461 151
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée			
Instituts de recherche en santé du Canada	31 309		104 685
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses			10 967
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			57 776
Agence de santé publique du Canada	254		637 582
	1 988 991		3 272 161
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministères—			
Ressources humaines et développement des compétences	46 242		857 283
Développement social	15 884		986 147
Conseil canadien des relations industrielles			4 651
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs			
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
	62 126		1 848 081
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	642 137		522 816
Commission canadienne des affaires polaires			
Commission des revendications particulières des Indiens			2 926
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones			52 612
	642 137		578 354
INDUSTRIE			
Ministère	1 238 454		1 907 151
Agence spatiale canadienne	3 029		403 154
Tribunal de la concurrence			
Commission du droit d'auteur			
Conseil national de recherches du Canada	962 148		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			19 360
Conseil de recherches en sciences humaines	30 630		10 890
Statistique Canada	916 995		
	3 151 256		2 340 555

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
22 115 840	31 452 971	2 900 682	28 123	651 128	987 374	62 554 697
14 448		23 543				37 991
1 452 867		315 609		6 836	456	1 911 762
24 619		11 046		1 712		48 344
223 213		48 488			387	329 864
14 799 313	3 914 790	1 081 003	98 636	68 653	2 395 807	22 996 038
38 630 300	35 367 761	4 380 371	126 759	728 329	3 384 024	87 878 696
4 888 206	289 081	2 150 350		462 887	350 428	9 044 477
16 728 820	159 897	1 948 726		231 583	426 408	20 497 465
78 236		64 195		5 800	56 346	209 228
29 481		458		7 816		37 755
143 553				1 645		145 198
21 868 296	448 978	4 163 729		709 731	833 182	29 934 123
11 686 773	472 284	3 067 394		268 053	591 835	17 251 292
11 094		343				11 437
30 693		6 093				39 712
1 580 946	9 711	379 334		16 946	6 123	2 045 672
13 309 506	481 995	3 453 164		284 999	597 958	19 348 113
15 499 740	3 995 025	3 439 047	218 175	286 396	3 230 946	29 814 934
5 528 417	46 125 637	367 225	983 692	36 183	1 640 458	55 087 795
3 077		302		130		3 509
18 932				474		19 406
19 868 418	18 174 204	2 210 524	31 782 422	570 324	7 897 067	81 465 107
885 700		426 145		36 086	2 644	1 369 935
469 621		221 013		20 025	(7 295)	744 884
14 092 392	204 840	1 265 215		673 609	568 852	17 721 903
56 366 297	68 499 706	7 929 471	32 984 289	1 623 227	13 332 672	186 227 473

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
JUSTICE			
Ministère	1 877		951 118
Commission canadienne des droits de la personne			42 105
Tribunal canadien des droits de la personne			
Commissaire à la magistrature fédérale			3 360
Service administratif des tribunaux judiciaires	1 338		54 670
Commission du droit du Canada			60
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			63 469
Cour suprême du Canada	609		235 112
	3 824		1 349 894
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	1 194 327 483	448 409 214	136 999 743
Comité des griefs des Forces canadiennes			897
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			3 500
	1 194 327 483	448 409 214	137 004 140
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	1 322 355		1 069 347
Commission canadienne de sûreté nucléaire	58 097	904	38 161
Office national de l'énergie	1 835		2 660
	1 382 287	904	1 110 168
PARLEMENT			
Sénat	226 392		186 069
Chambre des communes	139 550	19 169	936 699
Bibliothèque du Parlement			22 333
Commissariat à l'éthique			2 306
Conseiller sénatorial en éthique			
	365 942	19 169	1 147 407
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	72 074		1 728 228
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			3 516
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	7 890		35 546
Directeur général des élections	62 369		2 611
Commissaire aux langues officielles	37 193		163 952
	179 526		1 933 853

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
7 319 054	94 189	2 006 830		268 589	204 620	10 846 277
137 050		36 317		2 002		217 474
34 652		4 333		705		39 690
306 273		37 869		469	15 018	362 989
676 055	67 263	1 384 339		9 130	21 069	2 213 864
6 394						6 454
982 556		348 825		21 774	3 920	1 420 544
468 863	123 781	143 012		7 696	130 647	1 109 720
9 930 897	285 233	3 961 525		310 365	375 274	16 217 012
365 268 054	195 810 760	32 461 057	6 722 975	5 512 985	131 053 170	2 516 565 441
148 428	10 869	10 664		131	424	171 413
44 228	2 874	64 058		156	824	115 640
365 460 710	195 824 503	32 535 779	6 722 975	5 513 272	131 054 418	2 516 852 494
17 365 607	7 879 422	1 964 627	107 356	130 122	4 298 785	34 137 621
2 336 975	166 510	487 148			31 339	3 119 134
341 940		101 845			46 867	495 147
20 044 522	8 045 932	2 553 620	107 356	130 122	4 376 991	37 751 902
1 121 419	103 945	798 956		318 393	222 535	2 977 709
6 331 543		1 267 390		257 375	949 836	9 901 562
423 709	3 010	173 474		14 445	462	637 433
97 059		3 096		520		102 981
10 783		5 998		809	2 663	20 253
7 984 513	106 955	2 248 914		591 542	1 175 496	13 639 938
4 924 994	270 184	1 164 212		105 671	669 171	8 934 534
116 485		19 433		40 456		179 890
312 291	22 520	171 853		41 383	42 893	634 376
1 889 636		129 900		56 153	101 947	2 242 616
1 095 775		328 808		5 978		1 631 706
8 339 181	292 704	1 814 206		249 641	814 011	13 623 122

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Fin

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère	29 378		201 527
Agence des services frontaliers du Canada	1 543 993	58 329	7 022 824
Service correctionnel	4 996 751	186 581	1 026 415
Commission nationale des libérations conditionnelles	78 526		49 422
Bureau de l'enquêteur correctionnel			
Gendarmerie royale du Canada	79 818 396	3 483 410	35 988 287
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada			2 314
	86 467 044	3 728 320	44 290 789
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	1 217 566		2 794 291
TRANSPORTS			
Ministère	27 489 279	12 818	379 138
Office des transports du Canada			11 781
Bureau de l'infrastructure du Canada	45		9 864
Tribunal d'appel des transports du Canada			
	27 489 324	12 818	400 783
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	37 248		75 242
École de la fonction publique	729		474 602
Bureau du directeur des lobbyistes			723
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	1 522		72 339
	39 499		622 906
ANCIENS COMBATTANTS	72 404		80 177
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	33 634		116 590
Total	1 381 049 406	452 303 791	225 256 002

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
4 684 319		686 827		525 629		6 127 680
9 383 049	4 367 811	6 175 649		317 535	2 778 603	31 647 793
19 788 070	3 482 015	3 469 595	329 569	220 704	10 402 849	43 902 549
491 090		406 582		29 368	3 787	1 058 775
288				3 988		4 276
72 566 826	11 578 525	11 983 037	139 620	3 219 246	11 795 507	230 572 854
10 355		13 058		555		23 968
47 288		6 941		993		57 536
106 971 285	19 428 351	22 741 689	469 189	4 318 018	24 980 746	313 395 431
43 561 087	2 110 841	36 344 607	5 778 325	818 848	7 376 893	100 002 458
14 613 556	2 377 390	2 886 949	421 599	35 524	2 610 356	50 826 609
420 530		121 428		2 288	1 443	557 470
1 109 906	206	362 735		3 309	3 817	1 489 882
2 553						2 553
16 146 545	2 377 596	3 371 112	421 599	41 121	2 615 616	52 876 514
3 328 442		441 610		444 464	42 700	4 369 706
2 653 731		793 708		761 748	309 374	4 993 892
4 179		10 048		245	1 683	16 878
2 050 135		447 759		234 082	11 696	2 817 533
8 036 487		1 693 125		1 440 539	365 453	12 198 009
5 093 145	726	1 182 819		683 659	1 745 256	8 858 186
657 500		140 742		24 351		972 817
970 522 551	401 157 520	189 793 662	48 876 221	26 041 722	236 360 998	3 931 361 873

⁽¹⁾ Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 704 785 944 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 215 511 281 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 437 506 312 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 23 245 869 \$.

⁽²⁾ Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation; etc.

⁽³⁾ Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de maintenance du matériel et autres.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 6

**COMPTES PUBLICS DU CANADA
2006-2007**

Paiements de transfert

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Paiements de transfert.....	6.2

PAIEMENTS DE TRANSFERT

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses

découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

PAIEMENTS DE TRANSFERT

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	131 953 854	1 981 378 803	438 710 801
Agence canadienne d'inspection des aliments	4 680 365		6 010
	136 634 219	1 981 378 803	438 716 811
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	938 858	111 375 021	20 211 815
AGENCE DU REVENU DU CANADA	201 841 659		
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	27 308 792	101 130 528	295 582 278
Bibliothèque et Archives du Canada			
Office national du film			
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			
	27 308 792	101 130 528	295 582 278
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	33 164 089		276 722 211
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC			
	58 212	78 248 111	53 334
ENVIRONNEMENT			
Ministère	91 690	437 024	1 682 319
Agence canadienne d'évaluation environnementale	407	70 000	195 500
Agence Parcs Canada			9 524 069
	92 097	507 024	11 401 888

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web, dans un format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/recgen/text/pub-acc-f.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé pendant l'exercice en cours;
- le montant total versé à un bénéficiaire ou à une catégorie de bénéficiaires; et
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire se chiffrant à 100 000 \$ ou plus. Le détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
35 936 886	150 352 022	10 963 215		2 749 295 581 4 686 375
35 936 886	150 352 022	10 963 215		2 753 981 956
	151 615 562	12 198 744		296 340 000
	527 834			202 369 493
6 559 150 11 000	716 621 403 2 195 333 312 448 11 592 766	3 087 210		1 150 289 361 2 206 333 312 448 11 592 766
6 570 150	730 721 950	3 087 210		1 164 400 908
1 436 385	211 482 615			522 805 300
	146 506 632	91 258 708		316 124 997
6 539 342 5 000	38 778 941 1 778 460 2 749 396	337 867		47 867 183 2 049 367 12 273 465
6 544 342	43 306 797	337 867		62 190 015

PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Suite*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
FINANCES			
Ministère			38 441 220 980
Vérificateur général			
			38 441 220 980
PÊCHES ET OCÉANS			
Ministère	91 485 783	100 000	1 205 000
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	25 638 295		
Agence canadienne de développement international.....			
	25 638 295		
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	420 224		
SANTÉ			
Ministère	513 548		44 258 008
Instituts de recherche en santé du Canada	777 584 213		
Agence de la santé publique du Canada			
	778 097 761		44 258 008
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministères—			
Ressources humaines et développement des compétences	680 460 904	65 319 760	173 563 397
Développement social.....	32 076 817 858	1 261 901	868 234 166
	32 757 278 762	66 581 661	1 041 797 563
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	37 843 354	294 807 246	658 378 851
Commission canadienne des affaires polaires			
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....			
	37 843 354	294 807 246	658 378 851

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
636 482 870	380 000			39 077 703 850 380 000
636 482 870	380 000			39 078 083 850
745 008	47 545 124			141 080 915
842 741 740 2 777 998 898	277 096 331	10 841 644	25 000 000	1 181 318 010 2 777 998 898
3 620 740 638	277 096 331	10 841 644	25 000 000	3 959 316 908
				420 224
2 415 570 2 492 287	1 104 068 847 22 062 320 179 660 951	649 731		1 151 905 704 799 646 533 182 153 238
4 907 857	1 305 792 118	649 731		2 133 705 475
2 651 696	646 505 264 60 291 886	52 245 307 1 024 488		1 620 746 328 33 007 630 299
2 651 696	706 797 150	53 269 795		34 628 376 627
	4 322 384 095 10 000	15 260 296		5 328 673 842 10 000
	5 837 085			5 837 085
	4 328 231 180	15 260 296		5 334 520 927

PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Suite*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
INDUSTRIE			
Ministère	12 194 855	480 898 462	111 323 605
Agence spatiale canadienne	347 254	18 610 530	
Conseil national de recherches du Canada	358 750	66 088 721	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	855 197 981		
Conseil de recherches en sciences humaines	603 116 919		
Statistique Canada			
	1 471 215 759	565 597 713	111 323 605
JUSTICE			
Ministère	6 135 264		332 394 051
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
	6 135 264		332 394 051
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	8 385 749		2 136 248
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	48 964 487	140 944 746	735 028 010
Commission canadienne de sûreté nucléaire			
	48 964 487	140 944 746	735 028 010
PARLEMENT			
Sénat	108 178		
Chambre des communes			
	108 178		
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	412 963		
Directeur général des élections			
	412 963		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère			45 086 128
Service correctionnel	176 141		
Gendarmerie royale du Canada	77 623 468		11 020 000
	77 799 609		56 106 128
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
			44 120 000

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
6 098 759	99 463 368			709 979 049
35 636 340	2 241 562			56 835 686
13 573 792	56 025 860			136 047 123
				855 197 981
				603 116 919
	560 800			560 800
55 308 891	158 291 590			2 361 737 558
177 014	16 257 704			354 964 033
	423 424			423 424
177 014	16 681 128			355 387 457
174 904 019	10 292 940			195 718 956
2 028 902	55 445 304			982 411 449
55 002	183 924	300		239 226
2 083 904	55 629 228	300		982 650 675
363 438				471 616
892 035				892 035
1 255 473				1 363 651
				412 963
	26 584 001			26 584 001
	26 584 001			26 996 964
463 182	84 181 208	2 213 252		131 943 770
55 000	1 025 869			1 257 010
1 900	617 433			89 262 801
520 082	85 824 510	2 213 252		222 463 581
	1 264 905	467 800 726	(468 072 645)	45 112 986

PAIEMENTS DE TRANSFERT—Fin

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
TRANSPORTS			
Ministère	740 563	101 010 283	140 653 669
Bureau de l'infrastructure du Canada		6 774 679	743 288 902
	740 563	107 784 962	883 942 571
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	338 080		
École de la fonction publique			
	338 080		
ANCIENS COMBATTANTS	2 103 245 069		
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		50 516 014	86 155 760
Total	37 808 147 826	3 498 971 829	43 480 755 112

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
130 000	18 592 042	26 425 871		287 552 428
169 639	336 743 704	346 814 741		1 433 791 665
299 639	355 335 746	373 240 612		1 721 344 093
200 000	34 500 047			35 038 127
	316 000			316 000
200 000	34 816 047			35 354 127
8 858 982	13 183 086			2 125 287 137
	155 731 637	187 462		292 590 873
4 559 623 836	9 013 990 133	1 041 309 562	(443 072 645)	98 959 725 653

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2006-2007

Frais de la dette publique

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	7.2

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

Les frais de la dette publique comprennent:

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l'amortissement de primes, escomptes et commissions à l'émission de la dette non échue; et,

- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2006-2007
	%	\$	\$
DETTE NON ÉCHUE—			
Intérêt sur les obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne—			
H26—1984-2006 (échue le 1 ^{er} octobre 2006).....	14		54 855 126
H30—1984-2007 (échue le 1 ^{er} mars 2007).....	13,75		24 180 358
H36—1984-2007.....	13	417 580 000	52 940 493
H41—1984-2008.....	12,75	578 665 000	65 430 928
H52—1985-2008.....	11,75	395 547 000	41 034 943
H58—1985-2009.....	11,5	139 655 000	5 532 519
H63—1985-2009.....	4,25	230 359 000	6 197 810
H68—1985-2009.....	11	637 846 000	64 760 219
H74—1985-2008.....	10	3 036 529 000	303 652 900
H79—1986-2010.....	9,75	83 434 000	6 562 708
H81—1986-2010.....	9,5	2 224 605 000	205 070 645
H85—1986-2010.....	8,75	120 293 000	8 202 257
H87—1986-2011.....	9	583 241 000	44 225 052
H98—1987-2011.....	8,5	608 151 000	50 593 352
A23—1989-2014.....	10,25	766 898 000	78 798 306
A34—1990-2015.....	11,25	483 005 000	54 338 063
A39—1990-2021.....	10,5	723 611 000	79 246 067
L25—1991-2021.....	4,25	6 820 490 029	289 964 292
A43—1991-2021.....	9,75	446 874 000	59 132 267
A49—1991-2022.....	9,25	470 448 000	47 434 829
A55—1992-2023.....	8	6 557 739 000	534 335 587
A76—1994-2025.....	9	5 702 024 000	535 871 628
VS05—1995-2026.....	4,25	6 545 220 791	278 139 209
VU50—1996-2006.....	7		267 679 028
VW17—1996-2027.....	8	7 946 306 000	645 235 011
WB60—1996-2007.....	7,25	6 357 457 000	465 224 353
WH31—1997-2008.....	6	5 010 390 000	283 684 051
WL43—1998-2029.....	5,75	13 409 090 000	778 888 557
WR13—1998-2009.....	5,5	6 175 192 000	334 036 021
WV25—1999-2031.....	4	6 949 470 358	277 946 482
WX80—1999-2010.....	5,5	5 494 128 000	342 985 512
XB51—2000-2011.....	6,00	10 633 272 000	657 750 997
XD18—2000-2006.....	5,75		129 932 988
XG49—2001-2033.....	5,75	13 410 295 000	771 091 963
XH22—2001-2012.....	5,25	10 356 853 000	530 712 996
XJ87—2001-2007.....	4,5	9 725 000 000	437 625 000
XM17—2002-2013.....	5,25	9 121 594 000	496 493 426
XN99—2002-2008.....	4,25	10 143 149 000	443 966 314
XQ21—2003-2036.....	3	6 219 289 365	157 236 236
XS86—2003-2014.....	5	9 838 802 000	516 321 212
XT69—2003-2009.....	4,25	9 754 917 000	425 116 507
XU33—2003-2006.....	3		27 035 126
XV16—2004-2006.....	3,25		86 417 471
XW98—2004/05/06/07-2037.....	5	9 849 089 000	406 632 532
XX71—2004-2015.....	4,5	10 300 000 000	469 184 657
XY54—2004-2010.....	4	9 459 034 000	378 361 360
XZ20—2004-2007.....	3	2 641 741 000	143 445 492
YA69—2005-2007.....	2,75	7 007 164 000	192 697 010
YB43—2005/06-2016.....	4,0	10 300 000 000	359 711 444
YC26—2005/06-2011.....	3,75	9 327 862 000	297 015 770
YD09—2005-2008.....	3,75	3 000 000 000	112 345 890
YE81—2006-2008.....	4,25	7 300 000 000	213 769 178

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2006-2007
	%	\$	\$
YF56—2006/07-2017.....	4,00	5 006 850 000	61 548 062
YG30—2006/07-2012.....	3,75	2 600 000 000	34 684 932
YH13—2006/07-2009.....	3,75	3 000 000 000	37 202 055
		257 909 159 543	13 672 477 191
Moins : titres détenus par le gouvernement.....		427 052 000	
		257 482 107 543	13 672 477 191
À payer en devises—			
1996-2006 (échéue le 28 août 2006).....	6,75		30 612 750
1997-2007.....	flottant	368 317 400	18 687 727
1998-2008.....	4,875	3 154 466 390	150 709 445
1998-2008.....	5,25	2 886 500 000	143 672 006
2001-2003/19.....	divers	243 296 157	8 135 102
		6 652 579 947	351 817 030
Moins : titres détenus par le gouvernement.....		245 381 842	14 074 390
		6 407 198 105	337 742 640
		263 889 305 648	14 010 219 831
Intérêt sur les obligations d'épargne, obligations à prime et titres de placement du Canada—			
Obligations d'épargne du Canada—			
S46—1991-2003/2013.....	2,75-3	265 872 499	10 967 920
S47—1992-2004/2014.....	2,75-3	434 792 302	17 218 007
S48—1993-2005/2015.....	2,75-3	357 420 126	14 287 558
S48—1994-2006/2016.....	2,75-3	563 947 909	29 872 245
S50—1995-2007.....	2,75-3	633 623 713	24 329 890
S51—1996-2008.....	8-8,75	1 503 849 239	178 132 948
S52—1997-2009.....	2,75-3	1 225 137 945	46 478 320
S53—1997-2009.....	2,75-3	4 663 195	217 154
S54—1998-2008.....	2,75-3	441 727 816	15 056 992
S55—1998-2008.....	2,75-3	35 566 757	1 201 597
S56—1999-2009.....	2,75-2,90	6 360 239	218 281
S57—1999-2009.....	2,75-2,80	3 754 859	130 621
S58—1999-2009.....	2,75-3,10	7 865 062	264 755
S59—1999-2009.....	2,75	5 228 965	177 687
S60—1999-2009.....	2,75-3	213 291 442	7 293 014
S61—1999-2009.....	2,75-3	24 197 240	812 210
S62—2000-2010.....	2,75-2,90	7 748 040	260 256
S63—2000-2010.....	2,75-2,80	5 170 539	173 359
S64—2000-2010.....	2,75-3,10	8 671 945	295 225
S65—2000-2010.....	2,75	11 262 818	374 585
S66—2000-2010.....	2,75-3	206 481 585	6 877 192
S67—2000-2010.....	2,75-3	17 242 090	558 883
S68—2001-2011.....	2,75-2,90	8 189 055	265 251
S69—2001-2011.....	2,75-2,80	6 124 371	200 279
S70—2001-2011.....	2,75-3,10	6 566 059	216 459
S71—2001-2011.....	2,75	4 327 786	141 970
S72—2001-2011.....	2,75-3	285 541 105	9 209 994
S73—2001-2011.....	2,75-3	17 795 068	548 831
S74—2002-2012.....	2,75-2,90	4 224 457	131 697
S75—2002-2012.....	2,75-2,80	3 364 661	108 551
S76—2002-2012.....	1,55-2,75	10 654 012	346 022
S77—2002-2012.....	2,75	8 844 024	272 103
S78—2002-2012.....	2,75-3	341 822 567	11 106 269
S79—2002-2012.....	2,75-3	24 322 986	767 981
S80—2003-2013.....	2,75-2,90	7 290 657	234 192
S81—2003-2013.....	2,75-2,80	4 935 059	165 539
S82—2003-2013.....	2,75-3,10	10 586 442	335 436
S83—2003-2013.....	2,75	11 510 201	345 343
S84—2003-2013.....	2,75-3	286 394 067	9 682 214
S85—2003-2013.....	2,75-3	13 506 600	420 360
S86—2004-2014.....	2,75-2,90	3 533 468	110 721

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2006-2007
	%	\$	\$
S87—2004-2014.....	2,75-2,80	2 586 990	79 279
S88—2004-2014.....	2,75-3,10	6 220 398	201 092
S89—2004-2014.....	2,75	3 846 668	112 943
S90—2004-2014.....	2,75-3	374 239 395	13 615 641
S91—2004-2014.....	2,75-3	15 480 456	469 313
S92—2005-2015.....	2,75-2,90	5 722 583	172 852
S93—2005-2015.....	2,75-2,80	2 922 384	88 938
S94—2005-2015.....	2,75-3,10	9 147 828	320 478
S95—2005-2015.....	2,75	4 126 784	121 545
S96—2005-2015.....	2,75-3	632 913 101	22 776 561
S97—2005-2015.....	2,75-3	16 920 760	520 535
S98—2006-2016.....	2,75-2,90	4 217 700	127 873
S99—2006-2016.....	2,75-2,80	3 602 486	111 283
S100—2006-2016.....	2,75-3,10	14 738 468	356 874
S101—2006-2016.....	2,75	5 966 721	195 952
S102—2006-2016.....	3,00	574 656 948	4 405 085
S103—2006-2016.....	3,00	23 879 304	242 241
S104—2007-2016.....	2,90	6 448 235	47 187
S105—2007-2016.....	2,80	4 920 168	23 044
S106—2007-2016.....	3,10	8 238 142	19 013
		8 764 204 489	433 815 640
Obligations à prime du Canada—			
P1—1997-2007.....	0	32 138 945	9 977 945
P2—1998-2008.....	divers	12 652 833	545 841
P3—1998-2008.....	divers	792 372 819	28 176 630
P4—1998-2008.....	divers	80 980 269	2 783 972
P5—1999-2009.....	divers	16 076 105	549 757
P6—1999-2009.....	divers	12 760 557	430 050
P7—1999-2009.....	divers	52 784 055	4 057 079
P8—1999-2009.....	4,75	44 304 393	3 313 828
P9—1999-2009.....	divers	349 570 177	22 404 550
P10—1999-2009.....	divers	99 519 446	6 410 153
P11—2000-2010.....	divers	30 938 943	1 995 169
P12—2000-2010.....	divers	24 865 145	1 581 386
P13—2000-2010.....	divers	56 302 504	3 069 090
P14—2000-2010.....	3,5	76 382 341	3 926 744
P15—2000-2010.....	divers	448 068 718	17 214 681
P16—2000-2010.....	divers	89 648 447	3 621 819
P17—2001-2011.....	divers	99 488 368	4 027 413
P18—2001-2011.....	divers	192 097 753	7 712 937
P19—2001-2011.....	divers	23 867 142	909 494
P20—2001-2011.....	2,25	27 801 785	802 891
P21—2001-2011.....	1,85-2,45	443 330 930	14 363 074
P22—2001-2011.....	1,85-2,45	59 410 634	1 901 041
P23—2002-2012.....	2-2,5	15 529 020	483 962
P24—2002-2012.....	2-2,3	13 763 418	398 639
P25—2002-2012.....	4,75-6	76 417 497	5 931 834
P26—2002-2012.....	4,75	42 691 455	2 837 471
P27—2002-2012.....	4-4,85	1 046 169 643	60 657 011
P28—2002-2012.....	4-4,85	204 035 692	11 778 003
P29—2003-2013.....	4-4,85	80 248 939	4 580 077
P30—2003-2013.....	4-4,85	13 465 806	747 320
P31—2003-2013.....	3,5-4,25	56 071 443	2 696 944
P32—2003-2013.....	3,5	49 281 292	2 242 708
P33—2003-2013.....	4-4,85	27 867 134	1 352 569
P34—2003-2013.....	2,8-3	724 983 294	25 147 331
P35—2003-2013.....	2,75-3	156 257 099	5 634 157
P36—2004-2014.....	2,75-3	51 335 867	1 838 497
P37—2004-2014.....	2,65-3	36 631 775	1 248 432
P38—2004-2014.....	2,5-3	49 119 232	1 718 498
P39—2004-2014.....	2,25	29 588 317	768 583
P40—2004-2014.....	2,45	184 230 372	5 585 332
P41—2004-2014.....	2,45	44 616 522	1 312 030
P42—2005-2015.....	2,5	15 220 364	448 271

7.4 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2006-2007
	%	\$	\$
P43—2005-2015.....	2,3	7 565 831	208 969
P44—2005-2015.....	2,3	9 714 029	254 456
P45—2005-2015.....	2	9 418 009	220 852
P46—2005-2015.....	2,25	108 432 753	2 916 864
P47—2005-2015.....	2,5	44 786 704	1 267 428
P48—2006-2016.....	2,5	13 629 919	388 828
P49—2006-2016.....	2,5	13 876 749	394 351
P50—2006-2016.....	3,00-3,25	13 946 257	437 360
P51—2006-2016.....	3,15	17 185 016	516 673
P52—2006-2016.....	3,15	107 750 814	1 414 690
P53—2006-2016.....	3,05	25 108 965	263 604
P54—2007-2017.....	2,92	7 014 300	53 452
P55—2007-2017.....	3	5 805 972	28 518
P56—2007-2017.....	3,15	42 520 786	111 617
		6 409 642 594	285 660 875
Titres de placement du Canada—			
11—2003-2006 (échue le 1 novembre 2006).....	3		52 525
12—2003-2006 (échue le 1 décembre 2006).....	3,1		26 362
13—2004-2007 (échue le 1 janvier 2006).....	3,2		7 510
14—2004-2007 (échue le 1 février 2007).....	3		40 310
15—2004-2007 (échue le 1 mars 2007).....	2,75		8 449
16—2004-2007.....	2,55	1 166 700	1 275
		1 166 700	136 431
		15 175 013 783	719 612 946
Intérêt sur les obligations pour le Régime de pensions du Canada.....	divers	1 742 344 000⁽¹⁾	214 530 780
Intérêt sur les billets - Société de fiducie Computershare.....	divers		204 778
Intérêt sur les billets du Canada.....	divers	489 950 000	9 267 311
Intérêt sur les eurobillets à moyen terme.....	divers	1 627 700 694	72 973 834
Total des intérêts sur la dette non échue.....		282 924 314 125	15 026 809 480
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor—			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2005-2006.....			1 369 709 580
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2006-2007.....		134 074 235 000	3 321 858 110
		134 074 235 000	4 691 567 690
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables ...			1 093 847 272
Ajustement à l'indice des prix à la consommation			
des obligations à rendement réel.....			264 933 319
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada—			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2005-2006.....			30 379 354
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2006-2007.....		1 847 360 000	75 331 567
		1 847 360 000	105 710 921
Amortissement de commissions et rémunérations à l'émission d'obligations			
d'épargne du Canada.....			21 101 186
Total de l'amortissement de primes, escomptes et commissions à l'émission de la dette non échue.....		135 921 595 000	6 177 160 388
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.....			73 187 015
Compte de réévaluation des accords d'échange de devises.....		(1 090 915 070)	
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés.....		(6 659 407 140)	
Obligation relative à des contrats de location-acquisition.....	divers	3 096 373 436	186 961 216
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue.....		414 191 960 351	21 464 118 099
RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES COMPTES (INTÉRÊT)—			
Régimes de retraite du secteur public—			
Compte de pension de retraite de la fonction publique.....	divers	89 277 977 242	6 421 850 492
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique.....	divers	139 893 664	

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2006-2007
	%	\$	\$
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes.....	divers	43 287 165 776	3 124 174 805
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes.....	divers	63 594 113	
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve.....	divers	3 276 291	
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	11 640 608 898	833 435 836
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	11 140 358	
Compte d'allocations de retraite des parlementaires.....	divers	486 657 601	46 554 638
Compte de convention de retraite des parlementaires.....	divers	155 082 974	15 103 392
Compte de convention de retraite—			
CCR n° 1—Fonction publique.....	divers	595 383 842	42 852 014
CCR n° 1—Forces canadiennes.....	divers	149 350 091	10 669 676
CCR n° 1—Gendarmerie royale du Canada.....	divers	22 258 159	1 608 429
CCR n° 2—Fonction publique.....	divers	825 841 342	60 285 511
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges).....	divers	128 794 082	4 940 336
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres).....	divers	454 232	17 976
		146 787 478 665	10 561 493 105
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite.....	divers	(12 061 000 000)	(1 072 000 000)
		134 726 478 665	9 489 493 105
Prestations futures des Anciens Combattants et autres employés.....	4,8	45 123 000 000	2 648 000 000
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada).....	divers	53 583 710	9 000 478
Compte des rentes sur l'État.....	divers	319 295 178	22 493 714
Comptes de dépôt—			
Dépôt de garantie générale.....	divers	4 574 597	176 576
Code canadien du travail—Appels sur recouvrement de salaire.....	divers	416 016	31 325
Dépôts de garantie aux entrepreneurs.....	divers	7 908 308	113 051
Dépôts en garantie pour échanges de devises.....	divers		142 820
Comptes ne portant pas intérêt.....		329 920 170	
		342 819 091	463 772
Comptes en fiducie—			
Fonds des bandes indiennes.....	divers	942 040 678	40 873 525
Comptes de succession des Indiens.....	divers	12 607 906	410 636
Comptes d'épargne des Indiens.....	divers	39 075 960	1 558 247
Service canadien du renseignement de sécurité—			
Bourses scolaires.....	divers	27 163	1 026
Gendarmerie royale du Canada—Caisse fiduciaire de bienfaisance.....	divers	2 311 992	84 507
Fonds de fiducie des détenus.....	divers	12 270 747	6 005
Comptes gérés.....	divers	1 666 334	74 942
Fonds de successions.....	divers	4 585 137	139 186
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens Combattants.....	divers	829 560	20 783
Comptes ne portant pas intérêt.....		244 154	
		1 015 659 631	43 168 857
Comptes d'assurance et de prestations de décès—			
Liquidation de compagnie d'assurance.....	divers		37 612
Compte de prestations de décès des Forces régulières.....	divers	196 642 116	14 347 176
Compte de prestations de décès de la fonction publique.....	divers	2 442 941 725	173 111 983
Comptes ne portant pas intérêt.....		12 661 144	
		2 652 244 985	187 496 771
Comptes de pension—			
Compte de pension pour les agents des rentes.....	divers	1 205	90
Gendarmerie royale du Canada—			
Caisse de pension des personnes à charge.....	divers	29 408 843	2 165 946
		29 410 048	2 166 036
Autres comptes à fins déterminées—			
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	divers	495 178 542	24 083 497
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec.....	5	2 677 771	133 889 ⁽²⁾
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens.....	divers	46 922 700	1 401 644

7.6 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—Fin

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2006-2007
	%	\$	\$
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—			
Fonds de fiducie	divers		2 248
Compte spécial de la Cour fédérale	divers	13 943 931	384 681
Comptes ne portant pas intérêt		239 005 929	
		797 728 873	26 005 959
Revenus reportés—Comptes à fins déterminées	divers	(3)	401 281
Allocations de droits de tirage spéciaux	divers	(4)	51 758 132
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres comptes		185 060 220 181	12 480 448 105
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS (INTÉRÊT)—			
Compte d'assurance-emploi (net)	divers	54 118 654 607	1 912 249 416
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie	divers	400 890	16 101
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution			
par les hydrocarbures causée par les navires	divers	363 782 611	14 075 986
Compte de fiducie de Mackenzie King	divers	225 000	9 315
Dons pour la recherche sur la santé	divers	140 267	535 759
Conseil de recherches en sciences humaines—			
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	250 000	12 159
Comptes ne portant pas intérêt		(39 183 318)	
		54 444 270 057	1 926 898 736
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement)		(54 444 270 057)	(1 926 898 736)
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés			
TOTAL DES FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE		599 252 180 532	33 944 566 204
Composé de:			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives			
avant provision et redressements de consolidation			34 108 503 724
Total de la provision des frais de la dette publique			1 762 961 216
Redressements de consolidation			(1 926 898 736)
Total des frais de la dette publique			33 944 566 204

(1) La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

(2) La répartition de l'intérêt aux provinces de l'Ontario et du Québec est faite sur la base de la population.

(3) Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume I.

(4) Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de change à la section 8 du volume I.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2006-2007

Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État.	8.2
Paiements à titre gracieux	8.17
Montants adjugés par une cour	8.30

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par programme, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les réclamations inférieures à 1 000 \$ sont présentées en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations.

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		Règlement de frais légaux—	
Ministère		Donaldson R	4 680
Accident impliquant un véhicule de l'État—		Ogilvie Renault en fiducie pour	
Insurance Corporation of BC en fiducie pour		Yara Phosyn Ltd	3 000
Gustum B.	3 117	Règlement suite à saisie, confiscation et	
Indemnité pour pertes causées à une tierce partie—		destruction de carcasses—	
9092-9878 Québec Inc (La Tomate)	4 926	Larouche Ethier Roy Avocats s e n c en fiducie pour	
Les Aliments Soyummi Inc	10 705	Bergeron G	4 830
Indemnité suite à des dommages de propriétés—		Règlement suite à la destruction de conteneurs—	
Battrum K	4 478	Litiere Royale Inc	2 240
Hislop W	9 044	Règlement suite à la destruction de wapitis infectés—	
Robertson K.	21 497	Ogilvie Renault en fiducie pour	
Accident impliquant un véhicule de l'État—		Beaupré L&J	20 675
Lander J	1 168	Bédard J-L	20 300
Manitoba Public Insurance en fiducie pour		Savard Y	9 025
Fehr A	1 369	Règlement suite à un virus de pommes de terre—	
Horechko T	1 053	Patates Dolbecs Inc.	43 000
Saskatchewan Government Insurance en fiducie pour		Règlement suite à l'exportation de pommes de	
Ochs Motor Products Limited	5 653	terre et transport—	
The Personal Insurance Co en fiducie pour		La Patate Lac-St-Jean	1 600
Barozzi S	2 087	Règlement suite à pinsons de Zèbre détruits—	
Règlement d'une action contre l'Agence canadienne du		Donnelly P & M	6 108
pari mutuel concernant l'administration du Règlement		Règlement suite à un grief—	
sur la surveillance du pari mutuel—		Eavis W	3 386
Richmond Nychuk en fiducie pour		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (4)	2 257
Saskatchewan Standardbred Horsemen Association	40 000		202 900
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (5)	2 498	Commission canadienne des grains	
	107 595	Règlement d'une réclamation se rapportant à l'emploi—	
Agence canadienne d'inspection des aliments		8 noms retenus ⁽¹⁾	59 638
Accidents impliquant un véhicule motorisé—		Règlement d'une réclamation se rapportant à une plainte	
Brown Beattie O'Donovan LLP en fiducie pour		concernant les droits de la personne—	
Stracuzzi F	13 500	Nom retenu ⁽¹⁾	80 000
Insurance Corporation of British Columbia en fiducie pour		Règlement de médiation—	
Crawford C	1 094	Nom retenu ⁽¹⁾	20 344
Parr Auto Body	2 315		159 982
Saskatchewan Government Insurance en fiducie pour			470 477
Fenwick R	3 711	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU	
Von Breda A	2 540	CANADA ATLANTIQUE	
Wawanesa Mutual Insurance en fiducie pour		Ministère	
Barry R et Winters C	3 789	Indemnité pour dommages et réclamations contre	
Paiement de l'état des coûts—		un employé de l'APECA impliqué dans un accident	
HJ Heinz Co of Canada	14 380	d'automobile—	
Règlement d'honoraire de vétérinaire—		Nova Physiotherapy Ltd	345
Algoma Veterinary Clinic.	1 000	Stack & Associates	11 555
Règlement pour services de déplacement d'arbre—			11 900
Asplundh Canada Inc	39 470		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGENCE DU REVENU DU CANADA		ENVIRONNEMENT	
Règlement en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> —		Ministère	
4 noms retenus ⁽¹⁾	114 000	Mann & Partners LLP Barristers & Solicitors en fiducie pour Crossan R.	2 000
Règlements en vertu de la <i>Loi sur les langues officielles</i> —		Règlement avec un employé concernant les RH—	
Heenan Blaikie SRL / LLP en fiducie pour Gagné J	45 300	Hiltz M.	5 322
Règlements par médiation protégés par une clause de confidentialité—		Indemnité pour les blessures corporelles et dommages à la propriété—	
3 noms retenus ⁽¹⁾	14 500	Prasad A.	7 500
Règlements par médiation avec la Commission des relations de travail de la fonction publique—		Paiement pour un règlement de contrat à un consultant—	
2 noms retenus ⁽¹⁾	7 358	Crossan R.	26 450
Règlement de réclamation pour le remboursement de frais de cour—		Remboursement pour dommage à une voiture de Budget Rent-a-Car of BC Ltd—	
Wainberg B	3 164	Breton M	1 363
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (42)	1 657	Dommages causés à une porte de garage impliquant un véhicule de l'état—	
	<u>185 979</u>	Roland Hakim et Associés	1 768
		Indemnité pour dommages causés à une voiture—	
PATRIMOINE CANADIEN		Martins M	1 058
Ministère		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (6)	2 085
Règlement découlant d'une décision de l'arbitre Centre de Règlement des Différends Sportifs du Canada—			47 546
Caisse et Giroux en fiducie pour		Agence Parcs Canada	
Hyacinthe K.	2 500	Réclamations pour dommages sur embarcation—	
O'Brien T.	5 400	De Foy S	1 367
Règlement d'un grief relatif à la Commission des relations de travail dans la fonction publique—		Evans S	8 000
Bilz M	23 000	MacLoed J	1 744
Règlement d'une réclamation reliée à des �v�nements au cours de son emploi au ministère—		Phipps R.	3 479
Bolan C	18 000	Réclamation pour dommages à une porte—	
	<u>48 900</u>	General Doors	1 735
		Réclamations pour les frais médicaux et les blessures personnelles—	
Bibliothèque et Archives du Canada		Marchand P	1 688
Réclamation inférieure à 1 000\$ (1)	257	Pagé C	8 000
		Réclamation pour inconvénients personnels—	
Conditions féminine—Bureau de la coordonnatrice		Peagram E	13 937
Règlement relié au chevalet de tableau-papier ayant tombé sur la tête du demandeur—		Réclamation pour blessures personnelles—	
Wagner & Associates en fiducie pour		Chapdelaine Martineau D.	1 750
Calliste Agnes Miranda	35 000	Réclamation pour dommages fait à une propriété—	
	<u>84 157</u>	Atco Electric	1 202
		Réclamation pour accident de véhicule—	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		Mitton RB en fiducie pour Ernest Wilson	325 000
Ministère		Réclamations pour dommages à un véhicule—	
Règlement hors cour pour abandonner la poursuite judiciaire—		Best G.	1 000
Kozlovsky A E	1 000	Gallup MJ et Pigeon K.	1 815
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour		Heidenreich W.	1 654
Aden HJ et al.	36 500	Honor R	1 368
Règlement de la Commission canadienne des droits de la personne—		Junkala J	1 874
2 noms retenus ⁽¹⁾	18 000	Majury H & N	3 934
Réclamation inférieure à 1,000\$ (1)	780	Smith Q	2 884
	<u>56 280</u>	Réclamation pour dommages à un véhicule loué—	
		Garceau M Lampron A et Savard T.	5 811
		Bisson V et Savatier C	1 636
		Vallée M.	2 270
		Paiement d'assurance pour un accident de véhicule motorisé—	
		Loster G & O.	4 541
		3 noms et situations retenus ⁽¹⁾	2 055 404

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Remboursement des frais de location—		Réclamation pour des dépenses encourues suite au rejet	
Lossing P.	7 713	des résultats d'analyse sur soudure de joints à des	
Règlement pour dommages de véhicule motorisé—		bouées—	
Poppleton S.	25 000	Industries Dodec Inc.	10 160
Wood JL.	1 600 000	Dédommagement pour filet endommagé—	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (12)	4 213	Scott T.	1 250
	<u>4 089 019</u>	Dédommagement pour la perte d'équipement et de pompe—	
	<u>4 136 565</u>	Philpott Evitt Building Centre.	3 287
FINANCES		Perte d'effets personnels—	
Ministère		Campbell R.	5 000
Cotisations syndicales—		Earle L.	2 945
Association canadienne des agents financiers	1 309	Swain A.	3 713
Réclamations inférieures à 1000 \$ (6)	3 542	Règlement hors cour pour lésions physiques	
	<u>4 851</u>	suite à un accident—	
		Mr Jane Leneham en fiducie pour	
PÊCHES ET OCÉANS		MacPhee P.	29 000
Ministère		Remboursement pour frais de réinstallation—	
Accident impliquant un véhicule de l'État—		Drover J.	11 702
Ash O'Donnell Hibbert en fiducie pour		McIntee P.	12 382
Mohamed A.	21 881	Toupin F.	2 117
Boudreau R.	1 388	Remplacement d'équipement de pêche dû à une perte /	
Canavans Central Appraisal (1999) Ltd en		dommage causé par SGCC-Earl Grey—	
fiducie pour		Green K.	1 758
Muzzerall D. \$ 155		Entente sur une créance contractuelle—	
Faulkner N. 3 137		Nom retenu ⁽¹⁾	17 000 000
	3 292	Dédommagement pour annulation d'un contrat de location	
McCarthy's Towing and Recovery Ltd en		à Heath Point—	
fiducie pour		Pourvoirie Safari.	9 800
Muzzerall D. \$ 385		Règlement pour les dommages lors de la saisie d'un	
Muzzerall D. 563		navire de l'Indian Brook First Nation—	
	948	Gary Richard en fiducie pour	
Dicks J. 1 705		Indian Brook First Nation	150 000
ING Insurance Co of Canada en fiducie pour		Décision du tribunal de la <i>Loi canadienne sur les droits</i>	
Lightbody T. 1 005		<i>de la personne</i> pour réclamations de dépenses	
ING Insurance Co of Canada en fiducie pour		d'éducation—	
Anderson P. 1 099		Nom retenu ⁽¹⁾	14 598
Aziz M. 1 091		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (17)	10 956
Liau A. 1 317			<u>17 330 769</u>
Rennie J. 2 266		AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE	
MacEachern Auto Body en fiducie pour		INTERNATIONAL	
Boutillier A. 4 484		Ministère	
MacPhee Pontiac Buick GMC Ltd en		Règlement Arar—	
fiducie pour		Falconer Charney en fiducie pour	
Gaudet D. \$ 1 311		Arar M.	11 400 000
Gaudet D. 165		Règlement Arar—	
	1 476	MCKellar structured settlement en fiducie pour	
The Cooperators en fiducie pour		Arar B & H.	100 000
Spinney E. \$ 4 225		Décision d'arbitrage pour dommages—	
Spinney E. 328		Hans-Jürgen Zeysel (GmbH & Co) KG en fiducie pour	
	4 553	Agulhas S.	25 022
Unifund Assurance Inc en fiducie pour		Réclamation reliée au recouvrement de salaire—	
Guest D. 2 445		Trillo S.	21 525
Sonier RC. 1 271		Règlement à un employé pour un grief—	
Procès civil pour réclamation de renversement sur les		Nom retenu ⁽¹⁾	20 000
ventes des poissons saisis—		Décision de la cour fédérale à l'égard d'un processus	
Aero Trading Co Ltd en fiducie pour		de dotation—	
Pearson P. 11 880		Raven Cameron Ballantyne & Yaz en fiducie pour	
		Syndicat des employés du service extérieur.	12 724

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlement d'une réclamation pour couvrir les frais d'inondation causée par une résidence des employés de l'État—		Instituts de recherche en santé du Canada	
Royal and Sunalliance en fiducie pour		Règlement hors cour de réclamation reliée en matière d'emploi	
McLaughlin A.	7 874	Shields & Hunt en fiducie pour	
Samimi J.	1 513	Nom retenu ⁽¹⁾	21 000
Règlement pour couvrir des pertes dues à l'émission d'un visa—		Agence de santé publique du Canada	
Rodehacke W R.	1 195	Règlement d'un litige—	
Indemnité pour un bien perdu—		Nom retenu ⁽¹⁾	350 000
Zhao Y Y.	1 083		604 066
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (4)	2 339	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
	11 593 275	Ministères	
Agence canadienne de développement international		Ressources humaines et développement des compétences	
Indemnité conformément à l'article 53 (2)(e) de la Loi canadienne des droits de la personne—		Dédommagement en réponse à une plainte d'harcèlement et une plainte en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique—	
Mache-Rameau M.	11 640	Nom retenu ⁽¹⁾	7 000
	11 604 915	Règlement hors cour d'une plainte logée contre la Commission de l'assurance-emploi—	
SANTÉ		Slaney B.	3 850
Ministère		Règlement hors cour relatif à une violation indirecte d'un contrat de licence—	
Règlement pour défaillance d'implants temporomandibulaires—		Micromega Systems Inc.	27 790
Lerners LLP en fiducie pour		Règlement hors cour relatif à un recours collectif concernant un contrat collectif de rentes—	
RAMO (Régime d'assurance-maladie de l'Ontario)	10 000	222 noms retenus ⁽¹⁾	999 990
Legge & Legge.	3 000	Règlement hors cour relatif à une enquête menée par la Commission de l'assurance-emploi—	
Legge & Legge en fiducie pour		Nom retenu ⁽¹⁾	18 000
La Verne Baric B et Baric J.	22 921	Chabot MF en fiducie pour	
Eryou Barristers en fiducie pour		Nom retenu ⁽¹⁾	5 000
L'Hôpital régional de Thunder Bay.	4 000	Règlement d'une réclamation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État—	
Blaney McMurty en fiducie pour		Budget Rent-A-Car.	1 095
Dr D Tomalk, Dr W Dowhos et Dr E Orpana.	30 000	National Car Rental.	1 503
Weller Maloney Nelson en fiducie pour		Presti J.	2 500
La Verne Baric B et Baric J.	12 268	Règlement d'une réclamation suite à un changement de date de cessation d'emploi—	
Weller Maloney Nelson.	2 000	Nom retenu ⁽¹⁾	1 427
Steiber Berlach Gibbs en fiducie pour		Règlement d'une réclamation déposée en vertu de la Loi canadienne sur les droits de la personne—	
L'Hôpital régional de Thunder Bay.	25 000	Nom retenu ⁽¹⁾	164 508
Steiber Berlach Gibbs.	3 000	Agence du revenu du Canada en fiducie pour	
Règlement pour produit potentiellement contaminé—		Nom retenu ⁽¹⁾	47 964
Robinson Sheppard Shapiro en fiducie pour		Règlement d'une réclamation suite à un grief—	
Regimbald M.	64 500	Nom retenu ⁽¹⁾	49 500
Accident impliquant un véhicule de l'État—		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3)	1 416
Indemnité pour dommages occasionnés au véhicule			1 331 543
ICBC Insurance Corporation of		Développement social	
British Columbia. \$	3 247	Règlement d'un grief suite à une erreur sur son salaire—	
Daykin N.	300	Nom retenu ⁽¹⁾	2 363
	3 547	Règlement d'un grief pour une cessation d'emploi—	
Accident impliquant un véhicule de l'État—		Nom retenu ⁽¹⁾	1 000
Indemnité pour dommages occasionnés au véhicule		Nom retenu ⁽¹⁾	8 769
Nom retenu ⁽¹⁾	4 500	Règlement par médiation suite à un appel interjeté auprès de la Commission des lésions professionnelles—	
Indemnité pour dommages occasionnés au véhicule		Nom retenu ⁽¹⁾	23 534
Manitoba Public Insurance en fiducie pour			
Cook SJ.	10 620		
Saskatchewan Government Insurance SGI en fiducie pour			
Harasymchuk WW.	4 710		
Règlement en ce qui concerne la résolution d'un grief portant sur les droits de la personne—			
Nom retenu ⁽¹⁾	25 000		
Règlement d'un litige—			
Hennan Blaikie en fiducie.	8 000		
	233 066		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlement d'une demande à la suite d'une erreur administrative—		Agence spatiale canadienne	
Joanisse M.	2 400	Entente définitive—	
Règlement des coûts d'une réclamation reliés à la prestation d'invalidité du Régime de Pension Canada—		Pinet S.	138 011
William J Andrews Barristers & Solicitors en fiducie pour Jones D.	2 850		
	40 916	Conseil national de recherches du Canada	
Total des ministères	1 372 459	Règlement suite à une plainte à la Commission des relations de travail dans la fonction publique—	
		4 noms retenus ⁽¹⁾	61 000
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		Règlement concernant une plainte au Tribunal canadien du commerce extérieur—	
Ministère		Nom retenu ⁽¹⁾	22 600
Permission d'accès à la route de l'aéroport de Prince Rupert—		Entente sur la parité salariale indemnité conformément à l'alinéa 53(2)(e) de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> avec l'Association des employés du Conseil de recherches	2 870 723
Blake Cassels and Graydon LLP en fiducie pour Leighton Chief Harold et al-Metlakatla Indian Band	66 000	Règlement de la Commission canadienne des droits de la personne—	
Emmagasinement des eaux de Chilhil Ir No 6—		Nom retenu ⁽¹⁾	5 000
Braker and Company Barristers and Solicitors		Autres règlements à l'amiable avant procédures devant la cour—	
Règlement de succession de C V Billy	24 783	2 noms retenus ⁽¹⁾	3 053
Allégation que MAINC a manqué à son obligation fiduciaire concernant ses ententes de 1962 et 1976 entre le Sept-Îles Yacht Club et le gouvernement fédéral—		Kidd E	1 500
La Bande Innu TakuaiKAN Uashat Mak Mani-Utenam.	430 587	Réclamation inférieures à 1 000\$ (1)	902
Revendication territoriale—			2 964 778
Fonds de règlement O'chiese	20 000 000	Statistique Canada	
Intérêt progressif lié à la fin de la période financière—		Règlement de réclamations en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> —	
Tsu Tina Nation	1 030 289	Nom retenu ⁽¹⁾	20 000
Règlement de revendication d'inondation—		Réclamations inférieures à 1 000\$ (4)	1 128
Whitefish Lake Band #224.	500 000		21 128
	22 051 659		3 725 266
Commission des revendications particulières des Indiens		JUSTICE	
Réclamation reliée à l'emploi—		Ministère	
Shields & Hunt Barristers and Solicitors en fiducie pour Allen MA	25 000	Règlement compensatoire impliquant des employés de Justice—	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones		Letarte L.	5 000
Paiements effectués par l'entremise d'avocats pour des règlements hors cour de réclamation d'abus—		Sabourin T.	5 000
582 noms retenus ⁽¹⁾	131 729 522	Young A.	21 143
	153 806 181		31 143
INDUSTRIE		Commission canadienne des droits de la personne	
Ministère		Indemnité suite à la fin d'un contrat—	
Règlement des réparations d'une route endommagée par un accident—		Nom retenu ⁽¹⁾	1 000
Ministre des Finances pour la province de l'Ontario.	450 000		32 143
Règlement d'une plainte à la Commission canadienne des droits de la personne—		DÉFENSE NATIONALE	
2 noms retenus ⁽¹⁾	134 000	Ministère	
Règlement d'une plainte concernant un offre verbal d'emploi—		Règlement d'une réclamation faite à la suite d'un accident impliquant un véhicule ministériel—	
Raven Cameron Ballantyne & Yazbeck en fiducie pour Spencer L.	9 000	Alberta Motor Association en fiducie pour Marquette J.	1 226
Règlement d'un accident impliquant un véhicule de l'État—		Allstate Insurance Company en fiducie pour Johnstone M.	3 726
Ches Crosbie Barristers en fiducie pour		Amin M.	6 989
Heffernan C.	1 250	Amron Construction	1 154
Manitoba Public Insurance.	7 099	Apex Exteriors	1 953
	601 349		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Aviva Insurance Company en fiducie pour		State Farm Insurance Company en fiducie pour	
Gallant F	5 411	Boates J	1 031
AXA Insurance en fiducie pour		Tanner Engineering Ltd	21 155
Douthwright H	1 008	The Dominion of Canada General Insurance	
B & B Car Clinic en fiducie pour		Company en fiducie pour Dube P	1 584
Pongoski C	1 000	The Economical Insurance Group en fiducie pour	
Bishop & McKenzie en fiducie pour		Easy Express Inc	15 073
Driving Force	16 533	Foster B	6 854
Cabot Ford Lincoln Sales Ltd en fiducie pour		The Personal Insurance Company en fiducie pour	
Bonnell E	1 244	Comeau S	2 683
Calmont Leasing Ltd	1 869	The Wawanesa Mutual Insurance Company en	
Chapman Auto Body Ltd en fiducie pour		fiducie pour	
Cross T	1 520	Sullivan J	6 624
Colonial Collision en fiducie pour		Règlement de réclamation pour dommages de locations—	
Baker AM	2 934	A R Williams Materials	8 029
Crawford Adjusters Canada en fiducie pour		Access Trailer Leasing Inc	1 074
Capital Insurance Sales and Service	3 503	Ace Auto Leasing Ltd	1 156
Deveau W	1 334	Admiral Auto Glass Ltd	3 794
Edens P	1 752	Auto Leasing Inc/Hyatt Rentals	4 365
Ferguson M	1 815	Brien's Auto Repair	15 683
Greaves M	10 875	Budget Rent A Car	46 709
Hanan A	2 345	Calmont Leasing Ltd	1 122
Huckaborie O'Brien Instance Bradley		Dion Moto St-Raymond	8 139
Lyle en fiducie pour		Direction Nord Sud (DNS) Ltée	2 392
Selle N	155 000	Discount Car & Truck Rentals	88 483
ING Insurance Company of Canada en fiducie pour		Enterprise Rent A Car	83 845
BC Cabs	4 695	GE Services D'Équipement Gestion	1 820
Bezanson B	1 482	Harbour Machining	4 143
Robinson W	10 624	Hertz Rent A Car	2 696
Sharp R	3 735	Insurance Corporation of British Columbia en fiducie pour	
Shui L	1 203	Annicchiarico F	1 110
Insurance Corporation of BC en fiducie pour		JD's Pro-Renovations	22 259
Beland M	1 149	Location Camions Maxim Inc	5 114
Grant J	1 958	Location Camions Ryder Canada Ltée	1 346
Mossop J	1 315	National / Mudoch Group Inc	90 319
Town T	1 014	National Car & Truck Rental	1 152
La Personnelle Assurances Générales Inc en fiducie pour		Paragon Leasing Ltd	8 691
Cameron C	5 843	Penske Location de Camions	3 484
Manitoba Public Insurance Corp en fiducie pour		Pete's Sales & Service Ltd	1 315
Barnett T	3 220	R & D Trailer Rentals Ltd	3 962
Gatward M	3 140	Rent-A-Wreck (507392NB Ltd)	5 606
Miller T	1 090	Sauvageau Location Inc	18 167
Pasche J	6 762	Simplex Location d'Outils	10 129
Twerdun S	5 106	Steele Collision Center	4 775
Merling K	9 500	Sutherland Excavating Ltd	2 435
Ministère des Transports de l'Ontario	2 280	TC Vally Collision	6 967
Mohammed HF	12 647	Thrifty Car Rental	25 465
MRDC Operations Corporation	5 249	Trius Inc	8 851
Nova Scotia Power Inc	1 738	United Rentals	33 335
Oakville Nissan Ltd	23 202	Western Materials Handling	2 089
Ottawa MacDonald-Cartier International	1 450	Xtech Explosive Decontamination Inc	13 916
Peace Hills General Insurance Company en fiducie pour		Règlement de réclamations suite à des	
Emter M	6 733	blessures corporelles—	
Pontiac Ltd en fiducie pour		Achetti Lanza & Restivo en fiducie pour	
Brinton D	2 870	Blanchard D	30 000
Qasim M	4 928	Armatovic Refik en fiducie pour	
Richards E	4 500	Kijana P	151 991
Saskatchewan Government Insurance en fiducie pour		Brosseau Grimard avocats en fiducie pour	
Froess T	7 855	Grimard-Latulippe A	25 000
Richard P	1 258	Burkart A	1 273
Trabant K	3 995		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Cardinal Law en fiducie pour		Bima Nurnberg	43 000
Lennox L	15 000	Bowles PW	1 453
Chadi & Company en fiducie pour		Burke M	7 744
Coltman W	36 000	Chesley F Crosbie QC en fiducie pour	
Erhard A	1 898	Angiers T	50 000
Frank A Mason Professional Corporation en fiducie pour		Constructions JD Morin (1979)	8 511
Huskar J	130 000	Coupal P	5 898
Heinich M	1 149	Cunningham Swan Carty Little & Bonham en fiducie pour	
Hussain E	31 584	Dionne MJ	30 000
Kleiber A	3 450	Dawood M	3 480
MacDonald Boudrot en fiducie pour		Gestion Jofraw (2001) Inc	1 993
Bates M	8 000	Gowling Lafleur Henderson LLP en fiducie pour	
MacIsaac and MacIsaac en fiducie pour		Lapeyre J	200 000
Karkolak T	13 429	Hackett J	7 904
MacKenzie J	19 948	Hartl G	6 121
McInnes Cooper en fiducie en fiducie pour		Herbert S	1 507
Currie S	85 000	Huck Birchard en fiducie pour	
Meder K	1 810	Pinay P	32 000
Mohammad HF	1 971	Hynes W	7 317
Mullerleile E	1 180	Ingram M	1 091
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour		Jan A	2 098
Jodoin C	7 500	JNR Farms	6 150
Philip N Williams Personal Law Corporation en fiducie pour		Kline T	3 955
Borden S	120 000	Laroque J	1 856
Phillip N Williams en fiducie pour		Lewans & Ford en fiducie pour	
Rostek J	10 543	Gosling D	39 000
Pohl P	1 947	Mann & Partners en fiducie pour	
Public Trustee of Alberta en fiducie pour		Stenzler F	43 688
Rille B	10 000	McBain E	65 722
Robert Littlejohn en fiducie pour		Merchange Law Group en fiducie pour	
Haines K	84 000	Dobbie K	4 614
Roessler H	1 356	Muir Sinclair Bush & Company en fiducie pour	
Sattler F	2 092	McNicol B	175 000
Schiff H	1 080	Osbourne G Barnwell Barristers & Solicitor en fiducie pour	
Schmiederer W	17 986	Fitzgerald R	6 000
Schwalier W	1 348	Owen & Morrison en fiducie pour	
Tiedemann W	1 844	Borgo Upholstery	27 133
Règlement de réclamations pour perte et/ou dommages aux effets personnels—		Pettipas J	10 791
Beaudoin M	2 602	Popyuk W	2 000
Diane E Tourell en fiducie pour		Quinn P	5 101
George M	30 000	Quon L	26 104
Dunn G	1 000	Rasmussen Starr Ruddy en fiducie pour	
Gauthier C	2 635	Tofcon Construction Inc	475 000
Gibson SV	1 188	Raven Cameron Ballantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour	
Hare G	1 074	Stopford M	625 000
Joyce J	2 000	Regroupement Villégiateurs de la Rivière-Portneuf (RVRP)	5 000
Lalonde K	1 500	R E Hein Construction	30 000
Robert D	2 290	Sampson McDougall en fiducie pour	
Schneider F	6 166	New Dawn Enterprises	195 694
Tracey C	4 682	Scott Hall en fiducie pour	
Vinet ST	1 505	Ambrosio A	18 500
Débours divers—		Sha S	4 485
Ahamad G	2 040	Smith D	10 590
Ang-Mars R	13 816	Stewart Esten en fiducie pour	
Auberge Saint-Pierre en fiducie pour		Thomson A & G	7 439
Micheline M	1 500	Thomson G	18 681
Barbara Maltais en fiducie pour		Town of Happy Valley Goose Bay	5 000
Domaine de la Jeunesse	34 742	Triebisch J	1 085
Bemister C	7 870		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Twin Pine Fox Ranch en fiducie pour		Sherzai MG	18 368
Steeves R.	15 262	The Valley Handyman	27 088
Victoria Airport Authority	124 469	Thérault JA	3 502
Ville de Montréal	1 069	Tops & Bottoms Marine Repair	1 105
Warkus E.	5 672	Tracey C.	3 232
Wildernessadventures CA	3 748	Wawanesa Insurance Co en fiducie pour	
Yellowknife Golf Club	12 000	John Mor Corp Ltd.	3 876
Zarha B.	5 800	Règlement ministériels en vertu de la <i>Loi canadienne</i>	
Règlement hors cour—		<i>sur les droits de la personne—</i>	
Allard S.	3 700	16 noms retenus ⁽¹⁾	733 235
AXA Assurances Inc pour	187 500	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (215)	71 459
Saillant M.			6 175 190
Banks B.	6 210	RESSOURCES NATURELLES	
Baysville Marina	8 004	Ministère	
Cain Lamarre Casgrain Wells en fiducie pour		Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Boivin A.	30 000	Abel T.	5 000
Cheryl R Barrister & Solicitor en fiducie pour		Règlement d'un grief—	
Burke A.	30 000	Smith L.	1 000
Ches Crosbie Barristers en fiducie pour		Règlement pour un accident impliquant un employé	
Whelan S.	80 039	du gouvernement du Canada—	
Chesley Y F Crosbie QC en fiducie pour		Johnston Ming and Manning en fiducie pour	
Lem Seaward / Daybreak Farms	8 816	Skocodopole F.	60 834
City of North Vancouver en fiducie pour		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (3)	2 006
Stewart K.	4 721		68 840
Contraves O.	1 608	Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Cunningham Lindsey Canada Ltd.	2 683	Règlement hors cour—	
Currie J.	11 295	2 noms retenus ⁽¹⁾	250 888
Czagala M.	3 500		319 728
Dare C.	1 426	CONSEIL PRIVÉ	
Davis R.	1 718	Ministère	
Desrosiers et Associés en fiducie pour		Règlement suite au cas de Longley et al VAG	
Lejeune M.	65 000	du Canada—	
Edmonton Regional Airports	2 500	Longley B T, Peck K, Figueroa M, Harris J, et six partis	
Garage Station des Ponts	2 078	politiques fédéraux (Parti marijuana, Parti action cana-	
Goodwood Family Golf Centre	3 344	dienne, Parti communiste du Canada, Parti vert du	
Gowling LaFleur Henderson LLP Barristers &		Canada, Parti de l'héritage chrétien du Canada,	
Solicitors en fiducie pour		Parti progressiste canadien)	56 202
Mayhew R.	450 000	Règlement en matière d'un arbitrage entre	
Greaves M.	8 750	David C Dingwall VAG du Canada—	
Green Tech AG & Turf Inc.	1 439	Dingwall DC	12 680
Hobson R.	1 004		68 882
Hurls Food Market	3 542	Directeur général des élections	
James A Law Barristers & Solicitors en fiducie pour		Blessures physiques à un bureau de scrutin—	
Burke A.	3 000	Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour	
Joyce J.	1 100	Goddard	55 667
Keknek J.	5 967		124 549
Kelly R.	4 639	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Lewans & Ford en fiducie pour		Ministère	
Gosling D.	9 000	Règlement hors cour d'une réclamation reliée à l'emploi—	
Location D'Equipeement Jalon	45 000	Nom retenu ⁽¹⁾	48 000
L'Union Canadienne CIE Association	2 747	Agence des services frontaliers du Canada	
MacKenzie K.	4 887	Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Mac's Convenience Stores Inc.	4 188	Boughton Law Corporation en fiducie pour	
Marener Industries Inc.	3 933	Deforge L.	90 000
Matheson D.	4 388		
O'Regan's Collision Dartmouth en fiducie pour			
Covey N.	1 760		
Reimer T.	1 392		
Rooney R.	1 793		
Royal & Sun Alliance en fiducie pour			
White D.	4 571		
SFR Frontier Realty Inc.	6 696		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Insurance Corporation of British Columbia en fiducie pour Lieu T V	3 687	Leach S	1 416
Giusti & Company en fiducie pour St John A	3 000	Manitoba Public Insurance	2 584
Remboursement des coûts de cour— Ronald V Zaldin en fiducie pour Shields H	20 000	Manitoba Public Insurance	3 026
Règlement pour dommages à un véhicule— Unifund Claims Inc en fiducie pour Bugden G	9 868	Saskatchewan Government Insurance	3 265
Calderon P and Carrillo O	3 231	Trick Transport Ltd	2 255
SGI Auto Fund Division en fiducie pour Vodden D	2 259	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (661)	106 207
Rowan J	1 098		2 594 562
Krivokapic M	1 865	Gendarmerie royale du Canada	
Neves J	1 305	Compensation pour contrat non-renouvelé dans le délai requis— Nom retenu ⁽¹⁾	160 000
Règlement pour dommage à un bien— Crone Geophysics & Exploration Ltd	1 737	Remboursement de coûts / dépenses— 3 noms retenus ⁽¹⁾	7 553
Friedman S and Co	1 172	Règlements négociés MARC - non-imposable— 9 noms retenus ⁽¹⁾	660 362
Haddad J	3 086	Règlements négociés MARC imposable— 9 noms retenus ⁽¹⁾	113 222
Hernandez R J	2 303	Règlements négociés MARC imposable (transfert à un RÉER)— 3 noms retenus ⁽¹⁾	16 209
Manitoba Public Insurance	1 468	Règlements pour un délai de contrat— SOCAM	634 604
Mariani M	1 740	Règlement concernant l'inexécution ou la résiliation d'un marché— CGI Information Systems and Management Consultants Inc	10 000 000
Rosetown Law Office en fiducie pour Slater J	5 000	Règlements pour dommages provenant d'une tierce personne pour véhicules accidentés— A-1 Auto Body en fiducie pour Pezzutto H	5 431
Westhaver D	6 000	Access Car & Truck Rentals	1 074
Règlement de réclamation reliée à l'emploi 3 noms retenus ⁽¹⁾	15 000	All Island Collision Center en fiducie pour Wearing D D	1 192
Remboursement des coûts de voyage— Woods S et Woods S	3 830	Auto Lot Collision Centre en fiducie pour McIntoch P	2 931
Règlement pour dommages à l'équipement informatique— EQO	1 084	Bare's Paint & Bodyworks en fiducie pour Zurak C	3 047
Glen W	1 172	Budget Car and Truck Rental	1 898
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (75)	16 183	Budget Rent A Car	1 469
	196 088	Bullock's Auto Body Ltd en fiducie pour Entz E	1 594
Service correctionnel		Canadian Direct Insurance Inc en fiducie pour Bossert M	1 354
Règlement de la Commission canadienne des droits de la personne— 8 noms retenus ⁽¹⁾	204 057	Certas Direct Insurance Company en fiducie pour Keenan M	3 095
Indemnité pour les coûts de litige— Nom retenu ⁽¹⁾	45 000	Clearway Rentals Inc	2 007
2 noms de détenus retenus ⁽¹⁾	2 912	Collision Clinic en fiducie pour Conohan S	1 652
Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour Drugge J	2 592	Concours Collision Centres Ltd en fiducie pour Belka S	1 544
Indemnité pour des erreurs et/ou des omissions du SCC— 19 noms retenus ⁽¹⁾	1 690 872	Crawfoot pour Sales Ltd en fiducie pour Craig I	2 650
4 noms de détenus retenus ⁽¹⁾	75 800	Crawpourd V J	4 384
Tania Zulkoskey Counselling	11 041	Dana's Collision Center en fiducie pour Beaulieu C	1 058
Indemnité pour perte et/ou dommages aux biens personnels— 5 noms de détenus retenus ⁽¹⁾	7 966	Denney's Auto Body en fiducie pour Nichols M	2 013
Indemnité pour des cas reliés au travail— 10 noms retenus ⁽¹⁾	418 556	Dominion of Canada Gen Insurance en fiducie pour Graham M & D	1 470
Forsythe M Sr	1 416		
Forsythe M Jr	1 416		
Layette R	9 580		
Accident impliquant un véhicule motorisé— ICBC en fiducie pour Henderson M	2 827		
Insurance Corporation of BC en fiducie pour Ross D	1 774		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
East Side Auto Body 2006 Ltd en fiducie pour		Lam D	1 221
Siverson C	1 116	Leech D	8 092
Elladan Z	2 000	Lescano D	1 716
Emann K	1 121	Leshures S	2 764
Enterprise Rent A Car	2 020	Lucarino N	1 173
Enterprise Rent A Car en fiducie pour		Mann R	1 377
Laporte L	1 258	McCafferly W	2 796
Enterprise Rent A Car en fiducie pour		McClellan J	4 135
Snyders A	2 254	McDonald J	5 191
Estabrook B	8 272	McGuinness M	13 624
Evans C	2 012	Mohammed Z	1 354
Family Insurance Solutions In en fiducie pour		Mondeville R & D	26 239
Bergen C J	1 285	Napier T	2 305
Jenkins K M	1 219	O'Toole T	1 569
Kane E	2 518	Orchard R	1 275
Mitchell P	2 237	Outerbride J	3 044
Smyth P	3 136	Robbins K	4 493
G E W Auto Body en fiducie pour		Ross G	1 136
Goodyear C	1 661	Salivaras H	1 719
Gunther Construction	2 057	Schnurch R	1 079
Gustafson's Auto Service Ltd en fiducie pour		Sekhon D	1 556
Carter J A	1 119	Shim Y C	3 332
Hanson Wirsig Matheos en fiducie pour		Shum M-C	15 439
Svahn P	1 500	Singh B	4 195
Harms Auto Body en fiducie pour		St-Jules R & Minus 40 Entreprises Ltd	1 327
Vitali G C	2 147	Stains C	1 777
His 'N' Hers Auto Body en fiducie pour		Thoman K	1 364
Frost D	1 089	Thomson M	1 726
Holness Law Group en fiducie pour		Toma B	2 536
Beharrell T L A	35 000	Vaillie E	4 403
ING Insurance Company of Canada en fiducie pour		Wierenga L	1 181
Magan G	4 946	Wilmann O	1 933
Insurance Corporation of BC en fiducie pour		Winter A	3 792
Barry A	1 601	Wong J	10 276
Blatz B	1 945	Yun Y	3 617
Boscher W	1 722	Irving Collision Repairs en fiducie pour	
Brighton M	5 330	McLarnon M	1 576
Chen Y-F	3 618	Jac's Auto Body & Truck en fiducie pour	
Chojnacki J	2 542	Lyons G	1 591
Crawford V	2 608	Laporte L	2 600
Davies D	17 566	Lavallee J A	1 141
Demelo T	1 766	Lionelle G	2 700
Dueck C	1 161	Macisaac & Company en fiducie pour	
Easton C	1 302	Mondeville B	15 500
Elliot M	2 547	Macisaac & Macisaac en fiducie pour	
Erhardt P M T	3 403	Golding D L	4 000
Essau H	1 536	MacPhee Pontiac Buick GMC Ltd pour	
Fairweather D	1 065	Renzetti J	3 548
Furber N	1 745	Mailhot G	1 174
Furlong G & D	13 717	Manitoba Public Insurance en fiducie pour	
Gilbert D	1 698	Coontz K	4 812
Gillard B	23 566	Dyck G	1 140
Goudreau C	2 380	Halchuk M	2 135
Grasser I	2 345	Kondejewski C	1 341
Grundy P	3 348	McDonald I	1 779
Haynes T	27 567	Prudhome P	1 935
Hubbard D	6 513	Richard G	6 976
Huffman C	1 876	Ross M	4 713
Josset J	1 353	Ryyppe D	3 111
Kahn R	8 345	Stevenson-Cook B	1 585
Kristensen S	2 152	Tait-Reaume P	1 632
Lacoste C	1 200	Toma A	5 917

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Vandenbossche C	1 776	The City of Calgary en fiducie pour	
Woodhouse C	3 503	Revelo M	4 106
Mike Poirier's Paintworks en fiducie pour		The Co-Operators Insurance Company en fiducie pour	
Reeves S	1 345	Stadnick A C	27 694
Ministry of Transportation & Victoria	1 117	The Dominion of Canada General Insurance	
ML J Y	2 500	Company en fiducie pour	
Moore W & N	1 500	Swinston B	6 911
Morstad Enterprises Inc en fiducie pour		The Personal Insurance Company en fiducie pour	
Rabaey R	2 268	Chiddenton S	2 407
National Car Rental System Inc.	1 162	Gagnon D	15 067
Neufeld R	9 500	Trinity Collision Centre	1 390
Paul's Auto Body Ltd en fiducie pour		Value Rent A Car en fiducie pour	
Korovaiko G	1 218	Eaton J	1 062
Peace Hills General Insurance Company en fiducie pour		Warnke Drilling Ltd en fiducie pour	
Smith G	18 823	Snyders A	5 800
Pembridge Insurance Company en fiducie pour		Wawanesa Insurance Company en fiducie pour	
Paquet G M	1 903	Apannah L	1 377
Portage La Prairie Mutual Insurance Company en fiducie		Dermott J	4 120
pour		Gallais C	3 162
Campbell L	1 402	Wawanesa Mutual Insurance Company pour	
Pothier Chrysler Jeep Dodge en fiducie pour		MacDonald B	8 691
Cochrane F	2 301	Slyke K	1 361
Primum Insurance Company en fiducie pour		Tews A	2 290
Woloshyn C	6 114	Williams B & L	3 039
R & R Auto Body Ltd en fiducie pour		Wheels Inc pour	
Bond F	1 374	Derrah T	1 865
Reflections Autobody Ltd en fiducie pour		Wierenga L	1 000
Walker H	1 022	Youkhana E	1 800
Richmond Chrysler Dodge Jeep Ltd en fiducie pour		Règlements pour blessures/ fatalité à la suite	
Ghrebi S S	5 222	d'accidents de voitures—	
Salmo Auto Rebuilders en fiducie pour		Alafriz A S	10 178
Cormier G	1 804	Allan Francis Pringle en fiducie pour	
Saskatchewan Government Insurance en fiducie pour		Almaas F	42 500
Bast G	4 905	Ann E Wheeler en fiducie pour	
Baugh V	1 721	Cormier A	6 500
Belka S	2 153	Ash O'Donnell Hibbert en fiducie pour	
Christoff L	2 917	McGilivery J	2 500
Griffin H	1 382	Barry A	1 498
Hagel M	1 719	Boyne Clarke en fiducie pour	
Herman J D	2 747	Boyce J	16 000
McKenzie A	1 005	Bronson Jones & Company en fiducie pour	
McLeod R	1 461	Robbins K	7 500
Morningchild D	1 237	Brothers & Burden en fiducie pour	
Murphy A	1 243	Harnum T	22 500
Pederson D	1 264	Cacchioni M	95 000
Penner C	3 337	Cajar R	4 000
Poletz L	14 073	Carlson & Klear en fiducie pour	
Scott R	1 215	Thomson M	57 204
Schaeffer J	1 200	Chadi & Company en fiducie pour	
Security National Insurance Company en fiducie pour		Nikolic A	34 747
Tang C	2 591	Cheng G P	2 000
Showcase Auto-Works en fiducie pour		Cheng S Y	2 000
Serediak C	3 353	Clement Murphy & Woodward en fiducie pour	
Southland Powersports Ltd en fiducie pour		Holmberg I	5 657
Holmes B	1 107	Craig I	2 500
Steve Lewis Auto Body en fiducie pour		Court of Queen's Bench of NB en fiducie pour	
Prosper Ms.	3 198	Cochrane S	2 500
Sturgeon Auto Body/Fix Auto en fiducie pour		Cunningham D E	45 000
Bezubiak D	1 542	Daniel R McDoanagh en fiducie pour	
Superior Autobody Ltd en fiducie pour		Gardiner M L and Leach L	35 000
Dr Siemens D	1 080	De Lopez N P	6 667
Telus Communications Inc	2 512		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Dick By Law Corporation en fiducie pour		Ramsay Lampman Rhodes en fiducie pour	
Hart D	500 000	Webster H	4 888
Duarte M	1 255	Revelo M	8 000
El-Baba L	2 000	Robert Clarke en fiducie pour	
Family Insurance Solutions Inc en fiducie pour		Purchase N	25 000
McGill G	1 613	Robillard O	2 500
Fraser Valley Disposal Ltd.	1 571	Sager Anderson en fiducie pour	
Fred R Stagg Law Office en fiducie pour		Randall A (Anthony)	12 000
Jenkins D	120 000	Randall A (Audrey)	12 000
Fulton & Company en fiducie pour		Randall G	5 386
Wilds D	17 375	Sandra H M Small QC en fiducie pour	
Wilds R	55 000	Rightson J	6 000
Godin Lizotte Robichaud Guignard en fiducie pour		Schaeffer J	2 800
Degrace C	16 000	Schnell Hardy Jones LLP en fiducie pour	
Roussel J	50 000	Seitz T	50 000
Graham & Frame en fiducie pour		Shapiro Handkinson & Knutson en fiducie pour	
Sommerville I	15 000	Halligan C	1 104 027
Hanson Wirsig Matheos en fiducie pour		Shaw J	2 200
Ditchkoff J	95 000	Simpson Thomas & Assoc en fiducie pour	
Harper Grey en fiducie pour		Chen W	18 280
Pannu M	600 000	Dhanju J	10 000
Holekamp & Company en fiducie pour		Dhanju N	4 750
Gaboury S V	150 000	Dhothar S	22 000
Hutchison Oss-Cech Marlatt en fiducie pour		Singh B	19 000
Baker T J	8 000	Slater Cecchio en fiducie pour	
Louie C	6 000	Ladha L	500 000
Insurance Corporation of BC en fiducie pour		Spraggs & Co Law Corporation en fiducie pour	
Leblond R	133 866	Johnson R	30 000
Johnston Ming Manning en fiducie pour		Stanley T Cope en fiducie pour	
Schlacter M	7 500	McMartin L	1 000
Kane Shannon & Weiler en fiducie pour		McMartin G	27 269
Lyons J	70 000	Stephens & Holman en fiducie pour	
Kinman Amlani Mulholland en fiducie pour		Danyluk V	275 000
Hong W J	23 000	Sandhu S S	1 500
Kim J Y	4 000	Therrien C	4 000
Laporte L	1 500	Totem Towing pour	
Lim & Company en fiducie pour		Golding D L	1 110
Leclair M	15 990	White Ottenheimer/Baker en fiducie pour	
Lindal P	23 000	Martin A & A	25 000
Linley Duignan en fiducie pour		Wier Bowen LLP en fiducie pour	
Hall W	22 500	Doe J	250 000
Litwiniuk & Company en fiducie pour		Worker's Comp Board of BC en fiducie pour	
Oberman D	9 752	Clement S	19 434
MacIsaac & Company en fiducie pour		Yearwood & Company en fiducie pour	
Wright C	111 126	Colcleugh S	15 887
MacKenzie Fujisawa en fiducie pour		Règlements pour dommages causés par blessures	
Jackman M	17 000	personnelles, assaut, fausse arrestation, force excessive,	
McAllister & Grew pour		perte de revenu et négligence—	
Cochrane S	1 000	Alan Collins en fiducie pour	
McComb Witten en fiducie pour		Clark D L	19 953
Demelo T	23 000	Brereton B	5 000
Nainesh Kotak en fiducie pour		Engel Brubaker en fiducie pour	
Roussel J	5 000	Trach G	5 389
Paine Edmonds en fiducie pour		Fillmore & Riley en fiducie pour	
Adrain D	46 000	Kirby I & L	10 000
Patten Thornton LLP en fiducie pour		Fulton & Company en fiducie pour	
Wilkinson T	48 800	Insua S	27 700
Presse Mason en fiducie pour		Graham V	25 000
Ryan B	20 000	Holekamp & Company en fiducie pour	
Pushor Mitchell & Company en fiducie pour		Boyer D	17 748
Dinova N	131 000	Howard Rubin Law Corp en fiducie pour	
		Markwart L	115 000

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
James E Doow en fiducie pour		Règlements pour couvrir les frais d'entreposage—	
Whonnock B E	7 500	Astro Towing (1988) Ltd en fiducie pour	
James H Cluff Law Corporation en fiducie pour		Greer A	3 060
Larrett K	40 000	Insurance Corporation of BC en fiducie pour	
Lawson Lundell en fiducie pour		Dayal Transport.	1 070
Herback D	29 500	Terrance Neil Carrier	1 500
MacIsaac & Company en fiducie pour		Dompage pour biens personnels, propriété	
Courture L	8 918	privée, immeubles, terrain et animaux—	
Mirwaldt & Gray en fiducie pour		2 noms retenus ⁽¹⁾	3 388
Slater L	13 333	Bains N J	1 522
Nom retenu ⁽¹⁾	5 000	Bains P	8 500
Ohrn D	3 359	Belpour Restoration Services en fiducie pour	
Philip N Williams Law Corp en fiducie pour		Lee K	1 678
Moorhouse S A	1 000	Budget Car and Truck Rental	3 347
Rankin & Bond en fiducie pour		Dinnings Hunter Lambert Jackson en fiducie pour	
Chan W	11 275	Nemeth J	10 000
Sharek Reay LLP en fiducie pour		Duong K	2 544
Gates D	8 500	Edwards Edwards & Edwards en fiducie pour	
Sisson Warren Sinclair en fiducie pour		Sims K	10 000
Torris K	21 784	Eklund D	2 000
Toulelan A	3 200	Family Insurance Solutions Inc en fiducie pour	
Weir Bowen LLP en fiducie pour		Weber K	2 819
Bearhead C	19 000	Finnie D	3 505
Z Philip Wiseman en fiducie pour		Gill G	1 680
Hui W	32 500	Guetta G	1 150
Règlements pour blessures physiques, tension		Harper Grey en fiducie pour	
nerveuse et/ou douleur et souffrance—		Mardidian H	13 945
2 noms retenus ⁽¹⁾	70 000	Hensel G	1 232
Advantage Law en fiducie pour		J & R Adam Ltd en fiducie pour	
Hiscott L	10 526	Bergevin J-R	4 075
Peterson Shields Milne Mullen & Galbraith		James H Brown & Associates en fiducie pour	
en fiducie pour		Regan P	3 779
Varley D	900 000	Jean-Pierre Bouchard pour Shaw B	
Ramsay Lampman Rhodes en fiducie pour		Shaw B	1 068
Lyon P	1 100 000	Lemay J	1 787
Robertson Doowne & Mullaly en fiducie pour		Les Entreprises Gaston Morin	1 586
Olson J	5 000	McLaughlin D	1 824
Weir Bowen en fiducie pour		N B Power	3 593
Bearhead C	4 794	Perun M	1 040
Règlements pour dommage d'ordre général douleur		Purewal J	1 729
et souffrance—		Rigler D R	4 000
Bell G J	3 747	Roor S	1 204
Nom retenu ⁽¹⁾	107 500	S B Window & Door pour Mahal B	1 691
Woo & Fok en fiducie pour		Shaw B	1 218
Zhang K	29 000	Stapleton D	2 854
Règlement pour avoir échoué à protéger un informateur—		St Paul Travelers Insurance en fiducie pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	209 000	Van N	2 606
Règlements pour couvrir les frais légaux—		The Citadel General Assurance en fiducie pour	
2 noms retenus ⁽¹⁾	4 732	C U P E	4 754
Julie Lloyd en fiducie pour		The Door Express en fiducie pour	
Ross J & Bowlby A	7 938	Adachi T	1 008
Balfour Moss en fiducie pour		Willets Contracting (2004) Ltd en fiducie pour	
Colomb O	23 900	Park J	1 284
Hebert A	4 205	Règlements pour perte, destruction et dommage à des	
Morelli Chertkow en fiducie pour		pièces à conviction—	
Holmes R & D	17 535	Barlow C	4 000
Parlee McLaws LLP en fiducie pour		G R S Salvage Disposal en fiducie pour	
Bruno D	21 165	Clayton G	25 838
Royal McCrum Duckett & Clancy en fiducie pour		Jones E	1 316
Raponi W	12 554	McDougall J D	1 550

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlements pour plainte contre les droits de la personne—		TRANSPORTS	
7 noms retenus ⁽¹⁾	180 828	Ministère	
Chertkow M pour Holmes D & R	50 000	Règlement en vertu de la <i>Loi canadienne sur les</i>	
Contrôle inadéquat de la scène/circulation—		<i>droits de la personne</i> —	
Goldberg Thompson en fiducie pour		Borden Ladner Gervais LLP en fiducie pour	
Monko E	10 000	Sherif A	181 500
Règlements pour le droit à une pension—		Ganapathy and Company, Barristers and Solicitors	
Nom retenu ⁽¹⁾	55 000	en fiducie pour	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (290)	120 894	Martirano A.	33 000
	<u>21 031 963</u>	Sprovieri K	70 000
	<u>23 870 613</u>	Houle G	141 800
		Gallant L	80 000
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES		Williams and Company Barristers and Solicitors	
GOUVERNEMENTAUX		en fiducie pour	
Indemnité pour le délai de paiement des		Adelaid D.	2 000
bénéfices de pension de retraite—		Prior DC	3 000
Pension de retraite de la fonction publique	15 336	Remboursement des honoraires légaux—	
Règlement relié à une plainte devant le		Houle G	4 123
Tribunal canadien de commerce extérieur—		Remboursement de paiement de location annuel	
Averna Technology Limited.	70 000	pour le Canada—	
Règlement pour une offre d'achat—		Nav Canada	80 935
Beauvais Truchon & Associés en fiducie pour		Règlement pour dommage d'un bateau de pêche qui	
2869-0733 Québec Inc	7 500	a sombré—	
Remboursement suite à une résiliation de contrat—		Robinson Sheppard Shapiro en fiducie pour	
BMT Fleet Technology Ltd	90 000	Brier Mist	200 000
Dédommagement pour les pertes de profits anticipées—		Règlement d'un grief relatif à la <i>Loi sur les relations</i>	
Canadyne Technologies Inc	3 000	<i>de travail dans la fonction publique</i> —	
Indemnité pour conseils reçus—		Burger D	97 134
Pension de retraite de la fonction publique	14 260	Va De Mosselaer L	30 000
Règlement de dépenses reliées à une dispute contractuelle—		Règlement dû au changement d'état de sol ou l'emplacement	
Ralph Ripley en fiducie pour		après la discussion initiale avec l'entrepreneur—	
Gretzky Realty Limited	34 609	XTECH Explosive Decontamination Inc	108 491
Indemnité pour perte monétaire—		Règlement résultant d'un accident d'automobile—	
Hurst E.	7 985	Fitzgerald AM	1 514
Règlement suite à une plainte déposée à la		Indemnité pour lésions corporelles résultant	
Commission canadienne des droits de la personne—		d'une chute—	
Nom retenu ⁽¹⁾	74 275	Richardson WA	75 000
Remboursement des frais engagés pour la		Règlement de dépenses encourues pour cancellation	
préparation et le traitement de la plainte—		de contrat—	
Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour		Stewart McKelvey Stirling Scales en fiducie	
Nom retenu ⁽¹⁾	1 000	St Anthony Airport	249 693
Ogilvy Renault en fiducie pour		Règlement concernant un permis d'accès à la route de	
Aventis Pasteur Limited	10 978	l'aéroport de Prince Rupert—	
Règlement à l'amiable d'une plainte—		Blake Cassels and Graydon LLP en fiducie pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	5 000	Leighton Chief Harold et al Metlakatla Indian Band	68 320
Accident impliquant un véhicule motorisé—		Règlement résultant de nouvelles normes provinciales	
Insurance Corporation of British Columbia en fiducie pour		concernant le niveau d'eau et d'égout—	
Rinas C and D.	1 984	Sudbury Airport Community Development	400 000
Indemnité suite à une erreur administrative—		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (4)	874
Pension de retraite de la fonction publique	27 140		<u>1 827 384</u>
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (6)	3 125		
	<u>366 192</u>		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS
CONTRE L'ÉTAT—*Fin*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
Plainte selon l'article 99 de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique du Canada</i> —	
L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada	350 000
Règlement de médiation—	
Nom retenu ⁽¹⁾	76 829
Réclamations inférieures à 1 000\$ (2)	339
	427 168
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	
Réclamation inférieure à 1 000\$ (1)	188
	427 356
ANCIENS COMBATTANTS	
Paiement vers le règlement d'un contrat—	
Borden Ladner Gervais en fiducie pour	
IT Net	16 931
Règlement d'un enjeu relié aux relations de travail—	
Marleau M	13 750
Règlement d'une plainte des relations de travail—	
Valcourt B	10 000
Règlement d'une réclamation de dommage à une voiture—	
Ménard G.	1 064
Conseil juridique fourni à l'employé en matière des relations de travail—	
Gilbert McGloan & Gillis	2 500
Paiement contesté—	
Robichaud Williamson Theriault & Johnston en fiducie pour	
Wood Occupational Plus	4 800
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2)	1 124
	50 169
Total	226 587 189

⁽¹⁾ Nom retenu en vertu des conditions du règlement.

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Cet état fournit, par portefeuille ministériel, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces

paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire, consenti à titre de don dans l'intérêt public sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non.

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère		Indemnisation pour effets personnels endommagés dû aux conditions des actifs de l'ARC—	
Paiement inférieur à 100 \$ (1).....	20	Landry L	185
		Lapointe J	120
		Rivet M	120
		Tremblay A	110
Agence canadienne d'inspection des aliments		Remboursements de coûts encourus dû à une erreur administrative de l'ARC—	
Indemnisation pour retraite anticipée—		Byrne K	102
McQuaid M	12 000	Wiebe W	132
Indemnisation pour douleur et souffrance—		Paiements inférieurs à 100 \$ (43)	1 758
Whiting Jim A	2 000		
Indemnisation pour abatte à tort une vache—			
Musson C	1 200		
Indemnisation pour bison échappé et non récupéré—			
Marzoff C	1 000		
Indemnisation pour perte de revenu—			
Sheridan Nurseries Limited	300		
Paiement pour répondre au besoin de l'employé—			
Meunier A	228		
Paiements inférieurs à 100 \$ (2)	68		
	16 796		1 722 987
Commission canadienne des grains		PATRIMOINE CANADIEN	
Indemnisation pour erreur administrative sur les cotisations syndicales—		Ministère	
Rioux-Gosselin N	549	Taxe d'entrée d'immigration chinoise—	
Indemnisation à titre de délai-congé—		Au C C	
Conn B	3 517	Au L Y	
	4 066	Au B K	
	20 882	Au S W	
		Au W H	
		Chan C Y	
		Chan W G	
		Chin A F	
		Chin L H	
		Chin L K	
		Chong D W	
		Chong J	
		Chong M G	
		Chow C H	
		Chow J Y	
		Chow K	
		Chow K M K	
		Chow N S	
		Chow R Y K	
		Chow S N	
		Choy C Y H	
		Chung M Q	
		Dang S G	
		Dang T H	
		Dong H D	
		Dong S L	
		Dong W Y	
		Eng C T	
		Fong B	
		Fong C	
		Fong M Y	
		Gee M S	
AGENCE DU REVENU DU CANADA			
Allocations pour frais de chauffage ⁽¹⁾ —			
10 148 indemnités @ 125 \$	1 268 500		
1 800 indemnités @ 250 \$	450 000		
Indemnisation pour effets personnels volés ou endommagés au cours d'un voyage d'affaires—			
Cormier F	500		
Indemnisation pour effets personnels volés ou endommagés sur les lieux de l'ARC—			
Caissie R	153		
Chin Quee K	499		
Remboursement de frais de cour encourus à la suite d'un mauvais conseil de l'ARC—			
Little A	440		
Indemnisation à titre d'intérêts sur le paiement tardif d'indemnité de départ—			
Hennessy M	368		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Gee S W	20 000	Ng C Y	20 000
Gunn L J	20 000	Ng L W L	20 000
Hanson E B	20 000	Ng W W	20 000
Hin W G	20 000	Ong B F Y	20 000
Hong F L	20 000	Ping C Y	20 000
Hoy T	20 000	Pon J R	20 000
Huie Y F	20 000	Quan G	20 000
Hum C-N	20 000	Quon C S N	20 000
Hum G T	20 000	Quon K Y	20 000
Hum H S Y	20 000	Quong Y K	20 000
Jang F S	20 000	Sam J	20 000
Jang G Y	20 000	Seto J	20 000
Jang K Y	20 000	Seto L	20 000
Jang R	20 000	Seto T S	20 000
Jang S S	20 000	Shih H	20 000
Jang Y C	20 000	Shing T	20 000
Jim W K S	20 000	Soo G G	20 000
Kung N C	20 000	Soon T	20 000
Lam J F	20 000	Soon Y H	20 000
Lam K	20 000	Tom B Y	20 000
Lee C	20 000	Tom G F	20 000
Lee C G	20 000	Tom J Y L	20 000
Lee F M	20 000	Tom K G	20 000
Lee G F	20 000	Tom Mg	20 000
Lee G S N	20 000	Tom N	20 000
Lee J	20 000	Tom W H	20 000
Lee K Y	20 000	Tom W Q	20 000
Lee N H	20 000	Tom Y	20 000
Lee O	20 000	Tse C T	20 000
Lee P K	20 000	Ung D J T	20 000
Lee P Y	20 000	Won Y N	20 000
Lee R L K	20 000	Wong D M	20 000
Lee S J	20 000	Wong J F S	20 000
Lee S L S	20 000	Wong K H	20 000
Lee T H	20 000	Wong L	20 000
Lee W S	20 000	Wong M K	20 000
Lee Y I	20 000	Wong M S	20 000
Lee Y P	20 000	Wong M S	20 000
Lem F H	20 000	Wong M Y M	20 000
Lem J C K	20 000	Wong P T	20 000
Lem S W	20 000	Wong P Y	20 000
Lim F P F	20 000	Wong R	20 000
Lim N K F	20 000	Wong S D	20 000
Ling M A	20 000	Wong S H	20 000
Long A J	20 000	Wong S L	20 000
Loo S F	20 000	Wong S Y	20 000
Louie H	20 000	Wong S Y	20 000
Louie S S	20 000	Wong T	20 000
Louie T S	20 000	Wong Y L	20 000
Low Sam	20 000	Woo C Y Y	20 000
Low Y S	20 000	Woo S C	20 000
Lum G Y	20 000	Woo T S	20 000
Lum L O	20 000	Woon K	20 000
Lum M J	20 000	Yee F L W	20 000
Lum S O	20 000	Yee J	20 000
Ma C B	20 000	Yee Y	20 000
Mah C W	20 000	Yick J	20 000
Mah F H W	20 000	Yip B	20 000
Mah M	20 000	Yipp K	20 000
Mah Y S	20 000	Young E	20 000
Mark A K	20 000	Young H C	20 000
Marr J Y	20 000	Young M	20 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Young M M	20 000	ENVIRONNEMENT	
Yu N S	20 000	Ministère	
Révocation de nomination de délégué commercial à Paris 2006-0151—		Paielement pour des dommages aux vêtements lors d'un incident au travail—	
Lamarre M	4 141	Prevost A	138
Entente de redressement à l'égard des Canadiens japonais—		Paielement inférieur à 100 \$ (1)	54
Yamamura K	23 082		192
Paielements inférieurs à 100\$ (2)	46	Agence Parcs Canada	
	3 187 269	Dommage fait à une remorque—	
Bibliothèque et Archives du Canada		Amero R	152
Remboursement des effets personnels lors d'un voyage d'affaires suite à la perte des bagages par la compagnie aérienne—		Dommage fait à une tente—	
Wilson I	455	McDonald M	363
Intérêts encourus sur le rajustement d'une indemnité de départ—		Remboursement de matériel de camping endommagé par une infestation—	
Sauvé H	450	Leduc L	795
Frais légaux offerts à un employé suite à un accident de travail survenu en 2005—		Remboursement des articles personnels endommagés par un feu—	
Cardill J J	1 686	Hann T	558
Dédommagement à un artiste pour la perte de son oeuvre d'art—		Reid R	1 713
Stuart G	2 116	Subvention d'hébergement d'un employé à cause de la moule—	
Paielements inférieurs à 100\$ (2)	119	Arthur C	1 203
	4 826	Paielements inférieurs à 100 \$ (6)	302
			5 086
			5 278
Commission de la fonction publique		FINANCES	
Indemnisation de frais dentaires encourus suite à une erreur administrative—		Ministère	
Boucher V	661	Remboursement pour des coûts encourus en raison d'une erreur administrative—	
Paielement inférieur à 100 \$ (1)	66	Montague L	1 378
	727		
	3 192 822	Vérificateur général	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		Paielement inférieur à 100\$ (1)	96
Ministère			1 474
Indemnisation pour la perte de photos de citoyenneté—		PÊCHES ET OCÉANS	
Dirkey K	109	Ministère	
Indemnisation pour la perte de trois passeports—		Entente d'occupation temporaire d'un terrain pour le remplacement d'une tour de balissage—	
Gonzalez R	1 122	Kelhetter V	300
Paielement inférieur à 100 \$ (1)	17	Indemnisation pour effets personnels perdus/endommagés—	
	1 248	Ammundsen R	578
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		Beaudoin J	388
Paielement inférieur à 100\$ (1)	57	Brousseau C	284
	1 305	Chudobiak D	476
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		Clark G	199
Indemnisation pour vêtements endommagés—		Cranford P	142
Pépin S	865	Dasset K et W	267
		Davidson F	984
		Engel C	627
		Green M	250
		Green M	1 819

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Green M.	1 819	Indemnité pour dommage aux biens causé par un logement non-conforme—	
Green M.	119	Long M.	803
Green M.	119	Indemnité pour remplacer un bien volé—	
Larivière R.	758	Machado V.	156
Leclerc J-P.	142	Van Prahag P.	358
Martinson D.	267	Remboursement de frais de déplacement pour annulation causée par une manifestation à l'extérieur de la chancellerie—	
Ouellet P.	273	Hinojosa C G.	256
Scharf G.	531	Remboursement de frais résultant du retard sur la livraison du passeport—	
Seto K.	568	Cohen R.	112
Sirois J-R.	594		24 123
Valentiate B et D.	266		
Warriner D.	2 052		
Whalen R.	114		
Remboursement des frais de déplacement encourus—			
Calder-Crewe C.	245		
Remboursement à l'autorité portuaire pour la différence du déductible d'assurance—		Agence canadienne de développement international	
Comité du Port de Caraquet Inc.	1 186	Remboursement des dépenses de loyer encourues avant la réintégration au Canada—	
Autorité portuaire du port Musgrave—	782	Bassett C.	13 800
Règlement de grief—		Remboursement des frais de services légaux pour le règlement d'un dossier de grief—	
Schoots R D.	2 000	Burzynski R.	528
Règlement pour frais d'appel à la Commission des lésions professionnelles—		Indemnisation pour la perte encourue lors du rachat de service antérieur de pension—	
Houde P-O.	1 000	Porter K.	6 750
Règlement de cotisation syndicale en raison d'un changement d'unité de négociation—			21 078
Guilde de la Marine Marchande du Canada—			45 201
Brown R E.	241		
Harris G.	181	GOUVERNEUR GÉNÉRAL	
Harris M.	181	Indemnisation pour perte d'articles personnels—	
McGuigan K J.	181	Mousseau D.	334
McGuigan K J.	181	Webster J.	792
McIntyre J T.	272		1 126
Metcalfe J W.	181		
Monk S.	118	SANTÉ	
Morrisey T.	362	Ministère	
Institut professionnel du Service public du Canada—		Paiements inférieurs à 100 \$ (2)	171
MacEachern E.	530		
Starkey P.	141		
Paiements inférieurs à 100 \$ (27)	2 001	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
	23 719	Ministères	
		Ressources humaines et développement des compétences	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		Remboursement de biens personnels endommagés pendant l'exécution des fonctions—	
Ministère		Casey J.	120
Remboursement de frais de déplacement résultant du passeport non publié à temps—		Cugalj J.	1 447
Strong D.	12 843	Gronkjaer J.	223
Remboursement de frais de déplacement dans l'affaire des otages de l'Iraq—		Mercer T.	158
Laframboise D.	1 674	Winterburn M.	113
Loney E.	1 552	Remboursement de coûts engendrés à la suite d'une erreur administrative—	
Loney M.	1 592	Banque Royale du Canada	442
Indemnité pour perte de biens non assurés suite à une piraterie routière—		Rivet B.	105
Landry S A.	2 803	Paiements inférieurs à 100 \$ (5)	210
Indemnité pour avoir offert gîte aux canadiens durant l'évacuation du Liban—			2 818
Église St Elie.	1 974		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Développement social		Remboursement des dommages sur un véhicule—	
Remboursement des coûts pour le remplacement de documents perdus par le ministère—		Patterson D	2 000
Antonopoulos M	296	Paiement inférieur à 100 \$ (1)	70
David Hicks L	105		6 816
Remboursement de coûts engendrés à la suite d'une erreur administrative—		Agence spatiale canadienne	
Kirk S	905	Remboursement de lunettes brisées—	
Remboursement d'effets personnels endommagés pendant l'exécution des fonctions—		Gervais N	182
Pitre N	110	Statistique Canada	
Seward N	225	Indemnisation pour dommages causés à la propriété d'un client lors du Recensement du Canada de 2006—	
Soucoup Benoît L	326	Malmberg T	210
Paiements inférieurs à 100 \$ (51)	2 085	Romano A	1 031
	4 052	Wright M	200
Total des ministères	6 870	Indemnisation pour dommages causés aux effets personnels d'un employé lors du Recensement du Canada de 2006—	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		Alexander B	330
Ministère		Burkholder N	246
Frais administratifs chargés par la banque—		Chalmers S	646
Barrie R	235	Dredge Toope L	2 207
Portion du coût d'acquisition des terres occupées et les dépenses extraordinaires encourues pour des services policiers pour l'occupation de Caledonia—		Hager J	170
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	26 400 000	Parks J	137
Clés d'automobile et manteau volés—		Pryor I	300
Elgie D B	1 370	Roberts B	278
Intérêt avant jugement relatif aux règlements de réclamations—		St-Germain S	289
Bryan and Company en fiducie pour Calgary Catholic School Board	11 500	Ward M	300
Indemnisation pour résidence privée et d'affaires à Davis Inlet—		Paiements inférieurs à 100 \$ (21)	1 052
O'Dea Earle en fiducie pour White's Variety Limited	50 001		7 396
Frais juridiques encourus par la municipalité d'Oka pour conclure une entente d'harmonisation avec Kanesatake	15 000	JUSTICE	
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	57	Ministère	
	26 478 163	Indemnisation pour des erreurs judiciaires—	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones		Johnson C	1 100 000
Paiements effectués par l'entremise de firmes d'avocats pour des règlements hors cours de réclamations d'abus—		Marshall S	1 136 974
930 paiements ⁽¹⁾	23 032 261	Frais déboursés pour les erreurs judiciaires—	
	49 510 424	En fiducie Lockyer J	80 000
INDUSTRIE		Règlement compensatoire impliquant des employés de Justice—	
Ministère		Gordon S	11 259
Changement de la fréquence des radios—		Paiement inférieur à 100 \$ (1)	25
Transport Doucet & Fils Mistassini Inc	3 545		2 328 258
Ville de l'Ancienne-Lorette	577	Commissaire à la magistrature fédérale	
Indemnisation pour réparation d'équipement (convoyeur)—		Indemnisation des cotisations syndicales—	
La Coop Agrivert	256	Bernier N	141
Remboursement pour vêtements d'une employée—		Labonté D	1 255
Poiré G	368	Paiements inférieurs à 100 \$ (2)	155
			1 551
		Service administratif des tribunaux judiciaires	
		Indemnisation pour la traduction d'une ordonnance interlocutoire—	
		Piasetzki and Nenniger, Barristers & Solicitors en fiducie pour Regan P	581

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Indemnisation pour dommage à un véhicule—		Simard TL	375
Power D	427	Tebechrani J	253
	1 008	Troisfont A	906
	<u>2 330 817</u>	Upton J	342
DÉFENSE NATIONALE		Indemnité financière—	
Ministère		Barrick Poulsen LLP en fiducie pour Wenzel C	628 321
Indemnisation pour biens personnels endommagés—		Dada J	323
Bacon S	441	Demers F	100
Bertrand J	248	Stevenson Doell & Company	25 000
Collins A	276	Thomson R	31 444
Crowder P	100	Wheeler C	722 000
Fouchard G	1 115	Wheeler L	72 500
Hubbard J	350	Wheeler V	72 500
Lacroix O	137	Indemnité pour expériences chimiques—	
Legault C	1 100	Aacher T pour Zacher TJ	4 800
Maynard C	342	Acker B	12 000
Mercier F	126	Acker C	12 000
Pelletier C	338	Adams E	24 000
Perras D	272	Adderley J	6 000
St-Germain R	651	Adderley O	6 000
Suarez-Ruiz M	300	Ahearn V pour Ahearn J	24 000
Weicker CJ	298	Aitken WJ	24 000
Indemnisation pour perte de biens personnels—		Alexander A	8 000
Abdulhay	1 176	Alexander A en fiducie pour Alexander R	8 000
Audette S	266	Alie L pour Mclean E	4 000
Bonenfant P	300	Anderson D	24 000
Boudreau CA	570	Anderson S pour Worthington W	24 000
Brown A	292	Anderst M	24 000
Couture IMP	1 700	Arbic M	24 000
Danylo A	270	Armstrong A	24 000
Debie D	278	Arnason M	24 000
Desilets P	350	Arnold M	24 000
Doherty S	160	Babin M	24 000
Dow MJ	2 549	Bain E	24 000
Farrell S	701	Ball R	24 000
Francoeur J	180	Barsoski M	24 000
Globensky-Gignac J	238	Barton S	6 000
Grubb RD	231	Bayly B	24 000
Hooper LT	692	Bayly N	24 000
Houle B	173	Beaudoin C	24 000
Ireland GC	1 329	Beck B	24 000
Jones DE	155	Beckstead R pour Brewer W	8 000
Kravjar B	468	Beitel B pour Beitel S	24 000
Layton DCA	337	Beitel E	24 000
Ligue navale du Canada pour Coté M	210	Beitel R pour Beitel M	24 000
Lucas D	520	Belanger M	24 000
MacDonald R	236	Bell E	24 000
Maidment MK	1 923	Bell L pour McGillawee C	24 000
Moquin RL	797	Berard A	24 000
Orr A	2 886	Bernier M	24 000
Patterson JJ	797	Bilodeau A	24 000
Potvin M	123	Bilow M	12 000
Rahman	1 981	Bilow P	12 000
Rocheleau JP	355	Bird G	24 000
Rooney R	2 464	Bishop E	24 000
Rosati DN	1 915	Boisvert R pour Milot C	24 000
Row FD	297	Bot L pour Off J	4 800
Roy D	492	Boucher DM	6 000
Sieпка MK	9 945	Bourdages Y	24 000
Silva J	288	Boyce M	24 000
		Boychuk C	24 000
		Boyer D	24 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Bradford C.....	24 000	Dockray E.....	24 000
Brenner G.....	12 000	Dodds JV.....	24 000
Broad JE.....	8 000	Dombroskie L en fiducie pour Dombroskie A.....	24 000
Broad S.....	8 000	Dowswell L.....	24 000
Brodeur E en fiducie pour Brodeur S.....	24 000	Doyle W.....	24 000
Brown D.....	24 000	Drinkwater D.....	24 000
Browne WF.....	24 000	Drover G.....	6 000
Bump B.....	6 000	Dudek R.....	24 000
Bump D.....	6 000	Dupont P.....	24 000
Bump E.....	6 000	Dupuis P.....	6 000
Bunyan J.....	24 000	Dupuis R.....	6 000
Burke J R.....	24 000	Durivage MR.....	24 000
Calvert M.....	24 000	Dyck M.....	24 000
Campbell M.....	24 000	Eckhart A.....	24 000
Cape M.....	24 000	Edelson J.....	24 000
Cardinal J.....	24 000	Eden H.....	24 000
Carpenter F.....	24 000	Edwards GJ.....	24 000
Carreau A.....	24 000	Elliott JE.....	24 000
Carrignan D.....	24 000	English D.....	24 000
Carrington D.....	24 000	Erry A.....	12 000
Carter A.....	24 000	Domaine de Palmer J.....	24 000
Champoux J P.....	24 000	Ewanchuk I.....	24 000
Chapman PA en fiducie pour Chapman PH.....	24 000	Fafard MC.....	24 000
Charlebois L.....	12 000	Faraci V.....	24 000
Charlebois N.....	12 000	Faucher-Bergeron J.....	24 000
Chaval T.....	12 000	Ferguson R.....	24 000
Chilton C pour Chilton R.....	24 000	Fewchuk N.....	24 000
Choma V.....	24 000	Field E.....	24 000
Chudyk N.....	24 000	Fisher M.....	24 000
Clark G.....	24 000	Flavigny JM.....	12 000
Clisby D.....	24 000	Foster G.....	24 000
Coates B.....	12 000	Fox K.....	24 000
Coates E.....	24 000	Fraser A en fiducie pour Wuorinen V.....	24 000
Coates I.....	24 000	Frederickson M.....	24 000
Coates R.....	6 000	Froehler J.....	24 000
Coates S.....	6 000	Fry R en fiducie pour Fry F.....	24 000
Code L.....	24 000	Funk R.....	24 000
Collins F.....	24 000	Futerko M.....	24 000
Comeau F.....	24 000	Gagnon A.....	24 000
Cooper D pour Cooper R.....	24 000	Gagnon R.....	24 000
Corbin Y en fiducie pour Corbin A.....	24 000	Gamble E.....	24 000
Costello MP.....	24 000	Gartner L.....	24 000
Costello P.....	24 000	Gaudreau S.....	24 000
Coucke C.....	24 000	Gauthier G.....	24 000
Courtney G.....	24 000	Gautreau J.....	24 000
Craig H.....	24 000	Gauvin J.....	24 000
Craig V.....	24 000	Gibson F.....	24 000
Crane M.....	24 000	Gibson L.....	24 000
Crockford R.....	24 000	Gill W.....	24 000
Cross J.....	24 000	Gillespie D.....	24 000
Cunningham V.....	24 000	Glennie J.....	24 000
Curtis M.....	24 000	Godfrey JA.....	24 000
Dagenais J.....	24 000	Goodwin D pour Goodwin P.....	24 000
Daigle A J.....	24 000	Goulding IM.....	24 000
Dann BM.....	24 000	Grainger EM.....	24 000
Dauphinee N.....	24 000	Gray A.....	12 000
Davies M.....	12 000	Gray B.....	12 000
Davies M en fiducie pour Davies A.....	12 000	Greenop HL.....	24 000
Debnam M pour Debnam E.....	24 000	Gregory D.....	24 000
DeForest K.....	24 000	Grenier G.....	24 000
DeForrest KW.....	24 000	Grew Y.....	24 000
Dillen M.....	24 000	Griffin D pour Griffin GE.....	24 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Griffin G	24 000	Lefebvre J	24 000
Grobowsky M	24 000	Lessmeister F	24 000
Groves EM	24 000	Lilley A	6 000
Guerin J	24 000	Lilley I	6 000
Guindon A en fiducie pour Guindon S	24 000	Lilley Ken	6 000
Gunson D	24 000	Lilley Kimberley	6 000
Haevens V	24 000	Lindsay JH	24 000
Hallett M	24 000	Lisa Gabay pour Jacob T	4 800
Hamel L	24 000	Lithgow D	24 000
Hamilton P	24 000	Livernoche MC	24 000
Hamilton W	24 000	Livingston M pour Livingston N	24 000
Hanna A	24 000	Lizotte L	24 000
Hansen A	24 000	Loof J M	24 000
Harkness G	24 000	Lovas LJ pour Lovas AJ	24 000
Harrington A	24 000	Loyie A	24 000
Hart W	24 000	Ludy J	24 000
Hayter A	12 000	Lyonnais TL	24 000
Heath M	24 000	MacDonald C	24 000
Hebert P	12 000	MacDonald D	24 000
Hebert TB	12 000	MacEwen L	24 000
Huffman J	24 000	MacLellan DJ	24 000
Humby C	12 000	MacMill S pour McLean E	4 000
Hunter B	24 000	Magus E	24 000
Hunter BS	24 000	Mahoney L	24 000
Hurley F	24 000	Marchand L pour Marchand A	12 000
Hutton E	12 000	Marchand P pour Marchand A	12 000
Hydamacka A	24 000	Marcil L	24 000
Imbeault G	24 000	Martin D	24 000
Imbery L	24 000	Martin L M	24 000
Irving J	24 000	Matlock H	24 000
Jacob GB pour Jacob T	4 800	Mayhue G	24 000
Jacob J pour Jacob T	4 800	McAfee O	24 000
Jacob R pour Jacob T	4 800	McArthur L	24 000
Jacob T	4 800	McBryan E	24 000
Jardin D	8 000	McCarthy L pour Adderley H	12 000
Jeffrey J	24 000	McCaw F	24 000
John F	24 000	McClay D	12 000
Johnson A	24 000	McConnell D	24 000
Johnson A pour Zacher TJ	4 800	McCorriston V	24 000
Johnson J	24 000	McCully M	12 000
Johnston E	24 000	McIntyre KA	8 000
Jones A	24 000	McIntyre KE	8 000
Jones D	24 000	McIntyre WJ	8 000
Joubert L	24 000	McLean E pour McLean E	4 000
Judson E	24 000	McLean J pour Mclean E	4 000
Juneau—Poulin G	24 000	Mclean S pour Mclean E	4 000
Kerr J en fiducie pour Kerr C	24 000	McLean V	24 000
King E pour King G	12 000	Mclean VL pour Mclean E	4 000
Kirallah M	24 000	McMeekin S pour Chasse L	24 000
Kirk TN	24 000	McNairney S	24 000
Kitto J	24 000	McRae AE	24 000
Klassen L	24 000	Mercier D	24 000
Klein F	8 000	Merry E	24 000
Klein RD	8 000	Metzger M	24 000
Klein RT	8 000	Mikula M	24 000
Knippshild M	24 000	Milhomme—Daigneault C	24 000
Kohut N	24 000	Millar H	24 000
Kozloski A	24 000	Miller M	24 000
Kramer H	24 000	Milton T	24 000
Larocque N	24 000	Mireault Y pour Mireault J	24 000
Latimer M pour Latimer W	24 000	Modin W	24 000
Leblond-Rouette R	24 000	Montgomery C	24 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Moonet M	24 000	Rosyski C	24 000
Mooney M	24 000	Rouleau A	24 000
Moreau A	12 000	Rowe G	24 000
Moreau C	12 000	Rowlandson W	24 000
Moreau M	12 000	Roy C	24 000
Morrisseau MJ	24 000	Royer D	24 000
Mosuk E	24 000	Ruff C A	24 000
Mundier B	24 000	Ruska C pour Off J	4 800
Musselman W	24 000	Ruston K	24 000
Nadeau J	12 000	Rydmann J en fiducie pour Munkittrick R	24 000
Narraway G en fiducie pour Narraway J	24 000	Sabo M	24 000
Naud A	8 000	Sadler FW en fiducie pour Sadler M	24 000
Naud G	8 000	Sanchez F	6 000
Naud-Petit M	8 000	Sansone JN et Sansone T en fiducie pour	
Neufeld J pour Neufeld S	24 000	Sansone JH	24 000
Norris R	12 000	Saucier MF	24 000
Off L pour Off J	4 800	Sauer R	24 000
Ogilvie E	8 000	Schoultz W S	24 000
O'Neill J P	24 000	Schuett M	24 000
Orland A	24 000	Schulte S	24 000
O'Rourke HC	24 000	Schultz G	24 000
Pappin B	24 000	Schultz—Fehdrau G	24 000
Parker R	24 000	Schutt M	24 000
Parker R	24 000	Scully T	12 000
Perehudoff A	24 000	Seguin A	24 000
Perry A	12 000	Sellner S	12 000
Peters CA	8 000	Senyk C	6 000
Peters CH	8 000	Senyk F	6 000
Phillips EJ	24 000	Senyk RD	6 000
Pidwebesky J	24 000	Senyk RT	6 000
Piper G	24 000	Sequin A	24 000
Pleson P	24 000	Shayna D	24 000
Poulton A	24 000	Shildkraut N	24 000
Poulton G	24 000	Siemens B	24 000
Powell R	24 000	Slabick M	24 000
Powers A	24 000	Slack W	24 000
Prangley E	12 000	Slugoski E	24 000
Prenoveau A JR executeur de la succession		Small JLS	24 000
de Prenoveau A	24 000	Smith A pour Zacher TJ	4 800
Preston Laflamme E	24 000	Smith FJ	24 000
Prince M pour Prince M	24 000	Sommer B	24 000
Prost GV	24 000	Sorenson G	24 000
Quackenbush R	24 000	Spence BG	24 000
Raithby D	6 000	Spencer A	24 000
Raithby J	6 000	Speth K	24 000
Raithby P	6 000	St Onge MK	24 000
Ralph I	24 000	Stirton M	24 000
Ramage K	24 000	Stobbar R	24 000
Redpath C pour Beckstead W	8 000	Stoffman R	24 000
Rehaluk K	24 000	Sturdy E	24 000
Repeta E	8 000	Sweeney MJ	24 000
Repeta L	8 000	Taillon P	24 000
Richard J	24 000	Tanghe A	24 000
Richer S en fiducie pour Richer R	24 000	Tarras D	24 000
Rieger A	24 000	Taylor J	24 000
Robinson D	24 000	Taylor K	8 000
Rondeau L pour Rondeau C	12 000	Taylor M	24 000
Rondeau L pour Rondeau G	24 000	Taylor RD	8 000
Rondeau R	12 000	Taylor RE	24 000
Ross G	24 000	Taylor RT	8 000
Ross I	24 000	Theobald D	24 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Thiessen C	12 000	Remboursement pour le remplacement d'un téléphone cellulaire endommagé—	
Thiessen R	12 000	Britnell J	108
Thorel E	24 000	Remboursement pour le remplacement d'un item perdu—	
Timm I	24 000	Dempster D	587
Tonks T G	24 000	Grudzinski M.	460
Tousignant AJ	24 000	Leblanc F	397
Tronsgard J	24 000	Paiements inférieurs à 100\$ (2)	110
Trudel D	24 000		1 775
Turcotte Chalifoux J	24 000		
Turnbull D en fiducie pour Turnbull N.	24 000	CONSEIL PRIVÉ	
Upton J W	24 000	Ministère	
Valliere M	24 000	Indemnisation pour dépenses de voyages—	
Van Seader J	24 000	Berger H.	591
Walsh E	24 000	Indemnisation pour une dispute en Cour fédérale impliquant la Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires—	
Waniandy J	24 000	Doody P (frais légaux)	5 000
Warren E	24 000		5 591
Watson L	12 000	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Weatherbee K	24 000	Paiement inférieur à 100 \$ (1)	40
Welsh B	24 000		
Weum A	6 000	Directeur général des élections	
Weum D	6 000	Indemnisation pour plancher endommagé—	
Weum G	6 000	Riverside School Board	1 495
White RP	24 000	Webber Academy	1 646
Wilcox M	24 000	Indemnisation pour bureau de scrutin endommagé—	
Wild E	24 000	Strathcona Place Society	538
Williams E	21 600	Indemnisation pour un tapis endommagé—	
Wright G	24 000	Corning Community Hall	225
Yeske H pour Off J	4 800	Indemnisation pour des biens endommagés—	
Zacher W pour Zacher TJ	4 800	Orvella Lafrenière	200
Zieger R	24 000		4 104
Paiements inférieurs à 100 \$ (27)	1 446		9 735
	10 581 248		
RESSOURCES NATURELLES		SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère		Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation des dommages à un véhicule stationné sur un terrain du gouvernement—		Indemnisation pour la perte d'équité de maison—	
Yuen S	2 667	St Denis L	22 100
Indemnité pour effets personnels endommagés—		Indemnisation pour le loyer—	
Bueckert D	119	Harris D	5 370
Remboursement de frais d'ambulance—		Indemnisation pour véhicule endommagé—	
Benali M	148	Muwonge E	1 251
Paiements inférieurs à 100 \$ (3)	136	Solomon J	128
	3 070	Indemnisation pour effets personnels endommagés—	
Commission canadienne de sûreté nucléaire		Cheney C	117
Indemnisation pour la perte de clés de véhicule loué—		Edwards A	537
Valpy B	410	Indemnisation pour les erreurs dans l'application de la réglementation d'importation—	
Indemnisation des biens personnels volés—		Sokolofsky T	496
Hazelton K	111	Indemnisation pour lunettes endommagées—	
	521	Hewett S	227
	3 591	Lortie L	140
		Indemnisation pour vêtements endommagés—	
PARLEMENT		Robinson H	273
Chambre des communes			
Remboursement pour le remplacement de lunettes endommagées—			
Boudreau P	113		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlement compensatoire pour grief DRH—		Chisan C S	229
Ravi P	200	Dosange H S	295
Paiements inférieurs à 100 \$ (3)	136	Drake R M	311
	30 975	Dunn M G	307
Service correctionnel		Gallant G G	330
Indemnisation pour effets personnels perdus ou		Garault A	199
endommagés pendant les heures de travail—		Greenwood G R	150
Bélangier M	255	Halliday James A	217
Bilodeau M	142	Iris-Optometrists & Opticians pour Cook S	204
Cater R	200	Isobe C A	493
Clark P	735	Johnston D W	355
Collison P	270	Kendall M J	532
Dang N	222	Lopetinsky L J	300
Gallant J	100	Loubert E	242
Kane G	308	MacDougall C G	293
Loucks S	115	McCadyen K M J	446
Marks R	200	McDougall J	532
McGregor R	100	McGregor B G	270
McKeaveny C	178	Paquette J - F	182
Mongrain L	449	Paul B J	370
Murphy G	200	Powaschuk T	437
Oevering J	129	Proudfoot J	534
Okemaysim F	274	Ramsay A	762
Raymond D	367	Rochon D	311
Smith J	129	Scherpen M J	132
Sterkenburg T	171	Sheppard L N	143
Viquiera C	108	Slaunwhite D L	429
Wilson M	247	Smigelsky C C	180
Indemnisation pour frais reliés au travail—		Smith T A	193
Wallin L	748	Smith T A	193
Indemnisation pour lunettes endommagées lors		Stefureak K S	273
d'activités reliés au travail—		Sundby R	350
Joyce M	337	Werrell D	214
Nordin B	220	Dommmages aux vêtements et aux effets personnels—	
Olijnek C	330	Arbour B	352
Richard D	141	Boissonneault E	130
Skoronski S	329	Bojic A R	132
Indemnisation pour dommage à un véhicule—		Bouchard J-P	1 250
Cameron R	220	Bulldog B F	822
Fagan M	184	Campbell R A	265
Pappas C	1 259	Dyck B B	187
Trueman L	1 211	Fefchak D S	118
Urmson P	200	Hailes J G	131
Indemnisation pour des détenus—		Hegedus L J	285
Halifax Regional Crematorium	1 630	Hiebert D W	524
Paiements inférieurs à 100 \$ (25)	1 228	Kardos J M	168
	12 936	Lucash J T	269
Gendarmerie royale du Canada		MacDonald J	525
Programme de mise en application de la loi		Massie N R	423
Autorité - PC 1991-8/1695		McCauley M H	155
Dommmageaux lunettes ou lentilles cornéennes—		McDermott R	264
Anstead B K	405	Paige D	199
Barnabe D	304	Poirier C	324
Bowers K A	165	Richard C M C	160
Bowler S	306	Ruhl D	292
Braybrook P	386	Shepherd A C	160
Busson B A	190	Smith D L	102
Caissy M M	370	Strang M E	1 000
Chalmers L J	266	Toner A	295
		Dommmage à la propriété privée—	
		Aziz A	583

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Bulldog L.	498	Lai P C K.	202
Bushill B.	1 458	Lange M.	825
Craig Day Contracting Ltd pour Interior Community Services.	885	Link I.	7 500
Foster Campbell Electric Ltd pour Kings County Memorial Hospital.	225	Liyu L ;	240
Karl I.	439	Making K D.	253
Kojin J.	408	Manhas V.	177
La Ferme Michaud Ltée.	499	McDonald R.	2 000
Lac La Biche Glass & Mirror pour Desjarlais D J.	270	Misner L.	119
Li P.	106	Newcombe B.	203
Mitchell D.	200	Newton H.	292
Morgen S.	491	Norcan Leasing Ltd pour Pezzutto H.	245
Nolet E.	300	Oldpourd B.	1 190
Pearce J.	454	Pittman C J.	343
Pro-Strata Enterprises Inc.	235	Preece Y.	310
Roberts E.	323	Prior S C.	118
Sieben A.	636	RJF Healthcare Services Ltd pour Howie G.	575
Taweel H.	543	Robblee M.	150
Thick L G.	424	Seward D W.	1 031
Vision R V Corporation pour McGonigle B.	941	White B.	715
Windsor Plywood pour McDonald R.	599	Young R S.	300
Équipement de location endommagé—		Remboursement des dépenses dentaires—	
Konica Minolta.	6 351	Zablocki C M.	368
Dommage au véhicule personnel—		Perte d'argent/de revenu—	
Buryn L.	185	Dier M.	100
Canadian Direct Insurance Inc pour Van Zanten L.	647	Perte d'effets personnels—	
Collier C G.	676	Bacon D.	731
Foster R D.	726	Brooks D.	152
Fountain Tire.	621	Coon F J.	199
Fournier M.	344	Coutney K W.	142
Gibson B.	300	Daigle R.	700
Hargreaves T M.	104	Dubeau D G J.	242
Kal Tire.	233	Garwasiuk K.	889
National-Oilwell Canada Ltd.	276	George D W S.	165
Sheppard D T.	344	Havenaar L A.	511
Silverhill Motors Ltd pour Turgeon C.	582	Hillier R.	175
Soles B.	292	Katalinic J M.	104
Standard Auto Class pour Ross B D.	100	Lowe G.	161
Remboursement de coûts/dépenses—		Macfarlane-Smith M J.	244
Andregnette S.	4 014	Miller S.	286
Barker K R J.	183	Morrissey J K ;	340
Bates B A.	112	Peddle J D.	135
Belliveau L M.	7 585	Sanchez M N.	395
Beres E.	875	Toenders C.	197
Blake J L.	371	Vogan W R.	261
Brown J M.	510	Walstrom S R.	177
Chartrand J.	2 196	Werner H.	120
Cherrington D.	566	Wolfel C.	465
Chiasson R.	302	Règlements négociés MARC-non-imposable—	
Craigheads D.	295	Williamson K W.	11 768
Dop T J M.	14 239	Règlements négociés MARC-imposable—	
Dumas S.	500	Dop T J M.	50 000
Dumont A.	597	Hoffman E P.	7 374
Edwards T R.	190	Lariviere G J.	4 248
Finkel U.	2 000	Letnes R T.	7 552
Force K E.	177	Marquis D P.	420
Fortin M.	125	Parmiter B A.	7 957
Fortin M.	125	Warner I J.	2 941
Fortin M.	7 750	Règlements négociés MARC imposable transfert à un RÉER—	
Holm's Mechanical Limited.	114	Robertson Stromberg Pederson LLP en fiducie pour Morken D.	2 200
Hume T.	206		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—Fin

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Récompenses pour inventeurs—		Remboursement de dépenses de voyage et personnelles suite au changement des besoins opérationnels—	
Arneson A G	1 063	Lalonde M	1 106
Burczyk A	2 158		2 468
Chenier C	2 158		2 759
Gabriel R E	1 063		
Purdo J G	8 631		
Récompenses pour inventeurs de la GRC (Employés)—		ANCIENS COMBATTANTS	
Boos S	3 060	Paiement de prestations spéciales aux anciens combattants de la marine marchande—	
Bradette J	2 297	4 paiements ⁽¹⁾	30 000
Bureaux J	8 631	Dentier oublié sur cabaret de repas—	
Elliott J	5 042	Dr C Bissonnette pour G Besner	1 835
Fournier R	5 042	Coûts d'un employé reliés aux relations de travail—	
Scott G	5 454	Carberry S	3 402
Walker S	5 042	Paiements des indemnités d'invalidité—	
Paiements inférieurs à 100 \$ (92)	5 207	Costall C en fiducie pour Costall C	125 000
	260 017	Costall C	125 000
	303 928	Dyck M	125 000
		Dyck M en fiducie pour Davis J	62 500
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		Dyck M en fiducie pour Davis M	62 500
Indemnisation pour lunettes perdues lors d'activités reliées au travail—		Sheppard A	125 000
Hogg J	588	Sheppard H	125 000
		Wilson D	125 000
TRANSPORTS		Wilson D en fiducie pour Kennedy S	62 500
Ministère		Wilson D en fiducie pour Wilson J	62 500
Remboursement pour perte de lunettes en effectuant des fonctions opérationnelles dans une mer agitée —		Indemnisation pour prisonniers de guerre—	
Peckham D	290	Bell E	6 059
Règlement d'une réclamation de perte de revenu suite au passage d'hélicoptère à basse altitude au dessus d'une ferme d'élevage de renard—		Young L	6 059
McInnis J	73 127	Remboursement du vol des fonds pendant le voyage—	
Règlement en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> —		Darte K	210
Posluns H	1 250	Allocation pour perte de revenus—	
Remboursement pour des lunettes endommagées en essayant de détenir un fauteur—		Downey A	1 240
Schnell R E	479	Remboursement des frais dentaires—	
Remboursement pour un câble souterrain alimentant le système d'alignement de piste de l'aéroport—		Lawless E	257
Municipalité Régionale comté de Manicouagan	34 981	Remboursement des frais bancaires—	
Paiements inférieurs à 100 \$ (4)	248	Melanson F	851
	110 375	Remboursement pour perte de vêtements lors d'un voyage—	
		Sherren L	166
CONSEIL DU TRÉSOR		Frais de transport pour ancien combattant blessé—	
Secrétariat		Smith H	124
Remboursement pour manteau volé—		Paiements inférieurs à 100 \$ (6)	207
Wild J	291		1 050 410
		DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
École de la fonction publique du Canada		Règlement de réclamation relative à l'emploi—	
Indemnisation pour dommage à un véhicule loué—		Mathers B	5 000
Budget Rent a Car	1 362	Total	68 947 744

⁽¹⁾ Nom retenu en vertu des conditions de l'exemption accordé par le Comité permanent des Comptes publics.

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

Cet état fournit, par portefeuille ministériel, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice.

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		<i>A-669-04</i>	
Agence canadienne d'inspection des aliments		McFadyen N	2 265
<i>Autorisation—Cour du banc de la Reine CI-99-01-13935</i>		<i>A-443-04</i>	
Règlement de dégâts (de dommages et intérêts)—		McCarthy Tetrault en fiducie pour	
Pitblado LLP en fiducie pour		Royal Winnipeg Ballet	8 193
Northern Goose Processors Ltd.	6 866 344	<i>A-512-05</i>	
		Nelligan, O'Brien, Payne en fiducie pour	
		Girard P	6 510
AGENCE DU REVENU DU CANADA		<i>Autorisation—Cour fédérale T-1784-05</i>	
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale</i>		Heenan Blaikie en fiducie pour	
<i>A-247-04</i>		Acorn Foundation	818
Kenneth R Hauser Law Corporation LLP en fiducie pour		<i>T-1835-05</i>	
Dynamics Ltd	5 982	McInnes Cooper en fiducie pour	
<i>A-230-05</i>		1373997 Ontario Inc.	2 835
Couzin Taylor LLP en fiducie pour		<i>T-1833-05</i>	
La Survivance	3 835	Weir Foulds LLP en fiducie pour	
<i>A-653-04, A-654-04, A-655-04</i>		Dorothea Knitting Mills Inc.	3 097
MacPherson Leslie & Tyerman en fiducie pour		<i>T-1149-05</i>	
Cogema Resources	2 710	William Rolleston en fiducie pour	
<i>A-262-03</i>		878756 Alberta Ltd.	100
Osler, Hoskin & Harcourt en fiducie pour		<i>T-927-04</i>	
Canada Trustco Mortgage Company	30 000	McInnes Cooper en fiducie pour	
<i>A-190-04</i>		Simmonds A J	2 921
Gardner Roberts LLP en fiducie pour		<i>T-625-05</i>	
Bulk Transfer Systems Inc	2 725	Lancôt & Associés en fiducie pour	
<i>A-622-05</i>		Chen, Raymond & al.	4 318
Thorsteinssons LLP en fiducie pour		<i>T-261-06</i>	
236130 Colombie-Britannique	2 520	Brown L J.	50
<i>A-146-05</i>		<i>T-55-05</i>	
Dionne C	600	Ricard D.	500
<i>A-426-04</i>		<i>T-1439-06</i>	
Miller Thomson LLP en fiducie pour		McInnes Cooper en fiducie pour	
Reimer R	78 000	Butler R	600
<i>A-34-06</i>		<i>T-1689-05</i>	
O'Flynn Weese Tausenderund LLP en fiducie pour		Gardner J M.	50
Nunn D.	4 564	<i>T-1593-05</i>	
<i>A-263-04</i>		Gandy J	2 356
Janson & Larente en fiducie pour		<i>T-1966-05</i>	
Boulay A	3 571	MacDonald M	151
<i>A-671-04</i>		<i>T-1788-05</i>	
Devling & Company en fiducie pour		Lewis J A	100
Sobon R	4 395	<i>T-1753-04</i>	
<i>A-398-00</i>		Ellis Business Lawyers en fiducie pour	
Callwood T	200	Web Press Graphics Ltd	9 145
<i>A-424-05</i>		<i>T-1347-05</i>	
Gunn & Associates en fiducie pour		Algonquin Industries International Inc Algonquin Group Inc	
Gunn D.	5 246	en fiducie pour	
<i>A-34-06</i>		1102552 Ontario Ltd.	5 619
O'Flynn Weese Tausenderund LLP en fiducie pour			
Nunn D.	4 937		

8.30 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>T-1533-05</i>		<i>2000-3781(IT)G</i>	
Gebhard R	500	Gardiner Roberts LLP en fiducie pour Bulk Transfer Systems Inc	4 473
<i>T-2223-05</i>		<i>2005-322(IT)G</i>	
Posner & Trachetenburg en fiducie pour McNaught Pontiac Buick Cadillac Ltd	2 663	Felsky Flynn en fiducie pour Lansdowne Equity Ventures Ltd	19 093
<i>T-2237-05</i>		<i>2005-820(IT)G</i>	
Carter-Smith J	200	Felsky Flynn en fiducie pour WPH Mechanical Services	2 473
<i>T-217-5</i>		<i>2003-2956(IT)G</i>	
Lund L	1 000	Avotus Group MDR Technologies	9 941
<i>T-1799-00</i>		<i>2004-1548(IT)G</i>	
Workum P	20 004	Thorsteinssons en fiducie pour 236130 British Columbia Ltd	6 012
<i>T-1500-5</i>		<i>2005-1126(IT)G</i>	
Nelligan, O'Brien, Payne en fiducie pour Burstyn B	2 425	Lawson Lundell LLP en fiducie pour Cloverdale Paint Inc	13 160
<i>Autorisation—Cour canadienne de l'impôt 2003-2715(IT)G</i>		<i>2003-1961(IT)G</i>	
Couzin Taylor LLP en fiducie pour TDS Group Limited	8 116	Couzin Taylor LLP en fiducie pour Au P	12 050
<i>2004-42(IT)I</i>		<i>2001-1820(IT)G</i>	
Blais J et Blais-Auray C	302	Siskinds, Cromarty Ivey & Dowler en fiducie pour Holmes R et A	4 725
Blais & Innovations et Intégrations Brassicoles Inc	303	<i>2003-1989(GST)G</i>	
<i>2001-4281(IT)G</i>		Couzin Taylor LLP en fiducie pour Overs M	6 429
Couzin Taylor LLP en fiducie pour La Survivance	5 150	<i>2003-2864(IT)G</i>	
<i>2003-3021(IT)G</i>		Stikeman Elliott LLP en fiducie pour Raphael S	3 253
Ogilvy Renault en fiducie pour AXA Canada Inc	54 149	<i>2005-2232(IT)I</i>	
<i>2002-4796(IT)G</i>		Morgan P	700
Goodmans LLP en fiducie pour Crown Forest Industries Limited	5 988	<i>2005-2541(IT)I</i>	
<i>2003-1710(IT)G</i>		Patterson Palmer en fiducie pour Murray, Gregory; McNeil, Christopher; Zima B	3 600
Michael McMahon Law Corporation en fiducie pour Timco Holdings Ltd	8 636	<i>2002-3018(IT)G</i>	
<i>2006-354(IT)G</i>		Aird & Berlis LLP en fiducie pour Williams J A	9 234
Thorsteinssons LLP en fiducie pour B Cusano Contracting Inc	500	<i>2004-3220(IT)I</i>	
<i>2001-2083(IT)G</i>		Poulin, Vezina, Pettigrew en fiducie pour Mathieu G	688
Excel Duct Cleaning Inc	2 850	<i>2005-3386(IT)I</i>	
<i>2002-1155(IT)G</i>		Emmons R	100
Osler, Hoskin & Harcourt en fiducie pour Canada Trustco Mortgage Company	24 090	<i>2003-3387(IT)G</i>	
<i>2002-479(IT)G</i>		Gowling, Lafleur, Henderson LLP en fiducie pour Mao XQ	10 124
McCarthy Tetrault en fiducie pour Univar Canada Ltd	200 000	<i>2003-3900(IT)G</i>	
<i>2002-479(IT)G</i>		Drache LLP en fiducie pour Benquesus E	12 616
Paieement d'intérêt— McCarthy Tetrault en fiducie pour Univar Canada Ltd	12 465	<i>2004-770(IT)G</i>	
<i>2003-3479(IT)G</i>		Wilcox & Company Law Corporation en fiducie pour Sharma K	5 390
Tapper Cuddy LLP en fiducie pour Cook, Clifford et al	3 192	<i>2001-3596(IT)G</i>	
<i>2003-3492(IT)G</i>		Thorsteinssons LLP en fiducie pour Netolitzky R	12 322
Tapper Cuddy LLP en fiducie pour Cook, Clifford et al	2 079		

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
2005-2228(IT)I A Edward Tonello en fiducie pour Mammele M.	1 268	2003-4557(IT)G Bobby Walker en fiducie pour Mrkalj, Jovov, Milic, Mrkaly et Simo.	1 309
2005-2043(IT)I Toutov A.	218	2005-2453(IT)I & 2005-2454(GST)I Cox, Hanson, O'Reilly, Matheson en fiducie pour Khoury M.	1 584
2004-3617(IT)I Baldwin Law en fiducie pour Nelles J.	867	2003-3638(IT)G Carson & Company en fiducie pour Fidyk G.	2 868
2005-55(IT)I Heagy, Bailey, Altroge, Matchett LLP en fiducie pour Schreiner E.	861	2003-1404(IT)G Gunn & Associates en fiducie pour Gunn D G.	5 087
2004-541(IT)G Mes. Savard & Nadeau en fiducie pour Transport Baie-Comeau Inc.	3 415	2002-3762(IT)G & 2002-4062(IT)G MacPherson Leslie & Tyerman LLP en fiducie pour Cogema Resources.	7 051
2002-223(IT)G Stewart McKelvey en fiducie pour Dunbar G.	5 698	2006-239(IT)I James Rhodes en fiducie pour Marshall A.	371
2001-2006(IT)G Girard, Allard, Guimond, Ste-Marie en fiducie pour Boily M.	2 031	2005-4206(IT)I Hawa F S.	1 185
2002-4897(IT)I Devling & Company en fiducie pour Sobon R.	1 285	2002-4416(IT)G Tremblay G.	565
2005-3936(IT)I Forbes N.	100	2002-4413(IT)G Tremblay H.	594
2003-2685(GST)G Ellis, Naus, Jones en fiducie pour Sziklai P.	4 058	2002-4415(IT)G Tremblay M.	565
2003-3375(IT)G Heenan Blaikie en fiducie pour Corner Brook Pulp & Paper Limited.	67 009	2006-1800(IT)I Brown, Henderson en fiducie pour Randall L D.	910
2005-1186(IT)I Penner S.	150	2004-2365(IT)I Robinson A E.	200
2004-4662(IT)G Spiegel, Sohmer en fiducie pour Goldsmith D.	2 497	2004-2365(IT)G Howard Alper en fiducie pour Singh S.	500
2005-3630(IT)I Krchov J.	200	2005-871(IT)G Warren, Tettensor en fiducie pour Park Haven Design Inc & al (Shirley Anne Jacques)	9 332
2004-2549(IT)G Matte, Bouchard en fiducie pour MECC Properties Ltd.	7 525	2003-2513(IT)G Gowling Lafleur Henderson LLP en fiducie pour Leblanc B.	24 000
2005-1430(IT)G Carcallen, Lockwood LLP en fiducie pour Parker, Bob & Fran.	659	2003-287(IT)G Armstrong Wellman en fiducie pour Longtin W.	5 930
2003-2841(IT)I Lampron, Levesque & Poissant en fiducie pour Leck A.	1 185	2005-1930(IT)G Dale Smith Teelucksingh L.	750
2005-3060(IT)G Crevier & Beaudoin en fiducie pour Lefebvre P.	1 350	2006-104(IT)I Scanlon F.	371
2003-4555(IT)G Guy Ungaro en fiducie pour Mrkalj, Jovov, Milic, Mrkaly et Simo.	2 102	2006-1636(GST)I Jones Emery Hargreaves Swan en fiducie pour Hilman D.	1 294
		2006-1801(IT)I Kimmerly K.	330

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>2003-966(IT)G</i>		<i>Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique</i>	
Olson Lemons LLP en fiducie pour		<i>35909</i>	
Evans M L	6 349	Edwards K	775
<i>2002-758(IT)G</i>		Edwards G	775
Sitzer W	550		<u>919 820</u>
<i>2006-2249(IT)I</i>			
Hollinger J	200	PATRIMOINE CANADIEN	
<i>2005-1208(IT)I</i>		Ministère	
Louis Leclair en fiducie pour		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-2277-03</i>	
Rousseau S.	407	Remboursement des coûts du demandeur—	
<i>2006-2458(IT)I</i>		Association canadienne des radiodiffuseurs.	<u>6 589</u>
Garcia H L	350		
<i>96-1384(IT)I</i>		CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Leblanc D J	66	Ministère	
<i>2004-227(IT)I</i>		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-534-06</i>	
Oliver S	100	Règlement des frais judiciaires—	
<i>2005-967(IT)I</i>		Dan Miller en fiducie pour	
Burton P	500	Davidov R	1 250
<i>2005-658(IT)I</i>		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale</i>	
Hayek M.	200	<i>500-05-057985-002</i>	
<i>2005-2318(IT)G</i>		Règlement des frais judiciaires—	
J L Marc Boivin en fiducie pour		Daniel Caisse en fiducie pour	
Salt D B	2 339	Medor R	11 552
<i>2006-2145(IT)I</i>		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-92-06</i>	
Van Damme D A	250	Règlement des frais judiciaires—	
<i>95-393(IT)G</i>		Lorne Waldman en fiducie pour	
Hasiuk W J	54	Lau S W	952
<i>2003-352(GST)I</i>		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-7498-05</i>	
736728 Ontario Ltd.	1 745	Règlement des frais judiciaires—	
<i>2005-2236(GST)I</i>		Lorne Waldman en fiducie pour	
Connelly & Koshy LLP en fiducie pour		Mohammed Z M	4 734
Tachi.	435	<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-6138-06</i>	
<i>2003-1293(GST)G</i>		Règlement des frais judiciaires—	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour		Lorne Waldman en fiducie pour	
Great Canadian Trophy Hunts Inc.	2 928	Mr. X ⁽¹⁾	15 000
<i>2005-1038(GST)G</i>		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-5004-05</i>	
Koffman Kalef LLP en fiducie pour		Règlement des frais judiciaires—	
British Columbia Transit	10 571	Lorne Waldman en fiducie pour	
<i>2003-1827(GST)G</i>		Sandhu	9 600
Stikeman Elliott LLP en fiducie pour		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-1024-05</i>	
Aviva Canada Inc	10 418	Règlement des frais judiciaires—	
<i>2002-1707(IT)G</i>		Morahan & Company Law Offices en fiducie pour	
Kenneth R Hauser Law Corporation en fiducie pour		Taylor J	9 573
Dynamic Ltd	6 358	<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-193-06</i>	
<i>Autorisation—Cour suprême du Canada 30290</i>		Règlement des frais judiciaires—	
Osler Hoskin & Harcourt en fiducie pour		Nancy Lam en fiducie pour	
Hypothèques Trustco Canada	10 022	Sivokon P N	350
<i>31476</i>		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-2085-06</i>	
Fasken Martineau Dumoulin en fiducie pour		Règlement des frais judiciaires—	
Amateur Youth Soccer Association.	1 230	Randolph K Hahn en fiducie pour	
<i>Autorisation—Cour du banc de la Reine de l'Alberta</i>		Nalbandian A	4 500
<i>0201-11822</i>		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-4943-05</i>	
Donahue Wells en fiducie pour		Règlement des frais judiciaires—	
Berry Creek Resources Inc.	6 016	Raoul Boulakia en fiducie pour	
		Keybakhi B	4 000

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-5987-05</i>		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-250-05 & A-301-05</i>	
Règlement des frais judiciaires—		Règlement des frais—	
Rocco Galati en fiducie pour		Pink Breen Larkin en fiducie pour	3 000
De Araujo G	500	McKee N et Walsh D	6 628
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-585-05</i>			
Règlement des frais judiciaires—			
Silvia Valdman en fiducie pour			
Collier M	750		
	62 761		
		Développement social	
ENVIRONNEMENT		<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
Ministère		<i>33-104440</i>	
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>		Règlement des intérêts avant et après le jugement—	
<i>PR-2005-054</i>		Abour J M	223
Indemnisation suite à une plainte—		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-304-06</i>	
Coulombe L, Aérologique Rafale O Nord	1 000	Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>		Burchell MacDougall Lawyers en fiducie pour	
<i>PR-2006-015</i>		Johnson H	2 743
Indemnisation suite à une plainte—		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-90-05</i>	
Partnering & Procurement Inc	1 000	Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
<i>Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique</i>		Gerstel S	1 475
<i>A990898</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale T-1303-06</i>	
Indemnisation suite à un site contaminé—		Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
Chemins de fer nationaux du Canada	2 200 000	Kiofos C	500
<i>Autorisation—Cour supérieure du Québec</i>		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-266-05</i>	
<i>500-17-024768-056</i>		Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
Indemnisation suite à une plainte—		Paine Edmonds Barristers & Solicitors en fiducie pour	
Media IDA Inc via Travaux publics et Services		Gillanders V L	4 222
gouvernementaux Canada	2 916	<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-202-04</i>	
	2 204 916	Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
		Pressé & Mason Law Office en fiducie pour	
Agence Parcs Canada		Walker T	1 982
<i>Autorisation—Ministère de la Justice S050001</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada, section de</i>	
<i>dossier 2-231880</i>		<i>la première instance T-1828-00</i>	
Règlement d'une réclamation pour une personne		Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
qui a glissé et a tombé—		Ravinder Sawhney en fiducie pour	
Bishop J	47 500	Brar N K	3 004
	2 252 416	<i>Autorisation—Cour fédérale T-1504-05</i>	
		Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT		Strickland & Associates en fiducie pour	
DES COMPÉTENCES		Rasoda K	960
Ministères		<i>Autorisation—Cour fédérale T-1082-04</i>	
Ressources humaines et développement		Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
des compétences		Tamachi M	1 165
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-57-05</i>		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-20-05</i>	
Règlement des frais et des déboursés—		Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
Blaney McMurtry LLP en fiducie pour		Uzoni J	3 190
Ryan C	3 428	<i>Autorisation—Cour fédérale T-412-05</i>	
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-362-06</i>		Règlement des frais juridiques et des déboursés—	
Règlement des déboursés—		Victory Square Law Office en fiducie pour	
Hamilton A	200	Kirchhoff H	7 500
			26 964
		Total des ministères	33 592

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2005-056</i>	
Ministère		Perte de profit pour contrat accordé à une autre firme—	
<i>Autorisation—Cour de la Saskatchewan 1529 de 2004</i>		P&L Communications Inc	25 500
Sommes impayées pour des services rendus—			27 900
Curtis Law Office en fiducie pour			
Kwok J.	37 000		3 625 641
<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada T-290-05</i>		JUSTICE	
Ordre de paiement résultant d'un outrage à la Cour contre le co-répondant—		Ministère	
Erickson and Partners en fiducie pour		<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 1-50163564</i>	
King W N and Kiashke Zaaging Anishinaabnek (Première Nation de Gull Bay)	720	Paiement des coûts—	
Manquement au contrat et obligation fiduciaire—		Boni A en fiducie pour	
Erickson and Partners en fiducie pour		Armstrong S	
King W N à titre de représentant du conseil de bande de Kiashke Zaaging Anishinaabnek (Première Nation de Gull Bay)	14 141	5 000	
<i>Autorisation—Cour supérieure de l'Ontario 01-CV-213506CM, 01-CV-213506CMA2 & 01-CV-213506CMB2</i>		<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 11828</i>	
Coût d'indemnité—		Paiement des coûts—	
Goodman and Carr en fiducie pour		Gowling Lafleur Henderson LLP Avocats et conseillers juridiques pour	
Slate Falls Nation Carpenter et al	28 000	O'Neill J et Ottawa Citizen Group Inc	
Ross, Scullion en fiducie pour		9 400	
La Première Nation Mishkeegogamang Ojibway	31 800	<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 04-CV-267419 CM2</i>	
Ministre des Finances de l'Ontario	2 950	Paiement des coûts—	
<i>Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique 90 0913</i>		Stein Oakley and Oakley en fiducie pour	
Paiement de frais juridiques et dépenses connexes—		Lemieux M	
Rosenberg & Rosenberg en fiducie pour		600	
Roger William et la Première Nation Xenii Gwet'in	240 661	<i>Autorisation—La Cour suprême de Terre-Neuve et du Labrador Cour d'appel 200501H0106</i>	
Woodward & Company en fiducie pour		Paiement des coûts—	
Roger William et la Première Nation Xenii Gwet'in	1 179 091	Connolly T.	
<i>Autorisation—Cour fédérale T-132-02</i>		8 027	
Paiement à l'avocat et les coûts des clients—		23 027	
William Glabb Professional Corporation pour		Commission canadienne des droits de la personne	
John Robert et al.	36 436	<i>Autorisation—Arrêt de la cour d'appel fédérale A-544-04</i>	
<i>Autorisation—Cour fédérale T-644-05</i>		Paiement relié à une requête afin de supprimer le nom de la Commission dans l'intitulé de cause—	
Paiement à l'avocat et les coûts des clients—		Nowoselsky D.	
Simon Renouf Professional Corporation pour		2 000	
Betty Sanderson	2 716	Commissaire à la magistrature fédérale	
	1 573 515	<i>Autorisation—Arrangement de la cour fédérale T-429-00</i>	
INDUSTRIE		Prestation de pension—	
Ministère		Corbett M C.	
<i>Autorisation—Cour d'appel de l'Ontario C43915</i>		62 370	
Paiement pour violation de bonne foi—		87 397	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour		SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
CivicLife.com	3 597 741	Agence des services frontaliers du Canada	
Statistique Canada		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-114-06</i>	
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2006-020</i>		Remboursement de confiscation partielle—	
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement d'une plainte relative à un contrat—		Nom retenu ⁽¹⁾	
Castor Canadien Technologie Informatique Inc.	2 400	50 000	
		<i>Autorisation—Cour fédérale T-249-05</i>	
		Remboursement de frais judiciaires—	
		Joseph Michaud.	
		2 500	
		52 500	

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Service correctionnel		<i>Autorisation—Cour suprême de la Nouvelle-Écosse</i>	
<i>Autorisation—Cour fédérale T-703-05</i>		<i>SH 213739</i>	
La Cour a accordé des frais judiciaires à un détenu suite à un contrôle judiciaire de la décision rendue par le président indépendant le 23 mars 2005. Le demandeur avait été trouvé coupable de désobéissance d'un ordre légitime d'un membre du personnel, de fournir un échantillon d'urine—		Blessures résultant d'un accident de voiture—	
John Dillon en fiducie		Royal & Sun Alliance du Canada pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	3 000	Hawes C.	20 696
		Garson Knox & MacDonald en fiducie pour	
<i>Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique</i>		Pottie A.	38 699
<i>34556</i>		Garson Knox & MacDonald en fiducie pour	
La Cour a accordé un indemnité suite à un accident d'automobile impliquant un véhicule du SCC ainsi que des frais judiciaires—		Hawes C.	25 929
Nison Wenger en fiducie		<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada T-1151-05</i>	
Nom retenu ⁽¹⁾	267 900	Coût d'ordre de cour—	
		Swadron Associates en fiducie pour	
<i>Autorisation—Cour d'appel de la Colombie-Britannique</i>		Doe J ⁽¹⁾	3 679
<i>CC029690</i>		<i>Autorisation—Cour suprême de la Nouvelle-Écosse</i>	
La Cour a accordé les frais judiciaires à un détenu suite à l'application d' <i>Habeas Corpus</i> pour l'isolement préventif du détenu par rapport aux inquiétudes de l'institution reliées au risque de fuite—		<i>SH 177818</i>	
Stikeman Elliott LLP en fiducie		Remboursement des coûts et dépenses—	
Nom retenu ⁽²⁾	18 466	Burke Thompson en fiducie pour	
		Bevis K & Karela R.	2 448
<i>Autorisation—Cour fédérale T-942-05</i>		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-628-04</i>	
La Cour a accordé les frais judiciaires à un détenu suite à sa demande de radiation d'information erronée de son dossier—		Certificat de taxation des frais—	
Brian Callander en fiducie		Me James R K Duggan en fiducie pour	
Nom retenu ⁽²⁾	500	Therault G.	3 937
		<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale T-2371-03</i>	
<i>Autorisation—Cour des petites créances 1353-62</i>		Certificat de taxation des frais—	
La Cour a accordé une indemnité à un détenu pour des dommages faits aux haut-parleurs de son stéréo et perte d'effets personnels par des employés du SCC lors d'un transfert d'établissement. Des frais judiciaires furent également accordés—		Me James R K Duggan en fiducie pour	
Henry Lepage	1 846	Therault G.	4 321
	291 712	<i>Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique</i>	
		<i>2006 B C J No 121</i>	
Commission nationale des libérations conditionnelles		<i>2006 BCSC99</i>	
<i>Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-1923-05</i>		<i>Kamloops Registry No 25024</i>	
Paiement des dépens ordonnés par la cour—		Plainte de harcèlement—	
Diane Condo en fiducie pour		Mair Jensen Blair en fiducie pour	
Boucher F.	4 501	Sulz N.	1 011 503
		<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada T-1075-06</i>	
Gendarmerie royale du Canada		Plainte de harcèlement—	
<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada T-1438-03</i>		Paliare Roland Rosenberg Rothstein LLP en fiducie pour	
Violation de la politique sur l'emploi pour une période déterminée—		Thompson S.	6 424
Alliance de la fonction publique du Canada pour		<i>Autorisation—Cour du banc de la Reine de l'Alberta</i>	
Endicott C.	3 655	<i>0603 01286</i>	
		Remboursement des coûts et intérêts—	
		Doherty Schulhaus en fiducie pour	
		Burton T.	6 226
			1 127 517
		TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES	
		GOUVERNEMENTAUX	
		<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
		<i>PR-2006-008</i>	
		Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement d'une plainte—	
		Calian Limited.	2 400
		<i>Autorisation—Cour fédérale T-881-5</i>	
		Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement d'une plainte—	
		McCarthy Tétraut LLP en fiducie pour	
		Coradix Technology Consulting Ltd.	5 808

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Fin

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>Autorisation—Cour fédérale T-503-05</i>		ANCIENS COMBATTANTS	
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement d'une plainte— Raven Cameron Ballantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour Gravelle M.	3 641	<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada T-401-05</i>	
		Paiement des coûts pour la révision judiciaire— Bradley B C	575
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2004-050, Cour d'appel fédérale A-365-05</i>		<i>T-1647-05</i>	
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement d'une plainte— Med-Emerg International Inc.	4 100	Paiement des coûts pour la révision judiciaire— Boyne C en fiducie pour Grant J	2 924
	15 949	<i>T-2127-05</i>	
		Paiement des coûts pour la révision judiciaire— Levinson and Associates en fiducie pour Ladouceur R	2 250
CONSEIL DU TRÉSOR		<i>T-1746-05</i>	
Secrétariat		Paiement des coûts pour la révision judiciaire— Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour Matusiak N	19 842
<i>Autorisation—Cour fédérale Certification du jugement T-2160-99</i>		<i>T-2285-05</i>	
Paievements au titre de l'entente sur la parité salariale conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>	1 583 921	Paiement des coûts pour la révision judiciaire— Theriault Larocque Boudreau en fiducie pour Theriault D	2 640
			28 231
		Total	18 532 406

⁽¹⁾ Nom retenu en vertu des conditions du règlement.

⁽²⁾ Nom retenu en vertu d'un mandat de réintégration.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Agriculture et Agroalimentaire	9.2
Agence de promotion économique du Canada atlantique	9.6
Patrimoine canadien	9.8
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	9.8
Environnement	9.8
Pêches et Océans	9.10
Ressources humaines et Développement des compétences	9.20
Affaires indiennes et du Nord canadien	9.20
Industrie	9.24
Justice	9.24
Défense nationale	9.26
Ressources naturelles	9.26
Sécurité publique et Protection civile	9.26
Travaux publics et Services gouvernementaux	9.26
Transports	9.28
Conseil du Trésor	9.28
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	9.30

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au

cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite aux *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Assurance-récolte et sauvagine	188	4 603	1 263	2 299
	141	3 542	831	2 216
	<i>2 577</i>	<i>41 795</i>	<i>12 500</i>	<i>38 410</i>
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —				
Programmes complémentaires de sécurité du revenu .....	...	...	...	...
	...	1 627	6 330	818
	<i>10 885</i>	<i>15 034</i>	<i>13 257</i>	<i>5 755</i>
Entente Canada/Ontario sur les mesures prises en raison de la présence du virus de la Sharka en Ontario .....	...	...	...	...

	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Programme canadien du revenu agricole (PCRA) .....	...	...	...	...

	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) .....	...	...	...	...

	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Initiative de perfectionnement des compétences ⁽¹⁾	<i>189</i>	<i>3 118</i>	<i>1 641</i>	<i>1 906</i>
	...	250	64	28
	...	137	5	...
	<i>244</i>	<i>696</i>	<i>34</i>	<i>410</i>
Info-Centre (Guelph) .....	...	...	...	...

	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA)	121	11 375	9 535	15 650
	359	8 889	2 238	9 206
	<i>980</i>	<i>48 964</i>	<i>24 509</i>	<i>51 629</i>
Communication et sensibilisation .....	...	...	...	...

	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Salubrité des aliments à la ferme	4	17	24	20
	5	20	28	24
	<i>13</i>	<i>53</i>	<i>75</i>	<i>63</i>
Salubrité des aliments hors de la ferme	2	6	8	7
	1	6	7	6
	<i>5</i>	<i>21</i>	<i>28</i>	<i>24</i>
Programme d'assurance de la qualité des aliments .....	...	...	...	...

	<i>...</i>	<i>1</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Initiative de la traçabilité	1	4	5	5
	1	6	9	7
	<i>7</i>	<i>25</i>	<i>35</i>	<i>30</i>
Le suivi et traçabilité des animaux .....	...	...	...	...

	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Planification environnementale à la ferme (PEF)	126	257	489	279
	111	274	...	212
	<i>272</i>	<i>695</i>	<i>489</i>	<i>613</i>

**9.2 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX
À FRAIS PARTAGÉS**

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
30 580	43 519	49 436	105 978	95 416	9 785	343 067	...	...	...	343 067
27 154	48 549	38 373	112 020	103 309	9 750	345 885	...	...	...	345 885
465 657	750 659	792 316	2 296 270	1 668 499	157 701	6 226 384	...	...	...	6 226 384 (a)
...
30 400	64 796	10 203	...	13 058	27 763	154 995	...	...	240	155 235
518 004	249 774	38 689	45 996	193 799	66 102	1 157 295	340	...	416	1 158 051
...	5 502	...	...	...	...	5 502	...	...	...	5 502
...	8 055	...	...	...	...	8 055	...	...	...	8 055
...	30 726	...	...	...	...	30 726	...	...	...	30 726
...
...
...
...
...
10 961	4 575	929	747	16 227	10	33 449	...	...	...	33 449
71 640	90 490	37 523	66 725	278 544	17 456	569 232	...	...	...	569 232 (a)
1 502	2 192	2 308	9 683	1 280	123	17 430	3	...	...	17 433
...	2 222	769	3 559	925	17	7 634	...	...	...	7 634
1 868	3 854	5 110	14 121	3 493	701	30 531	3	...	...	30 534 (a)
...	200	...	...	...	...	200	...	...	...	200
...	200	...	...	...	...	200	...	...	...	200
...	800	...	...	...	...	800	...	...	...	800
162 091	165 002	140 748	207 529	152 702	68 326	933 079	...	...	184	933 263
174 074	176 980	149 809	219 732	306 185	21 198	1 068 670	...	...	...	1 068 670
518 605	587 032	491 150	1 019 431	796 806	160 246	3 699 352	...	...	184	3 699 536
...	104	...	...	...	...	104	...	...	...	104
...
...	216	...	...	...	...	216	...	...	...	216
275	439	176	386	417	109	1 867	...	...	...	1 867
330	525	210	463	499	130	2 234	...	...	...	2 234
873	1 391	557	1 225	1 322	345	5 917	...	...	...	5 917
95	151	61	133	144	37	644	...	...	...	644
88	140	56	123	133	35	595	...	...	...	595
330	526	211	463	500	130	2 238	...	...	...	2 238
...
...
6	10	4	9	9	2	41	...	...	...	41
65	103	41	91	98	25	438	...	...	...	438
101	161	64	142	153	40	684	...	...	...	684
412	656	262	578	624	162	2 791	...	...	...	2 791 (a)
...
...
...
4 732	1 837	1 005	3 732	3 950	1 082	17 489	...	...	...	17 489
4 894	3 375	794	2 068	2 422	1 599	15 749	...	...	...	15 749 (a)
20 412	5 434	2 003	6 196	7 838	4 537	48 489	...	...	...	48 489 (a)

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Gestion de l'environnement (pratiques de gestion bénéfiques)	362	745	345
	706	202
Couverture végétale	362	1 502	547
	...	156	224	...

Analyse comparative	156	305	...

Institut de gestion agricole

Perfectionnement des conseillers

Accroissement des compétences en leadership et perfectionnement en gestion

Programme d'incitation à la salubrité et à la qualité des aliments	115	...

Faits nouveaux en matière des gestion de l'agrinégoce	115	...

Risques et possibilités au plan de la recherche

Gestion de la formation sur le risque

Création d'un climat d'innovation agroalimentaire

Fonds de recherche et développement pour les carburants de remplacement renouvelables

Initiative scientifique relative à l'agriculture et à la médecine

Fonds d'innovation pour les sciences de la vie et l'agroalimentaire

Stratégie de recherche et de développement agroalimentaire d'Ontario

Initiative d'appui aux conseillers agricoles

Programme d'appui aux initiatives des tables filières québécoises

Services-conseils aux exploitations agricoles canadiennes	32	115	91	57

	85	168	136	87
Volet de mise en oeuvre à la ferme	3	11	16	13

	3	11	16	13

9.4 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX
À FRAIS PARTAGÉS

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
2 749	16 597	9 325	8 740	6 145	1 512	46 520	...	...	...	46 520
3 189	7 373	992	720	874	570	14 626	...	...	...	14 626 (a)
<i>11 189</i>	<i>23 970</i>	<i>10 317</i>	<i>9 461</i>	<i>7 019</i>	<i>2 116</i>	<i>66 483</i>	...	...	...	<i>66 483 (a)</i>
...	1 301	1 419	2 485	3 019	266	8 870	...	...	...	8 870
...
...	<i>1 827</i>	<i>2 139</i>	<i>4 970</i>	<i>4 867</i>	<i>354</i>	<i>14 618</i>	...	...	...	<i>14 618 (a)</i>
...	...	...	...	175	...	175	...	...	...	175
...
...	...	...	...	493	...	493	...	...	...	<i>493 (a)</i>
...	761	...	...	...	...	761	...	...	...	761
...
...	<i>761</i>	...	...	...	...	<i>761</i>	...	...	...	<i>761</i>
...	...	...	...	73	...	73	...	...	...	73
...
...	...	...	...	298	...	298	...	...	...	<i>298 (a)</i>
...	...	...	...	285	...	285	...	...	...	285
...
...	...	...	...	559	...	559	...	...	...	<i>559 (a)</i>
...	2 215	535	90	1 403	568	4 926	...	...	...	4 926
...
...	<i>2 215</i>	<i>698</i>	<i>90</i>	<i>1 473</i>	<i>605</i>	<i>5 196</i>	...	...	...	<i>5 196 (a)</i>
...	...	...	...	324	...	324	...	...	...	324
...
...	...	...	...	850	...	850	...	...	...	<i>850 (a)</i>
...	...	...	...	136	...	136	...	...	...	136
...
...	...	...	...	425	...	425	...	...	...	<i>425 (a)</i>
...	...	75	...	...	...	75	...	...	...	75
...
...	...	75	...	...	...	75	...	...	...	75
870	229	3 623	44	...	...	4 766	...	...	...	4 766
...
<i>2 383</i>	<i>494</i>	<i>3 623</i>	<i>44</i>	...	...	<i>6 544</i>	...	...	...	<i>6 544 (a)</i>
...	292	...	...	...	...	292	...	...	...	292
...
...	292	...	...	...	...	292	...	...	...	292
...	140	...	...	...	...	140	...	...	...	140
...
...	<i>140</i>	...	...	...	...	<i>140</i>	...	...	...	<i>140</i>
...	101	...	...	...	...	101	...	...	...	101
...
...	<i>101</i>	...	...	...	...	<i>101</i>	...	...	...	<i>101</i>
...	91	...	...	...	...	91	...	...	...	91
...
...	<i>91</i>	...	...	...	...	<i>91</i>	...	...	...	<i>91</i>
769	...	...	...	...	...	769	...	...	...	769
...
<i>1 180</i>	...	...	...	...	...	<i>1 180</i>	...	...	...	<i>1 180 (a)</i>
480	...	...	...	...	...	480	...	...	...	480
...
<i>805</i>	...	...	...	...	...	<i>805</i>	...	...	...	<i>805 (a)</i>
3 632	520	106	754	145	193	5 645	...	...	...	5 645
...
<i>5 688</i>	<i>713</i>	<i>181</i>	<i>1 022</i>	<i>422</i>	<i>272</i>	<i>8 774</i>	...	...	...	<i>8 774 (a)</i>
185	1 229	118	259	280	73	2 187	...	...	...	2 187
...
<i>185</i>	<i>3 512</i>	<i>118</i>	<i>259</i>	<i>280</i>	<i>73</i>	<i>4 470</i>	...	...	...	<i>4 470 (a)</i>

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Science et innovation (Cadre stratégique pour l'agriculture- financement d'appoint).....	...	...	...	1 250

	...	...	...	1 250
Environnement (Cadre stratégique pour l'agriculture- financement d'appoint).....	...	...	...	...

Renouveau (Cadre stratégique pour l'agriculture- financement d'appoint).....	...	...	...	...

Salubrité et qualité des aliments (Cadre stratégique pour l'agriculture-financement d'appoint).....	...	...	...	...

Initiative de transition du PCSRA-subventions.....	2	...	2 600	2 728

	2	...	2 600	2 728
Initiative de transition du PCSRA-contributions.....	...	4 192	...	...

	...	4 192	...	...
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Programme d'indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage.....	...	...	...	...

	...	...	...	5
Total du portefeuille ministériel.....	479	21 348	15 179	22 681
	618	14 501	10 154	12 691
	15 262	115 291	57 242	103 470
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère				
Ententes de coopération.....	...	...	...	...
	...	...	1 141	...
	224 161	109 275	212 505	211 956
Ententes de coopération—SPFA/DCE.....	...	...	...	...

	32 934	...	6 614	983
Ententes de coopération—SPFA/RE.....	...	...	...	...

	69 101	...	10 449	2 307
Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme Infrastructures Canada.....	8 624	376	9 223	1 637
	11 399	1 176	10 640	5 877
	47 151	12 293	61 119	53 849
Contributions pour le Programme de développement des entreprises internationales.....	190	114	417	417
	51	31	112	112
	241	145	529	529
Total du portefeuille ministériel.....	8 814	490	9 640	2 054
	11 450	1 207	11 893	5 989
	373 588	121 713	291 216	269 624

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	8 484	1 632	34 551	...	...	45 917	...	...	...	45 917
...
...	8 484	1 632	34 551	...	...	45 917	...	...	...	45 917
...	...	117	...	...	...	117	...	...	...	117
...
...	...	117	...	...	...	117	...	...	...	117
...	...	283	...	2 314	...	2 597	...	...	...	2 597
...
...	...	283	...	2 314	...	2 597	...	...	...	2 597
...	...	...	...	...	466	466	...	...	...	466
...
...	...	...	...	...	466	466	...	...	...	466
...	...	91 741	318 187	...	15 737	430 995	...	...	5	431 000
...
...	...	91 741	318 187	...	15 737	430 995	...	...	5	431 000
44 678	100 613	...	...	292 517	...	442 000	...	...	...	442 000
...
44 678	100 613	...	...	292 517	...	442 000	...	...	...	442 000
...	3	3	...	...	...	6	...	...	...	6
...	1	1	...	...	...	2	...	...	...	2
232	2 391	84	18	1	...	2 731	...	...	...	2 731
252 703	351 625	302 752	692 642	560 823	98 302	2 318 534	3	...	189	2 318 726
251 191	316 952	202 200	339 574	443 785	61 112	1 652 778	...	...	240	1 653 018
1 664 147	1 867 172	1 478 833	3 819 616	3 262 952	427 005	12 810 990	343	...	605	12 811 938
...
...	...	...	...	...	...	1 141	...	...	...	1 141
16	139	...	...	...	...	758 052	...	...	...	758 052
...
...	...	...	...	...	...	40 531	...	...	...	40 531
...
...	...	...	...	...	...	81 857	...	...	...	81 857
...	...	...	...	...	...	19 860	...	...	...	19 860
...	...	...	...	...	...	29 092	...	...	...	29 092 (a)
...	...	...	...	...	...	174 412	...	...	...	174 412 (a)
...	...	...	...	...	...	1 138	...	...	...	1 138
...	...	...	...	...	...	306	...	...	...	306 (a)
...	...	...	...	...	...	1 444	...	...	...	1 444 (a)
...	...	...	...	...	...	20 998	...	...	...	20 998
...	...	...	...	...	...	30 539	...	...	...	30 539
16	139	...	...	...	...	1 056 296	...	...	...	1 056 296

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Programme des langues officielles dans l'enseignement	3 925	3 292	9 789	28 364
	3 775	3 467	9 560	26 312
	94 797	55 485	185 872	683 700
Programme d'appui aux organismes nationaux de sport	230	...	255	240
	180	200	255	240
	823	600	1 065	840
Programme Présentation des arts Canada	120	...	...	...
	120	...	...	...
	702	...	...	...
Appui d'Espaces culturels Canada .....	...	...	...	...

	3 100	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	4 275	3 292	10 044	28 604
	4 075	3 667	9 815	26 552
	99 422	56 085	186 937	684 540
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Contributions à la province de Québec aux termes du programme Structure Canada (2000) .....	...	...	...	...

Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...

ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Accord Canada/Terre-Neuve relatif aux stations et programmes climatologiques	27	...	...	...
	29	...	...	...
	1 295	...	...	...
Accord Canada/Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec .....	...	...	...	...

Contribution en vertu du plan nord-américain de gestion de la sauvagine .....	...	...	...	...

Réglementation de la rivière Ottawa .....	...	...	...	...

Protection et dépollution du fleuve Saint-Laurent .....	...	...	...	...

Pâtes et papier .....	...	...	...	...

Accord concernant les relevés hydrométriques	477	6	84	168
	425	12	56	162
	2 219	75	504	1 007
Réseau radiométéo .....	...	...	...	...

	1 150	21	791	2 376
Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes .....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
66 419	81 303	15 313	8 983	14 843	16 816	249 047	2 831	1 307	2 134	255 319
66 134	87 119	13 566	7 086	14 239	18 037	249 295	1 109	3 018	2 053	255 475
2 547 093	2 290 037	274 335	200 611	283 314	311 637	6 926 881	31 064	13 038	24 569	6 995 552
634	884	267	259	378	434	3 581	222	192	192	4 187
634	884	367	259	378	434	3 831	292	322	292	4 737
1 902	2 173	894	917	1 281	1 402	11 897	1 001	911	816	14 625
...	...	...	...	...	...	120	...	...	...	120
...	...	...	...	...	...	120	...	...	...	120
...	...	...	...	...	...	702	...	...	...	702
...
...
...	...	...	900	...	...	4 000	...	88	...	4 088
67 053	82 187	15 580	9 242	15 221	17 250	252 748	3 053	1 499	2 326	259 626
66 768	88 003	13 933	7 345	14 617	18 471	253 246	1 401	3 340	2 345	260 332
2 548 995	2 292 210	275 229	202 428	284 595	313 039	6 943 480	32 065	14 037	25 385	7 014 967
91 117	...	...	...	...	...	91 117	...	...	...	91 117
85 724	...	...	...	...	...	85 724	...	...	...	85 724
387 605	...	...	...	...	...	387 605	...	...	...	387 605
91 117	...	...	...	...	...	91 117	...	...	...	91 117
85 724	...	...	...	...	...	85 724	...	...	...	85 724
387 605	...	...	...	...	...	387 605	...	...	...	387 605
...	...	...	...	...	...	27	...	...	...	27
...	...	...	...	...	...	29	...	...	...	29
...	...	...	...	...	...	1 295	...	...	...	1 295
210	...	...	...	...	...	210	...	...	...	210
210	...	...	...	...	...	210	...	...	...	210
6 764	...	...	...	...	...	6 764	...	...	...	6 764
...	...	223	403	458	...	1 084	...	...	...	1 084
...	217	361	626	569	4	1 777	...	...	...	1 777
...	217	3 901	6 793	5 677	26	16 614	...	...	...	16 614
...	61 875	...	...	...	...	61 875	...	...	...	61 875
...	66 658	...	...	...	...	66 658	...	...	...	66 658
(21 459)	268 828	...	...	...	...	247 369	...	...	...	247 369
442	...	...	...	...	...	442	...	...	...	442
356	...	...	...	...	...	356	...	...	...	356
28 388	...	...	...	...	...	28 388	...	...	...	28 388 (a)
...
...
1 750	...	...	...	...	273	2 023	...	...	...	2 023
200	3 261	...	...	...	...	4 196	...	...	...	4 196
200	2 551	...	...	...	...	3 406	...	...	...	3 406
20 083	25 673	6 117	5 823	14 211	...	75 712	...	...	...	75 712
...
...
...	...	...	...	...	...	4 338	...	...	...	4 338
92	...	...	...	...	...	92	...	...	...	92
92	...	...	...	...	...	92	...	...	...	92
576	...	...	...	...	...	576	...	...	...	576

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Plan d'action du bassin de Georgie (anciennement Initiative de l'écosystème du bassin de Georgie)

Loi sur la gestion des déchets de la Colombie-Britannique

Loi sur les espèces en péril

Stratégie d'initiative de la qualité de l'air

Programme de gérance de l'habitat

Loi canadienne sur la protection de l'environnement LCPE

Pétrole et gaz du Nord

Lutte intégrée contre les parasites

Agence canadienne d'évaluation environnementale				
Examen par une commission du projet Eastmain-1-A

Convention de la Baie James et du Nord québécois

Total du portefeuille ministériel	504	6	84	168
	454	12	56	162
	4 664	96	1 295	3 383

PÊCHES ET OCÉANS

Ministère

Planification de l'utilisation de l'eau avec Hydro C-B .....	...	...	...	...

Plan d'action environnemental du bras de mer Burrard .....	...	...	...	...

Accord Canada/Colombie-Britannique—Projet conjoint de restauration de l'habitat, protection et transfert de l'information .....	...	...	...	...

Programme de rétablissement des bassins versants de la Colombie-Britannique—Renouvellement forestier .....	...	...	...	...

Programme d'aménagement du bassin du Fraser .....	...	...	...	...

Aménagement de l'estuaire du fleuve Fraser .....	...	...	...	...

Plan de mesure corrective pour le port de Hamilton .....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	121	121	...	...	...	121
...	88	88	...	...	...	88
...	327	327	...	...	...	327 (a)
...
...	20	20	...	...	...	20
218	120	338	...	...	...	338
...	18	18	...	...	...	18
218	308	526	...	...	...	526
...	85	85	...	...	...	85
...
...	218	218	...	...	6	224
...	49	49	...	...	...	49
...
...	191	191	...	...	9	200
...
...	15	15	...	...	...	15
...	15	15	...	...	...	15
...
...	5	5	...	...	...	5
...	5	5	...	...	...	5
...	5	5	...	...	...	5
...
...	5	5	...	...	...	5
...
...
218	218	...	...	...	218 (f)
196	196	...	...	...	196
245	245	...	...	...	245
1 887	1 887	...	...	...	1 887 (a)
1 358	65 136	223	403	458	380	68 720	...	...	...	68 720
1 103	69 426	361	626	569	130	72 899	...	...	...	72 899
38 425	294 718	10 018	12 616	19 888	1 388	386 491	...	...	15	386 506

...
...
...	...	...	...	...	932	932	...	...	...	932
...	...	...	...	...	23	23	...	...	...	23
...	...	...	...	...	21	21	...	...	...	21
...	...	...	...	...	761	761	...	...	...	761
...
...
...	...	...	...	...	4 397	4 397	...	...	...	4 397
...
...
...	...	...	...	...	1 774	1 774	...	...	...	1 774
...
...
...	...	...	...	...	1 552	1 552	...	...	...	1 552
...	...	...	...	...	23	23	...	...	...	23
...	...	...	...	...	21	21	...	...	...	21
...	...	...	...	...	919	919	...	...	...	919
...
...
...	882	...	...	...	...	882	...	...	...	882 (f)

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Levés hydrographiques de Coral Harbour, production de carte et de couloir marin.....

Programme de retraite anticipée des pêcheurs de morue du Nord.....

	68 471	...	...	...
Opération de l'alevinier de la rivière Alouette.....

Saumon arc-en-ciel de la rivière Puntledge.....

Saumon de l'Atlantique.....

Manuel des méthodes et des normes d'échappement.....

Effets du barrage d'Hydro sur l'habitat des poissons.....

Projet Quinte.....

Santé Alberta—Analyse du poisson du lac Cristina, analyse Swan Hills.....

Division de la base de données d'aquaculture.....

Division de la base de données des échappées.....

Participation des Premières nations dans le programme de surveillance du saumon de l'Atlantique.....

Maintenance de bases de données Harvest.....

Division de l'information technologique et des sciences.....

Étude de la toxicité de l'oxygène sur le saumon de l'Atlantique—Programme de surveillance.....

Conseil des sciences de la Colombie—Britannique.....

Espèces en péril en Ontario.....

Enquête 2001 sur les poux de mer du détroit de la Reine-Charlotte.....

Possibilités d'aquaculture au North Island Strats et au détroit de Quatsino.....

9.12 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX
À FRAIS PARTAGÉS

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...	46	...	46
...	4 860	629	...	5 489 (f)
...
...	68 471	...	...	...	68 471
...
...	638	638	...	...	...	638
...
...	35	35	...	...	...	35
...
...	333	333	...	...	...	333
...
...	55	55	...	...	...	55
...
...	190	...	...	...	...	190	...	...	...	190
...	1 449	...	...	...	...	1 449	...	...	...	1 449 (f)
...	81	...	...	...	...	81	...	...	...	81
...	300	...	...	...	...	300	...	...	...	300
...	1 437	...	...	...	...	1 437	...	...	...	1 437
...
...	213	213	...	...	...	213
...
...	1 158	...	...	...	...	1 158	...	...	...	1 158 (f)
...
...	1 111	1 111	...	...	...	1 111
...
...	411	411	...	...	...	411
...
...	196	196	...	...	...	196
...
...	8	8	...	...	...	8
...
...	4	4	...	...	...	4
...
...	157	157	...	...	...	157
...
...	114	...	...	...	...	114	...	...	...	114
...	1 545	...	...	...	...	1 545	...	...	...	1 545 (f)
...
...	65	65	...	...	...	65
...
...	50	50	...	...	...	50

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Plan d'utilisation des eaux de la rivière Campbell et réhabilitation de l'estuaire
	***	***	***	***
Durabilité des pêches dans la ligne de partage des eaux avec le lac Owikeno/Long
	***	***	***	***
Plan de durabilité des pêches dans la ligne de partage des eaux avec la Rivière Nimpkish
	***	***	***	***
Amélioration de la conservation de truites arcs-en-ciel et truites fardées de l'écloserie Quinsam
	***	***	***	***
Amélioration de la conservation de truites arcs-en-ciel et truites fardées de l'écloserie Snootli
	***	***	***	***
Révision du plan de gestion des ressources terrestres et côtières du centre de la côte
	***	***	***	***
Collaboration de Hydro C-B—Birtwell
	***	***	***	***
GVRD—Contrôle du suintement de la culée de réservoir du barrage Cleveland
	***	***	***	***
Étude du réseau alimentaire au réservoir Carpenter
	***	***	***	***
Sylviculture—RFCB
	***	***	***	***
Rétention variable de sylviculture—RFCB
	***	***	***	***
Collaboration de Hydro C-B—Shortreed
	***	***	***	***
Conseil canadien des ministres des Pêches et de l'Aquaculture
	***	***	***	***
Financement pour le comité des placers du Yukon
	***	***	***	***
Conseil du bassin du Fraser—Grille à débris
	***	***	***	***
Étude sur la circulation de substance nutritive du lac Quesnel
	***	***	***	***
La gestion de sécurité de forêt boréale reproduit les modèles normaux de perturbation dans les forêts littorales
	***	***	***	***
Programme de développement de la pêche au crabe des neiges du Pacifique
	***	***	***	***

9.14 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX
À FRAIS PARTAGÉS

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...
...	49	49	...	...	...	49
...
...
...	413	413	...	...	...	413
...
...
...	35	35	...	...	...	35
...
...
...	56	56	...	...	...	56
...
...
...	10	10	...	...	...	10
...
...
...	20	20	...	...	...	20
...
...	6	6	...	...	...	6
...
...
...	212	212	...	...	...	212
...
...	42	42	...	...	...	42
...
...	106	106	...	...	...	106
...
...	67	67	...	...	...	67
...
...	214	214	...	...	...	214
...
...	76	...	...	...	...	76	...	...	...	76
...	231	...	...	...	...	231	...	...	...	231 (f)
...
...	16	16	...	...	...	16
...	59	59	...	...	...	59
...
...	230	230	...	...	...	230
...
...
...	5	5	...	...	...	5
...
...
...	20	...	...	...	...	20	...	...	...	20 (f)
...
...
...	28	28	...	...	...	28

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Zone tampon riveraine—RFCB
Identification des réserves de truites arc-en-ciel anadromes de la rivière Skeena
Plan pour la durabilité du poisson des bassins versants de la rivière Bella Coola
Processus de consultation sur l'aquaculture de l'archipel Broughton
ECOPATH dans la baie de Quinte et du lac Oneida
Coalition du centre de ressources de la faune du Nunavut
Gestion des statistiques de la Pêche commerciale au Québec (1990 à 2005)
Retardateurs de flamme bromée et EDP Ikonou
Modèle de prévision d'onde de tempête Thomson, Rick
Analyse microsatellite du rivage du Lac Okanagan et du cours d'eau qui engendre Kokanee
Révision des politiques de planification côtières
Restauration du pont hydraulique côtier C-B
Fonds environnementaux pour le Ministère des Transports
Plan de Gestion estuaire de la rivière Campbell
Embauche et formation d'agents multidisciplinaires et d'assistants aux ressources renouvelables (2005-2007)
Conseil de gestion de l'environnement de la Baie Voisey	52	...	...	...
	57	...	...	...
	184	...	...	...
Les Communautés de poissons de la rue Clair - le fleuve de Detroit, Rondeau, rue Francis, écosystème de lac: Pêcher les espèces en danger, les espèces présentées et l'habitat critique
Lac Ontario Mysid et évaluation de Diporeia

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...
...	146	146	...	...	...	146
...
...	5	5	...	...	...	5
...
...	50	50	...	...	...	50
...
...	40	40	...	...	...	40
...
...	172	...	...	...	...	172	...	...	...	172
...	524	...	...	...	...	524	...	...	...	524 (f)
...
...	3	...	3
...	53	...	53
58	58	...	...	...	58
50	50	...	...	...	50 (a)
421	421	...	...	...	421 (a)
...
...	5	5	...	...	...	5
...	6	6	...	...	...	6
...	41	41	...	...	...	41
...	44	44	...	...	...	44
...	89	89	...	...	...	89
...
...	30	30	...	...	...	30
...	40	40	...	...	...	40
...
...	15	15	...	...	...	15
...
...	24	24	...	...	...	24
...	281	281	...	...	...	281
...
...	291	291	...	...	...	291
...
...	2	2	...	...	...	2
...
28	28	...	...	...	28
128	128	...	...	...	128
...	52	...	...	...	52
...	57	...	...	...	57
...	184	...	...	...	184
...
...	80	...	...	...	...	80	...	...	...	80
...	150	...	...	...	...	150	...	...	...	150 (f)
...	5	...	...	...	...	5	...	...	...	5
...	12	...	...	...	...	12	...	...	...	12
...	17	...	...	...	...	17	...	...	...	17

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Secrétariat du régime d'exploitation des placers de Yukon

Limnologie du lac Quesnel (Ministère de l'environnement)

Analyse microsatellite des stocks de base et mélangés près du rivage et des ruisseaux qui sont frayères pour du Kokanee au Lac Okanagan. (MWLAP)

Analyse microsatellite du lac Koocanusa (Société des pêches en eau douce)

Les effets du bûcheronnage rivulaire sur l'habitat du poisson et d'écologie des petits ruisseaux dans la circonscription forestière de Prince George (Ministère des Forêts)

Limnologie du lac Quesnel (MWLAP)

L'évaluation des incidences potentielles de l'aquaculture de la panope du Pacifique intertidale (Panope abrupta) sur l'environnement benthique (MAFF)

Projet expérimental du crabe des neiges du Pacifique (MAFF)

Fraye de l'esturgeon blanc

Conseil consultatif sur l'habitat et la mise en valeur du saumon

Ruisseau Moonbeam

Rétablissement de l'esturgeon blanc

Équipe intégrée d'application de la loi sur le homard	160	...
	160	...
Détection écologique des effets - Ministère de la santé de l'Alberta

Projet de gestion sur les quotas du poisson de fond (Ministère de l'environnement)

Recouvrement LEP (Ministère de l'environnement, des terres et des parcs)

Gestion des données SISP (Portefeuille ministériel d'Environnement)

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	187	187	...	...	...	187
...	126	126	...	...	...	126
...	313	313	...	...	...	313
...	47	47	...	...	...	47
...	1	1	...	...	...	1
...	48	48	...	...	...	48
...
...	30	30	...	...	...	30
...	30	30	...	...	...	30
...
...	21	21	...	...	...	21
...	21	21	...	...	...	21
...	123	123	...	...	...	123
...	150	150	...	...	...	150
...	273	273	...	...	...	273
...	57	57	...	...	...	57
...	7	7	...	...	...	7
...	64	64	...	...	...	64
...
...	1	1	...	...	...	1
...	1	1	...	...	...	1
...
...	21	21	...	...	...	21
...	21	21	...	...	...	21
...
...	45	45	...	...	...	45
...	45	45	...	...	...	45
...
...	16	16	...	...	...	16
...	63	63	...	...	...	63
...	30	30	...	...	...	30
...	30	30	...	...	...	30
...	77	77	...	...	...	77
...
...	30	30	...	...	...	30
...	47	47	...	...	...	47
...	160	...	...	...	160
...
...	160	...	...	...	160
...	18	18	...	...	...	18
...
...	18	18	...	...	...	18
...	108	108	...	...	...	108
...
...	108	108	...	...	...	108
...	9	9	...	...	...	9
...
...	9	9	...	...	...	9
...	280	280	...	...	...	280
...
...	280	280	...	...	...	280

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Conseil des ministres des pêches et aquaculture de l'atlantique - Groupe de travail sur le crabe des neiges .....	...	...	22	...
	...	...	22	...
Profil de l'industrie de pêche de la crevette de l'Atlantique .....	...	...	48	...
	...	...	48	...
Enquête sur la pêche récréative au Canada .....	...	...	...	...

Total du portefeuille ministériel	52	...	230	...
	57	...	...	...
	68 655	...	230	...

**RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES
COMPÉTENCES**

Ministères

Ressources humaines et Développement des compétences

Projet pilote à l'intention des travailleurs âgés	36	66	...	...
	161	79	330	169
	1 329	540	2 381	1 684
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux (SIGEL)1	61	61	61	61
	32	32	32	32
	763	763	763	763

Développement social

Ententes sur le marché du travail relatives aux personnes handicapées	4 578	1 376	8 290	5 951
	4 578	1 376	8 290	5 951
	13 734	4 128	24 870	17 853

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Programme de logement à frais partagés	59 541	11 620	62 657	50 385
	60 700	10 164	73 160	52 860
	1 190 872	176 027	1 307 052	850 826
Total du portefeuille ministériel	64 216	13 123	71 008	56 397
	65 471	11 651	81 812	59 012
	1 206 698	181 458	1 335 066	871 126

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak .....	...	...	...	...

Indiens Cris—Conseil scolaire du Kativik (Baie James) .....	...	...	...	...

Association des trappeurs Indiens Cris .....	...	...	...	...

Protection des forêts .....	...	...	...	...

Programme des infrastructures .....	...	...	...	...

Entente conjointe pour les immobilisations liées à l'éducation—AINC, Manow—Bandes NAN .....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	22	...	...	...	22
...
...	...	...	...	...	...	22	...	...	...	22
...	...	...	...	...	...	48	...	...	...	48
...
...	...	...	...	...	...	48	...	...	...	48
37	...	...	...	...	...	37	...	...	...	37
...
37	...	...	...	...	...	37	...	...	...	37
95	86	...	...	...	1 227	1 690	...	...	...	1 690
78	944	...	...	...	615	1 694	...	49	...	1 743
586	7 413	...	...	...	17 289	94 173	4 860	682	...	99 715

...	...	55	19	...	...	176	...	...	...	176
2 741	...	89	323	...	...	3 892	...	...	...	3 892 (a)
22 480	...	624	1 709	...	6 259	37 006	551	230	693	38 480 (a)
61	61	61	61	61	61	610	61	61	61	793
32	32	32	32	32	32	320	32	32	32	416 (a)
763	763	763	763	763	763	7 630	763	763	763	9 919 (a)
45 893	76 354	8 965	10 853	25 190	30 744	218 194	...	...	...	218 194
45 893	77 993	8 965	10 853	25 190	30 744	219 833	...	...	...	219 833
137 679	224 259	26 895	32 559	75 570	92 232	649 779	...	...	...	649 779
248 774	638 941	88 069	129 115	122 147	186 938	1 598 187	32 826	58 180	6 336	1 695 529
254 594	650 406	92 586	133 043	110 672	173 111	1 611 296	34 697	58 348	9 084	1 713 425
4 175 885	10 375 526	1 479 442	2 459 811	1 928 505	2 224 905	26 168 851	1 454 079	470 777	95 127	28 188 834
294 728	715 356	97 150	140 048	147 398	217 743	1 817 167	32 887	58 241	6 397	1 914 692
303 260	728 431	101 672	144 251	135 894	203 887	1 835 341	34 729	58 380	9 116	1 937 566
4 336 807	10 600 548	1 507 724	2 494 842	2 004 838	2 324 159	26 863 266	1 455 393	471 770	96 583	28 887 012

...
...	...	...	...	...	...	...	...	15	...	15
...	...	...	...	...	...	...	191	45	...	236
98 323	...	...	...	...	...	98 323	...	...	...	98 323
94 748	...	...	...	...	...	94 748	...	...	...	94 748
1 535 593	...	...	...	...	...	1 535 593	...	...	...	1 535 593
82	...	...	...	...	...	82	...	...	...	82
82	...	...	...	...	...	82	...	...	...	82
2 280	...	...	...	...	...	2 280	...	...	...	2 280
328	1 481	4 978	1 550	...	...	8 337	...	...	...	8 337
140	1 270	669	1 932	...	...	4 011	...	...	...	4 011
2 005	25 126	17 703	19 493	...	...	64 327	...	...	...	64 327
...	...	...	...	...	...	...	19	...	...	19
...
...	...	...	...	...	...	...	10 909	...	...	10 909
...
...
...	33 060	...	...	...	...	33 060	...	...	...	33 060

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Développement des ressources naturelles
Entente de Terre-Neuve
Entente du nord-est du Québec	158 874	...	...	...
Entente sur les inondations du Nord
Routes des réserves
Services sociaux
Négociations de traité trilatérale
Programme d'aide intérimaire de gestion des ressources
Entente Labrador/Inuit
Entente concernant la mise en oeuvre de la convention de la Baie James et du nord québécois en matière de logement du Nunavik	23	...	...	...
Bureau de géoscience du Canada
Programme d'infrastructure Canada/Yukon
Bureau de géoscience du Yukon
Ministère des Premières Nations et Relations des Métis
L'aide à la gestion des urgences
Services directs de l'éducation
Programme d'entraîner les apprentis
Centre de formation professionnelle Waswanipi— Convention de la Baie-James et du Nord québécois
Élections Nation Métis - Relations Métis et des Premières Nations de la Saskatchewan

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...	500	...	...	...	...	500	...	...	...	500
...	13 685	...	...	...	...	13 685	...	...	...	13 685
...
...
...	...	...	...	...	...	158 874	...	...	...	158 874
3 431	...	...	...	...	...	3 431	...	...	...	3 431
2 733	...	...	...	...	...	2 733	...	...	...	2 733
65 722	...	...	...	...	...	65 722	...	...	...	65 722
...	...	390	...	...	...	390	...	...	...	390
...	...	341	...	...	...	341	...	...	...	341
...	...	120 447	...	...	...	120 447	...	...	...	120 447
...	...	4 000	...	...	...	4 000	...	...	...	4 000
...	...	5 855	...	...	...	5 855	...	...	...	5 855
...	...	52 378	...	...	...	52 378	...	...	...	52 378
...	190 097	...	...	...	...	190 097	...	...	...	190 097
...	188 019	...	...	...	...	188 019	...	...	...	188 019
...	2 470 777	...	...	...	...	2 470 777	...	...	...	2 470 777
...	...	...	...	...	6 191	6 191	...	...	...	6 191
...	...	...	...	...	5 801	5 801	...	...	...	5 801
...	...	...	...	...	66 712	66 712	...	...	...	66 712
...	...	...	...	...	...	...	1 625	...	...	1 625
...	...	...	...	...	...	...	1 621	...	...	1 621
...	...	...	...	...	...	...	14 099	...	...	14 099
...
...	...	...	...	...	...	23	...	...	...	23
12 778	...	...	...	...	...	12 778	...	...	...	12 778
12 500	...	...	...	...	...	12 500	...	...	...	12 500
48 278	...	...	...	...	...	48 278	...	...	...	48 278
...
...	...	...	...	...	...	...	...	430	...	430
...	...	...	...	...	...	...	2 535	...	...	2 535
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 233	1 233
...	...	...	...	...	...	...	...	2 538	...	2 538
...
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	680	680
...
...	...	...	69	...	...	69	...	...	...	69
...	1 138	...	...	...	...	1 138	...	...	...	1 138
...	2 445	...	...	...	...	2 445	...	...	...	2 445
...	3 583	...	...	...	...	3 583	...	...	...	3 583
...	355	...	...	...	...	355	...	...	...	355
...	340	...	...	...	...	340	...	...	...	340
...	695	...	...	...	...	695	...	...	...	695
...
...	346	...	...	...	...	346	...	...	...	346
...	346	...	...	...	...	346	...	...	...	346
8 201	...	...	...	...	...	8 201	...	...	...	8 201
5 524	...	...	...	...	...	5 524	...	...	...	5 524
13 725	...	...	...	...	...	13 725	...	...	...	13 725 (f)
...	...	...	355 991	...	...	355 991	...	...	...	355 991
...
...	...	...	355 991	...	...	355 991	...	...	...	355 991

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Entente pour la révision de la liste d'électeurs algonquins .....	...	...	...	...
Ateliers sur les négociations basées sur les intérêts .....	...	...	12 500	...
Matériel sur l'essai de communication multilatérale .....	...	...	12 500	...
Protection d'inondation .....	...	...	1 925	...
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	14 425	...
	158 897	...	14 425	...
INDUSTRIE				
Ministère				
Infrastructure Canada/Ontario .....	...	...	...	...
Développement industriel et régional .....	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	630 651	310 879	690 209	561 133
JUSTICE				
Ministère				
Services d'aide juridique	2 047	445	3 612	2 453
Assistance parajudiciaire auprès des Autochtones	41 290	6 824	76 401	39 475
Aide juridique aux jeunes contrevenants	98	...	111	...
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques)	2 365	52	1 069	...
Services de la justice destinés aux jeunes—Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	5 119	2 021	6 170	4 822
	5 350	2 112	6 448	5 040
	101 650	40 084	121 728	95 626

	100	100	268	100
	100	100	261	166
	500	500	963	566
Total du portefeuille ministériel	7 364	2 566	10 161	7 375
	7 595	2 605	10 432	7 659
	145 805	47 460	200 161	135 667

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	19 717	...	...	...	...	19 717	...	...	...	19 717
...
...	19 717	...	...	...	...	19 717	...	...	...	19 717 (f)
...	...	...	...	...	...	12 500	...	...	...	12 500
...
...	...	...	...	...	...	12 500	...	...	...	12 500 (f)
...	...	...	...	...	...	1 925	...	...	...	1 925
...
...	...	...	...	...	...	1 925	...	...	...	1 925 (f)
...	...	...	1 728	...	...	1 728	...	...	...	1 728
...
...	...	...	1 728	...	...	1 728	...	...	...	1 728
123 143	212 788	9 368	359 269	...	6 191	725 184	1 644	...	...	726 828
115 727	192 920	6 865	1 932	...	5 801	323 245	1 621	445	1 233	326 544
1 667 603	2 566 989	190 528	377 281	...	66 712	5 042 435	25 199	2 580	3 218	5 073 432
...	94 250	...	...	...	...	94 250	...	...	...	94 250
...	115 942	...	...	...	...	115 942	...	...	...	115 942
...	623 527	...	...	...	...	623 527	...	...	...	623 527 (a)
...
...
492 295	279 136	312 968	193 718	142 342	162 075	3 775 406	30 708	...	13 439	3 819 553
...	94 250	...	...	...	...	94 250	...	...	...	94 250
...	115 942	...	...	...	...	115 942	...	...	...	115 942
492 295	902 663	312 968	193 718	142 342	162 075	4 398 933	30 708	...	13 439	4 443 080
26 321	50 682	4 824	4 203	10 751	14 489	119 827	...	...	...	119 827
26 321	50 682	4 824	4 203	10 751	14 489	119 775	...	...	...	119 775
471 352	962 056	89 707	71 975	183 032	244 147	2 186 259	24 435	...	7 605	2 218 299
530	1 039	435	620	1 009	994	4 836	...	...	...	4 836
530	1 039	435	620	1 009	994	4 836	...	...	...	4 836
11 276	20 549	8 629	10 736	25 780	24 511	104 967	6 569	15	2 197	113 748
36 683	63 809	6 432	7 416	16 956	22 134	171 562	3 060	1 577	1 103	177 302
38 338	66 688	6 723	7 751	17 721	23 133	179 304	3 198	1 648	1 152	185 302
706 488	1 287 888	122 128	147 195	308 304	385 937	3 317 028	82 374	13 348	25 802	3 438 552
...	...	...	...	...	...	...	1 972	1 792	1 092	4 856
...	...	...	...	...	...	...	1 972	1 792	1 092	4 856
...	...	...	...	...	...	...	13 941	12 309	7 218	33 468
100	1 108	200	199	401	373	2 949	150	175	150	3 424
100	845	126	100	295	317	2 410	150	175	150	2 885
548	2 440	626	599	1 108	1 024	8 874	750	875	750	11 249
63 634	116 638	11 891	12 438	29 117	37 990	299 174	5 182	3 544	2 345	310 245
65 289	119 254	12 108	12 674	29 776	38 933	306 325	5 320	3 615	2 394	317 654
1 189 664	2 272 933	221 090	230 505	518 224	655 619	5 617 128	128 069	26 547	43 572	5 815 316

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Fonds des nouvelles initiatives (NSS)	46	...	19	...
	141	...	13	...
	303	...	33	47
Total du portefeuille ministériel	46	...	19	...
	141	...	13	...
	303	...	33	47
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Fonds de développement Canada/Terre-Neuve .....	...	...	...	...
	1 185	...	...	...
	224 980	...	...	...
Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	1 955	...	...	...
	2 382	...	...	...
	43 263	...	...	...
Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers .....	...	...	2 350	...
	...	...	1 407	...
	...	...	19 190	...
Total du portefeuille ministériel	1 955	...	2 350	...
	3 567	...	1 407	...
	268 243	...	19 190	...
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère				
Police autochtone	45	...	71	156
	76	...	409	136
	1 345	943	18 441	3 663
Programme conjoint de protection civile et d'aide financière aux sinistrés	184	45	572	259
	193	162	6 859	182
	26 838	9 804	25 528	62 793
Fonds des nouvelles initiatives de recherche (SNRS) .....	...	...	...	...

	16 200	...	766	47 105
Aide financière aux provinces de Québec et de l'Ontario pour le rapatriement des Canadiens du Liban .....	...	...	...	...

Gendarmerie royale du Canada				
Programme canadien du contrôle des armes à feu	35	190	860	870
	...	149	770	817
	2 255	2 371	10 157	11 435
Total du portefeuille ministériel	264	235	1 503	1 285
	269	311	8 038	1 135
	46 638	13 118	54 892	124 996
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Coût d'entretien du pont MacDonald-Cartier .....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	30	...	204	727	1 026	...	...	...	1 026
...	44	58	...	229	1 319	1 804	32	...	...	1 836 (a)
190	2 843	640	203	1 197	3 300	8 756	851	418	19	10 044 (a)
...	...	30	...	204	727	1 026	...	...	...	1 026
...	44	58	...	229	1 319	1 804	32	...	...	1 836
190	2 843	640	203	1 197	3 300	8 756	851	418	19	10 044
...
...	...	...	...	...	...	1 185	...	...	...	1 185
...	...	...	...	...	...	224 980	...	...	...	224 980
...	...	...	...	...	...	1 955	...	...	...	1 955
...	...	...	...	...	...	2 382	...	...	...	2 382
...	...	...	...	...	...	43 263	...	...	...	43 263
...	...	...	...	...	...	2 350	...	...	...	2 350
...	...	...	...	...	...	1 407	...	...	...	1 407
...	...	...	...	...	...	19 190	...	...	...	19 190
...	...	...	...	...	...	4 305	...	...	...	4 305
...	...	...	...	...	...	4 974	...	...	...	4 974
...	...	...	...	...	...	287 433	...	...	...	287 433
20 808	31 401	3 378	1 446	5 863	2 053	65 221	300	884	300	66 705
21 138	28 708	3 193	1 388	6 039	2 318	63 405	489	259	849	65 002
198 440	317 826	58 953	73 161	75 968	62 246	810 986	7 102	3 838	16 185	838 111
1 017	4 014	7 370	213	25 144	623	39 441	100	138	148	39 827
25 993	3 744	38 272	1 443	3 518	52 845	133 211	156	158	165	133 690
930 944	176 943	283 149	19 677	153 335	222 709	1 911 720	5 948	1 159	6 312	1 925 139
...
...
110 123	1 464 837	485 445	111 029	555 734	703 199	3 494 438	723 944	267 417	19 118	4 504 917 (f)
1 002	390	...	...	...	...	1 392	...	...	...	1 392
...
1 002	390	...	...	...	...	1 392	...	...	...	1 392
4 300	4 800	...	...	20	...	11 075	...	...	...	11 075
4 600	4 815	...	...	...	...	11 151	...	...	...	11 151
89 464	67 408	2 464	2 190	4 587	27 893	220 224	1 137	...	1 297	222 658
27 127	40 605	10 748	1 659	31 027	2 676	117 129	400	1 022	448	118 999
51 731	37 267	41 465	2 831	9 557	55 163	207 767	645	417	1 014	209 843
1 329 973	2 027 404	830 011	206 057	789 624	1 016 047	6 438 760	738 131	272 414	42 912	7 492 217
342	342	...	...	...	...	684	...	...	...	684
127	127	...	...	...	...	254	...	...	...	254
3 201	8 339	...	...	...	...	11 540	...	...	...	11 540

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Assainissement des étangs de goudron et du site des fours à coke de Sydney .....	...	...	11 273	...
	...	...	7 722	...
	...	...	19 070	...
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	11 273	...
	...	...	7 722	...
	...	...	19 070	...
TRANSPORTS				
Ministère				
Code canadien de sécurité	177	148	303	217
	177	148	303	217
	2 116	1 786	3 570	2 574
Rénovations des routes en Outaouais .....	...	...	...	...

Entretien du pont de Québec .....	...	...	...	...

Programme stratégique d'infrastructure routière— Composante routière—Programmes et cessions .....	...	119	28	1 760
	6 660	2 605	79	1 191
	11 548	5 804	17 345	13 793
Programme stratégique d'infrastructure routière—Initiatives de transports aux points de passage frontaliers— Programmes et cessions .....	...	...	...	...

	...	...	...	440
Programme stratégique d'infrastructure routière — Systèmes de transport intelligents	600	87	36	369
	...	...	306	447
	600	187	694	1 074
Programme stratégique d'infrastructure routière— Planification et intégration aux points de passage frontaliers .....	...	...	85	...
	...	...	65	...
	...	...	150	...
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	21 208	8 261	8 109	38 607
	3 985	493	17 048	20 339
	30 241	9 325	25 157	98 067
Fonds sur l'infrastructure frontalière .....	...	...	...	5 354
	...	...	...	3 822
	...	...	...	11 676
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	105	3 737	...	10 582
	...	...	...	426
	105	3 737	...	11 008
Total du portefeuille ministériel	22 090	12 352	8 561	56 889
	10 822	3 246	17 801	26 442
	44 610	20 839	46 916	138 632
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat				
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto .....	...	...	...	...

Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	11 273	...	...	...	11 273
...	...	...	...	...	...	7 722	...	...	...	7 722 (a)
...	...	...	...	...	...	19 070	...	...	...	19 070 (a)
342	342	...	...	...	...	11 957	...	...	...	11 957
127	127	...	...	...	...	7 976	...	...	...	7 976
3 201	8 339	...	...	...	...	30 610	...	...	...	30 610
723	1 184	269	283	498	378	4 180	128	50	128	4 486
723	1 090	269	283	499	378	4 087	50	128	128	4 393
8 360	12 668	3 175	3 332	5 791	4 417	47 789	1 347	228	1 553	50 917
14 596	...	...	...	...	...	14 596	...	...	...	14 596
14 344	...	...	...	...	...	14 344	...	...	...	14 344
61 628	...	...	...	...	...	61 628	...	...	...	61 628
...
600	...	...	...	...	...	600	...	...	...	600
5 700	...	...	...	...	...	5 700	...	...	...	5 700
93	48 400	5 108	25	865	7 280	63 678	...	599	644	64 921
19 320	77 982	4 636	1 038	16 021	8 510	138 042	240	...	324	138 606
108 501	157 230	19 224	18 500	45 793	59 816	457 554	4 925	4 188	4 399	471 066
4 007	1 600	...	...	...	2 013	7 620	...	...	...	7 620
4 000	4 090	...	...	...	4 042	12 132	...	...	...	12 132
30 101	5 690	...	...	...	13 142	49 373	...	...	...	49 373
45	1 595	421	148	1 389	1 438	6 128	121	...	127	6 376
529	590	468	214	593	1 002	4 149	...	...	...	4 149
1 041	3 362	930	807	2 991	2 727	14 413	121	...	127	14 661
330	860	...	23	49	120	1 467	...	...	23	1 490
350	472	...	...	...	60	947	...	...	...	947
680	1 332	...	23	49	180	2 414	...	...	23	2 437
9 705	118 445	73 972	27 312	68 194	284 483	658 296	12 291	3 201	2 377	676 165
10 682	38 306	35 848	20 584	44 270	201 315	392 870	14 125	...	4 271	411 266
20 994	163 195	114 454	70 380	112 464	519 732	1 164 009	41 367	10 928	11 572	1 227 876
...	18 260	...	71	...	19 172	42 857	...	...	...	42 857
...	29 147	...	1 932	...	27 822	62 723	...	...	...	62 723
...	62 988	...	2 003	...	62 334	139 001	...	...	...	139 001
6 755	46 109	6 791	6 683	...	...	80 762	...	...	804	81 566
...	3 566	4 875	2 200	...	...	11 067	...	...	...	11 067
6 755	50 093	11 666	8 883	...	...	92 247	...	...	804	93 051
36 254	236 453	86 561	34 545	70 995	314 884	879 584	12 540	3 850	4 103	900 077
50 548	155 243	46 096	26 251	61 383	243 129	640 961	14 415	128	4 723	660 227
243 760	456 558	149 449	103 928	167 088	662 348	2 034 128	47 760	15 344	18 478	2 115 710
...	34 450	...	...	...	...	34 450	...	...	...	34 450
...
...	34 450	...	...	...	...	34 450	...	...	...	34 450
...	34 450	...	...	...	...	34 450	...	...	...	34 450
...
...	34 450	...	...	...	...	34 450	...	...	...	34 450

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—Fin

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Programme d'infrastructure Canada

Entente Canada/Saskatchewan pour le développement du Nord

Les ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest

L'Accord de Vancouver

Ententes sur le développement urbain de la ville de Winnipeg

Ententes sur le développement urbain de la ville de Saskatoon

Ententes sur le développement urbain de la ville de Regina

Total du portefeuille ministériel

Total global	110 059	53 412	154 477	175 453
	104 519	37 200	159 143	139 642
	<i>3 063 436</i>	<i>866 939</i>	<i>2 916 882</i>	<i>2 892 618</i>

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 2006-2007.

Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 2005-2006.

Les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 2006-2007).

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

⁽¹⁾ Les paiements au programme de Contribution aux cercles 4-H sont maintenant versés via le programme d'Initiative de perfectionnement des compétences.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	3 480	2 360	17 099	57 490	80 429	...	...	...	80 429
...	...	8 595	7 697	29 473	91 750	137 515	...	...	...	137 515
...	...	57 939	54 177	159 225	235 672	507 013	...	...	...	507 013
...	1 438	...	...	1 438	...	...	...	1 438
...	2 184	...	...	2 184	...	...	...	2 184
...	5 032	...	...	5 032	...	...	...	5 032
...	...	4 110	6 876	4 635	10 084	25 705	...	...	...	25 705
...	...	3 530	4 285	6 204	7 396	21 415	...	...	...	21 415
...	...	9 833	14 086	17 535	22 422	63 876	...	...	...	63 876
...	1 076	1 076	...	...	...	1 076
...	1 874	1 874	...	...	...	1 874
...	7 540	7 540	...	...	...	7 540
...	...	1 151	...	...	...	1 151	...	...	...	1 151
...	...	338	...	...	...	338	...	...	...	338
...	...	3 987	...	...	...	3 987	...	...	...	3 987
...	166	...	...	166	...	...	...	166
...	80	...	...	80	...	...	...	80 (a)
...	246	...	...	246	...	...	...	246 (a)
...	56	...	...	56	...	...	...	56
...
...	56	...	...	56	...	...	...	56
...	...	8 741	10 896	21 734	68 650	110 021	...	...	...	110 021
...	...	12 463	14 246	35 677	101 020	163 406	...	...	...	163 406
...	...	71 759	73 597	176 760	265 634	587 750	...	...	...	587 750
957 554	1 949 916	543 044	1 261 142	876 977	766 020	6 848 054	55 709	68 156	15 808	6 987 727
991 546	1 824 553	437 221	549 730	731 487	729 580	5 704 621	58 163	66 374	21 065	5 850 223
13 903 267	23 334 379	5 048 249	7 714 791	7 367 508	5 914 615	73 022 684	2 463 379	803 792	244 226	76 534 081

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Détail budgétaire par affectation	10.2
Commissions	10.17
Frais d'étude	10.20
Revenus de placements	10.22
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	10.25

Détail budgétaire par affectation

Cet état présente les crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31

de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), de même que les dépenses connexes de l'exercice.

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			Commission canadienne des grains		
Ministère			Crédit 40—Dépenses du programme—		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Budget de fonctionnement.....	25 861 497	25 861 497
Budget de fonctionnement.....	800 008 050	736 358 585	Bloquées.....	24 998	
Coûts associés à la traduction (Décision				25 886 495	25 861 497
Devinat).....	7 000		Montants législatifs.....	24 635 629	(1 102 466)
Bloquées.....	575 876			50 522 124	24 759 031
Moins: revenus affectés aux			Total du portefeuille ministériel.....	4 586 513 381	4 216 763 309
dépenses.....	46 500 000	28 160 330			
	754 090 926	708 198 255	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Crédit 5—Dépenses en capital—			Ministère		
Capital.....	22 580 000	22 580 000	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Projet pilote de crédits permanents au			Budget de fonctionnement.....	85 746 106	80 461 219
titre de la gestion des immobilisations.	28 631 000	11 553 842	Bloquées.....	1 007 834	
	51 211 000	34 133 842		86 753 940	80 461 219
Crédit 10—Subventions et contributions ..	832 761 256	596 657 461	Crédit 5—Subventions et contributions—	296 340 000	296 340 000
Crédit 13b—Pour radier jusqu'à			Montants législatifs.....	8 546 416	8 539 847
concurrence de 1 400 000 \$ le				391 640 356	385 341 066
prélèvement prévu devant être utilisé			Société d'expansion du Cap-Breton		
par le fonds renouvelable de l'Agence			Crédit 10—Paiements à la Société		
canadienne du pari mutuel, à compter			d'expansion du Cap-Breton.....	8 655 000	8 655 000
du 31 mars 2007.....	1		Total du portefeuille ministériel.....	400 295 356	393 996 066
Crédit 15—Prêts garantis en vertu de			AGENCE DU REVENU DU CANADA		
la Commission canadienne du blé pour			Crédit 1—Dépenses du programme et		
le Programme d'avances printanières. ...	2		dépenses recouvrables au titre du		
Crédit 20—Garantie pour le paiement			Régime de pensions du Canada et de la		
d'emprunt pour Financement agricole			<i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		
Canada—Programme biomasse.....	1		Budget de fonctionnement.....	3 079 453 776	2 894 381 504
Montants législatifs.....	2 232 295 730	2 228 732 357	Subventions et contributions.....	2 000 000	527 833
Total du ministère.....	3 870 358 916	3 567 721 915	Initiatives publicitaires.....	2 000 000	1 987 096
Commission canadienne du lait			Mesures anti-terrorisme liées aux		
Crédit 25—Dépenses du programme—			organismes de bienfaisance—		
Budget de fonctionnement.....	3 660 000	3 660 000	Budget de fonctionnement.....	2 842 000	2 794 000
Agence canadienne d'inspection des			Bloquées.....	38 490 000	
aliments			Moins: revenus affectés aux		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement			dépenses.....	234 295 000	229 922 000
et contributions—				2 890 490 776	2 669 768 433
Budget de fonctionnement.....	619 885 722	585 621 868	Montants législatifs.....	735 354 158	735 354 158
Subventions et contributions.....	932 283	932 283	Total du portefeuille ministériel.....	3 625 844 934	3 405 122 591
Moins: revenus affectés aux					
dépenses.....	56 035 168	56 035 168			
	564 782 837	530 518 983			
Crédit 35—Dépenses en capital.....	28 144 346	21 386 087			
Montants législatifs.....	69 045 158	68 717 293			
	661 972 341	620 622 363			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
PATRIMOINE CANADIEN			Bibliothèque et Archives du Canada		
Ministère			Crédit 50—Dépenses du programme—		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Budget de fonctionnement.....	93 967 420	93 118 038
Budget de fonctionnement.....	240 782 866	231 730 588	Subventions et contributions.....	2 271 947	2 206 333
Bloquées.....	17 021 664		Bloquées.....	8 936 702	
Moins: revenus affectés aux			Moins: revenus affectés aux		
dépenses.....	5 205 000	4 743 802	dépenses.....	550 000	415 089
	252 599 530	226 986 786		104 626 069	94 909 282
Crédit 5—Subventions et contributions			Montants législatifs.....	11 329 878	11 256 737
Subventions et contributions.....	1 169 959 136	1 149 147 249		115 955 947	106 166 019
Bloquées.....	9 085 309				
	1 179 044 445	1 149 147 249	Société du Centre national des Arts		
Montants législatifs.....	27 343 091	27 307 969	Crédit 55—Paiements à la Société du		
Total du ministère.....	1 458 987 066	1 403 442 004	Centre national des Arts—		
			Budget de fonctionnement.....		
Conseil des Arts du Canada			Réparations à l'édifice et paiements à		
Crédit 15—Paiements au Conseil des			la ville d'Ottawa.....		
Arts du Canada.....	171 418 250	171 418 250		7 000 000	7 000 000
				56 465 324	56 465 323
Société Radio-Canada			Commission des champs de bataille		
Crédit 20—Paiements à la Société			nationaux		
Radio-Canada pour les dépenses			Crédit 60—Dépenses du programme—		
de fonctionnement.....	974 323 001	974 323 000	Budget de fonctionnement.....		
Crédit 25—Paiements à la Société			Montants législatifs.....		
Radio-Canada pour le fonds de				7 839 350	7 434 142
roulement.....	4 000 000	4 000 000		2 033 220	2 033 216
Crédit 30—Paiements à la Société				9 872 570	9 467 358
Radio-Canada pour les dépenses			Office national du film		
en capital.....	135 730 001	135 730 000	Crédit 65—Fonds renouvelable de		
	1 114 053 002	1 114 053 000	l'Office national du film—		
			Dépenses de fonctionnement—		
Musée canadien des civilisations			Budget de fonctionnement.....		
Crédit 35—Paiements au Musée canadien			Subventions et contributions.....		
des civilisations à l'égard des dépenses			Moins: revenus affectés aux		
de fonctionnement et des dépenses en			dépenses.....		
capital.....	61 961 293	61 961 292		8 535 000	6 630 329
				71 221 292	68 435 834
Musée canadien de la nature			Montants législatifs.....	5 976 885	
Crédit 40—Paiements au Musée canadien				77 198 177	68 435 834
de la nature à l'égard des dépenses de			Musée des beaux-arts du Canada		
fonctionnement et des dépenses en			Crédit 70—Paiements au Musée des		
capital.....	59 761 079	59 761 078	beaux-arts du Canada à l'égard des		
			dépenses de fonctionnement et des		
Conseil de la radiodiffusion et des			dépenses en capital.....		
télécommunications canadiennes				39 142 072	39 142 072
Crédit 45—Dépenses du programme—			Crédit 75—Paiement au Musée des beaux-		
Budget de fonctionnement.....	42 644 301	42 203 498	arts du Canada à l'égard de l'acquisition		
Moins: revenus affectés aux			d'objets pour la Collection.....		
dépenses.....	39 866 000	39 865 700		8 000 000	8 000 000
	2 778 301	2 337 798		47 142 072	47 142 072
Montants législatifs.....	5 374 297	5 374 297	Musée national des sciences et de la		
	8 152 598	7 712 095	technologie		
			Crédit 80—Paiements au Musée		
			national des sciences et de la		
			technologie à l'égard des dé-		
			penses de fonctionnement et		
			des dépenses en capital.....		
				30 994 911	30 994 910

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Commission de la fonction publique			Crédit 5—Subventions et contributions—		
Crédit 95—Dépenses du programme—			Subventions et contributions.....	530 903 499	522 805 300
Budget de fonctionnement.....	97 169 421	93 672 431	Bloquées.....	67 800 000	
Coûts associés à la traduction (Décision				598 703 499	522 805 300
Devinat).....	625 000	309 107	Montants législatifs.....	94 607 454	94 585 116
Bloquées.....	5 130 800		Total du ministère.....	1 183 933 533	1 058 626 845
Moins: revenus affectés aux			Commission de l'immigration et du		
dépenses.....	6 477 027	6 477 027	statut de réfugié du Canada		
	96 448 194	87 504 511	Crédit 10—Dépenses du programme—		
Montants législatifs.....	11 371 363	11 371 363	Budget de fonctionnement.....	96 536 820	94 714 837
	107 819 557	98 875 874	Coûts associés à la traduction (Décision		
Commission des relations de travail			Devinat)—		
dans la fonction publique			Autres frais de fonctionnement.....	10 926 355	3 972 171
Crédit 100—Dépenses du programme—			Personnel.....	561 371	561 371
Budget de fonctionnement.....	11 250 716	9 382 817	Bloquées.....	112 274	
Bloquées.....	5 928 284			108 136 820	99 248 379
	17 179 000	9 382 817	Montants législatifs.....	11 189 567	11 189 567
Montants législatifs.....	994 000	994 000		119 326 387	110 437 946
	18 173 000	10 376 817	Total du portefeuille ministériel.....	1 303 259 920	1 169 064 791
Tribunal de la dotation de la			AGENCE DE DÉVELOPPEMENT		
fonction publique			ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR		
Crédit 105—Dépenses du programme—			LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
Budget de fonctionnement.....	4 710 000	2 903 112	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Montants législatifs.....	312 782	312 782	Budget de fonctionnement.....	45 538 291	43 664 091
	5 022 782	3 215 894	Frozen.....	196 709	
Condition féminine—Bureau de la				45 735 000	43 664 091
coordonnatrice			Crédit 5—Subventions et contributions—		
Crédit 110—Dépenses de fonctionnement—			Subventions et contributions.....	340 778 000	316 124 997
Budget de fonctionnement.....	11 821 114	11 137 431	Bloquées.....	19 645 000	
Bloquées.....	171 477			360 423 000	316 124 997
	11 992 591	11 137 431	Montants législatifs.....	5 117 621	5 110 038
Crédit 115—Subventions et contributions	11 865 816	11 592 766	Total du portefeuille ministériel.....	411 275 621	364 899 126
Montants législatifs.....	1 318 415	1 318 323	ENVIRONNEMENT		
	25 176 822	24 048 520	Ministère		
Téléfilm Canada			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 120—Paiements à Téléfilm			Budget de fonctionnement.....	782 246 143	768 508 224
Canada devant servir aux fins			Bloquées.....	8 610 418	
prévues par la <i>Loi sur Téléfilm</i>			Moins: revenus affectés aux		
<i>Canada</i>	105 199 001	104 994 249	dépenses.....	74 674 000	64 822 328
Total du portefeuille ministériel.....	3 473 353 451	3 378 530 589		716 182 561	703 685 896
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			Crédit 5—Dépenses en capital—		
Ministère			Capital.....	34 968 951	34 762 876
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Bloquées.....	5 031 050	
Budget de fonctionnement.....	417 913 317	391 952 685		40 000 001	34 762 876
Programme de santé fédérale par intérim.	49 545 000	48 305 642	Crédit 10—Subventions et contributions—		
Bloquées.....	22 177 392		Subventions et contributions.....	47 885 382	47 867 183
	489 635 709	440 258 327	Bloquées.....	1 834 120	
Crédit 2a—Dettes radiées conformément				49 719 502	47 867 183
au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la</i>			Montants législatifs.....	82 406 977	82 122 912
<i>gestion des finances publiques</i>	986 871	978 102	Total du ministère.....	888 309 041	868 438 867

10.4 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES
À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions			Crédit 10—Autoriser le ministre à garantir des paiements aux détenteurs d'hypothèques assurées par des assureurs privés approuvés par le surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada.....		
Crédit 15—Dépenses du programme et paiements pour l'acquisition de crédits admissibles en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i> —					
Bloquées.....	48 682 000			1	
Agence canadienne d'évaluation environnementale			Montants législatifs.....		
Crédit 20—Dépenses du programme—				73 270 326 414	73 140 693 428
Budget de fonctionnement.....	23 639 403	21 005 144	Total du ministère.....		
Subventions et contributions.....	2 146 650	2 049 367		73 771 538 142	73 545 576 824
Bloquées.....	829 612		Vérificateur général		
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	9 001 000	6 592 362	Crédit 20—Dépenses du programme—		
	17 614 665	16 462 149	Budget de fonctionnement.....		
Montants législatifs.....	1 910 175	1 909 930	Subventions et contributions.....		
	19 524 840	18 372 079	Bloquées.....		
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			Montants législatifs.....		
Crédit 25—Dépenses du programme—				78 558 144	77 767 352
Budget de fonctionnement.....	4 831 354	4 240 036	Tribunal canadien du commerce extérieur		
Montants législatifs.....	297 822	295 148	Crédit 25—Dépenses du programme—		
	5 129 176	4 535 184	Budget de fonctionnement.....		
Agence Parcs Canada			Montants législatifs.....		
Crédit 30—Dépenses du programme—				9 080 859	8 537 155
Budget de fonctionnement.....	479 416 280	437 110 158	Montants législatifs.....		
Subventions et contributions.....	19 765 000	12 273 465		1 162 583	1 162 577
Bloquées.....	933 564		Montants législatifs.....		
	500 114 844	449 383 623		10 243 442	9 699 732
Crédit 35—Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques—			Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Budget de fonctionnement.....	3 000 000	3 000 000	Montants législatifs.....		
Montants législatifs.....	152 231 723	152 231 723		7 873 370	7 872 821
	655 346 567	604 615 346	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Total du portefeuille ministériel.....			Crédit 30—Dépenses du programme—		
	1 616 991 624	1 495 961 476	Budget de fonctionnement.....		
FINANCES			Montants législatifs.....		
Ministère			Montants législatifs.....		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				37 107 349	36 264 278
Budget de fonctionnement.....	98 906 285	87 468 274	Montants législatifs.....		
Initiatives publicitaires.....	4 100 000	1 817 255		3 155 681	3 155 681
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	400 000		Montants législatifs.....		
	102 606 285	89 285 529		40 263 030	39 419 959
Crédit 5—Subventions et contributions—			Bureau du surintendant des institutions financières		
Subventions et contributions.....	351 605 442	315 597 867	Crédit 35—Dépenses du programme—		
Bloquées.....	47 000 000		Budget de fonctionnement.....		
	398 605 442	315 597 867	Montants législatifs.....		
Crédit 10—Autoriser le ministre à garantir des paiements aux détenteurs d'hypothèques assurées par des assureurs privés approuvés par le surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada.....			Montants législatifs.....		
Montants législatifs.....				781 000	768 000
Total du portefeuille ministériel.....				59 871 400	4 535 820
FINANCES			Montants législatifs.....		
Ministère			Montants législatifs.....		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—				60 652 400	5 303 820
Budget de fonctionnement.....	1 282 874 226	1 238 298 925	Total du portefeuille ministériel.....		
Bloquées.....	12 189 415			73 969 128 528	73 685 640 508
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	50 058 000	41 774 217	PÊCHES ET OCÉANS		
	1 245 005 641	1 196 524 708	Ministère		

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Crédit 5—Dépenses en capital—			Agence canadienne de développement international		
Capital	182 734 947	184 456 752	Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Capital—Personnel	10 746 961	10 746 961	Budget de fonctionnement	212 762 736	203 489 222
Bloquées	24 692 092		Fonds canadien pour l'Afrique—		
	218 174 000	195 203 713	Budget de fonctionnement—		
Crédit 10—Subventions et contributions—			Autres frais de fonctionnement	3 573 890	1 905 310
Subventions et contributions	155 420 204	141 080 915	Personnel	1 020 421	
Bloquées	1 178 855		Bloquées	844 719	
	156 599 059	141 080 915		218 201 766	205 394 532
Montants législatifs	117 420 653	116 137 421	Crédit 35—Subventions et contributions—		
Total du portefeuille ministériel	1 737 199 353	1 648 946 757	Subventions et contributions	2 380 783 692	2 379 714 676
			Bloquées	91 554 860	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET				2 472 338 552	2 379 714 676
COMMERCE INTERNATIONAL			Montants législatifs	429 568 785	429 561 370
Ministère				3 120 109 103	3 014 670 578
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Centre de recherches pour le développement international		
Budget de fonctionnement	1 325 323 795	1 272 794 526	Crédit 55—Versements au Centre de recherches pour le développement international	143 616 001	143 615 999
Détérioration des immobilisations	4 000 000	4 000 000	Commission mixte internationale		
Vérifications et évaluations pour le Programme de partenariat mondial—			Crédit 60—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	2 305 707	570 000	Budget de fonctionnement	6 027 823	5 624 418
Sécurité pour la mission	5 693 872	5 663 872	Bloquées	2 506	
Bloquées	39 956 101			6 030 329	5 624 418
Moins : revenus affectés aux dépenses	55 768 000	13 127 961	Montants législatifs	497 518	497 518
	1 321 511 475	1 269 900 437		6 527 847	6 121 936
Crédit 5—Dépenses en capital—			Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
Projet pilote de crédits permanents au titre de la gestion des immobilisations	41 417 000	40 552 000	Crédit 65—Dépenses du programme—		
Capital	72 217 294	72 167 103	Budget de fonctionnement	2 186 000	1 158 260
Détérioration des immobilisations	20 500 000	20 500 000	Membres des groupes de résolution des différends	620 000	219 199
Sécurité pour la mission	3 300 000	3 180 000		2 806 000	1 377 459
Bloquées	6 100 731		Montants législatifs	133 858	133 858
	143 535 025	136 399 103		2 939 858	1 511 317
Crédit 10—Subventions et contributions—			Total du portefeuille ministériel	6 305 501 183	5 986 417 734
Subventions et contributions	732 704 349	653 255 260	GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
Bloquées	18 009 791		Crédit 1—Dépenses du programme—		
	750 714 140	653 255 260	Budget de fonctionnement	17 243 350	16 689 825
Crédit 12a—L'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> —Faire grâce de certaines dettes et obligations	126 923 466	126 923 466	Subventions et contributions	11 000	
Crédit 13b—Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la société dont il est question à l'alinéa 10(3)(B) de cette loi de 20 000 000 000 \$ à 27 000 000 000 \$	1		Bloquées	27 148	
Montants législatifs	672 695 267	617 096 638		17 281 498	16 689 825
Total du ministère	3 015 379 374	2 803 574 904	Montants législatifs	2 459 716	2 459 716
Corporation commerciale canadienne			Total du portefeuille ministériel	19 741 214	19 149 541
Crédit 25—Dépenses du programme—					
Budget de fonctionnement	16 923 000	16 923 000			
Bloquées	6 000				
	16 929 000	16 923 000			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
SANTÉ			Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
Ministère			Crédit 25—Dépenses du programme—		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Budget de fonctionnement.....	3 224 850	3 024 453
Budget de fonctionnement.....	1 104 824 200	1 046 078 340	Montants législatifs.....	376 332	376 332
Santé des Premières nations et des Inuits—				3 601 182	3 400 785
Budget de fonctionnement.....	197 489 236	195 263 500	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Revenus affectés aux dépenses.....	(5 450 000)	(3 224 264)	Crédit 30—Dépenses du programme—		
Prestation de services de santé non assurés.....	525 643 037	525 643 037	Budget de fonctionnement.....	6 324 800	5 532 055
Programme d'appui à la santé mentale pour les pensionnats autochtones—			Audiences publiques.....	4 653 225	1 210 488
Budget de fonctionnement.....	7 236 092	2 617 700	Montants législatifs.....	10 978 025	6 742 543
Initiatives publicitaires.....	12 500 000	10 962 544		622 760	622 760
Programme de santé des fonctionnaires fédéraux.....	5 560 643	5 560 643		11 600 785	7 365 303
Intégrité des programmes.....	18 002 000	17 364 467	Agence de santé publique du Canada		
Bloquées.....	3 309 258		Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	63 669 000	60 615 432	Budget de fonctionnement.....	323 971 916	304 010 375
	1 805 445 466	1 739 650 535	Initiatives publicitaires.....	1 500 000	1 500 000
Crédit 5—Subventions et contributions—			Bloquées.....	500 000	
Subventions et contributions.....	544 886 105	537 731 779	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	50 000	41 480
Santé des Premières nations et des Inuits.....	606 260 300	606 260 300		325 921 916	305 468 895
Programme d'appui à la santé mentale pour les pensionnats autochtones.....	3 265 625	3 265 625	Crédit 40—Subventions et contributions ..	187 037 971	182 153 238
Conseil de la santé du Canada.....	6 000 000	4 648 000	Montants législatifs.....	23 190 268	23 190 268
Bloquées.....	17 872 925			536 150 155	510 812 401
	1 178 284 955	1 151 905 704	Total du portefeuille ministériel.....	4 513 912 210	4 362 531 140
Montants législatifs.....	106 332 642	105 993 446	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Total du ministère.....	3 090 063 063	2 997 549 685	Ministères		
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée			Ressources humaines et développement des compétences		
Crédit 10—Dépenses du programme—			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	7 538 000	129 753	Budget de fonctionnement.....	1 609 047 244	1 568 642 903
Bloquées.....	1 484 000		Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—		
	9 022 000	129 753	Budget de fonctionnement.....	8 392 000	6 259 652
Montants législatifs.....	3 948	3 948	Initiatives publicitaires.....	7 500 000	7 361 705
	9 025 948	133 701	Bloquées.....	1 592 253	
Instituts de recherche en santé du Canada			Moins : revenus affectés aux dépenses.....	1 274 385 081	1 239 125 000
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—				352 146 416	343 139 260
Budget de fonctionnement.....	43 020 587	39 364 042	Crédit 5—Subventions et contributions—		
Crédit 20—Subventions.....	816 183 295	799 646 533	Subventions et contributions.....	839 148 178	746 181 478
Montants législatifs.....	4 267 195	4 258 690	Bloquées.....	15 585 000	
	863 471 077	843 269 265		854 733 178	746 181 478
			Crédit 7a—Radiation des dettes payables à la couronne—		
			Budget de fonctionnement.....	423 602	336 118
			Montants législatifs.....	1 160 158 831	1 160 095 162
			Total des Ressources humaines et développement des compétences.....	2 367 462 027	2 249 752 018

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Développement social			Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 35—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	497 693 003	464 471 699	Budget de fonctionnement.....	7 882 959	7 419 852
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—			Bloquées.....	4 041	
Autres frais de fonctionnement.....	2 150 000	340 704	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	4 300 000	3 876 517
Assurance-emploi—Systèmes de GI/TI—				3 587 000	3 543 335
Budget de fonctionnement.....	113 667 000	113 245 634	Montants législatifs.....	962 477	962 477
Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE)—				4 549 477	4 505 812
Budget de fonctionnement.....	3 584 000	717 427	Total du portefeuille ministériel.....	38 696 778 086	37 717 522 955
Initiatives publicitaires.....	4 000 000	3 175 936			
Bloquées.....	15 056 904		AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	332 729 950	312 165 084	Ministère		
	303 420 957	269 786 316	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 15—Subventions et contributions—			Budget de fonctionnement.....	700 363 849	647 766 087
Subventions et contributions.....	269 715 051	260 834 454	Programme d'éducation spéciale—		
Fonds d'intégration.....	24 726 949	24 726 949	Personnel.....	1 799 055	1 666 510
Bloquées.....	648 625 840	425 411	Autres frais de fonctionnement.....	620 000	425 411
	943 067 840	285 561 403		702 782 904	649 858 008
Montants législatifs.....	32 793 135 478	32 793 018 577	Crédit 5—Dépenses en capital—		
Total du Développement social.....	34 039 624 275	33 348 366 296	Capital.....	8 523 000	7 633 236
Total des ministères.....	36 407 086 302	35 598 118 314	Bloquées.....	16 785 000	
				25 308 000	7 633 236
Conseil canadien des relations industrielles			Crédit 10—Subventions et contributions—		
Crédit 20—Dépenses du programme—			Subventions et contributions.....	5 010 884 979	5 009 099 238
Budget de fonctionnement.....	11 244 500	10 238 446	Programme d'éducation spéciale.....	115 234 356	115 036 969
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—			Bloquées.....	249 548 400	
Autres frais de fonctionnement.....	154 000	153 368		5 375 667 735	5 124 136 207
	11 398 500	10 391 814	Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des postes.....	40 900 000	39 311 162
Montants législatifs.....	1 266 665	1 266 382	Crédit 20—Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement—		
	12 665 165	11 658 196	Budget de fonctionnement.....	7 541 608	7 443 408
			Bloquées.....	263 293	
				7 804 901	7 443 408
Société canadienne d'hypothèques et de logement			Crédit 25—Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions.....	30 654 000	29 151 300
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—			Montants législatifs.....	261 855 476	228 704 380
Budget de fonctionnement.....	2 189 548 000	2 097 370 413	Total du ministère.....	6 444 973 016	6 086 237 701
Bloquées.....	76 500 000				
	2 266 048 000	2 097 370 413	Commission canadienne des affaires polaires		
Crédit 27a—Augmentation de l'autorisation aux prêts assurés.....	1		Crédit 40—Dépenses du programme—		
Montants législatifs.....	4 529 311	4 529 311	Budget de fonctionnement.....	954 765	925 982
	2 270 577 312	2 101 899 724	Subventions et contributions.....	10 000	10 000
			Bloquées.....	485	
				965 250	935 982
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs			Montants législatifs.....	68 014	68 014
Crédit 30—Dépenses du programme—				1 033 264	1 003 996
Budget de fonctionnement.....	1 773 000	1 214 079			
Montants législatifs.....	126 830	126 830			
	1 899 830	1 340 909			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Commission des revendications particulières des Indiens					
Crédit 45—Dépenses du programme—			Crédit 35—Subventions et contributions—		
Budget de fonctionnement.....	6 227 750	5 935 337	Subventions et contributions.....	57 036 002	56 835 686
Bloquées.....			Bloquées.....	1 310 000	
Montants législatifs.....	598 419	598 419		58 346 002	56 835 686
			Montants législatifs.....	8 900 773	8 878 011
	6 826 169	6 533 756		384 697 330	314 415 704
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones					
Crédit 52a—Dépenses de fonctionnement—			Commission canadienne du tourisme		
Budget de fonctionnement.....	162 266 617	143 883 696	Crédit 40—Dépenses du programme—		
Affectation des règlements—Budget de fonctionnement—			Budget de fonctionnement.....	76 534 000	76 534 000
Autres frais de fonctionnement.....	72 066 217	72 066 217	Tribunal de la concurrence		
	234 332 834	215 949 913	Crédit 45—Dépenses du programme—		
Crédit 54a—Contributions.....	6 000 002	5 837 085	Budget de fonctionnement.....	1 515 096	1 523 960
Montants législatifs.....	2 737 177	2 737 177	Article 37.1 de la <i>LGFP</i> —		
			Excédent de dépenses en 2005-2006...	11 234	
	243 070 013	224 524 175	Bloquées.....	18 623	
Total du portefeuille ministériel.....	6 695 902 462	6 318 299 628		1 544 953	1 523 960
INDUSTRIE					
Ministère					
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Montants législatifs.....	178 112	176 995
Budget de fonctionnement.....	486 772 489	474 702 014		1 723 065	1 700 955
Initiatives publicitaires.....	2 000 000	1 713 335	Commission du droit d'auteur		
Bloquées.....	8 269 142		Crédit 50—Dépenses du programme—		
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	60 344 545	60 344 545	Budget de fonctionnement.....	2 407 300	2 139 957
	436 697 086	416 070 804	Montants législatifs.....	223 607	223 607
Crédit 5—Dépenses en capital—				2 630 907	2 363 564
Capital.....	27 495 210	27 246 041	Conseil national de recherches du Canada		
Capital—Personnel.....	2 623 441	2 623 441	Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—		
Bloquées.....	2 145 688		Budget de fonctionnement.....	459 169 528	445 539 178
	32 264 339	29 869 482	Bloquées.....	1 033 000	
Crédit 10—Subventions et contributions—				460 202 528	445 539 178
Subventions et contributions.....	681 535 267	626 067 314	Crédit 60—Dépenses en capital—		
Bloquées.....	659 000		Capital.....	49 942 500	49 925 540
	682 194 267	626 067 314	Crédit 65—Subventions et contributions—		
Montants législatifs.....	235 115 258	117 658 912	Subventions et contributions.....	139 658 000	136 047 123
			Bloquées.....	6 200 000	
	1 386 270 950	1 189 666 512		145 858 000	136 047 123
Agence spatiale canadienne					
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—			Montants législatifs.....	188 739 607	110 572 016
Budget de fonctionnement.....	201 086 555	191 986 798		844 742 635	742 083 857
Crédit 30—Dépenses en capital—			Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Capital.....	57 120 000	56 715 209	Crédit 70—Dépenses de fonctionnement—		
Bloquées.....	59 244 000		Budget de fonctionnement.....	38 873 050	36 547 632
	116 364 000	56 715 209	Crédit 75—Subventions.....	861 154 055	855 197 981
			Montants législatifs.....	3 677 649	3 677 161
				903 704 754	895 422 774

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Conseil de recherches en sciences humaines			Crédit 5—Subventions et contributions—		
Crédit 80—Dépenses de fonctionnement—			Subventions et contributions	132 399 908	127 507 530
Budget de fonctionnement	20 766 114	19 960 681	Fonds pour le renouvellement de la		
Bloquées	58 079		justice pour les jeunes	3 280 000	2 878 996
	20 824 193	19 960 681	Services d'aide juridique	79 827 507	79 827 507
Crédit 85—Subventions—			Ententes sur le partage des coûts pour la		
Subventions et contributions	603 976 350	603 116 920	justice pour les jeunes	144 750 000	144 750 000
Bloquées	433 230		Bloquées	3 750 000	
	604 409 580	603 116 920	Montants législatifs	72 803 845	72 803 008
Montants législatifs	2 170 929	2 170 929	Total du ministère	1 028 562 706	974 223 007
	627 404 702	625 248 530	Commission canadienne des droits de la personne		
Conseil canadien des normes			Crédit 10—Dépenses du programme—		
Crédit 90—Paiements au Conseil canadien des normes—			Budget de fonctionnement	19 214 240	18 788 246
Budget de fonctionnement	7 529 000	7 529 000	Bloquées	562 210	
				19 776 450	18 788 246
Statistique Canada			Montants législatifs	2 345 038	2 340 957
Crédit 95—Dépenses du programme—				22 121 488	21 129 203
Budget de fonctionnement	692 881 622	659 376 791	Tribunal canadien des droits de la personne		
Subventions et contributions	561 000	560 800	Crédit 15—Dépenses du programme—		
Bloquées	6 460 596		Budget de fonctionnement	4 165 951	4 114 123
Moins : revenus affectés aux dépenses	130 000 000	113 781 937	Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—		
	569 903 218	546 155 654	Autres frais de fonctionnement	122 130	101 535
Montants législatifs	73 395 513	73 364 626	Bloquées	1 297	
	643 298 731	619 520 280		4 289 378	4 215 658
Total du portefeuille ministériel	4 878 536 074	4 474 485 176	Montants législatifs	345 781	345 781
JUSTICE				4 635 159	4 561 439
Ministère			Commissaire à la magistrature fédérale		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	527 111 493	518 048 283	Budget de fonctionnement	8 205 553	7 610 361
Fonds des poursuites en matière de drogues—			Bloquées	125 060	
Budget de fonctionnement	25 092 860	25 092 860	Moins : revenus affectés aux dépenses	275 000	173 066
Initiative du renouvellement de la justice pour les jeunes—				8 055 613	7 437 295
Budget de fonctionnement	3 368 000	1 834 238	Crédit 25—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement—		
Anti-terrorisme liées aux organismes de bienfaisance—Personnel	25 000	25 000	Budget de fonctionnement	1 828 244	1 565 602
Conseillers juridiques des EIALMF et avocat du groupe d'entraide internationale—			Bloquées	23 706	
Budget de fonctionnement	1 016 284	1 016 283		1 851 950	1 565 602
Services juridiques ministériels chargés de l'accès légal—			Montants législatifs	395 581 531	395 581 531
Personnel	480 000	386 633		405 489 094	404 584 428
Autres frais de fonctionnement	124 000	52 669			
Bloquées	34 533 809				
	591 751 446	546 455 966			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Service administratif des tribunaux judiciaires			Crédit 5—Dépenses en capital—		
Crédit 30—Dépenses du programme—			Capital	2 421 188 691	2 315 629 141
Budget de fonctionnement.....	56 648 383	56 421 997	Capital—Personnel	66 195 226	66 195 226
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—			Bloquées	26 403 845	
Autres frais de fonctionnement.....	350 019	350 019		2 513 787 762	2 381 824 367
Aménagement pour le centre de la magistrature fédérale.....	3 862 000	3 779 534	Crédit 10—Subventions et contributions ..	191 984 539	187 349 586
Bloquées	116 958		Crédit 11a—Article 24.1 de la <i>LGFP</i> —		
Montants législatifs.....	6 071 280	6 069 860	Faire grâce de dettes—Due par M. R. P. Thompson	1 767	
	67 048 640	66 621 410	Crédit 12a—Alinéa 24.1 (1) (b) de la <i>LGFP</i> —Faire grâce de dettes—		
			Due par Parc Downsview Park Inc	1	
			Montants législatifs.....	1 201 710 427	1 188 221 701
			Total du ministère	15 922 438 745	15 682 630 564
			Comité des griefs des Forces canadiennes		
Commission du droit du Canada			Crédit 15—Dépenses du programme—		
Crédit 35—Dépenses du programme—			Budget de fonctionnement.....	5 849 000	5 288 223
Budget de fonctionnement.....	2 155 500	2 022 852	Montants législatifs.....	563 841	563 841
Bloquées	871 500			6 412 841	5 852 064
Montants législatifs.....	3 027 000	2 022 852			
	154 720	154 720	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	3 181 720	2 177 572	Crédit 20—Dépenses du programme—		
			Budget de fonctionnement.....	3 331 000	2 628 927
			Montants législatifs.....	208 243	208 043
				3 539 243	2 836 970
			Total du portefeuille ministériel.....	15 932 390 829	15 691 319 598
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			RESSOURCES NATURELLES		
Crédit 40—Commissariat à l'information du Canada—			Ministère		
Dépenses du programme—			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	6 637 779	5 911 438	Budget de fonctionnement.....	616 282 412	593 171 408
Retards accumulés—			Commission de la frontière internationale—		
Enquêtes sur les plaintes	638 792		Budget de fonctionnement.....	2 259 536	2 062 780
	7 276 571	5 911 438	Mise en oeuvre du programme par EACL dans le cadre du programme des responsabilités nucléaires héritées—		
			Autres frais de fonctionnement.....	65 000 000	65 000 000
			Bloquées	2 823 785	
			Moins : revenus affectés aux dépenses	23 819 000	19 473 201
				662 546 733	640 760 987
			Crédit 5—Dépenses en capital	3 711 001	3 148 923
			Crédit 10—Subventions et contributions—		
			Subventions et contributions	285 501 480	273 787 261
			Bloquées	4 000 000	
			Montants législatifs.....	289 501 480	273 787 261
				782 339 835	768 034 481
			Total du ministère	1 738 099 049	1 685 731 652
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère					
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—					
Budget de fonctionnement.....	12 390 812 626	12 351 851 115			
Initiatives de publicité	8 000 000	8 000 000			
Bloquées	50 757 828				
Moins : revenus affectés aux dépenses	434 616 205	434 616 205			
	12 014 954 249	11 925 234 910			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Énergie atomique du Canada limitée			Chambre des communes		
Crédit 15—Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital—			Crédit 5—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	109 033 000	109 033 000	Budget de fonctionnement	260 965 009	245 280 469
Bloquées	3 116 000		Subventions et contributions	904 623	892 035
			Bloquées	134 311	
	112 149 000	109 033 000	Moins : revenus affectés aux dépenses	1 225 440	1 225 440
				260 778 503	244 947 064
Commission canadienne de sûreté nucléaire			Montants législatifs	133 751 192	133 751 192
Crédit 20—Dépenses du programme—				394 529 695	378 698 256
Budget de fonctionnement	77 957 525	76 826 173	Bibliothèque du Parlement		
Subventions et contributions	239 226	239 226	Crédit 10—Dépenses du programme—		
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	15 000	15 000	Budget de fonctionnement	31 487 000	30 518 740
Bloquées	5 823 348		Moins : revenus affectés aux dépenses	1 000 000	918 929
	84 035 099	77 080 399		30 487 000	29 599 811
Montants législatifs	8 210 438	8 181 443	Montants législatifs	3 831 129	3 831 129
	92 245 537	85 261 842		34 318 129	33 430 940
Société de développement du Cap-Breton			Commissariat à l'éthique		
Crédit 25—Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital—			Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	66 211 000	66 211 000	Budget de fonctionnement	4 886 000	4 851 707
			Capital	100 000	98 952
				4 986 000	4 950 659
Office national de l'énergie			Montants législatifs	455 716	455 716
Crédit 30—Dépenses du programme—				5 441 716	5 406 375
Budget de fonctionnement	37 893 308	38 825 087	Conseiller sénatorial en éthique		
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	343 455	257 899	Crédit 20—Dépenses du programme—		
Bloquées	22 317		Budget de fonctionnement	827 560	750 947
	38 259 080	39 082 986	Montants législatifs	104 743	104 743
Montants législatifs	4 866 891	4 865 954		932 303	855 690
	43 125 971	43 948 940	Total du portefeuille ministériel	518 742 422	498 991 740
Administration du pipe-line du Nord			CONSEIL PRIVÉ		
Crédit 35—Dépenses du programme—			Ministère		
Budget de fonctionnement	932 600	382 210	Crédit 1—Dépenses du programme—		
Montants législatifs	8 654	8 654	Budget de fonctionnement	118 835 968	110 892 874
	941 254	390 864	Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar—		
Total du portefeuille ministériel	2 052 771 811	1 990 577 298	Budget de fonctionnement	2 948 696	2 203 429
PARLEMENT			Contributions	270 216	10 484
Sénat			Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India—		
Crédit 1—Dépenses du programme—			Frais de fonctionnement	12 915 164	9 430 869
Budget de fonctionnement	53 541 712	50 621 612	Contributions	550 000	402 479
Subventions et contributions	363 438	363 438	Bloquées	178 319	
	53 905 150	50 985 050		135 698 363	122 940 135
Montants législatifs	29 615 429	29 615 429	Montants législatifs	12 661 198	12 620 756
	83 520 579	80 600 479	Total du ministère	148 359 561	135 560 891

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes			SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Crédit 5—Dépenses du programme—			Ministère		
Budget de fonctionnement.....	6 078 000	4 930 518	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Bloquées.....	20 000		Budget de fonctionnement.....	162 546 330	155 224 001
	6 098 000	4 930 518	Initiatives publicitaires.....	3 000 000	2 980 734
Montants législatifs.....	352 014	352 014		165 546 330	158 204 735
	6 450 014	5 282 532	Crédit 5—Subventions et contributions—		
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			Subventions et contributions.....	288 080 000	131 943 770
Crédit 10—Dépenses du programme—			Bloquées.....	3 600 000	
Budget de fonctionnement.....	28 042 106	27 472 614		291 680 000	131 943 770
Bloquées.....	213 750		Montants législatifs.....	10 304 225	10 304 225
	28 255 856	27 472 614	Total du ministère.....	467 530 555	300 452 730
Montants législatifs.....	3 411 108	3 411 108	Agence des services frontaliers du Canada		
	31 666 964	30 883 722	Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Directeur général des élections			Budget de fonctionnement.....	1 276 691 966	1 126 946 561
Crédit 15—Dépenses du programme—			Paiement de frais de manutention de la Société canadienne des postes.....	8 743 000	6 713 784
Budget de fonctionnement.....	22 026 000	18 569 248	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	20 507 972	20 507 972
Montants législatifs.....	96 647 067	96 647 067		1 264 926 994	1 113 152 373
	118 673 067	115 216 315	Crédit 15—Dépenses en capital.....	51 673 850	30 144 410
Commissariat aux langues officielles			Montants législatifs.....	137 927 258	137 803 436
Crédit 20—Dépenses du programme—				1 454 528 102	1 281 100 219
Budget de fonctionnement.....	18 024 125	17 931 306	Service canadien du renseignement de sécurité		
Bloquées.....	18 825		Crédit 35—Dépenses du programme—		
	18 042 950	17 931 306	Budget de fonctionnement.....	334 270 150	325 439 236
Montants législatifs.....	1 904 012	1 900 849	Montants législatifs.....	31 358 463	31 357 499
	19 946 962	19 832 155		365 628 613	356 796 735
Secrétariat de la Commission des nominations publiques			Service correctionnel		
Crédit 23b—Dépenses du programme—			Crédit 40—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	985 966	578 349	Budget de fonctionnement.....	1 590 973 352	1 561 363 301
Montants législatifs.....	54 166	54 166	Subventions et contributions.....	1 833 000	1 257 010
	1 040 132	632 515	Bloquées.....	8 744 231	
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				1 601 550 583	1 562 620 311
Crédit 25—Dépenses du programme—			Crédit 45—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital—		
Budget de fonctionnement.....	2 615 000	2 368 439	Capital.....	129 959 200	124 538 377
Montants législatifs.....	258 394	258 394	Bloquées.....	6 780 616	
	2 873 394	2 626 833		136 739 816	124 538 377
Total du portefeuille ministériel.....	329 010 094	310 034 963	Montants législatifs.....	192 130 051	178 384 526
				1 930 420 450	1 865 543 214

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Commission nationale des libérations conditionnelles			Crédit 62a—Centre canadien des armes à feu—Dépenses de fonctionnement pour les activités et les fonctions d'enregistrement—		
Crédit 50—Dépenses du programme—			Budget de fonctionnement.....	13 972 702	11 759 408
Budget de fonctionnement.....	39 244 822	38 268 226	Bloquées.....	300	
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	146 207	85 370		13 973 002	11 759 408
Bloquées.....	928 000				
	40 319 029	38 353 596	Crédit 65—Application de la loi—		
Montants législatifs.....	4 994 093	4 992 430	Dépenses en capital—		
	45 313 122	43 346 026	Capital.....	82 833 360	35 040 493
			Services de police contractuelle.....	104 654 856	104 654 856
Bureau de l'enquêteur correctionnel			Infrastructure informatique et technique.....	60 000 000	60 000 000
Crédit 55—Dépenses du programme—			Communications radio.....	15 000 000	15 000 000
Budget de fonctionnement.....	2 865 321	2 830 895	École de la GRC.....	16 036 000	10 563 149
Bloquées.....	38 436		Rétablir l'efficacité de la		
	2 903 757	2 830 895	police fédérale.....	134 000	134 000
Montants législatifs.....	324 998	324 998	Bloquées.....	13 896 939	
	3 228 755	3 155 893		292 555 155	225 392 498
			Crédit 70—Application de la loi—		
Gendarmerie royale du Canada			Subventions et contributions—		
Crédit 60—Application de la loi—			Subventions et contributions.....	73 545 882	68 826 093
Dépenses de fonctionnement—			Bloquées.....	1 300 000	
Budget de fonctionnement.....	1 293 841 328	1 249 723 519		74 845 882	68 826 093
Services de police contractuelle—			Montants législatifs.....	374 264 972	370 722 038
Budget de fonctionnement.....	1 534 058 040	1 476 216 327		2 463 508 937	2 297 709 755
Revenus affectés aux dépenses.....	(1 283 004 102)	(1 225 162 389)	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Détails de la sécurité du Premier Ministre—			Crédit 75—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	4 500 000	4 500 000	Budget de fonctionnement.....	880 354	815 151
Crime organisé—			Montants législatifs.....	93 750	93 750
Budget de fonctionnement.....	22 545 000	22 545 001		974 104	908 901
Charge de travail liée à la divulgation—			Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
Autres frais de fonctionnement.....	4 000 000	4 000 000	Crédit 80—Dépenses du programme—		
Améliorations de la gestion—			Budget de fonctionnement.....	6 193 474	6 011 305
Budget de fonctionnement.....	13 160 000	13 160 000	Montants législatifs.....	614 282	614 282
Infrastructure informatique et technique—				6 807 756	6 625 587
Autres frais de fonctionnement.....	20 000 000	20 000 000	Total du portefeuille ministériel.....	6 737 940 394	6 155 639 060
Rémunération et indemnités—			TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
Personnel.....	28 646 000	28 646 000	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Projet pilote—			Budget de fonctionnement.....	1 133 566 697	1 106 453 851
Gestion des immobilisations.....	600 000		Services immobiliers—		
École de la GRC			Personnel.....	164 117 958	164 117 958
Budget de fonctionnement.....	16 288 000	11 476 000	Autres frais de fonctionnement.....	1 815 215 740	1 733 662 849
Rétablir l'efficacité de la			Fonction de trésorerie du receveur général—		
police fédérale.....	18 274 000	16 974 000	Autres frais de fonctionnement.....	95 054 723	88 859 986
Bloquées.....	36 369 329		Bloquées.....	49 252 219	
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	52 985 671	51 667 083	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	891 849 933	891 849 933
	1 656 291 924	1 570 411 375		2 365 357 404	2 201 244 711
Crédit 61a—Centre canadien des armes à feu—Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement—					
Budget de fonctionnement.....	51 578 002	50 598 343			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Crédit 5—Dépenses en capital—			Office des transports du Canada		
Capital	279 850 941	256 738 699	Crédit 40—Dépenses du programme—		
Bloquées	18 103 349		Budget de fonctionnement	24 572 550	23 288 700
	297 954 290	256 738 699	Montants législatifs	3 261 996	3 261 996
Crédit 10—Subventions et contributions ..	45 402 001	45 384 905		27 834 546	26 550 696
Montants législatifs	488 632 598	100 074 475			
Total du portefeuille ministériel	3 197 346 293	2 603 442 790	Commission de la capitale nationale		
TRANSPORTS			Crédit 45—Paiement à la Commission		
Ministère			de la capitale nationale pour les		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	683 825 729	637 646 313	Budget de fonctionnement	77 198 427	77 198 427
Initiatives de publicité	2 000 000	1 961 363	Crédit 50—Paiement à la Commission		
Bloquées	1 000 000		de la capitale nationale pour les		
Moins : revenus affectés aux			dépenses en capital—		
dépenses	385 745 394	385 745 394	Budget de fonctionnement	17 935 000	17 935 000
	301 080 335	253 862 282		95 133 427	95 133 427
Crédit 5—Dépenses en capital—			Bureau de l'infrastructure du Canada		
Capital	74 371 750	71 255 420	Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—		
Bloquées	4 752 750		Budget de fonctionnement	38 689 167	32 593 173
	79 124 500	71 255 420	Bloquées	1 272 699	
Crédit 10—Subventions et contributions—				39 961 866	32 593 173
Subventions et contributions	263 846 162	231 125 089	Crédit 60—Contributions—		
Bloquées	33 327 312		Subventions et contributions	1 969 513 519	1 414 679 651
	297 173 474	231 125 089	Bloquées	96 579 881	
Crédit 15—Paiements à la Société Les Ponts				2 066 093 400	1 414 679 651
Jacques-Cartier et Champlain Inc—			Montants législatifs	21 586 886	21 563 105
Budget de fonctionnement	32 578 001	32 178 000		2 127 642 152	1 468 835 929
Crédit 20—Paiements à Marine Atlantique			Société du Vieux-Port de		
S.C.C.—			Montréal Inc		
Budget de fonctionnement	84 980 001	82 080 000	Crédit 84b—Paiement à la		
Crédit 25—Paiements à VIA Rail Canada			Société du Vieux-Port de		
Inc.—			Montréal Inc—		
Budget de fonctionnement	169 001 000	169 001 000	Budget de fonctionnement	15 200 001	15 225 700
Crédit 30—Paiements à l'Administration			Bloquées	1 900 000	
canadienne de la sûreté du transport				17 100 001	15 225 700
aérien—			Tribunal d'appel des transports		
Budget de fonctionnement	446 962 000	441 068 000	du Canada		
Bloquées	4 000		Crédit 80—Dépenses du programme—		
	446 966 000	441 068 000	Budget de fonctionnement	1 437 650	1 211 147
Crédit 33a—Versements à la			Montants législatifs	125 944	125 944
Société des ponts fédéraux				1 563 594	1 337 091
limitée—			Total du portefeuille ministériel	3 974 440 164	3 180 475 943
Budget de fonctionnement	200 000	129 441	CONSEIL DU TRÉSOR		
Montants législatifs	146 853 133	145 483 868	Secrétariat		
Total du ministère	1 557 956 444	1 426 183 100	Crédit 1—Dépenses du programme—		
Société canadienne des postes			Budget de fonctionnement	178 417 095	159 697 703
Crédit 35—Paiements à la Société			Bloquées	2 531 222	
canadienne des postes à des fins			Moins : revenus affectés aux		
spéciales—			dépenses	3 210 000	2 734 398
Budget de fonctionnement	147 210 000	147 210 000		177 738 317	156 963 305

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—Fin

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Crédit 2a—Contributions	114 993 147	34 700 047	Montants législatifs	8 661 380	8 661 380
Crédit 5—Éventualités du gouvernement—				108 068 515	96 369 368
Bloquées	594 030 614		Total du portefeuille ministériel.....	2 831 622 460	1 956 922 044
Crédit 10—Initiatives pangouvernementales—			ANCIENS COMBATTANTS		
Autres frais de fonctionnement	3 221 987		Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Bloquées	281 309		Budget de fonctionnement	284 488 491	276 826 611
	3 503 296		Autre achat de services de santé—		
Crédit 20—Assurances de la fonction publique—			Autres frais de fonctionnement.....	582 167 584	550 217 553
Autres frais de fonctionnement	1 831 596 228	1 690 758 187	Personnel	5 827 013	5 827 013
Subventions et contributions	500 000	322 923	Nouvelle charte des Anciens		
Moins : revenus affectés aux dépenses	165 250 000	165 250 000	Services de soutien	7 600 000	425 659
	1 666 846 228	1 525 831 110	Bloquées	2 231 915	833 296 836
Montants législatifs	26 935 521	26 918 053		882 315 003	
	2 584 047 123	1 744 412 515	Crédit 5—Dépenses en capital—		
École de la fonction publique du Canada			Capital	20 536 000	20 312 372
Crédit 25—Dépenses du programme—			Bloquées	2 539 274	20 312 372
Budget de fonctionnement.....	79 390 395	77 310 247		23 075 274	
Subventions et contributions	316 000	316 000	Crédit 10—Subventions et contributions—		
Bloquées	5 391 605		Subventions et contributions	2 337 215 001	2 125 270 943
	85 098 000	77 626 247	Bloquées	6 500 000	2 125 270 943
Montants législatifs	51 002 348	35 411 213		2 343 715 001	
	136 100 348	113 037 460	Crédit 15—Tribunal des Anciens		
Bureau du directeur des lobbyistes			Combattants (révision et appel)—		
Crédit 27—Dépenses du programme—			Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	3 161 666	2 857 893	Budget de fonctionnement.....	10 008 469	9 513 644
Montants législatifs	244 808	244 808	Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	8 125	8 125
	3 406 474	3 102 701		10 016 594	9 521 769
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada			Montants législatifs	39 564 867	39 564 867
Crédit 30—Dépenses du programme—			Total du portefeuille ministériel.....	3 298 686 739	3 027 966 787
Budget de fonctionnement.....	89 307 135	87 707 988	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONO- MIE DE L'OUEST CANADIEN		
Bloquées	10 100 000		Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
	99 407 135	87 707 988	Budget de fonctionnement.....	48 994 476	41 493 593
			Bloquées	14 794	41 493 593
				49 009 270	41 493 593
			Crédit 5—Subventions et contributions	320 026 658	292 590 873
			Montants législatifs	4 924 341	4 924 341
			Total du portefeuille ministériel.....	373 960 269	339 008 807

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

INFORMATION GÉNÉRALE PAR COMMISSION

	Membres		Autres traitements	Autres dépenses	Total
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Commission des revendications particulières des Indiens..	408 715	213 232	3 218 735	2 094 655	5 935 337

Cette Commission a été instituée par décret (CP 1991-1329 en date du 15 juillet, 1991) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission est chargée d'enquêter de façon impartiale dans le cas où une Première nation conteste un refus du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de satisfaire à une de ses revendications particulières, et dans les cas où la Première nation est en désaccord avec les critères d'indemnisation retenus par le gouvernement pour le règlement de sa revendication.

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires				1 325	1 325
---	--	--	--	-------	-------

Cette Commission a été instituée par décret (CP 2004-110 en date du 19 février 2004) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission était chargée de faire enquête et de faire rapport sur les questions soulevées, directement et indirectement, dans les chapitres 3 et 4 du Rapport de la vérificatrice générale du Canada à la Chambre des communes de novembre 2003, concernant le programme de commandites et les activités publicitaires du gouvernement du Canada. La Commission était aussi chargée de formuler des recommandations en vue de prévenir la mauvaise gestion des futurs programmes de commandites ou activités publicitaires, en tenant compte des mesures que le gouvernement du Canada a annoncées le 10 février 2004. La Commission a soumis son rapport le 1^{er} février 2006.

Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar			352 615	1 861 298	2 213 913
---	--	--	---------	-----------	-----------

Cette Commission a été instituée par décret (CP2004-48 en date du 5 février 2004) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar. La Commission est aussi chargée de formuler des recommandations sur la création d'un mécanisme d'examen indépendant des activités de la Gendarmerie royale du Canada concernant la sécurité nationale.

INFORMATION GÉNÉRALE PAR COMMISSION—Fin

	Membres		Autres traitements	Autres dépenses	Total
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati and Muayyed Nureddin	30 091		59 532	811 210	900 833
<p>Cette Commission a été instituée par décret (CP 2006-1526 en date du 11 décembre 2006) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i> sur recommandation du Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin.</p>					
prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India	553 591	74 433	905 990	8 299 334	9 833 348
<p>Cette Commission a été instituée par décret (CP 2006-293 en date du 1^{er} mai 2006) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i>. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les aspects de l'explosion d'un appareil d'Air India en 1985 y compris les questions capitales qu'a soulevées Bob Rae dans le rapport qu'il a déposé en novembre 2005.</p>					
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère					
Commission des plaintes contre la GRC	322 912	21 721			344 633
<p>La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme fédéral indépendant qui a été créé en 1986 en vertu de modifications apportées à la <i>Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</i>. La partie VI de la Loi établit la structure de la Commission ainsi que les fonctions et les responsabilités de ses membres, qui sont nommés par décret du gouverneur en conseil. La partie VII décrit le processus de réception et de révision des plaintes déposées par le public concernant la conduite des membres de la GRC. Ce processus inclut le pouvoir de la Commission de recevoir les plaintes et de les envoyer à la GRC en vue d'une enquête et d'un règlement. La partie VII donne également aux plaignants le droit de faire réviser par la Commission la manière dont leur plainte a été réglée par la GRC. Le processus de révision établi dans la partie VII donne au Président le pouvoir de faire enquête sur les plaintes et de tenir des audiences publiques à cette fin. Le Président a également le pouvoir de porter plainte lorsqu'il estime qu'il existe des motifs raisonnables de le faire.</p> <p>Conformément au décret CP 1986-2904, la Commission est réputée être un ministère pour l'application de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> et de la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>.</p>					

* Les détail concernant les dépenses de l'exercice en cours figure au tableau suivant intitulé « Détail sur les frais de déplacement et de séjour par commission ».

Détail sur les frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commissions.

DÉTAIL SUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR PAR COMMISSION

Nom des membres	Dépenses en 2006-2007
	\$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Commission des revendications particulières des Indiens	
Daniel J Bellegarde (Commissaire)	70 203
Jane Dickson-Gilmore (Commissaire)	23 288
Renée Dupuis (Commissaire/Commissaire en chef)	36 740
Alan C Holman (Commissaire)	64 664
Sheila Purdy (Commissaire)	18 337
	<u>213 232</u>
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India	
Juge John C Major (Commissaire)	74 433
	<u>74 433</u>
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION	
CIVILE	
Ministère	
Commission des plaintes contre la GRC	
Paul E Kennedy	11 196
Brooke McNabb	10 525
	<u>21 721</u>

Frais d'étude

Cet état fournit le détail des frais d'étude encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, un frais d'étude représente le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le traitement).

FRAIS D'ÉTUDE

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Frais de déplacement et de séjour				Total
		Traitements ⁽¹⁾	Frais de scolarité ⁽²⁾	Autres dépenses		
		\$	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère	20	330 971	21 680	183 092	4 465	540 208
Agence canadienne d'inspection des aliments	4	233 356		21 627		254 983
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU						
CANADA ATLANTIQUE	2	93 918		13 646	100	107 664
AGENCE DU REVENU DU CANADA	21	35 280		52 471		87 751
PATRIMOINE CANADIEN						
Bibliothèque et Archives du Canada	1	23 140				23 140
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère	6	61 323		14 582	1 166	77 071
ENVIRONNEMENT						
Ministère	6	107 028		2 523		109 551
Agence Parcs Canada	10	153 857	16 893	43 260	1 495	215 505
PÊCHES ET OCÉANS	6	78 465		16 848	1 573	96 886
SANTÉ						
Ministère	15	251 761	6 400	75 642		333 803
Instituts de recherche en santé du Canada	1	24 650				24 650
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère	4	190 011	200	22 780	833	213 824
INDUSTRIE						
Ministère	5	68 143		24 695		92 838
JUSTICE						
Ministère	19	479 580	12 024	133 900	8 438	633 942
Service administratif des tribunaux judiciaires	5	7 275		9 906		17 181
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère	68	2 280 314		91 146	5 915	2 377 375
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère	10	458 045	17 501	126 553	9 842	611 941
Office national de l'énergie	3			38 613		38 613
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère	1	748				748
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET						
PROTECTION CIVILE						
Service correctionnel	4	126 083	613	7 332		134 028
TRAVAUX PUBLICS ET						
SERVICES GOUVERNEMENTAUX	18	273 338	6 000	105 597	867	385 802

FRAIS D'ÉTUDE—Fin

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements ⁽¹⁾	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ⁽²⁾	Autres dépenses	Total
		\$	\$	\$	\$	\$
TRANSPORTS						
Ministère.....	2	24 372		4 800		29 172
CONSEIL DU TRÉSOR						
École de la fonction publique du Canada.....	1	37 465		1 695		39 160
ANCIENS COMBATTANTS.....	3	17 100		2 979		20 079
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....	1	54 749				54 749
Total.....	236	5 410 972	81 311	993 687	34 694	6 520 664

⁽¹⁾ Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.

⁽²⁾ Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfiques, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour

les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

REVENUS DE PLACEMENTS

	Montant réalisé en 2006-2007 ⁽¹⁾		Montant réalisé en 2006-2007 ⁽¹⁾
	\$		\$
COMPTES CONSOLIDÉS—		Autres—	
Énergie atomique du Canada limitée.....	76 269	Administration portuaire de Belledune—	
ENCAISSE ET DÉBITEURS—		Autres	129 853
Finances—		Administration portuaire de Fraser River—	
Intérêt des dépôts bancaires	351 228 820	Autres	497 174
Ressources humaines et Développement des compétences—		Administration portuaire de Halifax—	
Ressources humaines et développement des compétences—		Autres	1 155 492
Intérêt des dépôts bancaires	174 405	Administration portuaire de Hamilton—	
Développement social—		Autres	533 728
Intérêt des dépôts bancaires	36 258	Administration portuaire de Montréal—	
Sécurité publique et Protection civile—		Autres	3 650 894
Service canadien du renseignement de sécurité—		Administration portuaire de Nanaimo—	
Intérêt des dépôts bancaires	43 772	Autres	146 464
Total d'encaisse et débiteurs	351 483 255	Administration portuaire de North Fraser—	
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—		Autres	54 009
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes—		Administration portuaire de Port Alberni—	
Virement des bénéfiques	1 765 274 825	Autres	68 930
Fonds monétaire international—Souscriptions—		Administration portuaire de Prince Rupert—	
Virement des bénéfiques	22 753 215	Autres	115 479
Total des comptes d'opérations de change	1 788 028 040	Administration portuaire de Québec—	
PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES—		Autres	536 573
Sociétés d'État entreprises—		Administration portuaire de Saguenay—	
Banque du Canada—		Autres	39 884
Virement des bénéfiques.....	1 983 529 335	Administration portuaire de Saint John—	
Banque de développement du Canada—		Autres	265 098
Dividendes	20 847 118	Administration portuaire de Sept-Îles—	
Corporation de développement des investissements du Canada—		Autres	223 098
Dividendes	156 000 000	Administration portuaire de St. John's—	
Société immobilière du Canada limitée—		Autres	97 445
Dividendes	7 250 000	Administration portuaire de Thunder Bay—	
Société immobilière du Canada pour Queens Quay West Land Corporation—Virement des bénéfiques	70 197	Autres	66 749
Société canadienne d'hypothèques et de logement	429 586 375	Administration portuaire de Toronto—	
Société canadienne des postes—		Autres	195 205
Dividendes	79 615 000	Administration portuaire de Trois-Rivières—	
Commission canadienne du lait	3 243 893	Autres	112 939
Exportation et développement Canada—		Administration portuaire de Vancouver—	
Dividendes	350 000 000	Autres	4 117 142
Financement agricole Canada—		Administration portuaire de Windsor—	
Dividendes	5 477 000	Autres	27 340
Monnaie royale canadienne—		12 033 496	
Dividendes	1 000 000	Total des sociétés d'État entreprises	3 048 652 414
3036618918		Placements de portefeuille—	
		Agence canadienne de développement international—	
		Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique—	
		Intérêt	\$ 118 030
		Profits	244 027
			362 057

REVENUS DE PLACEMENTS—*Suite*

	Montant réalisé en 2006-2007 ⁽¹⁾		Montant réalisé en 2006-2007 ⁽¹⁾
	\$		\$
Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement—		SASKATCHEWAN—	
Affaires étrangères et Commerce international—		Finances—	
Expansion du commerce d'exportation—		Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	17
Prêts	5 419 979	ALBERTA—	
Agence canadienne de développement international—		Finances—	
Pays en développement—Aide au développement international—		Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2 244
Prêts au pays en développement—		COLOMBIE-BRITANNIQUE—	
Intérêt	\$ 2 556 820	Finances—	
Autre	21 763	Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	26
	2 578 583	Total des administrations provinciales et territoriales	323 804
Finances—		Autres prêts, placements et avances—	
Royaume-Uni—Finances—Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946)—		Prêts, placements et avances—	
Intérêt différé	335 151	Affaires étrangères et Commerce international—	
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	8 333 713	Employés affectés à l'étranger	407 404
Organisations internationales—		Autre—	
Fonds monétaire international—		Agriculture et Agroalimentaire—	
Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance ..	13 679 472	Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	870
Administrations provinciales et territoriales—		Centres de services agricoles—	
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR—		Intérêts sur prêts	3
Finances—		Citoyenneté et Immigration—	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	7 438	Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	734 207
Industrie—		Finances—	
Office du développement de l'Atlantique	11 708	Agence de la consommation en matière financière du Canada	166 279
	19 146	Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944
NOUVELLE-ÉCOSSE—		Pêches et Océans—	
Finances—		Prêts consentis aux pêcheurs d'aiglefin	106 821
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5	Affaires étrangères et Commerce international—	
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—		Expansion du commerce d'exportation—	
Finances—		Prêts	78 447 370
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	(145)	Ressources humaines et Développement des compétences—	
NOUVEAU-BRUNSWICK—		Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants	497 420 725
Finances—		Affaires indiennes et du Nord canadien—	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	6 202	Caisse de prêts aux Inuits	4 556
Industrie—		Fonds du développement économique des Indiens	413 019
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	269 812	Conseil des Premières nations du Yukon—Ainés	653 314
	276 014	Revendicateurs autochtones	6 481 212
QUÉBEC—		Premières nations de la Colombie-Britannique	3 127 960
Finances—		Prêt perpétuel de la bande Stony	11 688
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	26 497	Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—	
		Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	1 408 053
		Anciens Combattants—	
		Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances	994
			589 036 015
		Total des autres prêts, placements et avances	589 443 419
		Total des prêts, placements et avances	3 660 432 822

REVENUS DE PLACEMENT—Fin

	Montant réalisé en 2006-2007 ⁽¹⁾		Montant réalisé en 2006-2007 ⁽¹⁾
	\$		\$
AUTRES COMPTES—		Travaux publics et Services gouvernementaux—	
Affaires étrangères et Commerce international—		Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada ..	39 305
Ministère—		Total des autres comptes	132 845 699
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	118 454	TOTAL DES REVENUS DE PLACEMENTS	5 932 866 085
Affaires indiennes et du Nord canadien—			
Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices	123 252 693	Sommaire—	
Défense nationale—		Intérêt	1 405 741 443
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	517 875	Virement des bénéfices	3 894 880 265
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les		Dividendes	620 189 118
fournisseurs/banques	8 875 709	Autres	12 055 259
Avances à justifier en souffrance	204	Total	5 932 866 085
Dépôt de garantie (affectation à l'extérieur du Canada)...	6 412		
Sécurité publique et Protection civile—			
Gendarmerie royale du Canada—			
Prêts et avances à des personnes			
affectées à l'étranger	35 047		

⁽¹⁾ Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice lorsqu'en service ministériel commandé. Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;

- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé «Chambre des communes—État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2006-2007»;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé «Affaires étrangères et Commerce international—Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales».

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			FINANCES		
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé—			Ministre—		
L'hon C Strahl	1	48 591	L'hon J M Flaherty	1	107 197
Secrétaire d'État (Agriculture)—			Secrétaire parlementaire—		
L'hon C Paradis	1	4 866	D Ablonczy	1	7 377
Secrétaires parlementaires—			PÊCHES ET OCÉANS		
D L Anderson	1	1 397	Ministre—		
J Gourde	1	4 071	L'hon L Hearn		
AGENCE DU REVENU DU CANADA			Secrétaire parlementaire—		
Ministre du Revenu national et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—			R Kamp		
L'hon C Skelton	1	6 906	1 1 687		
PATRIMOINE CANADIEN			AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine—			Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique—		
L'hon B J Oda	1	66 650	L'hon P G MacKay		
Secrétaire d'État (Multiculturalisme et Identité canadienne)—			Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler—		
L'hon J Kenney	1	15 617	L'hon D L Emerson		
Secrétaire parlementaire—			Secrétaire d'État Affaires étrangères et commerce international (Sport) et secrétaire parlementaire—		
J Abbott	1	12 376	H Guergis		
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			Secrétaires parlementaires—		
Ministres—			T Menzies		
L'hon D Finley	1	6 445	J Moore		
L'hon M Solberg	1	42 580	D Obhrai		
ENVIRONNEMENT			P Van Loan		
Ministres—			Ministre de la Coopération internationale et ministre de la Francophonie et des Langues officielles—		
L'hon R Ambrose	1	72 986	L'hon J Verner		
L'hon J Baird	1	18 750	Secrétaires parlementaires—		
Secrétaire parlementaire—			S Boucher		
M Warawa	1	4 295	T Menzies		
			30 1 109		
			30 22 621		

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES—Fin

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
SANTÉ			RESSOURCES NATURELLES		
Ministre de la Santé et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario—			Ministre—		
L'hon T Clement	1	47 418	L'hon G Lunn	1	135 464
Secrétaire parlementaire—			Secrétaire parlementaire—		
S J Fletcher	1	12 755	C Paradis	1	2 142
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			CONSEIL PRIVÉ		
Ministres—			Premier ministre—		
L'hon D Finley	1	35 770	Très hon S J Harper	1	10 713
L'hon M Solberg	1	19 916	Leader du gouvernement au Sénat—		
Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—			Hon M LeBreton	1	1 828
L'hon J-P Blackburn	1	38 701	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la diversification de l'économie de l'Ouest canadien—		
Secrétaire d'État (Aînés)—			L'hon R Ambrose	1	4 575
L'hon M LeBreton	1	1 370	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Sports—		
Secrétaire parlementaire—			L'hon M Chong	1	64 309
L Yelich	1	5 486	L'hon P Van Loan (intérimaire)	1	343
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			Leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique—		
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits—			L'hon R D Nicholson	1	4 180
L'hon J Prentice	1	64 317	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Secrétaire parlementaire—			Ministre de la Sécurité publique—		
R Bruinoooge	1	11 736	L'hon S B Day	1	58 089
INDUSTRIE			Secrétaire parlementaire—		
Ministre—			D Mackenzie	1	2 247
L'hon M Bernier	1	48 144	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
Secrétaire d'État (Petite entreprise et tourisme)—			Ministre—		
L'hon G Ritz	1	10 252	L'hon M Fortier	1	48 236
Secrétaire parlementaire—			TRANSPORTS		
C Carrie	1	3 911	Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités—		
JUSTICE			L'hon L Cannon	1	25 031
Ministre(s) de la Justice et Procureur général du Canada—			Secrétaire parlementaire—		
L'hon R Nicholson	1	1 893	B Jean	1	4 400
L'hon V Toews	1	51 808	CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétaire parlementaire—			Président(s) du Conseil du Trésor—		
R Moore	1	1 630	L'hon J Baird	1	14 774
DÉFENSE NATIONALE			L'hon V Toews	1	10 105
Ministre—			ANCIENS COMBATTANTS		
L'hon G O'Connor	1	72 514	Ministre—		
Secrétaire parlementaire—			L'hon G F Thompson	1	62 696
R Kiebert	1	14 720	Secrétaire parlementaire—		
			B Hinton	1	8 682

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2006-2007

Autres informations diverses

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Affaires étrangères et Commerce international—	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales	11.2
Dépenses de voyage pour la participation canadienne aux conférences et réunions internationales	11.4
Ressources humaines et Développement des compétences—	
Paiements d'indemnités et frais d'administration	11.8
Parlement—	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2006-2007	11.9
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2006-2007	11.11
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2006-2007	11.17
Conseil privé—	
Traitements et indemnités aux Ministres d'État et Secrétaires d'État	11.18
État des dépenses—Autorisation législative et dépenses du programme	11.19
Détails des dépenses—39 ^e élection générale (janvier 2006)	11.19
Détails des dépenses législatives—	
Élections partielles - Repentigny et London Centre-Nord (novembre 2006)	11.20
Sécurité publique et Protection civile—	
État des dépenses par établissement	11.21
Conseil du Trésor—	
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits	11.24

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES

Conférences et réunions	Montant
	\$
62 ^e séance de la Commission des droits de la personne des Nations Unies à Genève (Suisse) — UNHCR	188 714
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Saint-Domingue (République dominicaine) — 36 ^e séance de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)	58 370
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Nairobi (Kenya) — 2 ^e sommet pour les chefs d'État et de gouvernement de la conférence internationale sur les régions des grands lacs de l'Afrique	43 657
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Salekhard (Russie) — 5 ^e Réunion ministérielle du conseil de l'arctique	41 850
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Kuala Lumpur (Malaisie) — 39 ^e Conférence post-ministérielle de l'ANASE/13 ^e Forum régional de l'ANASE (FRA)	46 343
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à New York (É-U) — 62 ^e séance de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	511 592
Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8 à Moscou (Russie)	62 112
Conseil de la 14 ^e Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Bruxelles (Belgique)	23 860
Visite du Premier ministre à Bucarest (Roumanie) — 11 ^e Sommet de la Francophonie	679 437
Visite du Premier ministre à Washington (É-U) — Président Bush	75 410
Visite du Premier ministre à New York (É-U) — 62 ^e anniversaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	189 984
Visite du Premier ministre à St-Petersbourg (Russie), Londres (Royaume-Uni), Paris (France) — Sommet du G8	1 269 996
Visite du Premier ministre à Mexico (Mexique) — Cérémonie d'inauguration — Felipe Calderón	63 309
Visite du Premier ministre à Hanoï (Vietnam) — Réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2006	774 909
Visite du Premier ministre à Riga (Lettonie) — Sommet de l'OTAN	461 330
Réunion des ministres de l'Éducation de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à Athènes (Grèce)	25 605
16 ^e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth (CMEC) à Capetown (Afrique du sud)	49 748
Réunion des ministres de l'Éducation et de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à Copenhague (Danemark)	10 660
Conférence sur la démocratie en Europe orientale à Vilnius (Lituanie)	12 324
2 ^e Conférence régionale sur la Coopération Économique sur l'Afghanistan à New Delhi (Inde)	8 679
Réunion des ministres des Affaires étrangères — OTAN à Bruxelles (Belgique)	32 055
Conférence internationale sur le développement économique et sociale de Haïti à Madrid (Espagne)	7 665
G8/BMENA Réunion ministérielle sur l'éducation à Sharm el Sheikh (Égypte)	12 965
Conférence à Moscou (Russie) sur les routes de drogue provenant de l'Afghanistan	9 423
Symposium à Londres (Royaume-Uni) pour les ministres de l'Éducation sur « Moving Young Minds »	10 431
Visite de la Gouverneure générale à Alger (Algérie), Bamako (Mali), Rabat (Maroc), Prétoria (Afrique du sud)	1 558 697
Visite de la Gouverneure générale à Port-au-Prince (Haïti)	98 005
Réunion des ministres des Affaires étrangères pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Sofia (Bulgarie) (annulation de MINA)	81 438
Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Ho Chi Minh (Vietnam)	46 724
Réunion des ministres de l'éducation du G8 à Moscou (Russie)	63 127
50 ^e anniversaire de la commémoration de la révolution Hongroise de 1956 à Budapest (Hongrie)	19 130
Funérailles d'État du Ministre Pierre Gamayel à Beyrouth (Liban)	3 925
Inauguration du Président J Kabila à Kinshasa (République démocratique du Congo)	13 771
Funérailles d'État de Gerald Ford à Washington (É-U)	892
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Berlin (Allemagne) — Sommet du G8	110 613
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Entebbe (Uganda) — Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGPC)	26 320
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du 37 ^e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)	18 636

11.2 AUTRES INFORMATIONS DIVERSES

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Fin*

Conférences et réunions	Montant
	\$
42 ^e Conférence du Conseil de l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (DCCOME) à Bali (Indonésie)	14 366
Inauguration du Président élu Rafael Correa à Quito (Équateur)	10 085
Inauguration du nouveau gouvernement Péruvien à Lima (Pérou)	3 533
50 ^e anniversaire de l'indépendance Ghanéenne à Ghana (Accra)	32 437
Forum de G8/MENA à Amman (Jordanie)	12 311
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Lille (France) — Cérémonie de Vimy	227 932
Conférence sur Haïti au Brasilia (Brésil)	18 715
Jumelage ministériel	128 442
Ministre des Affaires étrangères (MINA) — Visites bilatérales (Agent de visites)	75 285
Ministre du Commerce international (MINT) — Visites bilatérales (Agents de visites)	50 375
Ministre de la Coopération internationale (MINE) — Visites bilatérales (Agents de visites)	38 152
Total	7 323 339

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES DE VOYAGE POUR LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES

	\$		\$
<i>62^e séance de la Commission des droits de la personne des Nations Unies à Genève (Suisse) — UNHCR</i>	185 728	<i>Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8 à Moscou (Russie)</i>	61 356
Chambre des communes MacKay Hon. P.G.		Chambre des communes MacKay Hon. P.G.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Blitt J., Delahanty J., Dion A.K., Gibb P., Hart J., Kutz G.A., Larose Filotas S., Meyer P., Sinclair R.D., Von Kaufmann J.L., Walker C.G.		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Cooter C.J., Eyestone M., Fernet M., Gwozdecky M.R., Lessard M.V., Van Praagh P., Wright Amb. J.R.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Saint-Domingue (République dominicaine) — 36^e séance de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)</i>	46 857	<i>Conseil de la 14^e Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Bruxelles (Belgique)</i>	23 860
Chambre des communes MacKay Hon. P.G.		Chambre des communes MacKay Hon. P.G.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Beaulne L.J.R., Binette L.-F., Dugas D., Fountain-Smith S.E., Khokhar J., Lessard M.V., Lussier C., Martin F., Van Praagh P.		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Lessard M., Poupart I., Swords C., Van Praagh P.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Nairobi (Kenya) — 2^e Sommet pour les chefs d'États et de gouvernement de la conférence internationale sur la région des grands lacs de l'Afrique</i>	43 657	<i>Visite du Premier ministre à Bucarest (Roumanie) — 11^e Sommet de la Francophonie</i>	633 526
Chambre des communes Obhrai D.		Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Champagne Hon. A., Clarke Hon. C., Comeau Hon. G.J., Meilleur Hon. M., Selinger Hon. G., Verner Hon. J.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Dugas D., Gauthier J.-J., Giroux P., Leahy Amb. A., Van Praagh P.		Cabinet du Premier ministre Béland F., Brown A., Currie J., Desjardins G., Duplessis J.-M., Filliter E., Leroux K., Loubier C., Novak R., Ransom D., Soudas D., Stewart Olsen C.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Salekhard (Russie) — 5^e Réunion ministérielle du conseil de l'arctique</i>	41 850	Bureau du Conseil privé Bissonnette P., Larocque D., Legros G., Mulroney D., Parvanova I., Picard A., Picard P., Pilon T., Price M., René F., Roy C.	
Chambre des communes Eyking Hon. M., Mills B.		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Beaulne P., Gerin-Lajoie B., Guenette R., Filion F., Fortin J., Munro H., de Kerckhove F., Lessard M.V., Racine A., Rousseau H.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Kadas R., Small M.		Agence canadienne du développement international Lemieux C., Vincent D.	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Kuala Lumpur (Malaisie) 39^e Conférence post-ministérielle de l'ANASE/ 13^e Forum régional de l'ANASE (FRA)</i>	46 126	Ministère de la Défense nationale Ou Dr. C.	
Chambre des communes MacKay Hon. P.G.		Autres Beaulieu C., Bernier G., Desroches D., Enguehard F., Gagnon C., Gélinau G., Godin Y., Jollette D., Jourdain G., Lainé L., Muntean M., Podeszinski N., Rioux J.-G.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Lessard M.V., Sahas Martin I., Van Praagh P.		<i>Visite du Premier ministre à Washington (É.-U.) — Président Bush</i>	59 127
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à New York (É.-U.) — 62^e séance de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)</i>	480 507	Chambre des communes Harper Le très hon. S.J.	
Chambre des communes MacKay Hon. P.G.		Cabinet du Premier ministre Beaton M., Brodie I., Buckler S., Cameron M., Duplessis J.-M., Fountain K., Leroux K., Nisbet J., Novak R., Ransom D., Soudas D., Stewart Olsen C., Whissel R.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Bégin M., Binette L.-F., Blitt J., Brown C.L., Crowe J., de Kerckhove F., Delahanty J., Dugas D., Farid S., Frost G., Garson R., Harrington J., Heinbecker C., Hulan H., Jean P.-D., Kumar A., Kutz G.A., Lake C., Larose Filotas S., Lessard M.V., Levasseur J., McDonnell D., McNee J.A., Meyer Amb. P., Morneau J., Normandin H.-P., Poulin O., Rashid Y., Rivilla R., Sautner J., Sinclair R.D., Smith S.A., Soni S.-M., Stewart N., St-Pierre N., Stuewer N., Sunderland M., Swords C., Tan M.-H., Van Praagh P., Walsh E.		Bureau du Conseil privé Brazek C., Brooman K., James S., Lau J., Lynch K., Mulroney D., René F.	
Agence canadienne de développement international Wood J.		<i>Visite du Premier ministre à New York (É.-U.) — 62^e anniversaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)</i>	138 814
		Chambre des communes Harper Le très hon. S.J.	
		Cabinet du Premier ministre Brodie I., Brown A., Buckler S., Cameron M., Duplessis J.-M., Gairdner S., Novak R., Ransom J., Soudas D., Stewart Olsen C.	

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES DE VOYAGE POUR LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

§	§
Bureau du Conseil privé Brooman K., Brown C., Brown D., Grenier R., Larocque D., Lynch K., Mulroney D., Tremblay E. Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Hepburn L.K. Autres Harper L., Muntean M. <i>Visite du Premier ministre à St-Petersbourg (Russie), Londres (Royaume-Uni), Paris (France) — Sommet du G8</i>	923 648
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J. Cabinet du Premier ministre Beaton M., Béland J.-F., Brodie I., Brown A., Buckler S., Cameron M., Csversko C., Currie J., Denis C., Duplessis J.-M., Filliter E.L., Fountain K., Gairdner S., Gibbons J., Kenney J., Leroux K., Loubier C., Muttart P., Novak R., Olsen C.S., Ransom J., Soudas D. Bureau du Conseil privé Bazinet É., Blache D., Brooman K., Cloutier B., Downey S. Girard Sgt. M., Hamilton J., Hamilton S., Larocque D., Laurin A., Leber Cpl. D., Legros G., Létendre A., Moen M., Mulroney D., Ouellet C., Parvanova I., Perron MCpl. M., Pilon T., Prusakowski T., Savard M., Tremblay É. Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Dimic N., Faussurier A., Fitchett J., Fyfe T., Gompf J., Hamilton K., Harder P., Hepburn L., Kern M., Malikail P., Malone D., Racine A., Sevigny D., Smith A., Wright J. Ministère de la Défense nationale Weisgerber Maj. Dr. C. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Kirilloff N., Qui C., Ponomarev A., Vogt B. Autres Cross K., Harper L., Muntean M. <i>Visite du Premier ministre à Mexico (Mexique) — Cérémonie d'inauguration — Felipe Calderón</i>	25 501
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Feldstein J., Kinsella Hon. N. Cabinet du Premier ministre Campbell D. Bureau du Conseil privé Bazinet É., Bennett-Newell Cpl. M., Brooman K., Mulroney D., Prusakowski T.A., Surette MCpl. R. Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Kern M. <i>Visite du Premier ministre à Hanoï (Vietnam) — Réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2006</i>	505 978
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., Emerson Hon. D., MacKay Hon. P.G. Cabinet du Premier ministre Brown A., Buckler S., Currie J., Desjardins G., Duplessis J.-M., Filliter E., Gairdner S., Gibbons J., Gupta R., Leroux K., Long Y., Novak R., Ransom D., Ransom J., Soudas D., Stewart Olsen C. Bureau du Conseil privé Ayer R., Brown S., Larocque D., Legros G., Le Ber D., Mulroney D., Parvanova I., Pomerleau P., Tremblay E., Wilson T.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Bélanger M., Bender R., Benoit P., Benson I., Bingley B., Bremner L., Chase S., Christie B., Coulombe E., Dugas D., Duhaime S., Fagan D., Garner K., Grover B., Hall J., King E., Lessard M.V., Loken M., MacKay K., Malikail P., Marshall P., Munro H., Sloan J., Unlusoy A., Van Praagh P., Wall J. Ministère de la Défense nationale West Dr. S. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Graham I., Phamhuy B., Ritchie S., Shao W., Tran N. Autres Harper L., Muntean M. <i>Visite du Premier ministre à Riga (Lettonie) — Sommet de l'OTAN</i>	293 692
Chambre des communes Harper Le très hon. S.J., MacKay Hon. P.G., Martin K., Nolin Sen. P.C., O'Connor Hon. G. Cabinet du Premier ministre Beaton M., Brown A., Buckler S., Cameron M., Currie J., Csversko C., Duplessis J.-M., Filliter E., Fountain K., Leroux K., Long Y., Novak R., Ransom J., Soudas D., Stewart Olsen C. Bureau du Conseil privé Bloodworth M., Courtemanche N., Hnatychin A., Larocque D., Legros G., Mulroney D., Parvanova I., Prusakowski T., René F., Sinclair J., Underhill M. Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Beck S., Berg A., Cuerrier A., Harrison A., Hepburn L., Laporte E., Lemay A., Lessard M.V., Sharpadanov C., Smart D., Swords C., Van Praagh P. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Baser S., Gonzalez A., Szadurski W. Ministère de la Défense nationale Allard E., Anderson N., Beaulac D., Cooper S., Hillier Gen. R., Preaux D., Rigby V., Smart Maj. T., Tarry S. Autre Muntean M. <i>Réunion des ministres de l'Éducation de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à Athènes (Grèce)</i>	25 605
Ministère de l'Éducation Burke Hon. J. Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) Bard R., Bentley C. Esselment R., Howard J. <i>16^e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth (CMEC) à Capetown (Afrique du sud)</i>	49 665
Ministère de l'Éducation Burke Hon. J. Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) Carter W., Courtemanche L., Hawco T., Lotun S., Lowther L., Thériège R., Tremblay R., Walsh T. <i>Réunion des ministres de l'Éducation et de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à Copenhague (Danemark)</i>	10 660
Ministère de l'Éducation Deller F., McGifford Hon. D.	

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES DE VOYAGE POUR LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

	\$		\$
<i>Conférence sur la démocratie en Europe orientale à Vilnius (Lituanie)</i>	12 324	<i>Visite de la Gouverneure générale à Port-au-Prince (Haïti)</i>	89 105
Chambre des communes		Jean Son Excellence la très hon.	
Andreychuk Hon. R., Armit A.		Résidence de la Gouverneure générale	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international		Barlow C., Darras Capt. L., Flegel P., Marchand A.-B.,	
Guimond P.		Mylyk R., Quille Cpl. P., Tsai-Klassen F.	
<i>2^e Conférence régionale sur la Coopération Économique sur l'Afghanistan à New Delhi (Inde)</i>	8 679	Ministère des Affaires étrangères et Commerce international	
Chambre des communes		Beaulieu R., Hannan P., Khokhar J., Laporte S.,	
Obhrai D.		Lemieux P., McKechnie M.	
<i>Réunion des ministres des Affaires étrangères — OTAN à Bruxelles (Belgique)</i>	31 893	Autre	
Chambre des communes		Cloutier B.	
MacKay Hon. P.G.		<i>Réunion des ministres des Affaires étrangères pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Sofia (Bulgarie) (annulation de MINA)</i>	79 997
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international	
Lemay A., Lessard M.V., McRae R., Van Praagh P.		Burgess A., Girtell, K.M., Juneau Amb. J.-P.,	
<i>Conférence Internationale sur le développement économique et sociale de Haïti à Madrid (Espagne)</i>	7 665	Lessard, M.V., MacDonell J., Pinnington P., Poupart, I.,	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international		Wallace, J., Wright High Comm. J.R.	
Boucher Amb. C., Martin G.		<i>Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Ho Chi Minh (Vietnam)</i>	46 620
<i>G8/BMENA Réunion ministérielle sur l'éducation à Sharm el Sheikh (Égypte)</i>	12 965	Ministère des Affaires étrangères et Commerce international	
Ministère de l'Éducation		Bélanger M.R., Burton C., MacKay K.E., Sunquist K.J.,	
Dover Hon. M.A.		Unlusoy A.	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)		<i>Réunion des ministres de l'éducation du G8 à Moscou (Russie)</i>	61 111
Pelley B.		Ministère de l'Éducation	
<i>Conférence à Moscou (Russie) sur les routes de drogue provenant de l'Afghanistan</i>	9 423	Burke Rt Hon. J.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international		Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	
Puxley E., Richardson M.C.		Fournier J.-M., Gagnon D., Hawco T., Hollett B.,	
<i>Symposium à Londres (Royaume-Uni) pour les ministres de l'Éducation sur « Moving Young Minds »</i>	10 431	Molloy G., Molloy S., Pelley B., Théberge R.	
Ministère de l'Éducation		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international	
Higgins Hon. D.		Guay J.-P.	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)		<i>50^e anniversaire de la commémoration de la révolution Hongroise de 1956 à Budapest (Hongrie)</i>	18 633
Pelley B.		Chambre des communes	
<i>Visite de la Gouverneure générale à Alger (Algérie), Bamako (Mali), Rabat (Maroc), Prétoria (Afrique du sud)</i>	1 269 025	MacKay Hon. P.G.	
Jean Son Excellence la très hon.		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international	
Résidence de la Gouverneure générale		Lemay A., Lessard M.V., MacDonell J.	
Barangé S., Barlow C., Barratt A., Bégin N., Brosseau L.,		<i>Funérailles d'État du Ministre Pierre Gamayel à Beyrouth (Liban)</i>	2 814
Diaczuk S., Flegel P., MacIntyre C., Marchand A.-B.,		Chambre des communes	
Mousseau D., Mylyk R., Rouselle N., Steals M., Vaillant J.		Andreychuk Sen. A.R.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international	
Boucher C., Cayer R., Ferguson I., Harder P.,		Portelance R.	
Lachance A., Lemieux P., McKechnie M., Mélançon S.		<i>Inauguration du Président J. Kabila à Kinshasa (République démocratique du Congo)</i>	13 771
Ministère de la Défense nationale		Chambre des communes	
Austin P.O. B.D., Bégin N., Dagenais Cpl. É.,		Andreychuk Sen. A.R.	
Darras Capt. L., Demers Cpl. Y., Démonceaux MCpl. R.,		<i>Funérailles d'État de Gerald Ford à Washington (É.-U.)</i>	788
Dingwall J.A., Duffy S.W., Flowers WO B.,		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international	
Froese Cpl. M., Hall R.M., Joannise A., Jolin Sgt. É.,		Lemieux P.	
Laflamme Lt.Col.Dr. J.-L., MacDougall CWO R.,		<i>Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Berlin (Allemagne) — Sommet du G8</i>	102 878
Malouin Capt. A., Martel Capt. C., Martin Cpl. J.P.,		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international	
Mitchell M.P., Nattress S., Organ S., Paré Cpl. I.,		Boucher C., Skabar L.	
Poirier A., Spurvey Cpl. A., Thompson Col. J., Watts D.		<i>Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Entebbe (Ouganda) — Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGPC)</i>	25 766
Agence canadienne de développement international		Cabinet du Premier ministre	
Greenhill R., Kostiuk N.		Duplessis J.-M.	
Autres		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international	
Bélanger M.J.-F., Chartrand F., Coulon J., Coyle M.,		Munro H.	
Hreljac R., Hreljac S., Lamarche Cpl. J., Ly-Tall Dr. A.B.,			
Mangin J.-M., Mitchell P., Mugwanya I., Oliver M.,			
O'Neil M., Panetta M.A., Richmond D., Roter G.,			
Santos S., Watts D.H., Webber Dr. J.			

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES DE VOYAGE POUR LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—Fin

	\$		\$
42 ^e Conférence du Conseil de l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (DCCOME) à Bali (Indonésie)	14 366	Conférence sur Haïti au Brasilia (Brésil)	18 715
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) Denine D., Molloy G.R.		Chambre des communes Van Loan P.	
Inauguration du Président élu Rafael Correa à Quito (Équateur)	10 085	Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Boucher Amb. C., Dodd E.	
Chambre des communes Obhrai D.		Jumelage ministériel	128 442
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Thorpe L.		Chambre des communes Cotler I., Dosanjh U., Gagnon C., Godin Y., Khan W., Lalonde F., Macauley L., McDonough A., Teledgi Hon. A., Temelkouski L.	
Inauguration du nouveau gouvernement Péruvien à Lima (Pérou)	3 533	Ministre des Affaires étrangères (MINA) — Visites bilatérales (Agent de visites)	62 910
Chambre des communes Van Loan P.		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Lessard M.V.	
50 ^e anniversaire de l'indépendance Ghanéenne à Ghana (Accra)	32 237	Ministre du Commerce international (MINT) — Visites bilatérales (Agents de visites)	48 469
Chambre des communes Hiebert Hon. R.J., Martens M.		Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Benson I., Munro, H.	
Autre Hiebert A.J.		Ministre de la Coopération internationale (MINE) — Visites bilatérales (Agents de visites)	35 224
Forum de G8/MENA à Amman (Jordanie)	12 311	Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Cayer R., Lachance A.	
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Harder P., Venner G.			
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Lille (France) — Cérémonie de Vimy. . . .	227 932		
Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Bazin F.-X., Kern M., Racine A.			

Ressources humaines et Développement des compétences

Ministère

Ressources humaines et Développement des compétences

PAIEMENTS D'INDEMNITÉS ET FRAIS D'ADMINISTRATION⁽¹⁾

Détails	Paiements	Frais	Total des
	d'indemnités ⁽²⁾	d'administration ⁽³⁾	paiements
	\$	\$	\$
Terre-Neuve-et-Labrador	2 517 797	688 407	3 206 204
Île-du-Prince-Édouard	435 532	96 278	531 810
Nouvelle-Écosse—Fédéral	7 552 926	1 637 404	9 190 330
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB)	13 077 414	2 209 928	15 287 342
Nouvelle-Écosse—SDCB (article 9a)	4 604 867	751 908	5 356 775
Nouvelle-Écosse—Vieille Silicose	410 737	61 896	472 633
Nouveau-Brunswick	2 483 605	576 741	3 060 346
Québec	16 844 858	4 073 513	20 918 371
Ontario	41 948 110	9 509 120	51 457 230
Manitoba	2 936 183	925 018	3 861 201
Saskatchewan	2 776 280	922 651	3 698 931
Alberta	7 349 724	1 526 444	8 876 168
Colombie-Britannique	7 130 136	3 175 443	10 305 579
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>	3 345		3 345
Frais juridiques, médicaux et professionnels relativement à l'indemnité pour accident de travail à la suite de réclamations obtenues de tiers	77 279		77 279
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada (Section 7)	141 814		141 814
	110 290 607	26 154 751	136 445 358
Moins : recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des organismes de l'État	40 599 593	11 679 207	52 278 800
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères de l'État	28 715 954	6 051 200	34 767 154
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts du compte d'assurance-emploi	526 667	105 333	632 000
	69 842 214	17 835 740	87 677 954
Dépenses nettes ⁽⁴⁾	40 448 393	8 319 011	48 767 404 ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (voir le Sommaire du portefeuille ministériel de la section 22 du volume II).

⁽²⁾ Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);

b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et

c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société de développement du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

⁽³⁾ Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

Les réclamations des employés résidant dans les Territoires du Nord-Ouest au Yukon et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

⁽⁴⁾ Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités relatifs à des employés de l'État et des marins marchands.

Parlement Sénat

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DE FONCTIONS, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RECHERCHE PAYÉS EN 2006-2007

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses	Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Adams W, Nunavut	122 700	106 666	126 362	Downe P, Î-P-É	122 700	69 498	98 092
Andreychuk R, Sask	122 700	81 815	60 554	Dyck L E, Sask	122 700	66 765	39 447
<i>Président de comité</i>	9 829			Eggleton A, Ont.	122 700	78 646	113 900
<i>Vice-président de comité</i>	4 395			<i>Président de comité</i>	5 137		
Angus W D, Qc	122 700	43 058	100 238	Eyton J T, Ont	121 950	95 073	113 435
<i>Vice-président de comité</i>	7 058			<i>Président de comité</i>	9 343		
Atkins N K, Ont.	122 700	79 779	106 076	Fairbairn J, Alb	122 700	148 307	120 883
<i>Vice-président de comité</i>	498			<i>Président de comité</i>	9 800		
Austin J, C-B ⁽¹⁾	112 805	130 099	90 425	Ferretti Barth M, Qc ⁽¹⁾	9 203	3 649	6 839
Bacon L, Qc	122 700	54 391	126 021	Fitzpatrick D R, C-B	122 700	130 429	126 956
<i>Président de comité</i>	9 771			Forrestall J M, N-É ⁽¹⁾	30 676	26 820	26 125
Baker G, T-N-L	122 700	147 601	82 101	<i>Vice-président de comité</i>	660		
Banks T, Alb	122 700	88 769	134 184	Fortier M, Qc	122 700	53 571	95 112
<i>Président de comité</i>	9 800			Fox F, Qc	122 700	28 947	105 638
Biron M, Qc	122 700	30 598	132 626	Fraser J, Qc	122 700	38 886	121 458
Bryden J G, N-B	122 700	81 529	84 892	<i>Leader adjoint de l'opposition</i>	17 108		
Buchanan J M, N-É ⁽¹⁾	7 157	14 276	7 146	<i>Vice-président de comité</i>	498		
Callbeck C S, Î-P-É	122 700	42 018	116 930	Furey G, T-N-L	122 700	134 864	134 766
Campbell L W, C-B	122 700	97 489	98 528	<i>Président de comité</i>	10 500		
Carney P, C-B	122 700	72 575	134 729	Gill A, Qc	122 700	72 433	137 497
Carstairs S, Man	122 700	132 839	135 089	Goldstein Y, Qc	122 700	52 396	112 290
<i>Président de comité</i>	3 821			Grafstein J S, Ont	122 700	61 733	131 739
<i>Vice-président de comité</i>	4 509			<i>Président de comité</i>	9 742		
Champagne A, Qc	122 700	37 887	122 375	Gustafson L J, Sask	122 700	109 841	76 988
<i>Vice-président de comité</i>	5 055			<i>Vice-président de comité</i>	5 040		
Chaput M, Man	122 700	135 233	115 715	Harb M, Ont.	122 700	30 005	133 513
<i>Président de comité</i>	9 829			Hays D, Alb	122 700	167 439	128 239
Christensen I, Yn ⁽¹⁾	92 025	29 588	49 720	<i>Leader de l'opposition</i>	26 895		
Cochrane E M, T-N-L	122 700	93 335	131 625	<i>Président de comité</i>	4 858		
<i>Vice-président de comité</i>	5 040			Hervieux-Payette C, Qc	122 700	37 635	117 596
Comeau G J, N-É	122 700	126 252	105 346	<i>Leader de l'opposition</i>	6 905		
<i>Leader adjoint du gouvernement</i>	33 800			Hubley E, Î-P-É	122 700	122 451	128 540
Cook J, T-N-L	122 700	92 015	118 080	<i>Whip adjoint de l'opposition</i>	2 842		
<i>Whip de l'opposition</i>	5 013			Jaffer M S B, C-B	122 700	129 713	139 938
<i>Président du caucus de l'opposition</i>	45			Johnson J G, Man	122 700	116 302	132 181
<i>Vice-président de comité</i>	4 505			<i>Vice-président de comité</i>	5 010		
Cools A C, Ont	122 700	30 953	137 189	Joyal S, Qc	122 700	28 936	143 999
<i>Vice-président de comité</i>	2 265			<i>Président de comité</i>	8 546		
Corbin E G, N-B	122 700	30 306	123 412	Kenny C, Ont.	122 700	28 831	138 345
Cordy J, N-É	122 700	93 984	100 962	<i>Président de comité</i>	9 800		
Cowan J, N-É	122 700	124 863	98 282	Keon W J, Ont	122 700	33 714	124 371
<i>Whip de l'opposition</i>	1 287			<i>Vice-président de comité</i>	7 005		
<i>Vice-président de comité</i>	562			Kinsella N A, N-B	122 700	67 659	113 433
Dallaire R, Qc	122 700	90 805	134 241	<i>Président du Sénat</i>	51 800		
Dawson D, Qc	122 700	66 067	117 434	Kirby M, N-É ⁽¹⁾	71 575	66 439	72 299
Day J A, N-B	122 700	134 644	138 974	<i>Président de comité</i>	4 667		
<i>Président de comité</i>	9 800			Lapointe J, Qc	122 700	31 132	131 360
De Bané P, Qc	122 700	25 800	123 346	Lavigne R, Qc	122 700	21 508	62 680
Di Nino C, Ont	122 700	41 142	76 737	Lebreton M, Ont	122 700	26 952	48 292
<i>Président de comité</i>	9 800			Losier-Cool R-M, N-B	122 700	95 457	134 118
				<i>Président Pro Tempore</i>	21 201		

Parlement
Sénat

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DE FONCTIONS, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RECHERCHE PAYÉS EN 2006-2007—Fin

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses	Honorables Sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Lovell-Nicholas S M, N-B	122 700	135 026	125 286	Rivest J-C, Qc	122 700	19 992	69 308
Mahovlich F W, Ont	122 700	69 489	80 617	Robichaud F, N-B	122 700	63 614	110 546
Massicotte P J, Qc	122 700	26 684	55 772	Rompkey W, T-N-L	122 700	116 805	131 159
McCoy E, Alb	122 700	48 823	139 665	Président de comité	9 742		
Meighen M A, Ont	122 700	83 081	111 139	Segal H, Ont	122 700	63 709	124 927
Vice-président de comité	3 732			Président de comité	8 503		
Mercer TM, N-É	122 700	146 656	136 421	Sibbeston N G, TN-O	122 700	174 204	139 717
Merchant P, Sask	122 700	119 000	128 404	Président de comité	3 690		
Milne L, Ont	122 700	59 611	122 501	Vice-président de comité	1 350		
Vice-président de comité	4 935			Smith D P, Ont	122 700	57 102	128 601
Mitchell G, Alb	122 700	95 047	134 393	Président de comité	9 427		
Moore W P, N-É	122 700	75 684	137 077	Vice-président de comité	5 040		
Munson J, Ont	122 700	69 102	132 797	Spivak M, Man	122 700	103 604	139 924
Président du caucus de l'opposition	5 355			St. Germain G, C-B	122 700	131 041	138 794
Murray L, Ont	122 700	30 985	70 978	Président de comité	9 800		
Nancy R, Ont	122 700	68 677	131 018	Stollery P A, Ont	122 700	62 448	140 991
Vice-président de comité	2 775			Président de comité	937		
Nolin P C, Qc	122 700	51 242	137 819	Vice-président de comité	4 453		
Vice-président de comité	10 248			Stratton T, Man	122 700	140 046	124 300
Oliver D H, N-É	122 700	96 263	120 534	Whip du gouvernement	10 500		
Président de comité	9 378			Président de comité	10 354		
Pépin L, Qc	122 700	40 697	129 098	Tardif C, Alb	122 700	107 475	131 083
Peterson R W, Sask	122 700	75 866	70 685	Leader adjoint de l'opposition	4 392		
Phalen G A, N-É	122 700	110 867	91 994	Tkachuk D, Sask	122 700	138 657	134 903
Pitfield P M, Ont	122 700	126	74 893	Président du caucus du gouvernement	6 300		
Plamondon M, Qc ⁽¹⁾	57 942	12 229	45 964	Vice-président de comité	5 025		
Poulin M-P, Ont	122 700	41 215	131 274	Trenholme Counsell M, N-B	122 700	137 575	133 834
Poy V, Ont	122 700	88 154	131 963	Watt C, Qc	122 700	139 412	126 827
Prud'homme M, Qc	122 700	29 168	78 101	Zimmer R A A, Man	122 700	147 562	139 398
Ringuette P, N-B	122 700	62 055	157 111	Total	12 271 708	7 771 400	11 129 224

⁽¹⁾ Sénateurs qui ont pris leur retraite, qui ont démissionné ou qui sont décédés au cours de l'exercice 2006-2007, ou au cours du dernier trimestre de l'exercice précédent.

Parlement Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2006-2007

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Abbott J	147 700	159 949	Blaikie L'hon WA	147 700	123 496
Ablonczy D	147 700	151 200	<i>Indemnité à titre de</i>		
Albrecht H	147 700	63 174	<i>vice-président de la Chambre et</i>		
Alghabra O	147 700	67 591	<i>président des</i>		
Allen M	147 700	97 166	<i>comités pléniers</i>	36 391	
Allison D	147 700	93 041	Blais R	147 700	154 446
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>président de comité</i>	9 540		<i>vice-président de comité</i>	2 775	
Ambrose L'hon R	147 700	111 620	Blaney S	147 700	86 098
Anders R	147 700	80 764	Bonin R	147 700	68 921
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>président de comité</i>	9 399		<i>président de caucus</i>		
Anderson DL	147 700	125 955	<i>Opposition officielle</i>	10 383	
André G	147 700	70 230	Bonsant F	147 700	43 843
Angus C	147 700	150 142	Boshcoff K	147 700	106 138
Arthur A	147 700	40 661	Bouchard R	147 700	88 386
Asselin G	147 700	99 325	Boucher S	147 700	53 682
Atamanenko A	147 700	145 930	Bourgeois D	147 700	45 104
Bachand C	147 700	47 965	Breitkreuz G	147 700	147 834
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-président de comité</i>	4 834		<i>président de comité</i>	9 625	
Bagnell L'hon L	147 700	137 245	Brison L'hon S	147 700	142 934
Bains L'hon N	147 700	87 668	Brown G	147 700	52 482
Baird L'hon J	147 700	4 392	Brown MAB	147 700	76 392
Barbot V	147 700	36 720	<i>Indemnité à titre de</i>		
Barnes L'hon S	147 700	92 932	<i>vice-présidente de comité</i>	541	
Batters D	147 700	94 939	Brown P	147 700	102 422
Beaumier C	147 700	67 368	Bruinooge R	147 700	84 138
Bélangier L'hon M	147 700	33 595	Brunelle P	147 700	43 587
<i>Indemnité à titre de</i>			Byrne L'hon G	147 700	120 972
<i>vice-président de comité</i>	3 270		Calkins B	147 700	130 635
Bell C	147 700	152 947	Cannan R	147 700	116 135
<i>Indemnité à titre de</i>			Cannis J	147 700	51 209
<i>vice-présidente de comité</i>	4 834		<i>Indemnité à titre de</i>		
Bell D	147 700	126 009	<i>vice-président de comité</i>	4 834	
<i>Indemnité à titre de</i>			Cannon L'hon L	147 700	23 472
<i>vice-président de comité</i>	4 906		Cardin S	147 700	54 515
Bellavance A	147 700	69 584	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>vice-président de comité</i>	2 775	
<i>vice-président de comité</i>	4 906		Carrie C	147 700	65 443
Bennett L'hon C	147 700	94 639	Carrier R	147 700	42 361
<i>Indemnité à titre de</i>			Casey B	147 700	104 788
<i>vice-présidente de comité</i>	1 955		Casson R	147 700	148 068
Benoit L	147 700	102 194	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>président de comité</i>	9 399	
<i>président de comité</i>	9 569		Chamberlain L'hon B	147 700	75 735
Bernier L'hon M	147 700	88 234	Chan L'hon RCY	147 700	241 849
Bevilacqua L'hon M	147 700	129 428	Charlton C	147 700	69 980
Bevington D	147 700	195 688	Chong L'hon M	147 700	124 210
Bezan J	147 700	127 426	Chow O	147 700	76 766
<i>Indemnité à titre de</i>			Christopherson D	147 700	95 745
<i>président de comité</i>	1 750		Clement L'hon T	147 700	88 766
Bigras B	147 700	51 185	Coderre L'hon D	147 700	56 600
<i>Indemnité à titre de</i>			Comartin J	147 700	110 646
<i>vice-président de comité</i>	4 921		<i>Indemnité à titre de</i>		
Black D	147 700	126 928	<i>leader parlementaire adjoint</i>		
Blackburn L'hon JP	147 700	67 687	<i>autre parti d'opposition</i>	5 400	
			<i>Indemnité à titre de</i>		
			<i>vice-président de comité</i>	4 950	

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2006-2007—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Comuzzi L'hon J	147 700	92 602	Faille M	147 700	42 845
Cotler L'hon I	147 700	50 917	<i>Indemnité à titre de</i>		
Crête P	147 700	102 626	<i>vice-présidente de comité</i>	4 921	
<i>Indemnité à titre de</i>			Fast E	147 700	160 435
<i>vice-président de comité</i>	4 834		Finley L'hon D	147 700	54 002
Crowder J	147 700	121 548	Fitzpatrick B	147 700	128 164
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>whip suppléante</i>			<i>vice-président de comité</i>	4 906	
<i>autre parti d'opposition</i>	5 400		Flaherty L'hon J	147 700	61 198
<i>Indemnité à titre de</i>			Fletcher S	147 700	128 375
<i>vice-présidente de comité</i>	4 950		Folco R	147 700	60 999
Cullen N	147 700	236 165	<i>Indemnité à titre de</i>		
Cullen L'hon R	147 700	76 440	<i>vice-présidente de comité</i>	469	
<i>Indemnité à titre de</i>			Fontana L'hon JF	69 747	61 766
<i>vice-président de comité</i>	900		Freeman C	147 700	47 350
Cummins JM	147 700	122 325	Fry L'hon H	147 700	164 016
Cuzner R	147 700	143 570	Gagnon C	147 700	58 232
D'Amours JC	147 700	107 558	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>vice-présidente de comité</i>	4 906	
<i>vice-président de comité</i>	3 992		Galipeau R	147 700	23 277
Davidson P	147 700	72 476	<i>Indemnité à titre de</i>		
Davies E	147 700	161 487	<i>vice-président des</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>comités pléniers</i>	14 734	
<i>leader parlementaire</i>			Gallant C	147 700	57 880
<i>autre parti d'opposition</i>	14 900		Gaudet R	147 700	79 729
Day L'hon S	147 700	174 534	Gauthier M	147 700	69 002
DeBellefeuille C	147 700	47 815	<i>Indemnité à titre de</i>		
Del Mastro D	147 700	46 984	<i>leader parlementaire</i>		
Demers N	147 700	57 965	<i>autre parti d'opposition</i>	14 900	
Deschamps J	147 700	80 453	Godfrey L'hon JF	147 700	55 490
Devolin B	147 700	88 123	Godin Y	147 700	103 598
Dewar P	147 700	10 467	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>whip en chef</i>		
<i>vice-président de comité</i>	4 805		<i>autre parti d'opposition</i>	10 500	
Dhaliwal S	147 700	132 492	<i>Indemnité à titre de</i>		
Dhalla R	147 700	110 977	<i>vice-président de comité</i>	4 834	
<i>Indemnité à titre de</i>			Goldring P	147 700	103 684
<i>vice-présidente de comité</i>	2 913		Goodale L'hon RE	147 700	167 071
Dion L'hon S	147 700	81 867	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>leader parlementaire</i>		
<i>chef</i>			<i>Opposition officielle</i>	36 800	
<i>Opposition officielle</i>	23 410		Goodyear G	147 700	55 152
Dosanjh L'hon U	147 700	129 510	<i>Indemnité à titre de</i>		
Doyle N	147 700	190 274	<i>président de comité</i>	10 354	
<i>Indemnité à titre de</i>			Gourde J	147 700	87 894
<i>président de comité</i>	9 569		Graham L'hon B	147 700	82 288
Dryden L'hon K	147 700	75 979	<i>Indemnité à titre de</i>		
Duceppe G	147 700	122 703	<i>chef</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Opposition officielle</i>	47 390	
<i>chef</i>			Gravel R	50 874	14 906
<i>autre parti d'opposition</i>	50 400		Grewal N	147 700	148 727
Dykstra R	147 700	71 003	Guarnieri L'hon A	147 700	68 962
Easter L'hon W	147 700	133 402	Guay M	147 700	52 524
Emerson L'hon DL	147 700	111 750	<i>Indemnité à titre de</i>		
Epp MK	147 700	66 187	<i>leader parlementaire adjointe</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>autre parti d'opposition</i>	5 400	
<i>vice-président de comité</i>	4 805		Guergis L'hon H	147 700	109 885
Eyking L'hon M	147 700	141 664			

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2006-2007—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Guimond M	147 700	104 135	Laframboise M.	147 700	61 225
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>whip en chef</i>			<i>vice-président de comité.</i>	4 906	
<i>autre parti d'opposition</i>	10 500		Lake M.	147 700	122 613
<i>Indemnité à titre de</i>			Lalonde F.	147 700	29 420
<i>vice-président de comité.</i>	5 325		<i>Indemnité à titre de</i>		
Hanger A.	147 700	126 764	<i>vice-présidente de comité.</i>	4 906	
<i>Indemnité à titre de</i>			Lapierre L'hon JC	121 892	33 568
<i>président de comité.</i>	9 540		Lauzon G.	147 700	44 796
Harper Le très hon S.	147 700	20 894	<i>Indemnité à titre de</i>		
Harris RM	147 700	181 375	<i>whip suppléant</i>		
Harvey L.	147 700	68 698	<i>gouvernement</i>	10 500	
Hawn L.	147 700	142 436	<i>Indemnité à titre de</i>		
Hearn L'hon L.	147 700	116 428	<i>président de comité.</i>	9 399	
Hiebert R.	147 700	153 347	Lavallée C.	147 700	52 664
Hill L'hon J.	147 700	132 967	Layton L'hon J.	147 700	248 880
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>whip en chef</i>			<i>chef</i>		
<i>gouvernement</i>	26 700		<i>autre parti d'opposition</i>	50 400	
Hinton B.	147 700	134 689	LeBlanc L'hon D.	147 700	155 125
Holland M.	147 700	101 348	Lee D.	147 700	60 910
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-président de comité.</i>	1 860		<i>vice-président de comité.</i>	4 906	
Hubbard L'hon C.	147 700	70 748	Lemay M.	147 700	112 527
Ignatieff M.	147 700	92 855	Lemieux P.	147 700	22 024
Jaffer R.	147 700	105 066	Lessard Y.	147 700	56 914
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>président de caucus</i>			<i>vice-président de comité.</i>	4 906	
<i>gouvernement</i>	10 500		Lévesque Y.	147 700	199 527
Jean B.	147 700	120 003	Loubier Y.	132 315	60 140
Jennings L'hon M.	147 700	56 329	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>vice-président de comité.</i>	2 115	
<i>leader parlementaire adjointe</i>			Lukiwski T.	147 700	138 091
<i>Opposition officielle.</i>	11 856		Lunn L'hon GV	147 700	133 390
Julian P.	147 700	136 401	Lunney J.	147 700	143 393
Kadis S.	147 700	77 262	Lussier M.	147 700	39 239
<i>Indemnité à titre de</i>			MacAulay L'hon L.	147 700	172 057
<i>vice-présidente de comité.</i>	2 919		MacKay L'hon PG.	147 700	77 833
Kamp R.	147 700	161 287	MacKenzie D.	147 700	59 133
Karetak-Lindell N.	147 700	212 097	Malhi L'hon G.	147 700	61 049
<i>Indemnité à titre de</i>			Malo L.	147 700	38 477
<i>vice-président de comité.</i>	4 950		Maloney JD	147 700	87 956
Karygiannis L'hon J.	147 700	72 782	Manning F.	147 700	190 714
Keddy G.	147 700	147 766	Mark IM	147 700	129 840
<i>Indemnité à titre de</i>			Marleau L'hon D.	147 700	58 345
<i>président de comité.</i>	9 399		<i>Indemnité à titre de</i>		
Keeper T.	147 700	125 565	<i>présidente de comité.</i>	9 540	
Kenney L'hon JT	147 700	87 344	Marston W.	147 700	85 924
Khan W.	147 700	82 435	Martin A.	147 700	121 237
Komarnicki E.	147 700	83 832	Martin L'hon K.	147 700	54 629
Kotto M.	147 700	45 478	Martin Le très hon P.	147 700	56 567
<i>Indemnité à titre de</i>			Martin PD.	147 700	164 769
<i>vice-président de comité.</i>	4 834		<i>Indemnité à titre de</i>		
Kramp D.	147 700	66 824	<i>vice-président de comité.</i>	4 892	
<i>Indemnité à titre de</i>			Masse B.	147 700	104 082
<i>vice-président de comité.</i>	4 906		Mathysen I.	147 700	84 159
Laforest JY.	147 700	70 033	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>vice-présidente de comité.</i>	4 834	
<i>vice-président de comité.</i>	2 775				

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2006-2007—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Matthews WB	147 700	239 525	Pallister B.	147 700	132 238
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 834		<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	9 625	
Mayes C	147 700	126 793	Paquette P.	147 700	76 650
<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	9 371		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 921	
McCallum L'hon J.	147 700	117 848	Paradis L'hon C.	147 700	68 032
McDonough A.	147 700	94 686	Patry B.	147 700	29 330
McGuinty D.	147 700	5 827	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 906	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	469		Pearson G.	50 874	33 890
McGuire L'hon J.	147 700	118 641	Perron GA.	147 700	60 687
McKay L'hon J.	147 700	71 935	Peterson L'hon J.	147 700	91 125
McTeague L'hon D.	147 700	74 495	Petit D.	147 700	60 672
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 834		Picard P.	147 700	53 605
Ménard R.	147 700	23 338	<i>Indemnité à titre de whip suppléante</i>		
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 906		<i>autre parti d'opposition.</i>	5 400	
Ménard S.	147 700	54 448	Plamondon L.	147 700	81 488
Menzies T.	147 700	149 039	<i>Indemnité à titre de président de caucus</i>		
Merasty G.	147 700	204 567	<i>autre parti d'opposition.</i>	5 400	
Merrifield R.	147 700	127 392	Poilievre P.	147 700	17 043
<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	9 540		Prentice L'hon J.	147 700	160 011
Miller L.	147 700	103 871	Preston J.	147 700	71 563
Milliken L'hon P.	147 700	13 644	Priddy LAP.	147 700	135 089
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes.</i>	70 800		Proulx M.	147 700	14 728
Mills B.	147 700	143 425	<i>Indemnité à titre de whip suppléant</i>		
<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	9 569		<i>Opposition officielle.</i>	2 145	
Minna L'hon M.	147 700	74 121	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	5 325	
Moore J.	147 700	151 944	Rajotte J.	147 700	130 434
Moore R.	147 700	125 341	<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	9 399	
Mourani M.	147 700	50 411	Ratansi Y.	147 700	67 609
Murphy B.	147 700	118 197	<i>Indemnité à titre de présidente de comité.</i>	1 806	
Murphy L'hon S.	147 700	102 133	Redman L'hon K.	147 700	92 864
<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	9 540		<i>Indemnité à titre de whip en chef</i>		
Nadeau R.	147 700	11 557	<i>Opposition officielle.</i>	26 700	
Nash P.	147 700	66 108	Regan L'hon GP.	147 700	115 393
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.</i>	4 906		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	915	
Neville L'hon A.	147 700	122 615	Reid S.	147 700	10 515
Nicholson L'hon R.	147 700	84 495	<i>Indemnité à titre de leader parlementaire adjoint</i>		
Norlock R.	147 700	44 275	<i>gouvernement.</i>	14 900	
O'Connor L'hon G.	147 700	328	Richardson L.	147 700	133 718
Obhrai D.	147 700	177 154	<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	9 399	
Oda L'hon B.	147 700	42 088	Ritz L'hon G.	147 700	151 662
Ouellet C.	147 700	61 526	<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	7 000	
Owen L'hon S.	147 700	137 078			
Pacetti M.	147 700	59 309			
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 950				

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2006-2007—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Robillard L'hon L	147 700	35 541	St-Hilaire C	147 700	38 707
<i>Indemnité à titre de leader parlementaire adjointe</i>			Stanton B	147 700	62 015
<i>Opposition officielle</i>	3 044		Steckle P.	147 700	103 273
Rodriguez P	147 700	40 954	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 906	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 320		Stoffer P	147 700	120 781
Rota A.	147 700	77 536	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 834	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 999		Storseth B.	147 700	139 954
Roy JY	147 700	99 474	Strahl L'hon C	147 700	128 471
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 999		<i>Indemnité à titre de vice-président de la Chambre et président des comités pléniers</i>	409	
Russell T	147 700	184 723	Stronach L'hon B.	147 700	16 460
Sauvageau B	60 351	23 501	Sweet D	147 700	80 187
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 713		Szabo P.	147 700	81 914
Savage M	147 700	118 521	<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	9 343	
Savoie D.	147 700	106 589	Telegdi L'hon A.	147 700	62 272
Scarpaleggia F.	147 700	49 941	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 921	
Scheer A.	147 700	128 656	Temelkovski L.	147 700	99 097
<i>Indemnité à titre de vice-président adjoint des comités pléniers</i>	14 734		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 921	
Schellenberger GR	147 700	74 411	Thibault L.	147 700	67 205
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	9 399		Thibault L'hon R.	147 700	151 315
Scott L'hon A.	147 700	87 731	Thompson L'hon G	147 700	103 212
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	820		Thompson M	147 700	133 734
Sgro L'hon J.	147 700	79 430	Tilson D	147 700	72 361
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	7 621		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 892	
Shipley B	147 700	90 610	Toews L'hon V.	147 700	88 977
Siksay WL	147 700	137 816	Tonks A	147 700	83 241
Silva M.	147 700	87 398	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 775	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	4 006		Trost B	147 700	107 920
Simard L'hon R	147 700	136 782	Turner L'hon G	147 700	26 411
<i>Indemnité à titre de whip suppléant</i>			Tweed M.	147 700	137 601
<i>Opposition officielle</i>	8 355		<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	9 540	
Simms S	147 700	220 495	Valley R	147 700	188 335
Skelton L'hon C.	147 700	116 200	Van Kesteren D	147 700	91 117
Smith J	147 700	136 751	Van Loan L'hon P	147 700	58 798
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 834		Vellacott M.	147 700	131 569
Solberg L'hon M	147 700	116 125	<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	282	
Sorenson K.	147 700	138 242	Verner L'hon J	147 700	72 074
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	9 540		Vincent R	147 700	57 113
St. Amand L	147 700	76 279	Volpe L'hon J.	147 700	86 605
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 485		Wallace M	147 700	71 203
St-Cyr T	147 700	36 219	Wappel TW	147 700	70 073
St. Denis B.	147 700	145 686	<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	9 512	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 790		Warawa M	147 700	112 891
			Warkentin C	147 700	124 197

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2006-2007—Fin

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ⁽¹⁾
	\$	\$		\$	\$
Wasylycia-Leis J	147 700	121 232	Wilson B.	147 700	198 253
<i>Indemnité à titre de</i>			Wrzesnewskyj B	147 700	64 362
<i>présidente de caucus</i>			Yelich L	147 700	172 501
<i>autre parti d'opposition</i>	5 400		Zed P.	147 700	145 343
Watson J	147 700	94 263	Anciens députés ⁽²⁾		88 923
Wilfert L'hon B	147 700	85 584	Total	46 422 124	29 883 526
Williams J.	147 700	134 833			

⁽¹⁾ Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lorsqu'en service ministériel commandé. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé "Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires".
- les frais de déplacement des membres au service de divers comités parlementaires;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- tous les frais de déplacement des membres pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de cette section intitulé "Affaires étrangères et Commerce international - Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales".

⁽²⁾ Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement
Chambre des communes

TRAITEMENTS DES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES DES MINISTRES PAYÉS EN 2006-2007

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant	Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
		\$			\$
Abbott J	ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine	373	MacKenzie D	ministre de la Sécurité publique	14 900
	ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine (Patrimoine canadien)	14 527	Menzies T	ministre de la Coopération internationale et ministre de La Francophonie et des Langues officielles	373
Ablonczy D	ministre des Finances	14 900		ministre de la Coopération internationale et ministre de La Francophonie et des Langues officielles (Coopération internationale)	11 723
Anderson DL	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé (Commission canadienne du blé)	14 900		ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler; ministre de la Coopération internationale et ministre de La Francophonie et des Langues officielles (Commerce international et de la Coopération internationale)	2 804
Boucher S	Premier ministre	373		ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	373
	Premier ministre; ministre de la Coopération internationale et ministre de La Francophonie et des Langues officielles (Premier ministre et pour La Francophonie et les Langues officielles)	14 527	Moore J	ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler; ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (Travaux publics et des Services gouvernementaux et pour la porte d'entrée du Pacifique et les Olympiques de Vancouver-Whistler)	14 527
Bruinooge R	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	14 900		ministre de la Justice et procureur général du Canada	14 900
Carrie C	ministre de l'Industrie	14 900	Moore R	ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	373
Fletcher S	ministre de la Santé et ministre de l'initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	373	Obhrai D	ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Affaires étrangères)	14 527
	ministre de la Santé et ministre de l'initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario (Santé)	14 527	Paradis L'hon C	ministre des Ressources naturelles	11 295
Gourde J	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé	12 096	Poilievre P	président du Conseil du Trésor	14 900
	ministre des Ressources naturelles	2 804	Van Loan	ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	373
Guergis	ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler	373	L'hon P	ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (Affaires étrangères)	9 436
L'hon H	ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler (Commerce international)	10 922	Warawa M	ministre de l'Environnement	14 900
Hiebert R	ministre de la Défense nationale	14 900	Yelich L	ministre des Ressources humaines et du Développement social	14 900
Hinton B	ministre des Anciens Combattants	14 900		Total	371 494
Jean B	ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	14 900			
Kamp R	ministre des Pêches et des Océans	14 900			
Kenney	Premier ministre (multiculturalisme)	373			
L'hon JT	Premier ministre	10 922			
Komarnicki E	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	14 900			
Lukiwski T	leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique	14 900			

Conseil privé
Ministère

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS AUX MINISTRES D'ÉTAT ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

	Traitements	Indemnités	Total
	\$	\$	\$
NOMS DES MINISTRES D'ÉTAT ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT (pour la période du 1 ^{er} avril 2006 au 31 mars 2007)			
Guergis L'hon H	12 847	513	13 360
Hill L'hon J	6 387	513	6 900
Kenney L'hon J	12 847	513	13 360
Nicholson L'hon R	53 100	1 592	54 692
Paradis L'hon C	12 847	513	13 360
Ritz L'hon G	12 847	513	13 360
Van Loan L'hon P	16 862	531	17 393
Total	127 737	4 688	132 425

Conseil privé

Bureau du directeur général des élections

ÉTAT DES DÉPENSES— AUTORISATION LÉGISLATIVE ET DÉPENSES DU PROGRAMME

Autorisation de financement	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Total
	\$	\$	\$	\$
Crédit 15 - Dépenses de programme	2 419 629	13 336 096	2 813 522	18 569 247
<i>Loi électorale du Canada—</i>				
39 ^e élection générale (janvier 2006)	4 571 321			4 571 321
38 ^e élection générale (juin 2004)	824 838			824 838
37 ^e élection générale (novembre 2000)	15 567			15 567
Élections partielles - Repentigny et London-Centre-Nord (novembre 2006) ...	1 301 511			1 301 511
Autres dépenses législatives conformément à la				
<i>Loi électorale du Canada</i>	29 456 829	52 162 541	3 110 869	84 730 239
	36 170 066	52 162 541	3 110 869	91 443 476
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés reliées au crédit 15	531 506	2 929 464	618 030	4 079 000
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés reliées aux travailleurs d'élection	1 117 669			1 117 669
Total	40 238 870	68 428 101	6 542 421	115 209 392

DÉTAILS DES DÉPENSES— 39^e ÉLECTION GÉNÉRALE (JANVIER 2006)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Total
	\$	\$	\$	\$
<i>Loi électorale du Canada—</i>				
Terre-Neuve-et-Labrador	207 463			207 463
Île-du-Prince-Édouard	111 686			111 686
Nouvelle-Écosse	487 025			487 025
Nouveau-Brunswick	399 881			399 881
Québec	2 956 685			2 956 685
Ontario	4 957 026			4 957 026
Manitoba	453 017			453 017
Saskatchewan	565 625			565 625
Alberta	688 221			688 221
Colombie-Britannique	1 374 694			1 374 694
Territoire du Yukon	1 977			1 977
Territoires du Nord-Ouest	18 560			18 560
Nunavut	9 948			9 948
	12 231 808			12 231 808
Remboursement des dépenses d'élection aux partis politiques*	(816 402)			(816 402)
Bureau chef d'Ottawa**	(6 844 085)			(6 844 085)
Total	4 571 321			4 571 321

* En conformité avec la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor, le montant publié en 2005-2006 incluait une provision pour cet item législatif. Une réduction a été enregistrée en 2006-2007 afin de refléter la dépense réelle.

** En conformité avec la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor, le montant publié en 2005-2006 incluait une provision pour le remboursement des dépenses d'élection aux candidates (item législatif). Les déboursés en 2006-2007 ont été comptabilisés au niveau des circonscriptions électorales, regroupées ci-haut par province.

Conseil privé

Bureau du directeur général des élections

DÉTAILS DES DÉPENSES LÉGISLATIVES—ÉLECTIONS PARTIELLES - REPENTIGNY ET LONDON
CENTRE-NORD (NOVEMBRE 2006)

Autorisation législative	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Redécoupage des circonscriptions fédérales	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<i>Loi électorale du Canada—</i>					
Bureau chef d'Ottawa.....	276 191				276 191
Repentigny.....	445 192				445 192
London Centre Nord.....	580 128				580 128
Total.....	1 301 511				1 301 511

Sécurité publique et Protection civile Service correctionnel

ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT

	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	\$	\$	\$
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	28 983 677	2 994 715	31 978 392
Établissement Atlantique, Renous, N-B	29 911 008	1 948 753	31 859 761
Bureau de district de l'Atlantique, Moncton, N-B	8 920 094		8 920 094
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Barrie, Barrie, Ont	1 001 428		1 001 428
Établissement Bath, Bath, Ont	25 459 387	949 863	26 409 250
Bureau de libération conditionnelle de Bathurst, Bathurst, N-B	737 424		737 424
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont	10 353 897	143 998	10 497 895
Établissement Bowden, Innisfail, Alb	41 780 247	1 357 063	43 137 310
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Brandon, Brandon, Man	560 507		560 507
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Brantford, Brantford, Ont	902 762		902 762
Bureau sectoriel de libération conditionnelle Calgary, Calgary, Alb	494 091		494 091
Annexe du centre correctionnel communautaire Carleton, Halifax, N-É	977 315		977 315
Centre correctionnel communautaire Carleton, Halifax, N-É	745 865	6 708	752 573
Bureau de district central de l'Ontario, Toronto, Ont	2 644 875		2 644 875
Bureau de libération conditionnelle de Charlottetown, Charlottetown, Î-P-É	679 382		679 382
Centre correctionnel communautaire de Chilliwack, Chilliwack, C-B	1 065 570	29 228	1 094 798
Établissement Collins Bay, Kingston, Ont	25 101 721	19 352 256	44 453 977
Bureau administratif des services correctionnels communautaires, Abbotsford, C-B	950 007		950 007
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Corner Brook, Corner Brook, T-N-L	2 032 083	5 191	2 037 274
Établissement Cowansville, Cowansville, Qc	33 877 061	5 385 066	39 262 127
Bureau de libération conditionnelle de Dartmouth, Dartmouth, N-É	673 261	34 644	707 905
Bureau sectoriel de libération conditionnelle des Laurentides et Centre correctionnel communautaire Laferrrière, St-Jérôme, Qc	3 232 994		3 232 994
Établissement Donnacona, Donnacona, Qc	37 894 376	734 922	38 629 298
Établissement pénitentiaire Dorchester, Dorchester, N-B	37 418 070	1 203 309	38 621 379
Bureau sectoriel de libération conditionnelle du centre-ville de Toronto, Toronto, Ont	3 508 168		3 508 168
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Drumheller, Drumheller, Alb	96 011		96 011
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb	39 618 397	665 016	40 283 413
Établissement Drummond, Drummondville, Qc	29 057 327	535 468	29 592 795
Bureau de district de libération conditionnelle Est/Ouest du Québec, St-Jérôme, Qc	1 483 033		1 483 033
Bureau de district de l'Est et du Nord de l'Ontario, Kingston, Ont	2 691 956		2 691 956
Bureau sectoriel de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest, Edmonton, Alb	19 473 467		19 473 467
Établissement pour femmes d'Edmonton, Edmonton, Alb	15 775 394	790 115	16 565 509
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb	35 346 663	3 417 022	38 763 685
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de l'Estrie, Sherbrooke, Qc	1 638 959		1 638 959
Centre fédéral de formation, Laval, Qc	20 121 640	856 147	20 977 787
Établissement Fenbrook, Gravenhurst, Ont	29 717 558	333 980	30 051 538
Établissement Ferndale, Mission, C-B	8 859 709	188 262	9 047 971
Bureau des services correctionnels communautaires de Fraser Valley, Abbotsford, C-B	2 391 005		2 391 005
Établissement Fraser Valley pour femmes, Abbotsford, C-B	12 263 710	295 896	12 559 606
Bureau de libération conditionnelle de Fredericton, Fredericton, N-B	541 803		541 803
Établissement Frontenac, Kingston, Ont	14 308 693	421 116	14 729 809
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Granby, Granby, Qc	1 530 673		1 530 673
Bureau satellite de Grand Falls, Grand Falls, T-N-L	155 192		155 192
Établissement Grand Valley pour femmes, Kitchener, Ont	15 707 812	389 884	16 097 696
Établissement Grande Cache, Grande Cache, Alb	17 586 169	294 569	17 880 738
Bureau satellite Grande Prairie, Grande Prairie, Alb	69 859		69 859
Établissement Grierson, Edmonton, Alb	3 509 326	252 618	3 761 944
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Guelph, Guelph, Ont	2 603 803		2 603 803
Bureau de libération conditionnelle de Halifax, Halifax, N-É	642 034		642 034
Centre correctionnel communautaire Hamilton, Hamilton, Ont	1 526 152		1 526 152
Bureau de libération conditionnelle de Hamilton, Hamilton, Ont	3 858 341		3 858 341
Centre correctionnel communautaire Hochelaga, Montréal, Qc	885 676	1 300	886 976
Bureau des services correctionnels communautaires de l'intérieur, Kelowna, C-B	3 270 889		3 270 889
Maison Isabel McNeil, Kingston, Ont	1 516 538	66 779	1 583 317
Établissement Joliette, Joliette, Qc	13 528 063	200 495	13 728 558
Établissement Joyceville, Kingston, Ont	32 527 827	989 336	33 517 163

**Sécurité publique et Protection civile
Service correctionnel**

ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT—*Suite*

	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	\$	\$	\$
Centre correctionnel communautaire Keele, Toronto, Ont	1 495 665		1 495 665
Établissement Kent, Agassiz, C-B	27 621 034	1 005 849	28 626 883
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Kentville, Kentville, N-É	685 799		685 799
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Kingston, Kingston, Ont	1 681 364		1 681 364
Pénitencier Kingston, Kingston, Ont	39 009 160	888 349	39 897 509
Village de ressourcement Kwikwèxwelhp, Harrison Mills, C-B	5 572 236	126 891	5 699 127
Établissement La Macaza, La Macaza, Qc	24 934 755	894 805	25 829 560
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Laval, Laval, Qc	3 818 763		3 818 763
Centre d'apprentissage de l'Atlantique, Memramcook, N-B	1 506 779		1 506 779
Établissement Leclerc, Laval, Qc	38 465 158	1 099 258	39 564 416
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Lethbridge, Lethbridge, Alb	337 313		337 313
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de London, London, Ont	2 540 160		2 540 160
Bureau sectoriel de libération conditionnelle Longueuil, Longueuil, Qc	1 387 877		1 387 877
Bureau sectoriel de libération conditionnelle Maisonneuve, Montréal, Qc	6 593 157	481	6 593 638
Bureau de district de libération conditionnelle du Manitoba, de la Saskatchewan et du Nord-Ouest de l'Ontario, Winnipeg, Man	3 301 497		3 301 497
Centre correctionnel communautaire Martineau, Montréal, Qc	1 653 799	2 576	1 656 375
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B	25 082 515	627 047	25 709 562
Bureau satellite de Medecine Hat, Medecin Hat, Alb	101 839		101 839
Établissement Millhaven, Bath, Ont	43 376 536	623 261	43 999 797
Établissement Mission, Mission, C-B	19 273 015	2 369 719	21 642 734
Établissement Montée Saint-François, Laval, Qc	14 377 216	1 242 979	15 620 195
Bureau de district de libération conditionnelle de Montréal - Métropolitain, Montréal, Qc	4 118 644	2 899	4 121 543
Établissement Mountain, Agassiz, C-B	25 325 014	284 499	25 609 513
Administration centrale — Coûts ministériels, Ottawa, Ont	75 586 057	33 654 404	109 240 461
Administration centrale — Coûts fonctionnels, Ottawa, Ont	71 351 052	734 056	72 085 108
Bureau des services correctionnels communautaires de New Westminster, New Westminster, C-B	2 701 234		2 701 234
Bureau des services correctionnels communautaires de la région du Nord, Prince George, C-B	2 310 007		2 310 007
Établissement Nova pour femmes, Truro, N-É	12 352 479	304 308	12 656 787
Bureau sectoriel de libération conditionnelle du Nunavut, Iqualuit, Nunavut	387 608		387 608
Centre correctionnel communautaire Ogilvy, Montréal, Qc	84 902	192 065	276 967
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Sask	5 855 953	89 757	5 945 710
Centre correctionnel communautaire Osborne, Winnipeg, Man	762 699	22 654	785 353
Centre correctionnel communautaire Oskana, Regina, Sask	977 702	670 912	1 648 614
Bureau sectoriel de libération conditionnelle d'Ottawa, Ottawa, Ont	4 704 708		4 704 708
Établissement Pacifique - Centre régional de traitement, Abbotsford, C-B	35 747 719	371 076	36 118 795
Bureau des services correctionnels communautaires du Pacifique, Abbotsford, C-B	3 764 097		3 764 097
Services regroupés du Pacifique, Abbotsford, C-B	35 714 402	176 560	35 890 962
Centre correctionnel communautaire Parrtown, Saint John, N-B	1 323 872	47 059	1 370 931
Établissement Pê Sâkâstêw, Hobbema, Alb	5 140 045	184 072	5 324 117
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Peel, Toronto, Ont	8 780		8 780
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Peterborough, Peterborough, Ont	1 639 202		1 639 202
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ont	12 047 108	63 642	12 110 750
Établissement Port-Cartier, Port-Cartier, Qc	25 833 633	696 408	26 530 041
Centre correctionnel communautaire Portsmouth, Kingston, Ont	1 453 736	48 158	1 501 894
Bureau sectoriel Prince Albert, Prince Albert, Sask	1 758 075		1 758 075
Bureau sectoriel Québec et Centre correctionnel communautaire Marcel Caron, Québec, Qc	4 848 474	202 333	5 050 807
Centre régional de santé mentale — Région de Québec, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	6 505 455		6 505 455
Bureau sectoriel de libération conditionnelle — Red Deer, Red Deer, Alb	999 265		999 265
Bureau sectoriel de libération conditionnelle — Regina, Regina, Sask	1 479 970		1 479 970
Centre régional de formation correctionnelle - Pacifique, Abbotsford, C-B	2 028 037		2 028 037
Collège région de formation du personnel - Ontario, Kingston, Ont	3 178 420	586 434	3 764 854
Collège régional de formation du personnel des Prairies, Saskatoon, Sask	2 323 414		2 323 414
Administration régionale de l'Atlantique, Moncton, N-B	18 996 357	368 648	19 365 005
Administration régionale de l'Ontario, Kingston, Ont	30 879 742	1 870 140	32 749 882
Administration régionale du Pacifique, Abbotsford, C-B	17 204 964	1 538 765	18 743 729
Administration régionale des Prairies, Saskatoon, Sask	20 708 468	262 968	20 971 436

Sécurité publique et Protection civile Service correctionnel

ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT—Fin

	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	\$	\$	\$
Administration régionale du Québec, Laval, Qc	36 562 352	565 316	37 127 668
Centre psychiatrique régional des Prairies, Saskatoon, Sask	33 020 038	621 826	33 641 864
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	34 128 555	741 346	34 869 901
Centre régional de traitement, Kingston, Ont	16 192 931	196 484	16 389 415
Établissement Riverbend, Prince Albert, Sask	7 793 743	317 624	8 111 367
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Man	8 844 404	212 338	9 056 742
Établissement Sainte-Anne-des-Plaines, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	16 356 666	1 325 784	17 682 450
Bureau de libération conditionnelle de Saint-John, Saint-John, N-B	2 024 655		2 024 655
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Sask	49 532 913	7 229 626	56 762 539
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Saskatoon, Saskatoon, Sask	1 942 011		1 942 011
Centre de rétablissement Shepody, Dorchester, N-B	8 154 858	33 473	8 188 331
Centre communautaire correctionnel Sherbrooke, Montréal, Qc	857 022	13 430	870 452
Établissement Springhill, Springhill, N-É	37 216 627	11 506 857	48 723 484
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de St. Catharines, St. Catharines, Ont	831 221		831 221
Collège du personnel du Québec, Laval, Qc	3 139 913	1 515 676	4 655 589
Centre correctionnel communautaire St-John's, St-John's T-N-L	3 246 936	14 049	3 260 985
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Man	41 581 602	1 195 595	42 777 197
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Sudbury, Sudbury, Ont	1 389 125		1 389 125
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Sydney, Sydney, N-É	1 074 692		1 074 692
Bureau sectoriel de libération conditionnelle The Pas, The Pas, Man	153 429		153 429
Bureau satellite de Thompson, Thompson, Man	147 639		147 639
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Thunder Bay, Thunder Bay, Ont	382 497		382 497
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de l'Est de Toronto, Toronto, Ont	1 844 527		1 844 527
Bureau de surveillance d'équipe de Toronto, Toronto, Ont	507 364		507 364
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de l'Ouest de Toronto, Toronto, Ont	2 888 192		2 888 192
Bureau sectoriel de libération conditionnelle de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qc	3 787 684		3 787 684
Bureau de libération conditionnelle de Truro, Truro, N-É	1 071 390		1 071 390
Bureau des services correctionnels communautaires de la région de Vancouver, Vancouver, C-B	7 107 730		7 107 730
Bureau des services correctionnels communautaires de l'île de Vancouver, Victoria, C-B	4 013 989		4 013 989
Bureau sectoriel Ville-Marie, Montréal Qc	7 305 253		7 305 253
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont	38 581 428	2 765 507	41 346 935
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B	13 644 666	806 870	14 451 536
Établissement William Head, Victoria, C-B	10 079 799	379 825	10 459 624
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Sask	4 533 634		4 533 634
Bureau sectoriel de Windsor, Windsor, Ont	1 225 278		1 225 278
Bureau sectoriel de Winnipeg, Winnipeg, Man	4 952 975		4 952 975
Unité de supervision pour femmes, Toronto, Ont	1 316 014		1 316 014
Bureau sectoriel Yellowknife, Yellowknife, TN-O	1 287 675		1 287 675
Total	1 743 847 307	124 538 377	1 868 385 684

Conseil du Trésor
Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor		
		Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15
		Éventualités du gouvernement	Initiatives pangouver- nementales	Rajustements de la rémunération
		\$	\$	\$
Agriculture et Agroalimentaire—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement	1		138 750	7 851 000
Commission canadienne du lait—				
Dépenses du programme	25			147 000
Agence canadienne d'inspection des aliments—				
Dépenses de fonctionnement et contributions	30		232 373	4 259 000
Commission canadienne des grains—				
Dépenses du programme	40	460 795	5 000	503 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement	1		223 740	694 000
Agence du revenu du Canada—				
Dépenses du programme	1	58 842 466		59 558 000
Patrimoine canadien—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement	1		347 530	2 230 000
Conseil des Arts du Canada—				
Paiements au Conseil des Arts du Canada	15			8 000
Société Radio-Canada—				
Paiements au Société Radio-Canada	20			14 000
Musée canadien des civilisations—				
Paiements au Musée canadien des civilisations	35	453 042		8 000
Musée canadien de la nature—				
Paiements au Musée canadien de la nature	40	109 079		7 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications—				
Dépenses du programme	45	600 000		296 000
Bibliothèque et Archives du Canada—				
Dépenses du programme	50	1 160 000	10 000	1 136 000
Société du Centre national des Arts—				
Paiements à la Société du Centre national des Arts	55			211 000
Office national du film—				
Fonds renouvelable de l'Office national du film—				
Dépenses de fonctionnement	65		150 039	128 000
Musée des beaux-arts du Canada—				
Paiements au Musée des beaux-arts du Canada	70	391 072		133 000
Musée national des sciences et de la technologie—				
Paiements au Musée national des sciences et de la technologie	80	343 290		7 000
Commission de la fonction publique—				
Dépenses du programme	95		158 250	1 240 000
Commission des relations de travail dans la fonction publique—				
Dépenses du programme	100			106 000
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice—				
Dépenses de fonctionnement	110			119 000
Téléfilm Canada—				
Paiements à Téléfilm Canada	120			7 000
Citoyenneté et Immigration—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement	1		467 533	4 351 000
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada—				
Dépenses du programme	10		8 750	1 049 000

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor		
		Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15
		Éventualités du gouvernement	Initiatives pangouver- nementales	Rajustements de la rémunération
		\$	\$	\$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—				
Dépenses de fonctionnement	1			321 000
Environnement—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement	1		295 715	17 082 000
Agence canadienne d'évaluation environnementale—				
Dépenses du programme	20	384 500		170 000
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie—				
Dépenses du programme	25			27 000
Agence Parcs Canada—				
Dépenses du programme	30	6 371 401	95 367	2 271 000
Finances—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement	1		30 237	2 186 000
Vérificateur général—				
Dépenses du programme	20	737 903		933 000
Tribunal canadien du commerce extérieur—				
Dépenses du programme	25			111 000
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada—				
Dépenses du programme	30			7 000
Bureau du surintendant des institutions financières—				
Dépenses du programme	35			13 000
Pêches et Océans—				
Dépenses de fonctionnement	1		551 378	12 789 000
Affaires étrangères et Commerce international—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement	1		212 000	6 984 000
Corporation commerciale canadienne—				
Dépenses du programme	25			960 000
Agence canadienne de développement international—				
Dépenses de fonctionnement	30		110 000	2 138 000
Centre de recherches pour le développement international—				
Paievements au Centre de recherches pour le développement international	55			2 199 000
Commission mixte internationale—				
Dépenses du programme	60			91 000
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne—				
Dépenses du programme	65			17 000
Gouverneur général—				
Dépenses du programme	1	206 680		100 000
Santé—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement	1		440 754	19 364 000
Instituts de recherche en santé du Canada—				
Dépenses de fonctionnement	15			16 000
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses—				
Dépenses du programme	25			61 000
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés—				
Dépenses du programme	30			86 000

Conseil du Trésor
Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor		
		Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15
		Éventualités du gouvernement	Initiatives pangouvernementales	Rajustements de la rémunération
		\$	\$	\$
Agence de la santé publique du Canada—				
Dépenses de fonctionnement.....	35		25 000	1 064 000
Ressources humaines et Développement des compétences—				
Ministères—				
Ressources humaines et développement des compétences—				
Dépenses de fonctionnement.....	1	7 635 000	1 330 671	672 000
Développement social—				
Dépenses de fonctionnement.....	10	8 488 000		6 264 000
Conseil canadien des relations industrielles—				
Dépenses du programme.....	20			97 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs—				
Dépenses du programme.....	30			16 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—				
Dépenses du programme.....	35			169 000
Affaires indiennes et du Nord canadien—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement.....	1		462 500	5 443 000
Commission canadienne des affaires polaires—				
Dépenses du programme.....	40			16 000
Commission des revendications particulières des Indiens—				
Dépenses du programme.....	45			72 000
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones—				
Dépenses de fonctionnement.....	52			201 000
Industrie—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement.....	1		755 942	11 272 000
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	(S)	264 203		
Agence spatiale canadienne—				
Dépenses de fonctionnement.....	25			3 483 000
Commission canadienne du tourisme—				
Dépenses du programme.....	40			8 000
Tribunal de la concurrence—				
Dépenses du programme.....	45			11 000
Commission du droit d'auteur—				
Dépenses du programme.....	50			23 000
Conseil national de recherches du Canada—				
Dépenses de fonctionnement.....	55		197 336	20 859 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—				
Dépenses de fonctionnement.....	70		5 000	113 000
Conseil de recherches en sciences humaines—				
Dépenses de fonctionnement.....	80		70 643	82 000
Statistique Canada—				
Dépenses du programme.....	95		87 620	11 843 000
Justice—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement.....	1	4 200 000	235 000	6 674 000
Commission canadienne des droits de la personne—				
Dépenses du programme.....	10			169 000
Tribunal canadien des droits de la personne—				
Dépenses du programme.....	15	112 855		14 000

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor		
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement \$	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales \$	Crédit 15 Rajustements de la rémunération \$
Commissaire à la magistrature fédérale—				
Dépenses de fonctionnement.....	20			91 000
Service administratif des tribunaux judiciaires—				
Dépenses du programme.....	30		5 000	366 000
Commission du droit du Canada—				
Dépenses du programme.....	35			7 000
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada—				
Bureau du Commissaire à l'information du Canada—				
Dépenses du programme.....	40			46 000
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—				
Dépenses du programme.....	45			98 000
Cour suprême du Canada—				
Dépenses du programme.....	50			226 000
Défense nationale—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement.....	1		1 081 299	34 841 000
Comité des griefs des Forces canadiennes—				
Dépenses du programme.....	15			51 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire—				
Dépenses du programme.....	20			32 000
Ressources naturelles—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement.....	1		526 000	11 429 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire—				
Dépenses du programme.....	20	2 386 240	54 103	602 000
Office national de l'énergie—				
Dépenses du programme.....	30	2 890 482		102 000
Conseil privé—				
Ministère—				
Dépenses du programme.....	1			1 983 000
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes—				
Dépenses du programme.....	5			120 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports—				
Dépenses du programme.....	10			1 096 000
Directeur général des élections—				
Dépenses du programme.....	15			558 000
Commissariat aux langues officielles—				
Dépenses du programme.....	20	120 000		101 000
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité—				
Dépenses du programme.....	25			15 000
Sécurité publique et Protection civile—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement.....	1			1 007 000
Agence des services frontaliers du Canada—				
Dépenses de fonctionnement.....	10	18 161 923	350 000	7 994 000
Service canadien du renseignement de sécurité—				
Dépenses du programme.....	35	13 035 000	40 000	1 688 000
Service correctionnel—				
Service pénitentiaire et Service national de libération conditionnelle—				
Dépenses de fonctionnement.....	40		427 620	161 660 000
Commission nationale des libérations conditionnelles—				
Dépenses du programme.....	50			386 000

**Conseil du Trésor
Secrétariat**

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Fin*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor		
		Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15
		Éventualités du gouvernement	Initiatives pangouvernementales	Rajustements de la rémunération
		\$	\$	\$
Bureau de l'enquêteur correctionnel—				
Dépenses du programme	55	7 857		18 000
Gendarmerie royale du Canada—				
Application de la loi — Dépenses de fonctionnement	60			14 817 000
Centre canadien des armes à feu — Dépenses de fonctionnement	61			160 000
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada—				
Dépenses du programme	75			5 000
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada—				
Dépenses du programme	80	167 274		40 000
Travaux publics et Services gouvernementaux—				
Dépenses de fonctionnement	1	16 610 360	648 870	27 150 000
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(S)	590 003		
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	(S)	3 110 961		
Transports—				
Ministère—				
Dépenses de fonctionnement	1			14 999 000
Office des transports du Canada—				
Dépenses du programme	40			351 000
Commission de la capitale nationale—				
Paiement de la Commission de la capitale nationale	45	1 068 000		353 000
Bureau de l'infrastructure du Canada—				
Dépenses de fonctionnement	55			368 000
Tribunal d'appel des transports du Canada—				
Dépenses du programme	80			6 000
Conseil du Trésor—				
Secrétariat—				
Dépenses de fonctionnement	1			1 797 000
École de la fonction publique du Canada—				
Dépenses du programme	25			457 000
Bureau du directeur des lobbyistes—				
Dépenses du programme	27			10 000
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada—				
Dépenses du programme	30			777 000
Anciens Combattants—				
Dépenses de fonctionnement	1	6 920 000	363 684	2 641 000
Tribunal des anciens combattants — Dépenses de fonctionnement	15	141 000		42 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—				
Dépenses de fonctionnement	1		20 000	520 000
Total		155 969 386	10 163 704	509 563 000

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2006-2007

Index

Index

A

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, 5
 ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, 4
 ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume I, section 10*
 Activités de programme, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.2
 Aliénation des biens immobiliers, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.8
 ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*
 Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, *voir volume II, section 1*
 Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, *voir volume II, section 1*
 Autorisations disponibles des exercices antérieurs, *voir volume II, section 1*
 Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, *voir volume II, section 1*
 Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, *voir volume II, section 1*
 AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, 11
 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, 10
 Avances à justifier, 2.13

B

Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers), 1.12

C

Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.18
 Commissions, 10.17
 COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*
 COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*
 Conseils et Vérification Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.27
 CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.33
 Créances—radiations ou renonciations, 2.8
 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume I, section 5*

D

Dépenses de voyage pour la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères et Commerce international), 11.4
 Dépenses ministérielles par article courant, *voir volume II, section 1*
 Dépenses ministérielles par catégorie, *voir volume II, section 1*
 Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères et Commerce international), 11.2
 Détail budgétaire par affectation, 10.2
 Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, *voir volume II, section 1*
 Détail des autres paiements de transfert, *voir volume II, section 1*
 Détail des montants disponibles pour être dépensés, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*

Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Conseil du Trésor), 11.24
 Détails des dépenses—39^e élection générale (janvier 2006), (Conseil privé), 11.19
 Détails des dépenses législatives—Élections partielles—Repentigny et London Centre-Nord (novembre 2006) (Conseil privé), 11.20
 DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*

E

ENCAISSE ET DÉBITEURS, *voir volume I, section 7*
 État des dépenses—Autorisation législative et dépenses du programme, (Conseil privé), 11.19
 État des dépenses par établissement, (Sécurité publique et Protection civile), 11.21
 État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2006-2007, (Parlement), 11.9
 État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2006-2007, (Parlement), 11.11
 État des revenus et charges, *voir volume II, section 1*
 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUELABLES, 1
 ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE, *voir volume I, section 2*

F

Frais d'étude, 10.20
 Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, 10.25
 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, 7

G

Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.41

I

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, 2

M

Montants adjugés par une cour, 8.30

O

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET PASSIF ÉVENTUEL, *voir volume I, section 11*
 Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.48
 Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.55

P

Paiements à titre gracieux, 8.17
 Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ressources humaines et Développement des compétences), 11.8
 Paiements de réclamations contre l'État, 8.2
 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, 8
 PAIEMENTS DE TRANSFERT, 6
 Paiements de transfert, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.64
 Pertes de fonds et de biens publics, 2.16
 PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*
 Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.70
 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, 9
 Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
 Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
 Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), *voir volume II, section 1*

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, *voir volume II, section 1*
 Récapitulation des charges externes par catégorie, *voir volume II, section 1*
 Récapitulation des revenus externes, *voir volume II, section 1*
 Résultat stratégique et description des activités de programme, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Revenus, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes, 2.2
 REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir volume I, section 3*
 Revenus de placements, 10.22
 Revenus ministériels, *voir volume II, section 1*

S

Services communs de télécommunications et d'informatique, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.71
 Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.76
 Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.81
 SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, 3
 Sommaire du portefeuille ministériel, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*

T

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2006-2007, (Parlement), 11.17
 Traitements et indemnités aux Ministres d'État et Secrétaires d'État, (Conseil privé), 11.18

V

Ventes de biens et de services, *voir volume II, section 1*